

Nations unies : le Ghanéen Kofi Annan sera le prochain secrétaire général

LE GHANÉEN KOFI ANNAN, actuellement responsable des opérations de maintien de la paix à l'ONU après trente ans de carrière dans la fonction publique internationale, a été désigné pour succéder à Boutros Boutros-Ghali à la tête du secrétariat général de l'Organisation. L'Assemblée générale de l'ONU devrait confirmer mardi la décision du Conseil de sécurité, qui a eu lieu par acclamation vendredi 13 décembre. La France s'est ralliée au choix des Etats-Unis. Elle s'y était opposée lors des consultations qui avaient eu lieu en début de semaine, pour protester contre la manière dont Washington avait évincé M. Boutros-Ghali. Paris pourrait obtenir le poste de secrétaire général adjoint que M. Annan laisse vacant.

Lire page 4

Les Quinze acceptent la discipline budgétaire de la monnaie unique

L'Union européenne adopte un « pacte de stabilité et de croissance »

L'UNION EUROPÉENNE (UE) a franchi, vendredi 13 décembre, un pas décisif vers la monnaie unique. Réunis au sommet de Dublin, les quinze ministres des finances de l'UE ont adopté le pacte dit « de stabilité et de croissance ». Les chefs d'Etat et de gouvernement devaient le signer dans la journée de samedi. Le document fixe les règles de discipline budgétaire que devront observer les pays de la zone euro, après l'entrée en vigueur de la monnaie unique en janvier 1999. Il est le produit d'un laborieux compromis entre l'Allemagne, d'un côté, et les autres membres de l'Union, de l'autre. Il fixe pour règle que les pays dont le déficit budgétaire dépasserait 3 % de leur produit intérieur brut (PIB) se verraient sanctionner (approche allemande) sauf s'ils peuvent prouver qu'ils sont victimes d'une récession sévère (approche française).

Lire page 2
et notre édition page 16



Vol TWA 800 : la thèse de l'accident l'emporte

Le réservoir central des Boeing 747 mis en cause

L'EXPLOSION du Boeing de la TWA New York-Paris, le 17 juillet, est-elle due à une défaillance technique liée au réservoir central de l'avion, construit en 1971 ? Bien que l'enquête ne soit pas terminée, les nouvelles consignes de sécurité recommandées, vendredi 13 décembre, par la direction nationale de la sécurité des transports américaine (NTSB) semblent accréditer cette hypothèse.

Alors que les dirigeants de cet organisme devaient rencontrer, samedi 14 décembre à Washington, une centaine de proches des victimes, le NTSB estime nécessaire la modification de la conception du réservoir central droit des Boeing 747 ainsi que des réservoirs situés près d'une source de chaleur dans d'autres types d'appareils. Il préconise également la mise en place de systèmes de surveillance de la température du réservoir à l'intérieur des cabines de pilotage.

Ces consignes seront examinées « sans délai » par la direction de

l'aviation civile américaine, la FAA, qui les mettra en œuvre aux Etats-Unis. Ses homologues du monde entier seront parallèlement informés de ces mesures et les répercussions sur les compagnies aériennes de leur pays. Ces modifications de grande ampleur devraient se dérouler sur plusieurs mois, estime à Paris la direction générale de l'aviation civile.

Cinq mois après cet accident qui a fait deux cent trente victimes, les enquêteurs n'ont pas formellement écarté la thèse d'un attentat par explosif ni celle du missile « égaré ». Le long silence des officiels américains ne s'explique pas seulement par la complexité de l'enquête, mais aussi par les intérêts commerciaux en jeu chez les constructeurs et les transporteurs. Les conséquences d'une éventuelle bataille judiciaire qui résulterait de la confirmation de cette hypothèse pourraient coûter très cher à Boeing et TWA.

Lire page 17

Les propositions socialistes

La convention du Parti socialiste devrait ratifier ce week-end son projet économique. p. 6

Une 4 CV mythique

Il y a cinquante ans naissait la petite Renault, le rêve automobile d'une France à peine remise de l'Occupation mais avide de renouveau. p. 13

Du foulard islamique

Dans un point de vue, Riva Kastoryano explique que l'exclusion des jeunes filles porteuses du foulard ne résout pas le problème de l'intégration. p. 14

Placements

Notre panorama hebdomadaire de l'actualité des places financières et boursières. p. 18, 19, 20

Les portables du Père Noël

Les réseaux français proposent des téléphones portables dans des paquets-cadeaux, avec abonnement et stock de communications gratuites. p. 21

La danse au cirque

Lois des paillettes, l'union sacrée des deux arts du mouvement. p. 24

Au « Grand Jury »

Valéry Giscard d'Estaing est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 15 décembre à 18 h 30.

Allemagne, 9 DM ; Autriche-Corona, 9 F ; Belgique, 26 ATS ; Espagne, 200 Ptas ; France, 2 F ; Grèce, 380 Dr ; Irlande, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FF ; Pays-Bas, 10 Gld ; Norvège, 140 Kr ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 9 F ; Suède, 80 F ; Suisse, 15 F ; Taiwan, 200 NT ; Turquie, 20 L ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 250 c.

M 0146 - 1215 - 7,00 F



Le bélier malien de Jacques Chirac est-il un « clandestin » ?

D'OU VIENT la pièce d'art africain, offerte par ses collaborateurs au président de la République, Jacques Chirac, pour son soixante-quatrième anniversaire ? D'après la photographie publiée par l'hebdomadaire Paris-Match daté du 12 décembre, reprise par Le Canard enchaîné, ce quadrupède de terre cuite - probablement un bélier - semble provenir des environs de Thiès, bourgade située au Mali, dans le delta du Niger, au sud-ouest de Djenné. Jean Pollet, professeur d'archéologie et d'histoire de l'art africain à Paris-I (Sorbonne), est formel : « Ce site est particulièrement connu parce que c'est l'un des rares théâtres de fouilles clandestines, au Mali. La force publique malienne y est intervenue en 1990. On connaît donc bien les objets qui ont été exhumés. » Une photo publiée par l'ICOM-Maison de l'Unesco dans sa brochure Cent objets disparus (1994) montre effectivement des pièces semblables disposées sur un étau : des animaux de factures assez frustes, fabriqués entre le X^e et le XV^e siècle.

Comme tous les objets archéologiques maliens, ils sont strictement interdits d'exportation. Ils sont pourtant nombreux à être proposés en France, en Grande-Bretagne ou en

Allemagne. Un grand marchand parisien indique que des objets de ce type ont commencé à sortir du Mali à la fin des années 80 : « Ils ne sont ni rares ni précieux, et ont surtout un intérêt historique. Leur prix de vente était de l'ordre de 3 000 francs français au Mali, entre 5 000 francs et 7 000 francs environ, en France. Ils n'ont guère augmenté aujourd'hui. » Un autre spécialiste estime ce genre de pièce à « pas plus de 15 000 francs ». Rien à voir avec les statuettes Bankoni de la région de Bamako ou les figurines trouvées du côté de Djenné, beaucoup plus sophistiquées, qui peuvent atteindre des prix très élevés.

Cette affaire provoque néanmoins une grosse émotion au Mali dont le président, Alpha Oumar Konaré, ancien archéologue, est particulièrement soucieux de la préservation du patrimoine. Car, pour obtenir ces pièces, des sites archéologiques sont fouillés clandestinement et donc détruits. Du coup, ce sont des pans entiers d'histoire qui disparaissent. C'est pour cette raison que l'Unesco, en 1970, a élaboré une convention internationale pour lutter contre le trafic illicite des objets d'art, qu'ils soient volés ou pillés. Le Parlement français, en 1983, a autorisé les pouvoirs pu-

blics à ratifier cette convention. Elle devrait l'être par le ministère des affaires étrangères dans les prochains jours - avec treize ans de retard ! La France a également signé (mais pas encore ratifié) la convention Unidroit, présentée à Rome en 1995 par l'Institut international pour l'unification du droit privé. D'après cette convention, l'acheteur ne peut plus se réfugier derrière sa bonne foi en cas de litige : il doit faire preuve de sa « bonne diligence », prouver qu'il s'est enquis de l'origine de la pièce.

Ce qui l'empêche - théoriquement - d'acheter un objet archéologique interdit de sortie. Mais les textes législatifs n'étant pas rétroactifs, les objets qui circulaient sur le marché avant la promulgation de la loi ne sont pas visés par elle. « Peu importe. Ce que nous voulons, explique Elisabeth des Portes, une responsable de l'ICOM, c'est prendre date pour moraliser le marché du XXI^e siècle. » Néanmoins, les Etats-Unis viennent d'interdire officiellement la vente de tous les objets archéologiques en provenance de certains pays - dont le Mali.

Emmanuel de Roux

Du bon usage des incidents diplomatiques

AINSI, Hervé de Charette aurait ostensiblement boudé Warren Christopher, au moment où le secrétaire d'Etat américain tourne lui-même le dos à la diplomatie pour reprendre son métier d'avocat dans sa Californie natale. En d'autres temps, un tel affront aurait pu avoir des conséquences dramatiques, comme le coup d'éventail que le dey d'Alger infligea au consul de France ou la dépeche d'Éms que Bismarck expédia à Napoléon III. Le soufflet provoqua en 1830 la conquête de l'Algérie et l'insolente missive la guerre de 1870.

Heureusement que Paris et Washington sont, comme le dit un diplomate français « d'accord sur l'essentiel ». Sinon... La tragi-comédie bruxelloise est ce qu'on appelle un de ces « incidents diplomatiques », qui foisonnent dans l'histoire des relations internationales. Tantôt c'est une parole malheureuse, un geste déplacé, un grave manquement aux convenances, tantôt un écart savamment calculé ou une déclaration spontanée. Souvent ils en disent plus long que toutes les notes verbales et écrites, où tous les termes sont pesés au trebuchet.

Quelques exemples (qui ne font

pas une typologie). Le 15 octobre 1960, à l'Assemblée générale des Nations unies, Nikita Khrouchtchev manifeste bruyamment son hostilité au discours du délégué américain en tapant du poing sur la table, accompagné du taciturne Andreï Gromyko. Déçu du peu d'attention dont il est l'objet, le premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique, la mine réjouie, se saisit alors de sa chaussure pour frapper le pupitre en bois. Effet garanti. Khrouchtchev montre le peu de cas qu'il fait de l'ONU, mais en Union soviétique, ce comportement de rustré lui vaut le mépris silencieux de ses concitoyens.

Quelques mois auparavant, il avait déjà provoqué un incident à Paris, alors que de Gaulle avait convoqué le premier sommet des Quatre depuis les grandes réunions de l'après-guerre. Le chef du Kremlin avait pris prétexte de la violation de l'espace aérien soviétique par un avion-espion américain U2 pour monter ce que le général appela « une mauvaise comédie ».

Daniel Vernet

Lire la suite page 16

Télé : la saga du numérique

LES FRANÇAIS vont bientôt pouvoir faire leur choix parmi des dizaines, voire des centaines de nouveaux programmes. Telle est la révolution de la télévision numérique. Il reste, pour accéder à cette nouvelle planète, à acquiescer à un décodeur et à payer un abonnement... Trois bouquets concurrents se battent déjà pour séduire les téléspectateurs. Le 16 décembre, Télévision par satellite (TPS) se lance à l'assaut du marché investi par CanalSatellite. AB Sat devrait suivre avant la fin de l'année. Rudes bagarres d'armes ont commencé. Toute une saga... A lire aussi, dans notre supplément « Télévision, Radio, Multimedia », notre sélection de cadeaux : CD-ROM pour adultes, vidéos pour enfants, et notre enquête sur la radio Skyrock.

La vieille dame et la mer



ANITA CONTI

C'EST UNE AVENTURIÈRE, une vraie. Anita Conti n'a jamais pu résister à l'appel du large. A quatre-vingt-dix-sept ans, cette grande voyageuse raconte ses rêves et ses passions, ses longues courses sur les océans et les continents. Son seul regret : ne pas avoir volé dans l'espace. Car la Terre lui parut un jour comme « un grumeau ». Trop étreinte pour son appétit de découvertes.

Lire page 11

International	2	Aujourd'hui	21
France	6	Agenda	23
Société	8	Abonnements	23
Carnet	10	Météorologie	23
Horizons	11	Mots croisés	24
Entreprises	17	Culture	24
Placements	18	Radio-Télévision	27

مكتبة العصر

EURO Les ministres des finances des quinze pays de l'Union européenne ont franchi une étape importante dans la voie de la mise en service de l'euro en adoptant, vendredi

13 décembre au sommet de Dublin, un « pacte de stabilité et de croissance ». Il s'agit de la discipline budgétaire que devront observer les pays de la zone euro après l'entrée

en vigueur de la monnaie unique en janvier 1999 et notamment des sanctions pour ceux d'entre eux dont le déficit budgétaire franchirait la barre des 3 % du PIB. ● L'ALLEMAGNE

voulait l'automatisme des sanctions, sauf dans le cas de circonstances exceptionnelles - forte récession - définies de manière très étroite. La France et les autres pays étaient

partisans de plus de souplesse. Le résultat final est un compromis qui a fait dire aux uns et aux autres qu'il leur donnait satisfaction (lire notre éditorial page 16).

Les Quinze s'entendent sur la discipline de la monnaie unique

Après plus d'une dizaine d'heures d'après discussions, les ministres des finances des pays de l'UE ont adopté, vendredi 13 décembre à Dublin, le pacte dit « de stabilité » qui encadrera les finances publiques des Etats participant à l'Union économique et monétaire

DUBLIN
de nos envoyés spéciaux
C'est à l'évidence avec une grande satisfaction que Ruari Quinn, le ministre irlandais des finances qui présidait les travaux du Conseil « Ecofin », et Yves Thibault de Silguy, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, ont annoncé, vendredi 13 décembre dans l'après-midi, que les Quinze étaient parvenus à s'entendre sur les modalités du « pacte de stabilité » budgétaire, lequel lie, à partir du 1^{er} janvier 1999, les pays participants à l'euro. Les derniers points laissés en suspens à l'aube précédente avaient été réglés, le compromis virtuel étant ainsi transformé en accord politique en bonne et due forme.

Trois textes ayant trait à la gestion de l'euro sont ainsi débattus. Celui sur le statut juridique de l'euro explique qu'à compter du 1^{er} janvier 1999, l'euro deviendra la seule monnaie légale des pays qui auront été qualifiés (en mars 1998) pour passer à la troisième étape de l'Union économique et monétaire. Il garantit la continuité des contrats, autrement dit donne les assurances nécessaires à ceux qui détiennent des créances en euros, ou bien dans l'une des devises européennes qui vont disparaître au profit de l'euro.

Le deuxième concerne la mise en place, à partir du 1^{er} janvier 1999, d'un nouveau système monétaire européen (SME) entre la zone « euro » et les pays dits « pré-in » qui ne participeront pas encore à la monnaie unique, soit parce qu'ils ne remplissent pas les conditions exigées par le traité (les critères de convergence), soit - s'agissant des deux pays qui disposent d'une clause d'exemption (Grande-Bretagne, Danemark) - parce qu'ils auront préféré différer leur propre passage

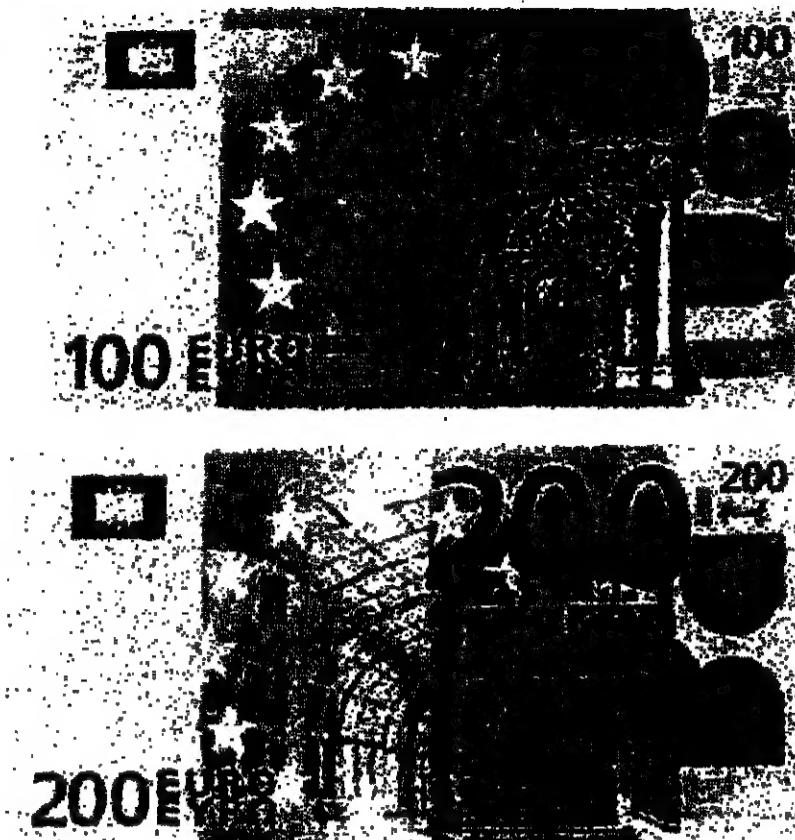
à la monnaie unique. Le nouveau SME, auquel tenaient beaucoup les Français, a pour objet d'assurer la stabilité monétaire à l'intérieur de l'ensemble de l'Union.

Le troisième est le « pacte de stabilité » lui-même, objet de la sollicitude des Allemands, garde-fou contre la tentation de pratiquer une politique budgétaire laxiste avec, comme risque, la remise en cause de la solidité de l'euro. A la demande de Jacques Chirac, il sera dorénavant dénommé « pacte de stabilité et de croissance ». Chacun a reconnu que l'idée était bonne, qu'il ne s'agissait pas là de chercher à faire illusion, mais de convaincre l'opinion que la vertu ainsi codifiée, choisie par tous, imposée par personne, donnerait une assise plus solide à l'activité. « Le pacte, c'est l'assurance que l'euro sera bien géré, qu'il y aura des taux d'intérêt bas, ce qui est bon pour la croissance et l'emploi », a souligné M. de Silguy.

COMPROMIS

L'objet du pacte est d'encadrer la politique budgétaire des participants à l'euro, avec comme objectif, à moyen terme, des finances publiques proches de l'équilibre et, dans le court terme, des déficits n'excédant pas 3 % du PIB. En cas de dépassement, le pacte prévoit des sanctions pouvant prendre la forme de lourdes amendes si rien n'est fait à temps pour corriger les erreurs relevées. Franchir cette ligne rouge de 3 % sans être pour autant sanctionné sera possible, en cas de « circonstances exceptionnelles et provisoires », c'est-à-dire principalement en cas de récession sévère. Comment définir cette dernière ? C'est sur ce point que depuis six semaines porte la querelle.

Les Allemands, soutenus jusqu'à un certain point par les Néerlandais,



L'histoire retiendra que l'euro a été présenté un vendredi 13, au siège de la Banque d'Irlande, sous un ciel d'hiver à Dublin. Le président de l'Institut monétaire européen, Alexandre Lamfalussy, un baron belge originaire de Hongrie, a présenté sept coupures de 5 (gris), 10 (rouge), 20 (bleu), 50 (orange), 100 (vert), 200 (jaune), 500 (violet) euros qui seront mises en circulation, dans les pays éligibles à la monnaie unique, au plus tard le 1^{er} janvier 2002.

Conseil. Aux dires des Français, en revanche, celle-ci était complètement préservée.

Sauf à risquer une remise en cause d'un résultat laborieusement acquis quelques heures plus tôt, il fallait mettre un terme à cette cacophonie. Jacques Chirac, Helmut Kohl, John Bruton, le premier ministre irlandais, chargé Jean-Pierre Juncker, premier ministre et ministre des finances du Luxembourg (siégeant dans les deux institutions, le Conseil Ecofin et le Conseil européen) d'une médiation entre Jean Arthuis et Theo Walge, les ministres des finances français et allemand. Le premier ministre luxembourgeois, homme habile et avisé, qui bénéficie de l'estime de tous (il présidera le Conseil européen au second semestre 1997) éprouva apparemment quelques difficultés à mettre tout le monde d'accord sur un texte un peu moins susceptible d'interprétations divergentes. Nul doute cependant que la volonté d'aboutir était bien présente et, finalement, cette ultime tractation fut conclue dans des délais raisonnables. Le cas de figure envisagé est celui où un pays de la zone euro laisse filer le déficit de ses finances publiques au-delà de 3 %. En cas de récession de plus de 2 % sur un an, il est dispensé de sanction. Dans l'hypothèse d'une récession inférieure à 2 %, la commission fait un rapport au Conseil afin d'examiner s'il y a eu des circonstances exceptionnelles pouvant justifier une dispense des sanctions. Mais ce n'est en principe que pour une récession située entre 0,75 % et 2 % du PIB qu'une telle dispense pourra être accordée.

Philippe Lemaître
et Henri de Bresson

La règle et les exceptions

Le « pacte de stabilité », cité de vœu de l'Union économique et monétaire (UEM), édicte une règle et les possibilités d'y échapper.

Jusqu'à une récession de 0,75 %, un Etat membre de l'euro en déficit excessif ne peut en « règle générale » pas arguer de circonstances exceptionnelles pour être dispensé de lourdes sanctions financières lorsque son déficit public a dépassé la limite des 3 % du produit intérieur brut imposée par le traité de Maastricht.

Pour une récession comprise entre 0,75 % et 2 %, l'Etat failli peut arguer de sa situation économique globale, par exemple une chute brutale du produit intérieur brut ou de sa production pour demander à ne pas être sanctionné.

Au-dessus de 2 %, l'Etat en déficit excessif est automatiquement dispensé de sanctions. - (AFP)

Les Etats membres réaffirment que l'Union européenne doit se réformer avant de s'élargir

DUBLIN
de nos envoyés spéciaux

La présentation des futurs billets en euro et, surtout, le bras de fer engagé sur le « pacte de stabilité » ont détourné l'attention des autres grands thèmes abordés vendredi 13 décembre au sommet européen de Dublin : l'emploi et la conférence intergouvernementale (CIG) sur le fonctionnement de l'Union européenne. Les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, qui avaient laissé à leurs ministres des finances le soin de s'entendre sur le pacte, y ont pourtant consacré l'essentiel de leur temps au cours de leurs deux réunions de la journée. Les conclusions de la présidence irlandaise, rendues publiques samedi 14 décembre à l'issue du Conseil, devaient entériner les accords survenus dans le domaine monétaire. Elles devaient aussi séder les priorités que les responsables européens souhaitent voir aborder par la CIG pour conclure ses travaux - réforme des institutions à la fois dans la perspective de l'élargissement de l'Union et du renforcement de sa personnalité politique - dans les délais prévus, au conseil d'Amsterdam en juin 1997, et ouvrir la voie aux négociations d'élargissement.

Le projet de traité remis à la veille de ce sommet par les Irlandais, ainsi que le document franco-allemand du 9 décembre, clarifient un débat jusque-là très confus. Elisabeth

Gülgou, ancien ministre socialiste aux affaires européennes, l'un des deux représentants du Parlement européen pour la CIG, se faisait l'écho, vendredi dans les couloirs du sommet, de l'inquiétude de l'Assemblée de Strasbourg sur « le manque d'impulsion forte, suffisamment ambitieuse ». La manière, il est vrai, est nouvelle à défricher, puisque le volet politique du traité de Maastricht, contrairement à son volet économique et monétaire, n'est encore qu'une ébauche très sommaire, reflet d'une prise de conscience tardive et difficile, après l'effondrement du mur de Berlin, que l'Union ne pouvait longtemps se développer sur le plan économique sans une contrepartie politique garantissant le caractère démocratique de l'entreprise. La pression des événements extérieurs - guerre de Bosnie, développement de la criminalité venue des nouvelles démocraties de l'est du continent, prise de conscience croissante d'une communauté d'intérêts face à la mondialisation - a contribué à modifier la perception des choses. La volonté exprimée depuis longtemps par le chancelier Helmut Kohl de « communautariser » une partie des tâches de police et de justice pour renforcer la sécurité des Européens a, petit à petit, rencontré des oreilles plus attentives. Il en a été de même de la volonté de la France d'imprimer

une nouvelle impulsion à la coopération en matière de politique étrangère et de défense. Ce n'est pas un hasard si ces deux thèmes, qui touchent directement à la sécurité des citoyens, se retrouvent en tête des priorités fixées par le document franco-allemand de Nuremberg, et en bonne place dans le projet de traité irlandais.

UNE DÉCLARATION SUR L'EMPLOI

Lors du tour de table effectué à Dublin par les chefs d'Etat et de gouvernement, le président Jacques Chirac, qui a fait distribuer à la presse les grandes lignes de son intervention, a indiqué qu'il souhaitait voir figurer dans les conclusions du sommet un engagement à approfondir ces deux questions - politique de sécurité, politique étrangère - ainsi que celle de la réforme des institutions proprement dite. « Nous devons dire, insiste le président français, qu'une réforme institutionnelle ambitieuse et profonde doit précéder l'élargissement ».

Le projet de traité soumis par la présidence irlandaise a été reconnu comme une bonne base de discussion, mais le premier ministre irlandais, John Bruton, a souligné lui-même qu'il fallait aller au-delà. Le document franco-allemand, qui propose notamment de faire d'Europol une véritable police européenne, de confier à une personnalité la coordination de

la politique étrangère et de muscler les institutions européennes, a été salué comme une contribution importante. Malgré ses déclarations avec le président Chirac sur la drogue, Wim Kok, le premier ministre néerlandais, dont le pays va assumer à partir du 1^{er} janvier, pour six mois, la présidence de l'Union, l'a qualifié d'« utile ».

Les discussions devaient déboucher sur une « déclaration de Dublin sur l'emploi », thème qui tenait particulièrement au cœur de la présidence irlandaise et dont le ministre délégué aux affaires européennes, Michel Barnier, soulignait l'importance qu'il y attachait également. Mais ce n'est pas le thème fœtal d'un chapitre à part dans le futur traité renouvelé, ce dont il faut encore convaincre les Britanniques. Ce point est important pour les Irlandais, mais aussi pour les Scandinaves, qui, à notable exception de la Finlande, traquent, en revanche, des pieds sur la plupart des réformes envisagées. Mis à part le cas particulier de la Grande-Bretagne, la Suède fait partie des pays les plus réticents au changement, avec le Portugal et la Grèce, qui redoutent de voir leur influence et leurs sources de financement amoindries dans une communauté élargie.

H. de B. et Ph. L.

Un rapport adressé à la Commission de Bruxelles s'alarme de la baisse de compétitivité de l'Europe

L'EUROPE perd du terrain dans le domaine de la compétitivité économique, estime le rapport du groupe consultatif sur la compétitivité adressé le 10 décembre à Jacques Santer, président de la Commission européenne. Ce groupe, que préside Percy Barnevik, président du groupe industriel helvético-suédois ABB, est composé de chefs d'entreprise, de syndicalistes et d'hommes politiques européens. Il s'agit du quatrième rapport du groupe après ceux consacrés à la création du marché unique, à la réforme des services publics et à celle du marché du travail.

Le cri d'alarme que lance le groupe est destiné à faire prendre conscience aux gouvernements des

mauvaises performances de l'Europe sur la scène économique mondiale. « En 1995, la part des Etats membres de l'Union européenne dans les exportations mondiales était de 19,4 % contre 21,1 % en 1990 », note le rapport, qui ajoute que, « au cours de la même période, la part du Japon s'est maintenue à environ 12 % ». Que ce soit dans le domaine de l'investissement à l'étranger ou de la position technologique, l'Europe fait moins bien que ses principaux concurrents, notamment en Asie, où se trouvent les plus grands pays émergents.

Jean Gandois, président du CNPF et membre du groupe, a présenté, vendredi 13 décembre, les principales conclusions du rapport. Il a souligné que l'ingénierie mécanique

européenne se portait bien grâce à l'Allemagne, mais pas les télécommunications, dont le coût est plus élevé d'un quart qu'aux Etats-Unis, ni l'énergie, et encore moins les services financiers.

« TAPER DU POING SUR LA TABLE »

« Si l'Europe n'est pas compétitive, a déclaré M. Gandois, nous resterons dans le marasme où nous nous trouvons aujourd'hui. » Il a souligné la proposition du groupe de transférer les ressources financières des secteurs en déclin vers les secteurs porteurs et surtout de donner à la politique sociale l'objectif de protéger les personnes et non les emplois.

De façon rituelle, le groupe demande que soient démantelées les

politiques restrictives en matière technique ou douanière. Afin d'améliorer l'efficacité de l'Union européenne, il souhaite que l'article 113 du traité donne enfin à la Commission la compétence de négocier sur les services et la propriété intellectuelle et pas seulement sur les produits et les marchandises. Cette nouvelle compétence lui permettra de mieux se battre en Corée, où les banques et les assurances européennes ont le plus grand mal à prendre pied. « Il nous faut taper du poing sur la table à l'Organisation mondiale du commerce », a affirmé M. Gandois.

Le rapport attire l'attention de l'Europe sur les énormes investissements prévisibles dans les pays émergents en matière d'infrastructure.

L'électricité asiatique est promise à un développement sept fois plus rapide que celui de l'électricité européenne. Si les entreprises des Quinze veulent profiter de cette opportunité, qui est évaluée à 200 milliards de dollars dans les dix ans à venir, il conviendrait d'améliorer les financements et les garanties qui leur sont offertes et de mêler les interventions privées et publiques. Les PME européennes devraient prendre exemple sur leurs concurrents américains de haute technologie et les japonaises regroupées en zaibatsu (fédération de PME), car moins de 10 % d'entre elles participent à l'effort d'exportation et d'investissement à l'étranger hors de l'Europe.

Le groupe demande en conclu-

sion que les chefs d'Etat retiennent quatre références pour vérifier si la compétitivité de l'Europe continue à se dégrader : la part de l'Europe dans le commerce mondial, dans les investissements à l'étranger, sur le marché asiatique, sur le marché de haute technologie. Dans chacun de ces cas, il s'agit de comparer les performances des Quinze à celles des Etats-Unis et du Japon. Le groupe souhaite que le sommet d'Amsterdam, prévu au moins de juin 1997, analyse ces résultats et fixe des objectifs à cinq ans afin d'en finir avec « une Europe trop repliée sur elle-même et pas assez conquérante », comme l'a souligné Jean Gandois.

Alain Faujas

مكتبة العصر

Le président américain a constitué sa nouvelle équipe économique

Bill Clinton, qui bénéficie d'une popularité record, entend mettre sur pied une « coalition du centre »

M. Clinton a nommé, vendredi 13 décembre, Bill Richardson ambassadeur auprès des Nations unies (lire page 4), où il succède à Madeleine Albright. Bill Daley devient secrétaire au commerce, tandis que Charlene Barshefsky est confirmée comme représentante du président pour le commerce. Janet Reno et Robert Rubin conservent leurs fonctions respectives d'attorney general (ministre de la justice) et de secrétaire au trésor.

WASHINGTON
de notre correspondant
Cinquante-huit pour cent des Américains sont satisfaits de leur président et 46 % d'entre eux estiment que leur pays est sur la bonne voie : le sondage de l'opinion américaine explique que le chef de la Maison Blanche ne soit guère pressé d'abandonner de front la politique politique, et qu'il prenne son temps pour mettre en place la nouvelle administration. La cérémonie d'investiture au cours de laquelle le président prêterait serment n'aura lieu que le 20 janvier. D'ici là, les relations entre le Congrès et la Maison Blanche resteront probablement empreintes de cet esprit de consensus que réclame M. Clinton.

En annonçant une deuxième (mais non dernière) série de nominations gouvernementales, le chef de la Maison Blanche, une fois de plus, a souligné qu'il aimerait passer à la postérité comme le président qui a préparé l'Amérique au XXI^e siècle. Cette ambition, M. Clinton entend la mettre en pratique en

forçant une « coalition du centre », excluant de facto les extrémistes, d'obédience républicaine ou démocrate.
Le choix de cette voie médiane, justifié par la sécurité du scrutin présidentiel, explique que M. Clinton soit si averse de nouvelles propositions et se garde d'annoncer des réformes susceptibles d'entamer son capital de popularité. Equilibrer le budget, corriger les excès nés de la réforme de l'aide sociale, remédier aux carences notoire du système éducatif, conforter les valeurs familiales, sans oublier la réforme du financement des campagnes électorales, cette Arlésienne de la vie politique américaine, telles sont ses priorités.

PAS DE CHASSE AUX SORCIÈRES

De nouveau interrogé sur la débâcle financière à laquelle a donné lieu la campagne électorale, ainsi que sur les contributions douteuses reçues par le Parti démocrate, M. Clinton a expliqué que de tels dérapages seraient inévitables tant qu'une réforme ne serait pas

adoptée. Il a également renouvelé son soutien à Anthony Lake et Sandy Berger, respectivement nommés, la semaine dernière, directeur de la CIA et conseiller présidentiel pour la sécurité nationale. Tous deux font l'objet d'une enquête du ministère de la justice à propos de leurs investissements financiers.
« Rien de ce qu'ils ont fait ne peut, d'une façon quelconque, les disqualifier », a assuré le président.

En confirmant Janet Reno dans ses fonctions d'attorney general (ministre de la justice), le chef de la Maison Blanche a mis fin à l'incertitude qui planait sur son sort. M^{me} Reno, qui désirait conserver ses fonctions, avait mécontenté la Maison Blanche en nommant des procureurs indépendants dans des affaires qui, tel le scandale Whitewater, sont de nature à embarrasser le couple présidentiel. Les républicains étaient prêts à dénoncer une chasse aux sorcières en cas de démission forcée de M^{me} Reno. L'intéressée semble avoir pris une attitude plus accommodante à l'égard de M. Clinton en refusant, récem-

ment, d'accéder à la requête du Parti républicain, qui souhaitait l'ouverture d'une enquête sur les financements illégaux du Parti démocrate.

Confirmé à son poste de « capitaine de l'équipe économique », Robert Rubin sera épaulé par Gene Sperling, nouveau chef du Conseil économique national. Il reste à M. Clinton à nommer les titulaires de plusieurs départements ministériels, ainsi que le président du conseil des conseillers économiques, poste stratégique occupé jusque-là par Joseph Stiglitz (qui devient économiste en chef à la Banque mondiale), et pour lequel est pressenti Alan Blinder, ancien vice-président de la Réserve fédérale. Pour remplacer Mickey Kantor au poste de secrétaire au commerce, M. Clinton a désigné un juriste de Chicago, Bill Daley. Lors de la cérémonie à la Maison Blanche au cours de laquelle sa nomination était annoncée, ce dernier s'est brièvement évanoui.

Laurent Zecchini

Le paradoxe du dissident cubain récompensé par Jacques Chirac

« Fidel est le seul à pouvoir faire évoluer les choses », nous déclare Elisardo Sanchez

UNIVERSITAIRE cubain que ses convictions hétérodoxes ont réduit au chômage, Elisardo Sanchez Santa-Cruz a failli ne jamais arriver à Paris où, le 10 décembre, le président Jacques Chirac lui a remis, ainsi qu'à six autres personnalités, un prix qui distingue son engagement en faveur des droits de l'homme. Ce n'est que quelques heures avant de monter dans l'avion, et après une vigoureuse intervention d'Hervé de Charette, qu'il a finalement reçu le feu vert officiel lui permettant de répondre à l'invitation du président de la République avec la garantie de pouvoir revenir dans son pays. Un privilège dont ne jouissent pas toujours les dissidents cubains, que les autorités « encouragent » fortement à émigrer.

Malgré les tracasseries et les huit années et demie de prison que lui ont valu ses idées, Elisardo Sanchez Santa-Cruz n'entend nullement quitter son île. Bien connu pour son action en faveur de la démocratisation à Cuba en tant que membre fondateur de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale, il profite de l'invitation française pour effectuer, après un passage de quelques jours à Paris, une tournée en Espagne, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Par-tout, il tiendra le discours, apparemment paradoxal, qui est le sien

depuis longtemps : que Cuba est certes dirigé par un dictateur mais que ce dernier, volontairement ou sous la contrainte des événements, est le seul à pouvoir initier une transition qui permettra au pays de renaitre tout en évitant qu'il n'explose.

UNE CHANCE À SAISIR

L'exercice est délicat, mais, à en croire Elisardo Sanchez, c'est la seule voie possible. « Aujourd'hui, dit-il, l'immobilisme conjoint de La Havane et de Washington bloque tout. Chacun se renvoie la balle et maintient ainsi le statu quo, qu'il juge préférable à l'aventure. A La Havane, l'embargo américain justifie la répression et l'intolérance ; à Washington, la répression et l'intolérance justifient l'embargo. Il faut en sortir. » Il y a, pensent beaucoup de dissidents de l'intérieur, une chance historique à saisir, née des difficultés économiques et de la conscience aiguë que le système étouffe.

Même l'appareil du Parti communiste serait majoritairement prêt au changement, ce qui pose le problème de Fidel Castro. « Dans la nomenclature comme dans la population, Fidel a le monopole à la fois du respect et de la peur, estime Elisardo Sanchez. A Cuba, il est le seul à pouvoir faire évoluer les choses avec un minimum de consensus. Ce serait tragique

qu'il s'en aille brutalement, sans avoir amorcé le changement que tout le monde appelle de ses vœux. Le vide du pouvoir créerait une situation qui peut aboutir à des explosions incontrôlables. » Demeure, cependant, une question majeure : Castro serait-il disposé à assumer ce rôle ? La réponse n'est apparemment pas évidente puisque, comme le remarque le dissident cubain, « Fidel n'aime qu'un seul pouvoir : le pouvoir absolu. Et il n'est jamais plus à l'aise que lorsqu'il est dans une forteresse assiégée. Cela lui permet de se maintenir ».

Le Lider Maximo ne prend à ce sujet aucun risque. 1996, estiment les dissidents, aura été l'une des années les plus répressives qu'ils ont connues. A lire le dernier rapport annuel du Suédois Carl-Johan Groth, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, le régime cubain, qui dispose pourtant « auprès de vastes couches de la population d'une crédibilité et d'une marge de confiance bien plus grandes que ne le pensaient beaucoup d'observateurs », reste prodigue de mesures coercitives dont sont particulièrement victimes les membres de Concilio Cubano, association rassemblant une centaine de groupements politiques, syndicaux ou confessionnels. Aux condamnations fermes, qui, trop voyantes, suscitent toujours des

protestations internationales, le pouvoir paraît aujourd'hui préférer les mesures d'intimidation de toute nature que sont les interpellations illégales, les menaces, les assignations à résidence, les interdictions de séjour, les perquisitions abusives, les pertes d'emploi et les quasi-expulsions vers Miami.

A partir des chiffres fournis par les associations locales, le rapporteur des Nations unies - qui n'a pas été autorisé par le gouvernement à se rendre dans l'île - estime qu'en juillet 1996 Cuba comptait 1 173 prisonniers politiques. « Deux à quatre mille », avance, pour sa part, Elisardo Sanchez, chiffre qui regroupe les prisonniers de conscience au sens strict et les détenus condamnés en vertu d'une bien commode loi fourre-tout sur la « dangerosité sociale ».

Georges Marion

Réconciliation entre le pape et le patriarche des Arméniens

VATICAN. Au terme d'une visite de quatre jours au Vatican, le nouveau patriarche des Arméniens, Karekin II, soixante-quatre ans, élu en 1995, et le pape ont signé, vendredi 13 décembre, une déclaration de foi commune. Comptant sept millions de fidèles (dont 300 000 en France), l'Eglise apostolique arménienne s'était séparée lors du concile de Chalcedoine (au V^e siècle), à la suite d'un conflit sur la nature (humaine ou divine) du Christ. Le pape et Karekin II ont souhaité « extraire, de l'esprit et de la mémoire, l'amertume, les récriminations réciproques et même la haine qui se sont manifestées dans le passé et qui peuvent encore aujourd'hui voiler les relations fraternelles entre les deux Eglises ». Le nouveau chef de l'Eglise arménienne qui, après la dislocation de l'empire communiste, a réconcilié les sièges d'Etchmiadzine (Arménie) et d'Antelias (Liban), parlait vendredi à Rome de retour à la « communion ».

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS :** le pape demande la grâce d'un condamné à mort, Joseph O'Dell, inculpé en 1985 pour le meurtre d'une femme qu'il a toujours nié, et qui doit être exécuté, mercredi 18 décembre, en Virginie. Un examen de sa carte d'identité génétique avait montré que les taches de sang retrouvées sur lui n'étaient pas celles de sa victime présumée, mais O'Dell n'a jamais pu obtenir la révision de sa condamnation. Le gouvernement et le Sénat italiens font également pression sur le gouverneur de Virginie pour obtenir la grâce. - (AFR, Reuter.)

■ **MEXIQUE :** Santiago Onate, président du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante-sept ans, a démissionné vendredi 13 décembre. Ancien ministre du travail du président Ernesto Zedillo, il avait été nommé à la tête du PRI avec mission de réformer le parti dans le but de faire front à une croissante opposition du Parti d'action nationale (PAN, conservateur). Des élections législatives sont prévues en 1997.

■ **COLOMBIE :** Bogota a demandé la médiation du gouvernement cubain pour obtenir la libération de soixante soldats détenus par la guérilla des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) depuis le 30 août dernier, rapporte la presse colombienne. La demande aurait été faite par M^{me} Maria Emma Mejia, ministre colombien des affaires étrangères, vendredi 13 décembre à La Havane, lors d'un dîner avec Fidel Castro et en présence de l'écrivain Gabriel Garcia Marquez. - (AFR)

ÉCONOMIE

■ **RUSSIE :** la récolte de céréales s'est améliorée en 1996, atteignant 75 millions de tonnes, contre 71 millions en 1995, le plus bas niveau depuis trente ans. Les autorités russes avaient espéré produire, cette année, jusqu'à 80 millions de tonnes, mais les mauvaises conditions climatiques en Sibirie n'ont pas permis d'atteindre cet objectif. - (AP.)

■ **ESPAGNE :** une nouvelle diminution du principal taux d'intérêt directeur, de 6,75 % à 6,25 %, a été décidée par la Banque centrale, vendredi 13 décembre, après l'annonce d'une stabilité des prix en novembre par rapport à octobre. La hausse des prix s'est établie, le mois dernier, à 3,2 % en glissement annuel. - (AFR)

Le FMI reprend ses versements à la Russie

MOSCOU. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a voté, vendredi 13 décembre, le déblocage d'une tranche de crédit de 336 millions de dollars (1,7 milliard de francs) en faveur de la Russie. Ce versement fait partie du crédit de 10,2 milliards de dollars consenti par le FMI à la Russie en mars 1996. Il était retardé depuis le mois d'octobre, en raison de la faiblesse des recettes fiscales, et d'autres dérapages dans le programme de stabilisation conçu avec le FMI. Une nouvelle mission du Fonds est attendue à Moscou, le 16 décembre, pour examiner les résultats de l'économie russe en novembre, avant d'autoriser le versement de la tranche suivante. - (AFP)

Le président serbe propose un dialogue à l'opposition

LE PRÉSIDENT serbe Slobodan Milosevic a proposé, vendredi 13 décembre, d'ouvrir un dialogue avec l'opposition. Il a, d'autre part, invité une délégation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à se rendre à Belgrade pour s'informer directement du problème des élections municipales, à l'origine d'une véritable épreuve de force entre l'opposition et le président. L'annulation de certains résultats des municipales a privé la coalition d'opposition « Ensemble » des victoires qu'elle revendique à Belgrade et dans les principales villes. C'est la direction du Parti socialiste (SPS) de M. Milosevic qui a indiqué vouloir qu'« un échange de vues » entre représentants de tous les partis sur « les enseignements des dernières élections » ait lieu au Parlement. Un tel forum devrait discuter également de la préparation des élections de 1997 et du rôle des médias, selon le Parti socialiste.

La proposition du SPS est intervenue après que l'opposition eut indiqué être disposée à ne plus réclamer du gouvernement qu'il reconnaisse sa victoire aux munici-

pales, à condition que de nouvelles élections générales soient organisées dans l'ensemble du pays sous contrôle international. Vuk Draskovic, le leader du Mouvement serbe du renouveau, avait toutefois écarté l'idée d'un nouveau scrutin municipal dans les seules villes où l'opposition a été privée de sa victoire du 17 novembre. « Nous sommes prêts à accepter de nouvelles élections locales et législatives serbes et fédérales [yougoslaves] dans des conditions démocratiques », avait-il déclaré, en demandant « la liberté des médias et la présence d'observateurs étrangers ».

DES PREUVES DE LA VICTOIRE

Cependant, après la proposition faite par le Parti socialiste, un autre leader de l'opposition, Zoran Djindjic, s'est déclaré prêt à discuter de « tous les sujets » sauf des élections controversées du 17 novembre, dans une déclaration remise à la radio indépendante B-92. « Nous sommes toujours prêts à des discussions, mais sur la base de la volonté des citoyens. Nous avons des preuves irréfutables de notre victoire dans plusieurs villes importantes lors des élections municipales du 17 no-

vembre et du fait que notre victoire nous a été confiée. Nous n'avons pas l'intention d'oublier nos victoires, ni l'usage de la force », a souligné M. Djindjic. Il a précisé qu'un début de dialogue n'interromprait pas les manifestations. L'opposition a de nouveau rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes dans les rues de la capitale vendredi.

A Washington, le gouvernement américain s'est déclaré « sceptique » à l'annonce de l'invitation faite par le président serbe à l'OSCE à Vienne. « Nous allons maintenir la pression », a souligné le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns, ajoutant que Washington rejetait les « arguments légalistes » employés par M. Milosevic pour justifier l'annulation des élections municipales. Le président serbe avait, dans une lettre à Warren Christopher, qualifié de pure « invention » les accusations selon lesquelles il a annulé les élections qui lui étaient défavorables. Il affirmait que le renouvellement du scrutin « sur la base de réclamations légitimes » fait partie de « la procédure électorale légale ». - (AFP)



Cuba 9.380°

Circuit « Salsa - Reggae - Rumba »
8 jours/6 nuits en pension complète au départ de Paris,
entre le 11/01 et le 29/03/97.
Santiago de Cuba - La Sierra Maestra
Jamaïque: Ocho Rios - Montego Bay - Varadero - La Havane.

FRAM
/y'a d'abord/

Chez votre agent de voyages et 3616 code FRAM



Mondanité



Attentionné



FRAM

Le Ghanéen Kofi Annan succédera à M. Boutros-Ghali à l'ONU

La France s'est finalement ralliée de bon gré au choix des Américains ; l'Assemblée générale de l'organisation internationale devrait l'entériner mardi prochain. Paris va probablement hériter du poste de responsable des opérations de maintien de la paix

Le Ghanéen Kofi Annan, cinquante-huit ans, actuel secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix, a été désigné, vendredi 13 décembre, par acclamation, au Conseil de sé-

curité, pour prendre la succession de M. Boutros-Ghali, dont le mandat s'achève à la fin de l'année. L'Assemblée générale devrait entériner ce choix mardi. La France, qui avait empêché que cette désignation n'ait

lieu dès le début de cette semaine, lors des précédentes consultations organisées parmi les quinze membres du Conseil, s'est ralliée au choix qui était celui des Américains. C'est le résultat de négociations avec Washing-

ton sur deux sujets : le paiement des arriérés considérables des États-Unis à l'ONU et la revendication d'un poste politique pour la France au secrétariat général. Sur la première question, les engagements améri-

cains ne donneraient qu'à moitié gain de cause à Paris. En revanche, c'est un Français qui devrait hériter du poste laissé vacant par M. Kofi Annan comme responsable des opérations de maintien de la paix.

NEW YORK (Nations unies)

« C'est avec humilité et détermination que j'accepte la décision du Conseil de sécurité (...). Avec humilité, car, ayant servi l'Organisation pendant trente ans, je suis pleinement conscient de la noblesse de ses idéaux. Avec détermination, parce que, connaissant bien ses faiblesses, mais aussi ses points forts, je demeure convaincu qu'elle a beaucoup à offrir à l'humanité. » C'est en ces termes que le futur secrétaire général de l'ONU a accueilli vendredi 13 décembre la décision du Conseil de sécurité de le proposer à l'Assemblée générale pour succéder à M. Boutros-Ghali. Son humilité est connue ; quant à sa détermination, il aura matière à la démontrer.

Sa très grande gentillesse est en tout cas unanimement reconnue au siège des Nations unies, où certains la soulignent comme une qualité, d'autres comme une faiblesse. « Il est un architecte de consensus, ce qui suppose de l'ambivalence », disent les uns. « C'est un bon fonctionnaire, incapable de dire non à son personnel et qui pourra encore moins le dire aux grandes puissances », répliquent les autres. A l'encontre de ces dernières, force est pourtant de re-

connaître que, lors des pires drames politico-humanitaires qui ont secoué l'histoire récente de l'ONU, ne lui auront manqué ni le franc-parler, ni le courage politique. Pendant la guerre en Bosnie, alors que le Conseil de sécurité décidait la création des « zones de sécurité », Kofi Annan avait dénoncé publiquement le « manque de volonté » des grandes puissances qui « refusent de donner [à l'ONU] les moyens de protéger la population civile qui vit dans ces prétendues zones de sécurité ». A propos du génocide de 1994 au Rwanda, que la communauté internationale fut incapable d'éviter, il déclara : « C'est l'expérience la plus humiliante de ma vie ». Pour lui, le secrétaire général doit être « la voix morale » de l'Organisation.

UNE PERSONNALITÉ APPRÉCIÉE

C'est en tout cas les positions prises par M. Annan lors de la crise bosniaque qui sont avancées par les diplomates américains comme justification du choix de Washington en sa faveur : « Kofi Annan est le seul responsable de l'ONU qui soit sorti de la crise bosniaque avec sa réputation et sa dignité intactes », explique ainsi un diplomate américain. Quant à la



France, son ambassadeur à l'ONU, Alain Dejammet, se félicitait vendredi du résultat de la consultation : « Kofi Annan est un excellent choix (...). Il est africain, il porte le français et il est pleinement conscient de la place de la France, à la fois en Afrique et aux Nations unies. » Né en 1938 à Kusami, au

Ghana, Kofi Annan a passé trente ans de sa vie dans la fonction publique internationale. Il dirige actuellement le département des opérations de maintien de la paix, poste qu'il a réintégré en mars dernier après avoir remplacé, pour la période de transition, le diplomate japonais Yasushi Akashi en

ex-Yugoslavie. M. Annan parle l'anglais, le français et plusieurs langues africaines. Il a fait ses études au Ghana, à Genève et à Boston et est diplômé du prestigieux Massachusetts Institute of Technology.

« Il bénéficie beaucoup de l'effet de contraste avec Boutros-Ghali », estime un diplomate. Intellectuel brillant et respecté, M. Boutros-Ghali n'a jamais eu, s'il l'a même essayé, de faire aimer du personnel de l'ONU. « Ce n'est pas un concours de popularité », disait-il souvent. Les fonctionnaires du palais de verre apprécient d'autant plus la personnalité de M. Annan. On rend hommage à sa capacité à construire et diriger une équipe qui compte dans ses rangs les plus brillants diplomates onusiens. « Il sait déléguer et il sait faire confiance », déclare le Péruvien Alvaro de Soto qui a travaillé avec trois secrétaires généraux. M. Annan dispose enfin d'un autre atout : son épouse, la Suédoise Nane Lagergren, avocate et magistrat de formation, qui est la nièce de Raoul Wallenberg. On attend désormais avec impatience à New York la constitution de la future équipe du nouveau secrétaire général.

Afsané Bassir Pour

Un vote en deux étapes

La France a renoncé à son affrontement avec les États-Unis sur la désignation du secrétaire général de l'ONU. Au début de la semaine, lors d'une première consultation indicative, elle avait émis contre le candidat ghanéen un avis négatif qui n'était pas dirigé contre lui mais contre les Américains, pour protester contre la façon dont ils avaient évincé M. Boutros-Ghali. Continuer dans l'obstruction aurait eu pour effet de faire perdre le poste non seulement à M. Annan mais à tout candidat africain, ce que Paris ne souhaitait pas. La désignation formelle de Kofi Annan a eu lieu vendredi soir, par acclamation, lors d'une réunion entre les quinze membres du Conseil de sécurité.

L'Assemblée générale de l'ONU devrait, mardi, entériner ce choix, également par acclamation. Dans une deuxième résolution, le Conseil de sécurité a rendu hommage à M. Boutros-Ghali, soixante-quatorze ans, pour sa « contribution à la paix, à la sécurité et au développement international ».

Le septième secrétaire général

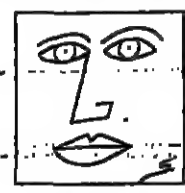
Kofi Annan est le septième secrétaire général depuis la création des Nations unies en octobre 1945. Ses prédécesseurs ont tous exercé deux mandats, sauf M. Boutros-Ghali :
• Trygve Lie (Norvège) : de février 1946 à février 1951 et de février 1951 à avril 1953 (il démissionna avant la fin de son second mandat).
• Dag Hammarskjöld (Suède) : d'avril 1953 à avril 1958 et d'avril 1958 à septembre 1961 (date à

laquelle il trouva la mort dans un accident d'avion).

• U Thant (Birmanie) : de novembre 1961 à novembre 1962. Il occupa le poste par intérim, puis de novembre 1962 à novembre 1966 et de décembre 1966 à décembre 1971.
• Kurt Waldheim (Autriche) : de janvier 1972 à décembre 1976 et de janvier 1977 à décembre 1981.
• Javier Pérez de Cuellar (Pérou) : de janvier 1982 à décembre 1986 et de janvier 1987 à décembre 1991.
• Boutros Boutros-Ghali (Égypte) : de janvier 1992 à décembre 1996.

Bill Richardson sera le prochain ambassadeur américain aux Nations unies

WASHINGTON de notre correspondant
Bill Richardson, quarante-neuf ans, est un homme de terrain. Dimanche dernier, il était au



PORTAIT

quatre jeeps, cinq postes de radio, un rapporteur, ainsi que son engagement à favoriser un règlement de la crise intérieure soudanaise. Au

Washington Post, qui rapporte cet épisode, Bill Richardson a expliqué que, « partout dans le monde, les gens considèrent l'Amérique comme leur dernier espoir ».

Vendredi 13 décembre, ce négociateur atypique, vaillant et un rien sûr de lui (« Je n'ai jamais échoué », était à la Maison Blanche, dévoilant dans quel état d'esprit il prendra ses fonctions d'ambassadeur des États-Unis auprès des Nations unies, à la suite de Madeleine Albright : « L'ONU, aujourd'hui, est plus disciplinée et plus responsable » qu'il y a quatre ans. « Il faudra rendre les opérations de maintien de la paix mieux planifiées, mieux gérées et plus efficaces », a-t-il ajouté.

Représentant démocrate du Nouveau-Mexique depuis 1982, Bill Richardson est un homme rond,

de tempérament comme de compétence. Depuis décembre 1994, il est devenu le négociateur officiel de Bill Clinton pour les cas difficiles, de l'Irak à la Birmanie, de Cuba à la Corée du Nord. M. Richardson a été élu à la Chambre du Nord. M. Richardson a été élu à la Chambre du Nord. M. Richardson a été élu à la Chambre du Nord.

Né de mère mexicaine et de père américain, il se sent proche des pays en voie de développement, à qui il s'est présenté comme un « pont » avec Washington. C'est cette promesse qu'il a essayé de tenir au Nouveau-Mexique.

L. Z.

Nelson Mandela fait un nouveau geste pour la réconciliation en Afrique du Sud

JOHANNESBURG de notre correspondant

Le président Mandela a décidé d'offrir aux anciens dirigeants de l'apartheid et à leurs subordonnés une chance supplémentaire de participer au processus de réconciliation que mène actuellement l'Afrique du Sud par l'intermédiaire de la commission Vérité et Réconciliation. Fidèle à son image de « père de la nation », le chef de l'Etat a accepté, vendredi 13 dé-

cembre, de prolonger la date limite du dépôt des demandes d'amnistie auprès de la commission, pour les crimes commis sous le régime de ségrégation raciale. Fixée initialement au 14 décembre, cette date devrait être repoussée de cinq mois.

M. Mandela a également donné son accord à l'extension de la période couverte par l'amnistie. Cette mesure permettra à des extrémistes blancs afrikansers, actuel-

lement emprisonnés, d'en bénéficier pour les attentats à la bombe commis peu avant les élections d'avril 1994. Elle était réclamée, depuis plusieurs mois, par Constand Viljoen, chef de file du Front de la Liberté, considéré comme un élément modérateur de l'extrême droite. M. Viljoen estimait que ce geste était nécessaire pour favoriser la participation de la communauté afrikanaise au processus de réconciliation.

Quelques jours auparavant, la Commission, présidée par M. Desmond Tutu, avait, elle aussi, fait un geste pour inciter les responsables et les exécutants de l'apartheid à venir devant elle. Pour la première fois, elle a amnistié un ancien membre des forces de sécurité, condamné pour un crime particulièrement odieux. Brian Mitchell, libéré mardi, purgeait une peine d'emprisonnement de trente ans pour avoir organisé, en 1988, une tuerie qui avait pour but d'éliminer un militant anti-apartheid et qui coûta finalement la vie à une dizaine de personnes.

récentement conseillé à ses anciens subordonnés d'en faire autant. De manière générale, les dirigeants politiques du temps de l'apartheid ont nié jusqu'à présent la moindre responsabilité personnelle dans les exactions commises, les attribuant à des bavures subalternes. A l'instar des anciens présidents Botha et De Klerk, ils persistent dans cette attitude, malgré de nombreux témoignages les impliquant et les appels répétés du président de la commission. « En se cachant derrière leurs exécutants, les leaders politiques ratent une importante occasion de réconciliation », a affirmé M. Tutu.

Rien n'indique que les responsables de l'apartheid puissent changer d'avis et profiter du nouveau délai accordé par la Commission. Le même blocage persiste avec l'Inkatha, le parti à dominante zouloue de Mangosuthu Buthezi. Mis en cause pour sa colla-

boration avec le régime d'apartheid dans sa lutte contre le Congrès national africain (ANC), l'Inkatha considère la commission comme un instrument de vengeance entre les mains de l'ANC aujourd'hui au pouvoir.

DEMANDES D'AMNISTIE

Dans un premier temps, le parti de M. Mandela et les autres mouvements anti-apartheid n'ont pas facilité la tâche de la Commission en se montrant réticents à admettre le caractère répréhensible de certaines actions commises dans la lutte armée contre le régime de ségrégation raciale. Beaucoup, au sein de l'ANC, n'acceptent pas de devoir rendre des comptes, arguant du caractère « juste » et légitime de leur combat contre l'apartheid. M. Tutu a violemment protesté contre cette position et a fini par obtenir la collaboration de l'ANC.

Pour donner l'exemple, trois ministres du gouvernement de M. Mandela ont annoncé leur intention de déposer une demande d'amnistie. Joe Modise, ancien chef de la branche armée du parti et aujourd'hui ministre de la défense, a été le premier à le faire. Sollicitant ses militants par voie de presse, M. Mandela a réuni plus de trois cents demandes d'amnistie. Le Congrès panafricain (PAC), autre mouvement noir engagé dans la lutte contre l'apartheid, vient d'annoncer, de son côté, une demande collective pour l'ensemble de la direction et de l'encadrement de son organisation branche armée. Tous les regards sont désormais tournés vers l'autre camp, celui des anciens dirigeants blancs, qui ont donc cinq mois de plus pour se décider à jouer vraiment le jeu de la réconciliation.

Frédéric Chambon

La force multinationale d'intervention au Zaïre va être dissoute sans avoir agi

ACTIONS DE BASSE POLICE

Beaucoup d'anciens policiers ont participé à la « sale guerre » contre les mouvements anti-apartheid et ont demandé à bénéficier de l'amnistie afin d'éviter les poursuites judiciaires auxquelles pourraient aboutir de nombreuses enquêtes en cours. C'est pour cette raison et non, semble-t-il, par esprit de réconciliation, que l'ancien ministre de la sécurité, Adriaan Vlok, et l'ex-chef de la police, Johan van der Merwe, ont annoncé leur intention de déposer une demande d'amnistie. Ils sont, pour le moment, les seuls hauts responsables à avoir adopté cette attitude.

L'ancien ministre de la défense, le général Magnus Malan, fort de son récent acquiescement devant la cour suprême de Durban, refuse, lui, de demander l'amnistie, et il a

LA FORCE multinationale qui devait effectuer une intervention humanitaire dans l'est du Zaïre cessera d'exister à la fin du mois, ont indiqué des diplomates, vendredi 13 décembre à New York, à l'issue d'une réunion du comité directeur de cette force, regroupant des représentants de quatorze pays, dont la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis. Le commandant canadien, le général Maurice Baril devait informer prochainement le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, de la décision de rapatrier la force, qui, en majorité canadienne, était restée embryonnaire et ne comprenait que quelques centaines d'hommes, stationnés pour

la plupart en Ouganda. Un porte-parole de l'armée canadienne a indiqué, samedi, que ses éléments avaient déjà reçu l'ordre de plier bagages.

300 000 RÉFUGIÉS EN MOUVEMENT

Cependant, plus de trois cent mille autres réfugiés, qui avaient déserté cette semaine leurs camps du nord de la Tanzanie, par crainte d'un rapatriement forcé, étaient en mouvement. Devant la gravité de la situation, le Kenya a annoncé la convocation, lundi à Nairobi, d'un sommet régional. Mais les informations restent confuses. « Des dizaines de milliers de réfugiés sont en route vers le Rwanda » depuis la Tanzanie, a d'abord affirmé, ven-

dredi, un porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Le mouvement avait été déclenché par l'annonce, la semaine dernière, de la décision du gouvernement tanzanien de fermer les camps de réfugiés avant le 31 décembre. Près de six cent mille réfugiés étaient installés en Tanzanie depuis 1994. Mais, vendredi en fin de journée, un autre porte-parole du HCR a affirmé qu'« une grande partie » des réfugiés qui s'étaient enfuis des camps y étaient revenus. « Les autorités tanzaniennes avertissent que les gens continuent vers le Rwanda, mais le mouvement est pour l'instant arrêté », a-t-il ajouté. — (AFP, Reuters)

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN DEUXIÈME ANNÉE

Comme Léonard de Vinci, c'est grâce à une double formation que vous aborderez votre métier avec passion et créativité. Que vous soyez ingénieur, médecin, pharmacien ou titulaire d'une maîtrise (lettres, droit, sciences...), vous pouvez intégrer l'ESSEC en 2^e année par admission sur titre pour développer des compétences de gestionnaire du management.

Informations clés :
• cursus personnalisé à votre initiative,
• formation en alternance possible,
• date limite de candidature pour la session d'avril 1997 : le 15/02/97.

Contactez Sylvie
Tél : 01 34 43 31 26
Fax : 01 34 43 31 11
E-mail : dshilling@essec.fr
ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - BP 105
95021 Cergy-Pontoise cedex

Journées portes ouvertes,
le 18/02/97 de 10 à 15 h,
à l'ESSEC IMD, CUIT La Défense.

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin

La multiplicité de ses talents est la plus grande richesse du leader visionnaire



Nous aurions volontiers recruté Léonard de Vinci s'il s'était présenté à l'admission sur titre à l'ESSEC.

مجلس الوزراء

Israël rétablit les avantages fiscaux pour développer la colonisation de la Cisjordanie

Les Palestiniens estiment que « cette décision constitue un appel direct à la violence »

Israël a décidé, vendredi 13 décembre, d'accorder le statut de « zone prioritaire de développement » aux colonies de peuplement en Cisjordanie oc-

cupées. Ce statut, qui avait été supprimé par les travaillistes lors de leur arrivée au pouvoir en 1992, prévoit des avantages fiscaux aux particuliers et

aux entreprises. La mesure a été vivement dénoncée par les Palestiniens. « Une violation de ce qui a été conclu », a déclaré Yasser Arafat.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Supprimés par les travaillistes dès leur arrivée au pouvoir en juillet 1992, les avantages fiscaux attribués aux entreprises et citoyens israéliens installés ou désirant s'installer dans les territoires arabes occupés de Cisjordanie, sont désormais rétablis. Consacrant un authentique retour en arrière politique, la décision d'attribuer aux colonies de peuplement de Cisjordanie (335 000 habitants plus 160 000 à Jérusalem-Est) le sta-

tut de « zone prioritaire de développement » a été présentée vendredi 13 décembre, par le premier ministre lui-même, puis entérinée par le gouvernement.

Informé, le président élu de l'Autorité palestinienne autonome, Yasser Arafat, a jugé qu'il s'agissait là d'une « nouvelle et sérieuse escalade, une violation de ce qui a été conclu » entre Israël et l'OLP. En fait, s'il est évident que la mesure porte sérieusement atteinte à l'esprit du processus de paix, rien, dans la lettre des accords d'Oslo signés par M. Arafat, n'interdit expressément à Israël de continuer la colonisation. Le ministre palestinien de l'Information a cependant fait savoir, dans un communiqué, que « cette décision constitue un appel direct à la violence et une déclaration de guerre contre le peuple palestinien et son Autorité nationale. Elle menace de saper ce qui reste du processus de paix ». Celui-ci est, en fait, bloqué depuis l'arrivée des nationalistes israéliens au pouvoir en juin.

Par la voix de Benjamin Ben Eliezer, ancien ministre, l'opposition travailliste, qui avait en son temps laissé en place les avantages fiscaux accordés à la colonisation du « Grand Jérusalem », du territoire de Gaza, de la vallée du Jourdain et du plateau syrien du Golan, estime que la décision du gouvernement « n'accroît en rien la paix et la sécurité » (slogan électoral du candidat Nétanyahou) d'Israël. « Au contraire, a indiqué M. Ben Eliezer, évoquer périodiquement la

construction de milliers de logements dans les colonies revient à mettre un point final au processus de paix. »

UNE MESURE NON CHIFFRÉE

L'attribution d'avantages fiscaux aux résidents juifs des colonies - avantages dont bénéficient plusieurs régions d'Israël proprement dit, et qui permettent aux acquéreurs de logements d'obtenir des prêts publics avantageux, aux étudiants de jouir de meilleures bourses, aux entreprises, aux enseignants et aux travailleurs sociaux de déduire des impôts une part variable de leurs revenus et bénéfices - avait largement contribué au boom de la colonisation enregistré durant le règne du Likoud dans les années 80.

Présentée par le gouvernement comme « une mesure de justice destinée à mettre fin à la discrimination » (entre israéliens des régions dites « prioritaires »), la mesure, prise au moment où la coalition au pouvoir se déchire à propos des économies budgétaires importantes à faire pour l'année pro-

chaine, n'a pas encore été chiffrée. Une nouvelle commission interministérielle, dirigée par le premier ministre, en décidera plus tard. Bien accueillie par les colons, encore que le Yeha, leur grand Conseil, la juge « insuffisante », la décision, quoique mise à l'étude depuis plusieurs mois, se veut une « réponse sioniste » à l'attentat anticolon, perpétré mercredi par un commando du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

Plusieurs ministres, dont Zevulun Hammer (éducation), membre du Parti national religieux (PNR), parti relais des colons à la Knesset avec neuf élus) souhaitent notamment la construction de mille logements supplémentaires à Beth-El, lieu de l'attentat près de Ramallah. Selon la radio publique, M. Nétanyahou, bien que favorable au principe, a déclaré : « Ce n'est pas le moment, car cela signifierait effectivement la fin du processus de paix que nous souhaitons poursuivre. »

Officiellement.

Patrice Claude

Tirs de roquette sur la Galilée en provenance du Liban-sud

JÉRUSALEM. Des roquettes de type Katioucha, tirées à partir du Liban-sud, sont tombées, vendredi 13 décembre, sur le nord d'Israël, sans faire ni blessés ni dégâts, a annoncé un porte-parole militaire israélien. Une source des forces de sécurité au Liban-sud a confirmé ces tirs. Pour le porte-parole israélien, c'est « une grave violation » des arrangements conclus entre l'Etat juif et le Hezbollah libanais, après l'opération « Raisins de la colère », lancée en avril par Israël au Liban-sud. Ce sont les premiers tirs de Katioucha sur le nord d'Israël depuis la fin de cette opération. Le Groupe de surveillance du cessez-le-feu (Etats-Unis, Israël, Liban, Syrie, France) a accusé, jeudi, Israël, pour la troisième fois en deux mois, d'avoir bombardé des civils au Liban. - (AFP)

ASIE

■ INDE-BANGLADESH. Le premier ministre indien Deve Gowda et son homologue bangladais Hasina Wased ont signé, jeudi 12 décembre, à New Delhi, un important accord de partage des eaux du Gange, mettant fin à un vieux différend entre les deux voisins. Le conflit avait été provoqué par la construction par l'Inde du barrage de Farakka, qui détourne une bonne partie des eaux du fleuve sacré indien vers le port de Calcutta. - (AFP)

■ BIRMANIE. Alors que cinq blindés ont pris position dans les rues de Rangoun, vendredi 13 décembre, la police a empêché à deux reprises le chargé d'affaires américain de se rendre au domicile de l'opposant Aung San Suu Kyi. Rangoun a récemment été le théâtre de manifestations étudiantes. - (Corresp.)

PROCHE-ORIENT

■ IRAK : un mouvement d'opposition, le parti islamique El Daawa, a revendiqué, vendredi 14 décembre, la tentative d'assassinat perpétrée mercredi contre Oudai, le fils aîné du président Saddam Hussein. Dans un communiqué publié à Beyrouth, El Daawa affirme que ses militants ont « attendu en embuscade le passage de la voiture d'Oudai et ont ouvert le feu », ajoute le communiqué. - (Reuters)

AFRIQUE

■ GHANA : un couvre-feu a été imposé, vendredi 13 décembre, à Bimbilla, à 500 km au nord-est d'Accra, où des affrontements ont fait une quinzaine de blessés graves selon la radio. Ils ont opposé des partisans du Congrès national démocratique (NDC) de Jerry Rawlings, à des opposants. Onze personnes ont été interpellées. - (AFP)

David Lévy favorable à des concessions sur le Golan

Le ministre israélien des affaires étrangères, David Lévy, s'est déclaré favorable à des concessions territoriales sur le Golan. Dans un entretien, mercredi 11 décembre, à la radio militaire, M. Lévy a estimé que, « si les Syriens acceptent de retourner à la table des négociations, il sera possible de discuter avec eux de tout, y compris d'un retrait du Golan ». « Certes, on peut refuser de bouger d'un pouce et donc ne pas entamer de négociations, a-t-il ajouté, mais si nous aspirons à la paix, force est de reconnaître qu'il n'est pas possible de poser comme condition préalable le maintien de tout le Golan entre nos mains. » - (AFP)

La secte loubavitch est désormais interdite dans les casernes de Tsahal

JÉRUSALEM

de notre correspondant

En 1993, avant même que soit rendu public le détail des accords de paix d'Oslo entre Israéliens et Palestiniens, ils lançaient une grande campagne d'affiches intitulées « Eretz Israël est en danger ». Ils imprimèrent des dizaines de milliers d'autocollants qualifiant le premier ministre, Itzhak Rabin, d'« horrible tricheur » et les Palestiniens de l'OLP de « méchants criminels ». Aux dernières élections, fin mai, ils consacraient des millions de dollars à déstabiliser Shimon Pérès, finançant et organisant, en Israël et dans les colonies juives des territoires occupés, des centaines de rassemblements publics, où se côtoyaient la droite et l'extrême droite, opposées au processus de paix. Juste avant le scrutin, ils firent des poursuites en justice pour racisme anti-arabe avéré, en couvrant le pays d'affiches intitulées « Bibi est bon pour les juifs ». Apolitique, la secte loubavitch de Benjamin Nétanyahou, a remporté les élections. L'histoire dira si le chef du gouvernement nationaliste d'Israël se montrera aussi « bon pour les juifs » que les loubavitch l'espèrent. Mais une chose est sûre : la secte la plus puissante et la plus riche du judaïsme hassidique, avec son quartier général à New York et ses filiales à Londres ou à Paris, qui fournissent aux colonies de Gaza et de Cisjordanie leurs contingents de financements et d'immigrants, ne pourra plus jamais se prévaloir d'apolitisme.

Cette année, pour la première fois depuis plusieurs décennies, les militants, qui se contentaient jadis de faire du prosélytisme auprès des jeunes juifs laïques, pour les convertir à l'orthodoxie la plus dure, se sont vu interdire l'entrée des casernes de Tsahal. Désormais, les douces traditions distribuées aux bûches par les membres de la secte pour les fêtes juives de Hanoukka et de Pourim, doivent être remises aux rabbins militaires qui les distribueront eux-mêmes aux soldats nécessiteux. « Le ministre de la défense, Itzhak Mordechai, a expliqué à la Knesset qu'il s'agit de mettre Tsahal en dehors du débat politique », annonçait le

3 décembre un communiqué officiel du gouvernement. En clair, finit le prosélytisme politico-religieux dans les casernes.

Il y a quatre ans, déjà, Itzhak Rabin, apprenant que les hommes-en-noir profitaient de leurs visites « religieuses » dans les cantonnements pour inciter les jeunes soldats à refuser tout ordre de démantèlement de certaines colonies juives, avait pris un coup de sang et interdit aux loubavitch toute entrée dans les casernes en dehors des périodes de fête. Aujourd'hui, à la demande pressante du général Amnon Shabak, chef de l'état-major des armées, M. Mordechai va donc plus loin. « Pas assez ! », s'est exclamé dans un éditorial de « une » le quotidien libéral Haaretz.

« POLITIQUEMENT IDENTIFIÉS »

« Les loubavitch appartiennent depuis longtemps à la frange extrême de la droite religieuse. (...) Ils ont introduit dans la vie politique israélienne la pratique des bénédictions et des malédictions », distribuées par des rabbins connus, sur la tête de tel ou tel candidat. « Depuis des mois, ajoute le journal, ils font un intense lobbying pour empêcher le redéploiement de l'armée à Hébron. Certains de leurs rabbins appellent carrément les soldats à refuser d'exécuter, quand il viendra, l'ordre de redéploiement (...) La décision du ministre n'est pas suffisante : il faut définitivement couper tout lien entre les loubavitch et Tsahal. »

Interrogé par Le Monde, un porte-parole du ministre, qui ne souhaite pas être nommé officiellement, a déclaré être d'accord avec cette idée. « Les loubavitch sont désormais trop clairement identifiés, politiquement », dit-il. En septembre 1993, déjà, le ministre de l'Intégration des nouveaux immigrants, Yair Tshaban, avait piqué une grosse colère, accusant publiquement la secte de « vouloir jouer sur les deux tableaux : bénéficier, en tant qu'association prétendument apolitique de dons publics et privés pour ses bonnes œuvres, et en même temps soutenir la lutte des partis religieux contre nos accords avec les Palestiniens ». Désormais, les loubavitch vont devoir choisir.

P. C.

PROFESSIONNELS DU DROIT

Retrouver une aiguille dans une botte de foin ? ... Quelques secondes suffisent !



Les nouveaux Juridiques thématiques Lamy : une gamme de 5 CD-Rom actualisés régulièrement et regroupant 10 ans de jurisprudence et de réglementation.

NOUVEAU

Pour préparer vos dossiers et trouver des solutions, il ne suffit pas de connaître les innombrables textes. Il est vital d'accéder à la jurisprudence ou de connaître en matière fiscale, les points de vue de l'administration.

Quel que soit votre domaine d'intervention : social, responsabilité civile, immobilier, droit pénal des affaires ou fiscalité, vous disposez désormais d'outils thématiques puissants sur CD-Rom.

En quelques secondes, vous accédez à des informations difficiles à obtenir : les arrêts publiés ou non publiés des cours suprêmes des 10 dernières années, classés par pôle d'intérêt ainsi que la Documentation Générale des Impôts.

- Vous effectuez des recherches instantanées sur un ou plusieurs critères par thèmes, par références ou par dates.
- Vous disposez d'un abonnement afin d'actualiser votre documentation.

Avec les nouveaux Juridiques thématiques des Editions Lamy, vous gagnez un temps précieux et vous pouvez vous consacrer entièrement à la recherche de solutions.

Pour en savoir plus sur les formules d'abonnement aux Juridiques thématiques des Editions Lamy, téléphonez dès aujourd'hui au **01 44 72 12 12**.

Lamy

Lamy le droit à tous les médias

Nouveau langage

GAUCHE Le Parti socialiste tient, samedi 14 et dimanche 15 décembre à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) une convention nationale sur son projet économique. Le texte rappor-

té par Henri Emmanuelli et adopté par un conseil national le 9 novembre a été voté par 75 % des militants. La participation a été de 60 % et l'amendement de la Gauche socia-

liste a obtenu 16 %. ● LIONEL JOSPIN veut convaincre de la crédibilité de son « réalisme de gauche » alors que M. Emmanuelli affirme que « le droit à l'erreur s'amenuise ». ● LES

SONDAGES sur le projet socialiste révèlent un certain scepticisme, y compris dans l'électorat de gauche. ● LES NÉGOCIATIONS entre le PS et les autres partis de gauche se pour-

suivent en vue des élections législatives et régionales de 1998. Le MDC et les Verts demandent au PS, qui réunit samedi soir ses premiers fédéraux, des circonscriptions réservées.

M. Jospin veut convaincre de la crédibilité de son projet économique

La convention nationale du Parti socialiste, réunie à Noisy-le-Grand, doit ratifier ses propositions économiques, votées par 75 % des militants. Le premier secrétaire veut trouver le moyen d'associer les Français à sa démarche

EXPLIQUER, entraîner, convaincre : Lionel Jospin avait en tête ce triple objectif à l'ouverture de la convention nationale du Parti socialiste qui, les 14 et 15 décembre à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), va ratifier non le programme - prévu à l'automne 1997 - mais le projet économique du PS.

Tout autant que les sondages, moins favorables qu'ils ne l'avaient été après l'adoption de ce texte par le conseil national du 9 novembre, les résultats du vote des militants révèlent que leur adhésion est empreinte de mesure ou encore non dénuée d'un certain scepticisme. Comprenez que le PS sera jugé, dans la perspective des élections de 1998, en grande partie sur son projet économique, les militants socialistes ont voté fortement (à 60 %) mais ils ont donné leur soutien au premier secrétaire, en lui accordant 75 % de votes favorables et en installant, avec 16 %, la Gauche socialiste dans son rôle d'opposition interne de gauche. Le réalisme va devoir cohabiter avec la radicalité.

Plus que jamais, M. Jospin sait donc qu'il va devoir expliquer aux Français son « réalisme de gauche », les entraîner en leur redonnant d'un projet dont il s'est doublement démarqué en envisageant un temps de l'amener sur la question monétaire puis en critiquant la méthode choisie par le premier secrétaire, appelée « un minimum d'espérance », et les convaincre de la crédibilité de ses propositions.

Prises une à une, de la semaine de 35 heures à la création de 700 000 emplois en deux ans pour les jeunes chômeurs - financée par la suppression des exonérations sociales et non par l'impôt -, en passant par la refonte de la fiscalité, la diminution de la TVA, la relance salariale, le basculement des cotisations sociales sur une CSG élargie, les propositions du PS semblent plutôt bien accueillies par l'opinion, mais, sur la faisabilité du projet, le doute s'installe. Le PS tiendra-t-il ses promesses, après les déceptions nées du double septennat de François Mitterrand, et surtout sera-t-il capable de les mettre en œuvre, politiquement avec une cohabitation sous la menace permanente d'une dissolution, économiquement si la croissance n'est pas assurée ?

« UN SENTIMENT D'HOSTILITÉ ». M. Emmanuelli a bien posé le problème, samedi, en répondant à ceux qui, dans la majorité ou chez les économistes libéraux, jugent le PS irréaliste. « Ils nous font le coup du vélo qui devrait tenir debout tout seul sans qu'on appuie sur les pédales, et il est vrai que nous ne sommes pas des acrobates, a-t-il lancé. Sans croissance, sans reprise de la consommation, donc sans recettes fiscales supplémentaires, et sans augmentation de la richesse produite, cela ne serait effectivement pas facile. » L'ancien premier secrétaire a répondu lui-même : « Sans hausse du pouvoir d'achat, sans baisse de la TVA, sans réduction du temps de tra-

vail, sans emploi, pas de demande, pas d'investissement et donc, pas de croissance. »

M. Jospin, qui a rencontré, vendredi 13 décembre, Jean Gandois, président du CNFP, sait, comme le dit son prédécesseur, que « le droit à l'erreur s'amenuise ». Il est d'autant plus obligé de ses engagements, qu'il s'est engagé à ne promettre que ce qu'il pourrait effectivement réaliser.

L'ancien candidat à l'élection présidentielle se place lui-même dans la situation inverse de Jacques Chirac. Une situation qu'il expose ainsi vendredi sur France 2, après l'intervention du chef de l'Etat : « J'ai trouvé le président de la République comme décalé, déconnecté par rapport aux réalités du pays et aux attentes des Français. (...) Et même parfois, c'est étrange, peut-être sans précédent, il y avait presque comme un sentiment d'hostilité à



16,19 % pour l'amendement de la Gauche socialiste

Les résultats quasi-définitifs du vote sur le projet économique du Parti socialiste devaient être présentés, samedi 14 décembre, à la convention de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Sur 92 793 militants inscrits, 55 289 ont voté (59,58 %). Le PS comptant à part les 482 bulletins blancs ou nuls, les résultats sont donnés sur la base de 54 807 suffrages exprimés. 41 042 militants ont voté pour le texte du conseil national, soit 74,88 % ; l'amendement de la Gauche socialiste a recueilli 8 873 voix, soit 16,19 % ; celui de Partages, 1 600 voix (2,92 %) ; celui de Changier, 1 406 voix (2,57 %). 1 886 militants ont coché sur leur bulletin de vote la case « abstention », soit 3,44 %. Quatorze fédérations ont voté un amendement, émanant de la Gauche socialiste, sur le retour aux 37,5 annuités de cotisations pour une retraite à taux plein dans le secteur privé : Côte-d'Armor, Corrèze, Nord, Charente, Ariège, Doubs, Vendée, Allier, Calvados, Landes, Loire, Marne, Pyrénées-Alpes, Haute-Garonne.

l'égard des Français. » Le premier secrétaire du PS s'est déclaré « choqué » par « un président de la République qui nous dit en quelque sorte "tel qu'il est, je n'ai pas envie de voter pour le peuple français" ».

TEXTES ALTERNATIFS

A la faveur de cette convention - la dernière de 1996 après l'Europe et la démocratie -, M. Jospin va devoir redonner du sens à son projet, afin d'esquisser, avant le programme, un contre-projet de société, et préciser sa méthode sur l'établissement et le financement des propositions. L'exercice est d'au-

tant plus difficile qu'il doit donc faire un peu rêver tout en restant sur la ligne du « réalisme de gauche » et de la crédibilité.

La commission des résolutions, samedi soir, va débattre, pour l'essentiel, d'amendements fédéraux sur le retour aux 37,5 annuités de cotisations pour les retraités du secteur privé - amendements adoptés chez M. Jospin en Haute-Garonne, qui a jugé cette idée « incompatible » avec son texte, et chez Pierre Moscovici, secrétaire national aux études, dans le Doubs. Une dizaine de fédérations ont aussi critiqué la méthode du vote bloqué qui a fait des amendements des textes alternatifs - donc contradictoires - avec celui de la direction.

Si l'on devait passer sans difficulté majeure cette convention, se satisfaisant de ses 75 %, M. Jospin pourrait prêter une oreille attentive à ceux qui, comme Jean Popereau, M. Emmanuelli, la Gauche socialiste, mais aussi les rocardiens, disent qu'il ne peut y avoir de succès politique sans lien avec le mouvement social. A Paris, les poperistes ont proposé des « comités pour l'initiative citoyenne ». Dans la Loire, le rocardien Gérard Lindeperg a insisté sur la nécessité d'« associer » les Français à la démarche du PS à travers des « états généraux départementaux » pour l'emploi des jeunes. Un moyen auquel M. Jospin pourrait recourir pour tenter de gagner le combat de la crédibilité.

Michel Noblecourt

Les électeurs de gauche demeurent sceptiques

PLONGÉ depuis un an dans la redéfinition de son projet, le Parti socialiste ne s'est guère employé à capitaliser l'impopularité du gouvernement. Toutes les enquêtes d'opinion le démontrent (*Le Monde* du 4 décembre) : la majorité s'effrite, mais la gauche, et en particulier le PS, plafonnent. Quant à l'image de Lionel Jospin, elle reste flottante, comme en témoigne la dernière enquête de la Sofres pour *Le Figaro-Magazine* (daté 7 décembre) où il enregistre une forte baisse de sept points, à 44 % de bonnes opinions.

Selon une enquête réalisée par Ipsos, du 22 au 30 novembre auprès de 1 714 personnes et publiée par *Le Point* (daté 14 décembre), le rapport des forces entre majorité et opposition est de plus en plus serré. Mais si, en termes d'intentions de vote, la gauche fait désormais jeu égal avec la majorité, ce n'est pas parce qu'elle progresse, mais parce que RPR et UDF réunis passent sous la barre des 40 % (avec 39,5 %).

Ce manque d'élan est patent. Ainsi, une majorité de

Français (46 % contre 31 %) estiment que la gauche l'emporterait en cas de législatives anticipées, et le pronostic s'est inversé par rapport à une enquête similaire d'avril 1996. Mais, en termes de souhait, le résultat est partagé : 38 % souhaitent une victoire de la gauche, contre 36 % une victoire de la majorité, tandis que 26 % hésitent ou ne se prononcent pas. Et si le pourcentage des communistes et des écologistes qui souhaitent une victoire de la gauche progresse nettement depuis avril, il s'effrite légèrement chez les socialistes.

Enfin, il reste au PS beaucoup à faire pour surmonter le scepticisme qu'inspirent ses propositions. Son projet économique ne paraît convaincant qu'à 23 % des personnes interrogées, contre 50 % d'avis contraires et 27 % qui ne se prononcent pas. Et si les sympathisants socialistes, eux-mêmes, sont très partagés : 37 % le jugent convaincant, contre 36 % d'avis contraire.

Gérard Courtot

Henri Emmanuelli : « Le droit à l'erreur s'amenuise »

SAMEDI 14 DÉCEMBRE à l'ouverture de la convention du PS sur l'économie, son rapporteur, Henri Emmanuelli a plaidé pour une « thérapie de choc ». « Que la situation soit particulièrement difficile, a-t-il affirmé, nul n'en doute, pas même le chef de l'Etat, pourtant si optimiste par nature, et qui (...) préférerait changer de pays et de peuple, ce qui paraît improbable, que de politique et de premier ministre, ce qui dépend de son choix. »

Le fiasco de la liberté, nous le partageons avec d'autres, a poursuivi l'ancien premier secrétaire. Mais le drapeau de la justice sociale n'appartient qu'à nous, surtout depuis que d'autres, à gauche, ont soulevé et souillent encore le vieux chiffon rouge de l'égalité. Nous sommes désormais seuls à porter l'aspiration égalitaire qui ne disparaîtra jamais, et nous ne devons en aucune façon l'oublier sous peine de disparaître ou d'être réduits au rôle de comparses. »

LE MOYEN ET L'OBJECTIF

M. Emmanuelli a présenté le projet économique du PS comme « une alternative à la fois ambitieuse et réaliste ». « Nous sommes tous conscients, a-t-il déclaré, à mesure que l'échec s'opère, les fondements mêmes du contrat social sur lequel repose notre démocratie, que le droit à l'erreur s'amenuise. Si, en 1998, profondément déçus par la droite, les Français se tournent à nouveau

vers nous, après nous avoir durement sanctionnés en 1993, leur confiance ne sera pas un cadeau en blanc mais plutôt un appel de détresse que nous aurons la très lourde responsabilité de transformer en contrat de confiance, ou, mieux, d'espérance retrouvée. Ce ne sera pas facile. »

M. Emmanuelli est revenu sur son amendement, finalement retiré, sur un décrochage du franc par rapport au mark. « Je reste persuadé, a-t-il souligné, qu'il y a un problème entre la France et sa monnaie, une sorte de fractures permanentes, qui coïncide avec le plan social et qui a conduit à confondre le moyen et l'objectif au nom d'une conception dépassée de l'instrument monétaire. »

Ariane Chemin

Les écologistes et les chevronnés exigent que le PS leur offre des circonscriptions

LA PIÈCE qui se joue à gauche, depuis l'été, dans l'attente des élections législatives de 1998, ressemble à une longue partie d'échecs. On avance un pion, on se surveille. Une chose est sûre : le 29^e Congrès du PCF, du 18 au 22 décembre, gèle pour quelques semaines encore les négociations entre les forces de gauche. Ce n'est qu'après Noël - la convention nationale d'investiture du PS se tient le 6 février - que les alliances apparaîtront au grand jour.

« Il existe trois types d'accords », rappelle Lionel Jospin à l'université des Verts, en septembre. Avec le Parti radical socialiste, le PS s'apprête à conclure les alliances qu'il pratiquait avec le MRG : candidatures communes sur plate-forme commune. Les radicaux socialistes, qui viennent de perdre leur cinquième député à Gardanne, veulent présenter « plus de cinquante candidats » et espèrent officiellement un groupe parlementaire (20 députés), mais se contenteront sans doute volontiers de 13 élus, comme en 1988. Le litige porte encore sur une dizaine de circonscriptions, mais le PS entend boucler l'affaire avant le 19 décembre.

Avec le Parti communiste, le PS a aussi l'habitude. Chacun présente ses candidats, partout, au premier

tour ; le moins bien placé se désiste en faveur de l'autre. Dans cette logique, les communistes ont accueilli avec une grande réserve la proposition de candidatures uniques de la gauche, avancée par le Mouvement des citoyens (MDC) en septembre, dans 49 circonscriptions menacées par le Front national. Le PS considère néanmoins qu'une quinzaine de circonscriptions sont concernées, les Verts « 10 à 15 au maximum ». La Place du Colonel-Fabien cite « quelques cas ».

Le troisième type d'accord - iné-

dit - concerne ce que, au PS, on nomme les « partis émergents » : Verts, MDC, Convention pour une alternative progressiste (CAP). Dominique Voynet et Jean-Pierre Chevènement réclament tous les deux des « circonscriptions réservées » et affichent l'objectif d'un groupe parlementaire. Au PS, on rétorque qu'on ne peut à la fois demander 20 circonscriptions réservées, présenter des candidats dans la moitié des autres - pour bénéficier du système de financement public -, et critiquer les socialistes pour saris-

faire une base radicale.

Ces derniers jours, les négociations se déroulaient dans une ambiance tendue. Le PS semblait décidé à réserver au MDC cinq circonscriptions - dont les quatre de ses députés sortants. Aux écologistes, qui ne sont pas représentés à l'Assemblée nationale, il envisage d'en céder deux ou trois (pour Dominique Voynet, Noël Mamère et Guy Hascouët). « Si tel était le cas, on éclaterait de rire », répondent les écologistes, qui exigent le même traitement que les radicaux socia-

listes, tandis que le MDC menace de se tourner, pour les sénatoriales et les régionales, vers le PCF.

Blocages ? Intimidations ? Rien n'est encore sûr. Le PS et le PCF viennent d'ores et déjà de renoncer à quelques principes. Ni Lionel Jospin ni Robert Hue n'étaient favorables, cet été, à l'établissement d'un contrat de législature ou de gouvernement, souhaité par le PRS, les Verts, le MDC, la CAP, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), et, de concert, par la Gauche socialiste et les refondateurs

communistes. Mais, le 17 octobre, Lionel Jospin déclarait au *Nouvel Observateur* qu'il ne serait pas « contre un accord politique symbolique, un texte sur quelques grandes orientations entre les formations de gauche et écologistes ». La Place du Colonel-Fabien, qui stigmatisait hier une forme de « compromis au rabais » (*Le Monde* du 17 septembre), considère elle aussi, aujourd'hui, qu'« il faudra bien quelque chose ».

Ariane Chemin

Profession : diplomate en union de la gauche

ILS S'APPELLENT Jean-Christophe, Jean-Claude, Jean-Luc, Jean-Marc, Georges, Christian. Ils sont délégués, par leur parti ou leur organisation, à rencontrer « les gauches ». Leurs titres varient, pas leur tâche : converser, épier, proposer, inviter, identifier chaque tendance, savoir qui tient la corde, qui n'est plus guère en vue. Se tenir prêt : pour un meeting, un forum, un congrès du PCF, une manifestation, un texte commun, une réunion du comité de vigilance contre l'extrême droite, ou, depuis quelques semaines, un fin peignage de la carte électorale. Voire « le sujet est de moins en moins tabou - une nouvelle union de la gauche ».

Depuis un an, le rythme des rendez-vous s'est accéléré. Et le climat a changé. « L'idée

ment nouveau, c'est l'arrivée de Robert Hue », explique Jean-Christophe Cambadélis, membre du secrétariat national du PS. « On ne négocie plus avec des appareils, on négocie avec des hommes. » On s'écrit : « fraternellement » ou « cordialement », selon qu'on considère qu'on est ou non de la même gauche.

Finis les rendez-vous secondaires, les « rencontres glauques dans les arrière-salles de café ». Les communistes offrent bière, whisky ou jus d'orange dans la « salle du BP ». On déjeune, on petit-déjeune, on dîne même. « Je retrouve l'ambiance des débuts du programme commun, quand on se retrouvait pour déjeuner chez Malesherbes avec les radicaux et les communistes », assure Georges Sarre (MDC), qui s'y connaît.

« Le plus dur du métier est sans doute de venir », redoute Jean-Luc Benhamias, des Verts.

Les relations sont quasi quotidiennes. On s'aborde dans les carrés des manifs, on se téléphone, « énormément ». Christian Picquet, de la Ligue communiste révolutionnaire, appelle désormais « sans problème » Jean-Claude Gaysot, place du Colonel-Fabien. La géographie parisienne de la gauche radicale facilite les rendez-vous : l'avenue Parmentier, siège des Verts, conduit de la mairie de Georges Sarre à la place du Colonel-Fabien ; le Belleville de Jean-Christophe Cambadélis n'est pas loin. Même en phase de détente, la diplomatie conserve ses codes. Les grandes puissances ne rencontrent pas les petits Etats : Lionel

Jospin charge Jean-Michel Baylet qui charge Jean-Marc Sabatier, du Parti radical-socialiste, d'écouter le poète Alain Krivine venu assister, le 26 octobre, à la première réunion du comité de vigilance. Après l'élection de Gardanne, le PS boude le congrès du MDC : Pierre Moscovici délègue un de ses collaborateurs. Et quand, épuisé, le négociateur en « union nouvelle » ou en « coalition à la française » peut enfin quitter son costume d'ambassadeur, c'est pour retrouver ses pairs... aux éditions de l'Atelier, penchés sur les premières épreuves du très collectif *Dictionnaire de la gauche et des écologistes*, qui sortira dans une année.

Ar. Ch.

les critiques d'un tollé par

Les critiques de Jacques Chirac provoquent un tollé parmi les syndicats de salariés

Jean Gandois, président du CNPF, approuve le chef de l'Etat

Les syndicats ont vivement réagi aux propos de Jacques Chirac, qui a mis en cause la responsabilité des syndicats dans le « conservatisme » et

les « blocages » qui pèsent sur la France. De la CGT à la CFTC, les centrales syndicales ont manifesté leur réprobation des propos présiden-

tiels. Seul Jean Gandois, président du CNPF, a totalement approuvé les déclarations du chef de l'Etat, jeudi 12 décembre, sur TF 1.

MAIS QUELLE MOUCHE a donc piqué le chef de l'Etat ? En fustigeant, lors de son intervention télévisée, jeudi 12 décembre, le conservatisme des syndicats, Jacques Chirac a lancé un beau pavé dans la mare. Jamais sous la Cinquième République, un président n'avait critiqué avec autant de violence les organisations représentatives des salariés.

Certes, le chef de l'Etat n'a fait que reprendre à son compte un certain nombre de truismes sur l'état du syndicalisme en France. Moins de 11 % des salariés français adhèrent, en effet, à un syndicat ; ce chiffre tombe même à 5 % dans le seul secteur privé. Mais aussi M. Chirac, par ses propos, ouvre grand la vaine à tous ceux qui contestent le rôle des corps intermédiaires, en leur déniaient toute représentativité.

L'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), qui regroupe, autour de la FEN, six syndicats présents surtout dans la fonction publique et qui revendique 350 000 salariés, a aussitôt réagi sur le mode ironique. Si le conservatisme, c'est « préserver les salaires décennés, les emplois stables, une protection sociale, des services publics efficaces », alors « l'UNSA se reconnaît comme profondément, viscéralement conservatrice », a expliqué l'organisation dirigée par Alain

Olive. « Si, par contre, en dénonçant les conservatismes, le président de la République dénonce l'injustice qui fait de notre société une société de plus en plus inégalitaire, l'UNSA ne peut qu'approuver une telle démarche. »

De même, Marc Blondel, qui

métier ou la chénilité. Pour FO, « l'utilisation du terme conservatisme, à l'égard des relations sociales est révélatrice d'une inversion de la logique : c'est la politique économique qui est facteur de blocage et de conflits. La défense des intérêts et de la situation sociale des salariés n'est

d'écoute, de concertation et de négociation, la fin du conservatisme patronal et de l'interventionnisme de l'Etat qui réduit la place des syndicats », écrit le président de la commission exécutive. « Un syndicat partisan du dialogue, de la négociation et de la réforme cherche interlocuteurs dans le même état d'esprit » - qui reprend les termes de l'exhortation du chef de l'Etat : « Il faut trouver le moyen d'avoir un meilleur dialogue social. Pour cela, il faut des organisations professionnelles et syndicales plus fortes, plus responsables. Il faut avoir le respect de l'autre. »

Plus voilée, la critique de la CFTD, sur les propos de M. Chirac était contenue dans le titre même de la déclaration de la commission exécutive : « Syndicat partisan du dialogue, de la négociation et de la réforme cherche interlocuteurs dans le même état d'esprit » - qui reprend les termes de l'exhortation du chef de l'Etat : « Il faut trouver le moyen d'avoir un meilleur dialogue social. Pour cela, il faut des organisations professionnelles et syndicales plus fortes, plus responsables. Il faut avoir le respect de l'autre. »

Dans le concert unanime de critiques sur ses propos qui visaient aussi bien les organisations syndicales jugées faibles, politisées et divisées, qu'un patronat replié sur lui-même ayant comme réflexe naturel de s'en remettre à l'Etat, dès que les affaires tournent à l'algèbre, M. Chirac a toutefois reçu un soutien. Jean Gandois, président du CNPF, a totalement « approuvé » les déclarations du chef de l'Etat. « Quand M. Chirac dit que le monde politique, le monde syndical et le monde patronal sont trois mondes conservateurs, alors, je le vois tous les jours », a-t-il commenté.

Alain Beuve-Méry

■ PARIS : « L'avenir du monde et de la majorité municipale est posé », a estimé Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste au conseil de Paris, vendredi 13 décembre, parlant d'un « problème de la crédibilité et de l'autorité démocratique dans cette ville ».

■ ISF : le rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, Philippe Auberger (RPR), affirme que l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) « n'a pas été conçu pour les seuls milliardaires, en laissant les milliardaires à l'écart ». Dans un entretien publié dans le quotidien la Tribune du 13 décembre, M. Auberger confirme qu'il votera contre l'allègement de l'ISF voulu par le Sénat.

■ GRÈVE : le mouvement des personnels consulaires a été suivi le 12 décembre par environ 35 % des salariés, selon l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI). Le mouvement visait à protester contre un projet de statut du personnel réduisant les indemnités de licenciement et supprimant les augmentations automatiques des rémunérations (Le Monde du 12 décembre).

Le Sénat limite l'intérêt pour les entreprises de financer des fonds de pension

Les caisses de retraite sont mécontentes

LA MAJORITÉ RPR et UDF du Sénat a voté vendredi 13 décembre la proposition de loi sur les fonds d'épargne-retraite, le PS et le PC se sont prononcés contre. Ce dispositif doit permettre à un salarié de cotiser à un plan qui lui versera une rente viagère lorsqu'il partira à la retraite (Le Monde du 23 novembre). Les employeurs pourront abonder les plans d'épargne-retraite (PER) de leurs salariés. Ceux-ci bénéficieront d'avantages fiscaux pour leurs versements.

Mais les sénateurs ont annulé les allègements de charges spécifiques que les députés avaient prévus en faveur des entreprises. Cette dernière disposition avait fait l'objet d'une vive polémique entre la commission des affaires sociales du sénat et son président Jean-Pierre Fourcade (R) Hauts-de-Seine) d'une part, et la commission des finances et Philippe Madrel (RPR, Oise), rapporteur du texte, partisan de l'exonération patronale, de l'autre.

M. Fourcade s'était fait le relais des organismes de retraite et des syndicats participant à leur gestion, qui redoutaient que, par le jeu de ces exonérations, les régimes obligatoires ne soient privés d'une partie de leurs recettes. Le risque était, selon eux, que les employeurs choisissent d'abonder les PER de leurs salariés, en bénéficiant des allègements de charge, plutôt que d'augmenter leurs salaires, soumis aux charges patronales, ressources des régimes de retraite obligatoires.

Sous la pression, le gouvernement avait approuvé l'amendement Fourcade visant à replacer le système d'exonération dans l'enveloppe prévue par la législation actuelle, c'est-à-dire dans la limite de 85 % du plafond de la Sécurité so-

ciale. Selon M. Fourcade, ce dispositif « permet de recentrer les plans d'épargne-retraite vers une grande partie de la population, notamment les classes moyennes ».

Mais l'amendement Fourcade est loin d'avoir apaisé le mécontentement des caisses de retraite. Selon l'Agirc (retraite complémentaire des cadres), 4 milliards de recette sont toujours susceptibles de lui échapper. L'amendement n'est qu'un « cadavre sur une jambe de bois », a déclaré le président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, Jean-Luc Cazettes (CFE-CGC), qui continue à évaluer à 6 milliards de francs le « manque à gagner potentiel » de la retraite de base de la Sécurité sociale.

PROTESTATIONS À GAUCHE

La gauche sénatoriale estime aussi que l'amendement Fourcade « ne résout pas le problème », comme l'a déclaré François Autain (PS, Loire-Atlantique) en mettant l'accent sur le caractère selon lui inégalitaire et l'« objectif (...) purement économique » du système : « Cesser de prétendre que vous voulez aider les classes moyennes. Vous n'avez qu'un souci : protéger ceux qui n'en ont pas besoin », s'est-il exclamé, avant d'annoncer que le groupe socialiste saisira le Conseil constitutionnel.

Le Sénat a apporté plusieurs modifications au texte, notamment la possibilité pour un salarié d'adhérer à un plan épargne-retraite en dehors de son entreprise. Une des dispositions à laquelle s'était opposé le gouvernement et qu'il pourra éventuellement tenter de corriger lorsque le texte reviendra devant les députés au mois de janvier.

Fabien Roland-Lévy

Le soutien de la presse conservatrice allemande

L'intervention télévisée du président français n'a pas, loin de là, fait à « une » des journaux allemands. La plupart d'entre eux n'évoquent même pas l'événement. Cependant, le Frankfurter Allgemeine Zeitung, grand quotidien conservateur, souligne que le message du président est important pour l'Europe et la relation franco-allemande : « Paris reste décidé à suivre le cours de la stabilité et de la modernisation économique, en dépit des records d'impopularité » du président de la République et du premier ministre.

Le quotidien allemand constate qu'en France la tentation est forte « d'élever des barrières pour se protéger contre les changements qui interviennent dans le monde » et que « le désir de s'accrocher aux avantages acquis empêche la modernisation du pays ». Dans ce contexte, le président français a, selon ce journal, dit à ses concitoyens que le moment était venu de « faire son deuil des vieilles habitudes confortables ».

Le quotidien allemand ajoute en conclusion : « Interrompre la transformation en cours, c'est se condamner à être perdu quoi qu'il arrive, et notamment au moment où la monnaie unique sera là. »

Les regrets de l'opposition interne du RPR

LA CONFIRMATION par Jacques Chirac de son soutien à Alain Juppé, pour lequel le président de la République a fait part de son « confiance », a suscité quelques réactions critiques au sein de la majorité, y compris parmi ceux qui revendiquent leur fidélité à l'égard du chef de l'Etat.

Pressé de réagir à la fin de non-recevoir lancé par M. Chirac sur la question du remaniement, le député balladurien Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) s'est défendu de toute amertume : « Partager l'impopularité grandissante du gouvernement, ça n'est pas quelque chose de très mobilisateur. » Tout en rappelant que « l'enjeu aujourd'hui, c'est de gagner les élections législatives », M. Devedjian a tenté d'expliquer que la question du remaniement, qui conserve « toute son acuité », « est plutôt un problème pour le premier ministre ».

« Le président de la République souhaite que l'impopularité reste le seul lot du gouvernement actuel. C'est plutôt confortable pour les autres. Mais pour Juppé, c'est difficile, et ça lui rend à mon avis la tâche plus compliquée », a-t-il précisé. Tout en se disant satisfait de l'effort de « pédagogie » effectué par le chef de l'Etat, M. Devedjian a estimé qu'il « n'y avait pas de miracle à espérer », et qu'on avait

« beaucoup trop attendu » de ce discours.

Constatant lui aussi que M. Chirac « a confirmé sa confiance à Alain Juppé », et sa volonté de ne changer ni les hommes ni le corps du gouvernement », son collègue balladurien Jacques Baumel (RPR, Hauts-de-Seine) en a conclu que le président a « beaucoup plus fermé de fenêtres qu'ouvert de portes ».

Se qualifiant lui-même de « chiraquien anti-Juppé », Etienne Garnier (RPR, Loire-Atlantique) est encore plus acerbe. Ce proche de Charles Pasqua a estimé que l'intervention du président de la République laissait « l'impression d'un écart de vue ». « On a assisté à un cours de principes et de valeurs républicaines, mais sur le fond, pas grand-chose », a-t-il affirmé.

■ François Santoni, secrétaire général de la Comcolta nationaliste, vitrine légale du FNLC-Canal historique, a estimé, vendredi 13 décembre, que le discours de Jacques Chirac sur la Corse était « plus ouvert » que celui d'Alain Juppé. « A aucun moment il n'a parlé de terroristes, ni évoqué l'islamisme. Pour ce qui nous concerne, nous sommes toujours ouverts au dialogue car personne ne souhaite la violence », a déclaré le dirigeant indépendantiste sur France 3 Corse.

Le Club de l'Horloge ironise sur l'égalité des races

A CHACUN son humour. Depuis 1990, le Club de l'Horloge, cercle de réflexion où se mêlent représentants de la droite et de l'extrême droite, décerne un « prix Lyssenko » à, explique-t-il, « un auteur ou une personnalité qui aura, par ses écrits ou par ses actes, apporté une contribution exemplaire à la désinformation en matière scientifique ou historique, avec des méthodes et arguments idéologiques ».

Trofim Denissovitch Lyssenko était un généticien qui, protégé par Staline, avait rejeté la théorie du gène en tant que support de l'hérédité, parce qu'il jugeait celle-ci contraire aux principes marxistes.

Ce prix permet en fait de connaître les idées combattues par ce club, et à contrario, de se mettre à jour sur celles qu'il défend. Ont ainsi été primés les professeurs Albert Jacquard et Jean-Noël Jeanneney, Hervé Le Bras, Robert Badinter, Carlo Ginzburg et Jean-Paul Demoule, John Kenneth Galbraith et Jean-Pierre Chrétien.

Aussi, c'est en vain que l'on peut attendre un prix Lyssenko, à titre posthume, pour Charles Darwin dont les travaux sur la sélection naturelle sont détournés par l'extrême droite. Cette année, André Langaney, généticien, directeur du laboratoire d'anthropologie biologique du Musée de l'homme, était, si l'on peut dire, à l'honneur.

Gérard Lucotte, professeur dans un établissement privé, l'Ecole d'anthropologie de Paris et Henri de Lesquen, président du club, se sont succédé à la tribune, jeudi 12 décembre, pour fustiger les travaux de ce professeur qui montre que « les gènes n'ont pas de races ». Pour M. Langaney, « nous sommes tous parents, tous différents » et, « du point de vue biologique, on ne doit parler ni d'inégalité ni d'égalité ».

« RAVI », TOUT DE MÊME

Cette conception est aux antipodes de celle de M. Lucotte et de M. de Lesquen qui, comme le président du Front national, croient à l'existence de races, à l'inégalité de celles-ci et au déterminisme génétique. Ainsi, jeudi soir, M. de Lesquen s'est fait le porte-voix de scientifiques britanniques ou américains qui résument l'influence socioculturelle pour privilégier la différence génétique dans les disparités des quotients intellectuels observés aux Etats-Unis entre les Noirs et les autres Américains.

André Langaney, qui n'avait pas été invité à la réunion, se déclare ravi de se retrouver auprès de personnes comme Hervé Le Bras pour lequel il « éprouve une grande admiration ».

Christiane Chombeau

En bref Histoire de stocks à Quai des Marques

La grande marque de produits cosmétiques a pris pour thème de l'année 1997, l'histoire de ses stocks à Quai des Marques.

Cette histoire est racontée dans le livre « Histoire de stocks à Quai des Marques » qui sera disponible à partir du 15 décembre 1996. Le livre est disponible dans les magasins d'histoire de Quai des Marques.

01 48 09 04 05

sur le web : <http://www.quaidesmarques.com>

VOTRE CAVE A VIN

SANS MOTEUR

- Conservation et vieillissement des vins.
- Température réglable.
- Humidité contrôlée.
- De 75 à 1500 bouteilles.
- Pour le particulier et le professionnel.

NORDING

DEMANDEZ LE CATALOGUE GRATUIT AU 04.68.50.04.05

“GRAND JURY”

RTL-Le Monde

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE

AVEC ERIK IZRAELEWICZ (LE MONDE) ET JANINE PERRIMOND (RTL)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

RÉFORME La chancellerie a annoncé, vendredi 13 décembre, que les membres de la commission sur la justice évoquée sur TF1 par Jacques Chirac seraient désignés dans les

jours qui viennent. Le champ de réflexion de cette instance, inspirée par la commission Marceau Long sur le code de la nationalité mise en place en 1987, n'a pas encore été dé-

fini avec précision, mais il devrait être large. **CETTE COMMISSION** devrait notamment étudier une réforme du statut du parquet. La France est le seul pays européen à

maintenir une soumission aussi forte du ministère public à l'égard du pouvoir politique. **LORS DE SON INTERVENTION**, le chef de l'Etat a déclaré que les « affaires » da-

taient, pour l'essentiel, des années qui ont précédé les lois sur le financement de la vie politique. En réalité, beaucoup sont postérieures à ces textes législatifs.

Le champ de réflexion de la commission sur la justice sera très large

Elle s'intéressera au statut du parquet, à la présomption d'innocence, mais aussi à la procédure pénale, voire à la refonte de la carte judiciaire. Sa composition n'a pas été arrêtée, et sa création bouscule le calendrier de la Place Vendôme

AU LENDEMAIN de l'intervention du président de la République, Jacques Toubon a annoncé, vendredi 13 décembre, que le gouvernement désignerait dans les jours qui viennent les membres de la commission de réflexion sur la justice souhaitée par Jacques Chirac. « Leur nombre n'est pas encore fixé, souligne-t-on place Vendôme. Il y aura des magistrats et des juristes, mais aussi des hommes de terrain et des élus. Tous seront issus de sensibilités politiques et philosophiques différentes. » Le nom du président de la commission n'a pas encore été arrêté, mais il devrait s'agir du premier président de la Cour de cassation, Pierre Truche.

Plus délicate sera la rédaction de la lettre de mission. Le chef de l'Etat a déclaré que cette commission se pencherait à la fois sur le statut du parquet, le respect de la présomption d'innocence et les règles de procédure, mais son champ de réflexion pourrait être plus large encore. « Il s'agit d'un des grands chantiers du septennat, précise un proche du pouvoir exécutif. La justice doit être modernisée, notamment pour répondre à l'inflation des contentieux. Il faut donc également s'interroger sur la procédure pénale française et sur une éventuelle refonte de la carte judiciaire. Cette commission doit constituer un temps fort de la réflexion nationale sur la justice. »

Cette annonce-surprise du chef

de l'Etat bouleverse quelque peu le calendrier judiciaire de Jacques Toubon. Trois rapports dont les thèmes sont très proches devaient en effet lui être remis au début de l'année 1997. Le professeur de droit Michèle-Laure Rassat, qui a achevé, le 1^{er} octobre, un rapport sur le secret de l'instruction et la détention provisoire, devrait terminer la seconde partie de son travail au début de l'année prochaine. Pendant ce temps, le président du tribunal de Paris, Jean-Marie Coulom, travaille sur la réforme des procédures civiles, et Jean-Claude

Casanova, sur le rôle du juge. « Ces réflexions se télescopent un peu, mais rien n'empêchera la commission de prendre en compte ces documents, note-t-on place Vendôme. Le débat doit être le plus ouvert possible : comme pour la commission sur le code de la nationalité, il s'agit de débattre un débat crispé en organisant, sur la durée, une véritable discussion de fond. »

Pendant son intervention, le chef de l'Etat s'est en effet référé à la commission sur le code de la nationalité présidée par Marceau

Long. Instaurée en 1987 par Jacques Chirac, qui était alors premier ministre, cette commission des « sages » comprenait seize membres, parmi lesquels figuraient Emmanuel Leroy-Ladurie, Hélène Canère d'Encausse, Alain Touraine et Pierre Chauvin. Au cours d'auditions publiques retransmises sur FR3, la commission avait entendu plus de quarante personnes : des responsables d'associations, des magistrats, mais aussi des prêtres comme le Père Christian Delorme ou des « beurs » de banlieue. « Pour la

justice, on peut également imaginer un système d'auditions publiques, mais rien n'est encore définitivement arrêté, ajoute un proche du pouvoir. La commission sera sans doute installée au début de l'année prochaine. Elle aura alors des mois, voire un an de travail devant elle. »

FONCTIONS CONTRADICTOIRES

Le dernier travail d'ampleur sur la justice est le rapport de la commission « Justice pénale et droits de l'homme » présidée par le professeur de droit Mireille Delmas-Marty. Créée en 1988 par

Pierre Arpaillange, cette commission, composée de treize membres – dont Pierre Truche –, avait rédigé cinq études portant sur la détention provisoire, les principes directeurs de la législation pénale, l'Europe, l'application des peines privatives de liberté et la mise en état des affaires pénales. La commission avait dessiné une architecture procédurale novatrice : elle proposait de supprimer le juge d'instruction, de confier les investigations à un parquet renforcé et de créer un juge chargé de veiller aux libertés individuelles : écoutes téléphoniques, perquisitions, etc.

Ce travail avait partiellement inspiré la réforme du code de procédure pénale défendue en 1992 par Michel Sapin, puis Michel Vauzelle. Constant, comme la commission Delmas-Marty, que le juge d'instruction cumule des fonctions parfois contradictoires – il mène les investigations tout en se prononçant sur des problèmes de liberté –, M. Sapin et Vauzelle lui avaient ôté le pouvoir de placer en détention provisoire. Cette réforme, qui offrait également aux avocats de nouveaux pouvoirs pendant l'instruction, avait été partiellement abrogée par le gouvernement d'Edouard Balladur : en 1993, les magistrats instructeurs s'étaient à nouveau vu confier les placements sous mandat de dépôt.

Cécile Prieur

Arne Chemin

Un lien hiérarchique que la démocratisation des régimes européens a rompu

DE TOUS LES SYSTÈMES judiciaires européens régit par le principe du lien hiérarchique entre l'exécutif et le parquet, la France est le seul pays à avoir conservé un système aussi rigide et aussi dépendant du pouvoir politique. Au fil des ans et de la démocratisation, le Portugal, l'Espagne et l'Italie, où l'on retrouve, comme en France, une dualité entre le siège et le parquet, ont peu à peu assoupli le statut de leur ministère public.

Après la « révolution des œillets » au Portugal et la mort de Franco en Espagne, la démocratisation a en effet donné naissance à une dissociation entre les parquets et le ministère de la justice. Dans les deux pays, les magistrats du ministère public sont placés sous l'autorité d'un procureur général : le procureur général de la République au Portugal et le procureur général de l'Etat en Espagne. Dans ces deux pays, la po-

litique pénale suivie dans les juridictions est inspirée non par le ministère de la justice, comme en France, mais par ce haut magistrat.

En Espagne comme au Portugal, cette autonomie est cependant relative puisque le procureur général est désigné par le pouvoir exécutif. Ce système constitue un levier implicite de l'exécutif sur la politique pénale du pays : en cas de conflit, le gouvernement peut le révoquer. Cette situation conduit certains magistrats espagnols à demander que le procureur général soit nommé par le Conseil supérieur de la magistrature, seul gage, selon eux, d'une véritable indépendance du parquet.

Ainsi que les magistrats français peuvent évoluer du siège au parquet, les ministères publics espagnol et portugais sont des corps totalement distincts entre lesquels il n'existe aucun pont. Le procureur général est le seul à pouvoir leur

adresser des instructions ou des injonctions. En Espagne, les parquets ont le droit de manifester leurs désaccords au sujet des instructions de leurs supérieurs hiérarchiques. Le litige est alors tranché par leurs pairs du parquet, réunis en collégialité.

En Italie, l'architecture est sensiblement différente. La réforme de la procédure pénale de 1988 a parachevé une indépendance totale des magistrats du parquet à l'égard du ministère de la justice. Leur carrière est gérée par un Conseil supérieur de la magistrature composé de magistrats élus par leurs pairs ainsi que de candidats présentés par les partis politiques et élus par les parlementaires. La politique pénale est définie localement, sans qu'il existe une coordination nationale.

Les lois de financement n'ont pas mis un terme aux « affaires »

RÉPONDANT à une question sur les enquêtes judiciaires visant actuellement la majorité, le président de la République a déclaré sur TF1 que « toutes ces affaires, qu'elles concernent le RPR ou les autres partis politiques, sont des affaires qui datent d'avant les lois qui ont été prises, ce qui tend à prouver que ces lois ont tout de même été assez efficaces ». Faisant ainsi référence aux textes réglementant le financement des partis politiques et des campagnes électorales adoptés en 1988, 1990 et 1993, M. Chirac faisait erreur, au moins en ce qui concerne la chronologie.

La plupart des procédures judiciaires engagées contre des élus ou des personnalités du RPR visent en effet des faits commis après la loi de 1990, qui a instauré un financement public des activités politiques assorti d'une amnistie pour les auteurs – non parlementaires – de délits politico-financiers. Ainsi, la mise en examen de Louise-Yvonne Casetta, présentée comme la trésorière officieuse du RPR, concerne l'attribution douteuse de marchés publics de la Ville de Paris, en 1992 et 1993 (Le Monde daté

8-9 décembre). L'entrepreneur de travaux publics qui dit avoir versé des « commissions » a affirmé l'avoir fait durant ces mêmes années, c'est-à-dire après la loi portant amnistie de 1990.

Dans le cours d'une autre enquête, Louise-Yvonne Casetta a été amenée à s'expliquer sur les salaires versés à des secrétaires du RPR par une entreprise de la région parisienne. Cette fois encore, les faits sont en partie postérieurs aux lois de financement de 1988 et 1990, puisqu'ils ont eu lieu de 1988 à 1992. M^{me} Casetta est en outre visée par une troisième enquête, qui porte sur des salaires versés par des filiales de la Lyonnaise et de la Compagnie générale des eaux de 1991 à 1994.

De même, l'enquête conduite par le juge d'instruction Edith Halphen, sur les conditions suspectes dans lesquelles ont été attribués certains marchés publics de la capitale, et notamment de l'Office HLM, concerne les années 1989-1993, soit une époque où l'actuel président de la République était encore maire de Paris. Quant à l'enquête préliminaire ordonnée

par le parquet de Beauvais sur le secrétaire général du mouvement gaulliste, Jean-François Mancel, mis en cause pour des faits relatifs à la gestion du conseil général de l'Oise, qu'il préside, à la suite d'une lettre d'observation de la chambre régionale des comptes de Picardie, elle porte sur les années 1989-1992.

TRAIN DE VIE

Enfin, l'enquête préliminaire visant implicitement Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional d'Île-de-France, concerne l'attribution des marchés publics régionaux de 1991 à 1994.

Si toutes ces affaires se situent bien après l'entrée en vigueur des premières lois sur le financement des activités politiques, il est loin d'être établi qu'elles aient un rapport direct avec le financement du RPR. Le « système » d'attribution des marchés de la capitale, fondé sur le favoritisme et le trafic d'influence, décrit par certains entrepreneurs aux juges Halphen et Desmire, présente les apparences d'une filière quasi institutionnelle d'approvisionnement de caisses politiques. Mais, dans d'autres

dossiers – les employés de maison de Patrick Balfany et de Michel Giraud ou les émoluments versés à Xavier Tiberi –, les infractions ont moins à voir avec le train de vie des partis qu'avec celui de leurs dirigeants.

L'enquête sur le maire (UDF-PR) de Cannes, Michel Moullot, n'a pas davantage démontré que les sommes en espèces versées par les casinos de sa ville auraient pu profiter à son parti. Aussi la référence aux lois successives ayant réglementé le financement des partis peut-elle paraître, en définitive, peu opportune. Les enquêtes judiciaires menées sur les comptes du PR, de l'ancien CDS et du Parti communiste français ont, de toute façon, mis en évidence, elles aussi, des infractions postérieures à la mise en place d'un financement public. « Aujourd'hui, aucun parti politique n'a en réalité besoin de faire appel à des financements », assure le chef de l'Etat. Mais l'habitude n'a-t-elle pas pris le pas sur le besoin ?

Hervé Gattigro

L'indépendance du parquet soulève des objections à droite

COUPER le « cordon » entre le garde des sceaux et les procureurs : cette réforme envisagée par le président de la République laisse perplexe la majorité comme l'opposition. A mots couverts, on s'interroge. A-t-il vraiment réfléchi à la question ? Etait-il poussé dans les cordes ? S'agit-il de préparer une large redistribution des cartes, qui proposerait l'indépendance des magistrats du parquet contre une définition plus restrictive du secret de l'instruction, voire des abus de biens sociaux.

Pour Alain Marsaud, député (RPR) de Haute-Vienne et ancien magistrat, la rupture du lien entre le parquet et la chancellerie « n'est pas souhaitable ». « Le magistrat doit répondre de sa responsabilité devant quelqu'un », affirme-t-il. Raoul Bételle (RPR, Seine-Saint-Denis), ancien procureur général près la Cour de sûreté de l'Etat, ne décolère pas. « Je ne sais pas si je vais rester au RPR », estime-t-il, très irrité. C'est grave du point de vue démocratique car on ôterait au peuple le contrôle de l'un des trois pouvoirs. Le parquet étant composé de magistrats qui « ont accepté d'être les avocats de la République », comment supposer, dit-il, « que l'exécutif ne puisse pas leur parler ? ».

Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, n'est pas plus « favorable » à l'indépendance du parquet. Il se dit cependant « rassuré » par le fait que la seule décision annoncée par le chef de l'Etat soit la constitution d'une « très grande commission composée de personnalités indiscutables ». Faisant allusion aux affaires, M. Mazeaud affirme que « l'indépendance du parquet ne changera pas les choses ». « Si l'on prouve que des pressions sont exercées par un garde des sceaux, il faut qu'il quitte le gouvernement. »

Pour M. Mazeaud comme pour Xavier de Roux, député (UDF) de Charente-Maritime et avocat, « si le pouvoir exécutif n'a plus la possibilité de donner des instructions (au parquet), nous changeons de système ». Selon eux, la logique veut, dès lors, que l'on change de Constitution et que l'on fasse de l'autorité judiciaire un pouvoir.

« Je vois mal comment un procureur général, un fonctionnaire, pourrait n'avoir de compte à rendre à personne, indique M. de Roux. Comment lui donner une légitimité si ce n'est en le faisant élire, ce qui implique un bouleversement des institutions pour un système qui n'appartient pas à notre culture ? »

LA SOCIÉTÉ A CHANGÉ

L'ancien garde des sceaux du gouvernement Rocard, Henri Nallet, estime, lui aussi, que cette proposition soulève de multiples problèmes. « Que deviennent dans ce schéma les procureurs ? Par qui sont-ils nommés ? Comment se déroule leur carrière ? Il faut cependant cette réforme nécessaire. » En 1992, je défendais une ligne traditionnelle, celle de la subordination du parquet au garde des sceaux. Je ne le ferai pas aujourd'hui. La société a changé. » Une solution envisageable, conçoit-il, serait de donner « plus de pouvoir au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) ».

Pierre Méhaignerie, ancien ministre de la justice d'Edouard Balladur, suggère, lui aussi, que l'on confie la nomination des procureurs au seul CSM. Hostile à l'indépendance totale du parquet – « ni le pays, ni les procureurs, ni les majorités qu'elles soient ne sont en réalité favorables à couper le cordon », il se dit favorable à une « responsabilité politique dans la transparence ». Selon lui, le fait que les instructions de la chancellerie aux procureurs soient écrites et versées au dossier constitue une garantie suffisante. Enfin, Jean-Pierre Michel, député (MDC) de Haute-Saône et ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), juge « légitime que le pouvoir ait des procureurs pour relayer sa politique pénale ». Il suggère même que les magistrats du parquet constituent un corps à part afin de « mettre fin à une ambiguïté ». A ses yeux, cette réforme devrait s'accompagner du rattachement de la police judiciaire au parquet, comme le suggère également Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine).

Caroline Monnot

La défense des islamistes dénonce l'« aveuglement » de l'accusation

S'ENGOUFRANT dans les brèches d'un réquisitoire qui a suscité plusieurs interrogations (Le Monde du 14 décembre), la défense des personnes soupçonnées d'avoir appartenu à un réseau islamiste visant à déstabiliser le régime marocain par une vague d'attentats, en



procès gouvernemental dénoncé, vendredi 13 décembre, l'« aveuglement volontaire » de la section « antiterroriste » du parquet de Paris. Devant la 12^e chambre correctionnelle, M^{re} Arnaud Montebourg et Christian Charrière-Bourazel, conseils de Tarek Falah – l'un des trois participants à l'attentat meurtrier de Marrakech –, ont estimé que la justice française avait fait preuve d'« absence de courage » en évitant de rechercher au-delà des deux « émissaires », Abdelhach Ziyad, dit « Rachid », jugé à Paris, et Mo-

hamed Zinedine, dit « Salid », toujours en fuite. « Vous avez construit un procès à caractère politique en servant une thèse qui distille la vérité », ont-ils dit au substitut Anne Obex-Vogelin.

« Car, derrière l'attentat de Marrakech, a estimé M^{re} Montebourg, il y a un drame humain, mais aussi une énigme géopolitique. A qui profite le crime ? L'avocat a rappelé que la vague d'attentats d'août 1994 avait abouti au démantèlement de filières d'islamistes algériens, à la fermeture des frontières entre l'Algérie et le Maroc, par où transitaient des armes, et entraîné l'arrestation de Djamel Loumici, représentant du Front islamique du salut (FIS) en Europe, chargé de l'approvisionnement en armes des maquis algériens. Mais aussi qu'Abdelhach Ziyad séjournerait en France grâce à un « vrai-faux » passeport délivré par les autorités algériennes, en définitive bénéficiaires de l'opération.

M^{re} Charrière-Bourazel est revenu sur le choix du parquet de ne

pas engager de poursuites sur les faits les plus graves – les assassinats commis à Marrakech –, mais pour le seul délit d'association de malfaiteurs. La saisine de la cour d'assises aurait permis d'éclaircir le rôle joué par chacun et nécessité l'extradition de Stéphane Aït Iddir et Radouane Hammadi, les deux Franco-Marocains condamnés à mort au Maroc.

« SOUS-TRAITANCE »

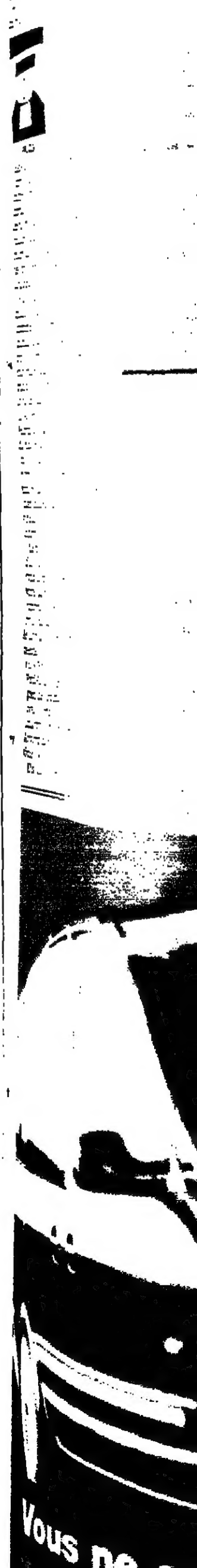
Pour M^{re} Charrière-Bourazel, l'absence de poursuites criminelles est la preuve que « il a été convenu que notre ami le roi fasse exécuter » les deux condamnés, dont le pouvoir en cassation doit être examiné par la justice marocaine le 24 décembre. « C'est de la sous-traitance, a dit l'avocat. C'est céder à la volonté de la partie de l'opinion publique qui veut du sang. » « Notre devoir, c'est d'arracher ces deux Français à la barbarie ! », a lancé M^{re} Francis Terquem. L'avocat de Stéphane Aït Iddir et Radouane Hammadi a relevé ce curieux para-

doxe qui veut que l'exécution aboutirait finalement à la constitution de deux martyrs, « ce qui était précisément le but de Ziyad ».

Plusieurs avocats, tels M^{re} Pascal Lavisse, ont enfin vilipendé les réquisitions qui n'ont pas fait « la mesure entre ceux qui avaient et ceux qui ont été manipulés ». M^{re} Montebourg a trouvé « scandaleux » que cinq ans de prison aient pu être requis à égalité contre Djamel Loumici, tête pensante du FIS, et certains ayant fourni une aide à un convoi d'armes. De même, il a rappelé que dix ans avaient été demandés contre Abdelhach Ziyad, le commanditaire, et Tarek Falah, l'exécutant. « Qu'avez-vous à opposer à Ziyad et à sa « haine tranquille » du régime marocain, a-t-il conclu. Il est prêt à mourir, et c'est une force qui en inspire. Il a l'histoire et Dieu avec lui. Il a sa logique sacrificielle. Et il se moque de vos dix ans. » Jugement le 9 janvier.

Jean-Michel Dimay

Un des trois...
comme l'a...



Service LSA

L'un des trois accusés désigne Gérard Huntz comme l'assassin de Jacques Roseau

Dénoncé par Marcel Navarro, celui-ci continue à nier fermement

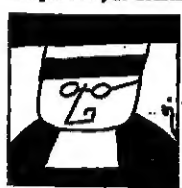
Marcel Navarro, l'un des trois coaccusés du meurtre du porte-parole du Recours, Jacques Roseau, a déclaré, vendredi 13 décembre, de-

vant la cour d'assises de l'Hérault, que la balle mortelle avait été tirée par Gérard Huntz. « Quand on est reparti, dans la voiture, Huntz a

dit: "C'est un accident, j'ai tiré sur Roseau, il voulait m'écraser", a-t-il affirmé. Devant la cour, Gérard Huntz a fermement nié.

MONTPELLIER

Qui a tué Jacques Roseau, porte-parole du Recours-France, abattu de trois balles de pistolet, le 5 mars 1993, à Montpellier? A l'ouverture du procès, le lundi 9 décembre, les



PROCES

Jean-Claude Lozano et Marcel Navarro étaient ensemble, à quelques mètres l'un de l'autre, à l'instant du crime. L'un d'eux avait donc fait le geste mortel. Pourtant, tous trois jurèrent leur innocence en s'enfermant dans un silence qui, loin de les protéger, les transformait en coauteurs.

Figés par plusieurs années d'enquête et d'instruction, les dossiers criminels traversent souvent l'audience de la cour d'assises sans subir d'évolution et l'on se dirigeait inexorablement vers une sorte de punition collective imposée par la cohésion du groupe. Pourtant, dans la soirée du 12 décembre, Gérard Huntz donna des premiers signes de faiblesse: « Je n'ai pas tiré. J'ai vu la scène, mais je ne donne pas de nom. » Pressé de questions, il égarait, bataillant sur des détails, refusant toujours de donner le nom du tireur tout en parlant d'« accident ».

Le très civil président de la cour d'assises, Daniel Duchemin, se levait alors à un véritable interrogatoire de police. « Quand même, en repartant dans la voiture tous les trois, quelqu'un a dû tirer? Quel est le con qui a tiré? Ou est-ce dans la mêlée? » « Dites-moi donc qui a tiré. » En vain. L'accusé, Gérard, Paul-Louis Améras, n'obtenait pas plus de résultats en insistant: « Vous vous conduisez comme les délinquants ordinaires qui sont habituellement dans ce box. Votre vie, elle est finie! »

Du discours confus de Gérard

Huntz, il ressortait tout de même que Marcel Navarro était le plus proche de la voiture de M. Roseau. Furieux, Marcel Navarro toisait alors Gérard Huntz et prenant le revers de sa veste, lui criait au visage: « Tu m'as vu tirer, à moi? » L'unité du groupe était rompue. Marcel Navarro se refusait pourtant à dénoncer ses coaccusés, continuant d'affirmer qu'il n'avait rien vu, malgré les supplications de son avocat: « Si ces accusations sont crues par la cour, lui disait-il, vous ne verrez plus jamais vos petits-enfants. »

C'EST UN ACCIDENT

Vendredi 13 décembre, Marcel Navarro s'est décidé à parler. « Quand on est reparti, dans la voiture, Huntz a dit: "C'est un accident, j'ai tiré sur Roseau, il voulait m'écraser." » Devant les jurés, Jean-Claude Lozano ajoutait alors prudemment: « Je les ai entendus se crier dessus. Marcel criait, il engueulait Gérard Huntz. » Féroce, Gérard Huntz se mettait alors à bafouiller, se trompant dans ses mots: « Je reste sur mes dispositions, je n'ai pas

eu l'arme en main! » Et rien ni personne ne l'en a fait démentir. La logique aurait voulu que l'instruction à l'audience continue sur ce thème afin que, si près de la vérité, on continue à s'en approcher. Mais la cour d'assises n'est pas un lieu d'improvisation et il fallait entendre alors une foule de témoignages par les parties civiles et par la défense. Il s'agissait d'une autre face du procès: celle du mobile. A ce stade des débats, le défilé des témoignages a pris un aspect surréaliste, en complet décalage avec les faits et, surtout, la personnalité des accusés.

Depuis le début de l'audience, il est apparu que leur idéologie se limitait à une récitation, d'ailleurs très approximative, des reproches adressés à et à Jacques Roseau. Écrivains, journalistes, polémistes et responsables du Recours sont venus leur expliquer à la barre qu'ils s'étaient trompés. Les accusés ont vu sur l'écran de télévision que M. Roseau n'avait jamais serré la main de Yacéf Saadi, l'un des chefs du FLN, lors d'un débat organisé

par Antenne 2. Ils ont également appris que, si le porte-parole du Recours favorisait tantôt la droite, tantôt la gauche, c'était dans l'intérêt des rapatriés, afin de monnayer le vote des pieds-noirs.

Malgré tout, les accusés restaient sur leur position, sans vraiment l'argumenter. Jean-Claude Lozano se contentait de dire: « Je n'ai entendu qu'un son de cloche, des rumeurs. » Ces rumeurs seraient venues principalement d'une organisation rivale du Recours, l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (Usdifra). Le témoignage de son président, Eugène Ibagnes, a été décevant.

Volontiers abrupt quand il donne son opinion à la presse sur le Recours, et surtout sur M. Roseau, M. Ibagnes a adopté devant la cour un langage fêlé. Il conteste notamment l'article du *Midi-Libre* du 7 décembre 1996 dans lequel il disait: « Tous les rapatriés demandaient la tête de Roseau. »

Maurice Peyrot

Michel Vaujour et ses complices condamnés pour deux tentatives d'évasion

Des peines de trois à huit ans de prison

« JE VOUS DEMANDE de me tendre la main une fois, le reste c'est à moi de le faire. Il y a une drôle de pente à remonter. » Larmes au bord des yeux, voix cassée, c'est le message que Michel Vaujour a adressé, vendredi 13 décembre, aux jurés de la cour d'assises des Yvelines. Il y comparait depuis mardi 10 décembre en compagnie de trois de ses amis qui ont tenté de le faire évader par hélicoptère en juin et août 1993. Durant ces quatre jours, il a évoqué sa vie, depuis le temps du « bon gamin qui allait à la pêche avec le curé » jusqu'aux délits et aux évasions qui lui ont valu de passer près de vingt-cinq ans en prison, dont dix à l'isolement.

A l'évocation de la dernière attaque de banque, au cours de laquelle il avait reçu une balle dans la tête, tirée par un policier, son visage s'est fermé et les stigmates de sa paralysie faciale sont devenus plus visibles. « Je n'étais pas mort, j'étais hémiparétique et j'avais encore trente ans de prison à faire. » C'est une lettre de sa femme, Nadine, qui lui donnera l'énergie nécessaire

pour « trouver la force de me battre », sans rééducation, « enter- ré vivant pendant cinq ans ».

Aujourd'hui, l'accusé qui est dans le box n'a plus rien à voir avec le Vaujour arrogant, vedette médiatique des années 80 après sa spectaculaire évasion de la prison de la Santé à bord d'un hélicoptère piloté par sa femme. Pourtant, il s'agit encore d'évasions: une tentative, la sidérale, contrariée par le brouillard, en juin 1993, à la centrale de Saint-Maur (Indre), et un second ratage, deux mois plus tard, sur l'aérodrome de Saint-Cyr-l'Ecole (Yvelines), où cette fois c'est le pilote qui a faussé compagnie aux trois amis qui s'apprétaient à décoller pour Fresnes (Val-de-Marne). Michel Vaujour a protégé ses complices pendant l'audience, assumant « totalement cette action ».

Ces trois jeunes avaient décidé de voler à son secours par amour ou par amitié. Erick Grébeauval, trente ans, l'avait connu en prison. Jamila Hamidi, vingt-sept ans, qui fut fascinée par la description de Michel Vaujour faite par sa femme Nadine dans son livre, *La Fille de l'air*. Leurs échanges épistolaires sont passés peu à peu du stade de l'amitié à celui de l'amour. Troisième accusée de ce double fiasco, Stéphanie Lorenzini, vingt-cinq ans, l'amie de Jamila. Grande absente de ces quatre jours d'audience, Nadine Vaujour, citée comme témoins, ne s'est pas présentée malgré un mandat d'amener délivré par la cour d'assises.

Avant cette nouvelle condamnation, Michel Vaujour devait sortir de prison le 19 août 2013 et Jamila avait affirmé avoir « la force d'attendre », espérant que l'« on donne de l'espérance à M. Vaujour ». Les jurés en ont décidé autrement. Ils ont condamné Michel Vaujour et Jamila Hamidi à huit ans de prison chacun, Erick Grébeauval à sept ans de prison et Stéphanie Lorenzini à trois ans, dont vingt-deux mois avec sursis.

Michel Samson

Jean-Claude Pierrette

A Istres, la révolte des élèves face aux violences d'un professeur

MARSEILLE

de notre correspondant régional
« Ne bouge pas quand je te parle! Et tu me regardes ». Didier continue à s'habiller, le professeur s'approche, le coince entre deux tables et le bouscule. Il menace Didier. Un élève est venu le séparer et Didier est reparti choqué. » Ainsi écrit Cédric T., élève de terminale au lycée Arthur-Rimbaud d'Istres (Bouches-du-Rhône), pour décrire l'incident qui a opposé le professeur d'allemand, François Mora, à un de ses élèves, Didier G. M. Mora, interrogé par *Le Monde*, se dément pas vraiment: « Oui, il m'est arrivé de le secouer par la manche. Dans l'éducation, il y a du sucre, diriger, et avec un peu de violence s'il le faut. »

Ces incidents presque banals a pourtant mis les lycéens dans la rue. Au nombre de 350, ils ont rallié le rectorat de l'académie d'Aix-en-Provence, vendredi 13 décembre, afin de demander la radiation de leur professeur. Selon eux, M. Mora est aussi coutumier de ces faits qu'il a pratiqué une violence verbale

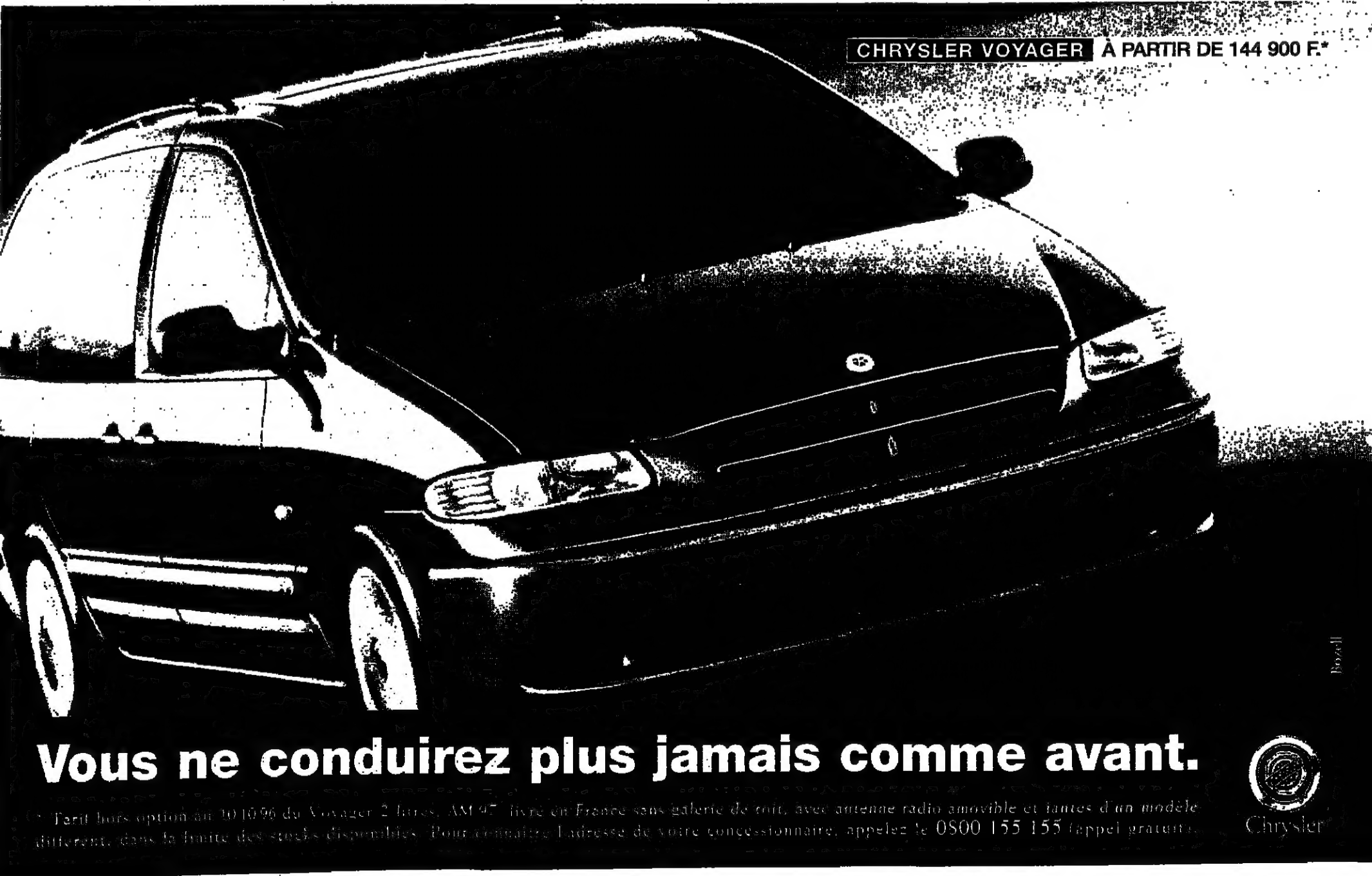
qui les révolte. Ils montrent pour exemple un texte qu'il leur a donné à traduire lorsqu'un de leurs amis, Stéphane, fut blessé après un match de basket: « J'ai fait un croc-en-jambes à mon adversaire. Il a répondu mais ce trou-duc n'était pas seul. Avec lui il y avait une bande de pédés. Nous nous sommes battus courageusement, mais ces fils de pute nous ont vaincus. C'était l'histoire de Stéphane; la prochaine fois il les baisera tous. » M. Mora assure que certains manuels proposent aussi des textes « pleins de galvoiseries ». Il laisse entendre qu'il n'est que le bon émissaire d'élèves manipulés.

Ces manipulations se gardent bien néanmoins d'investir le terrain politique sur lequel M. Mora voudrait voir l'affaire amenée. Tout en se félicitant de la solidarité de professeurs et de parents d'élèves, ils conservaient jalousement, vendredi, la conduite de leur mouvement. Mais cet apolitisme revendiqué ne les empêchent pas de reprocher ses discours à cet enseignant membre du Mouvement pour

un enseignement national (MEN), satellite du Front national. Ils font ainsi état de propos anti-arabes, et d'un discours tenu lors de l'échange traditionnel avec les lycées de Radolfzell (Allemagne), ville jumelée avec Istres. M. Mora aurait fait un éloge si digne de l'Allemagne nazie qu'une élève allemande aurait quitté le cours en pleurs avant d'envoyer une lettre. Pour M. Mora, cet incident avec une jeune fille « un peu excentrique » s'explique par le fait que les « jeunes Allemands sont très culpabilisés ». Le secrétaire général du rectorat, qui a reçu une délégation de cinq élèves et six adultes, a diligencé une enquête de terrain et confirmé la suspension du professeur, en attendant des sanctions éventuelles si les faits dénoncés sont avérés. Satisfaits, les lycéens ont décidé de « lever leur manifestation » et de reprendre leurs cours normalement, samedi 14 décembre au matin.

Michel Samson

Jean-Claude Pierrette



DISPARITIONS

Michel Mollat du Jourdin

Un médiéviste et un historien de la mer

AVEC Michel Mollat du Jourdin, décédé à Paris le 11 décembre à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, les historiens perdent l'une de leurs figures les plus attachantes, quoique des plus discrètes, puisées sa notoriété n'excédait guère le domaine des spécialistes du Moyen Âge.

Né à Ancenis (Loire-Atlantique) le 13 juillet 1911, Michel Mollat appartenait à l'une de ces familles des marges atlantiques, très croyantes, qui conduisent aux engagements spirituels ou aux aventures de grand large. Jésus ou marin ? Fils d'officier, Michel Mollat avait choisi la mer. Sa vocation empêcha de vivre son rêve. Il le réalisa cependant au travers de son parcours intellectuel, devenant l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire maritime. Après des études secondaires à Nantes, puis universitaires à Rennes, il est reçu à l'agrégation d'histoire et de géographie. Il enseigne à Lorient, Rouen et Paris (aux lycées Voltaire puis Buffon), avant de devenir, en 1947, assistant d'histoire à la faculté des lettres de Paris, puis, en 1948, maître de conférences à Besançon. Docteur en lettres - il consacre ses thèses de

doctorat au Commerce maritime normand à la fin du Moyen Âge et à la Comptabilité du port de Dieppe au XV^e siècle (1951) -, il obtient une chaire d'histoire du Moyen Âge à la faculté de Lille (1950), avant d'être appelé à la Sorbonne (1958).

Jacques Le Goff, qui fut son assistant à Lille dès 1954, garde de son « premier patron universitaire » un souvenir extrêmement fort, résumant d'abord la dimension humaine d'un homme exceptionnel - « l'image même de ce que devait être un vrai chrétien, incarnant des vertus idéales mises en acte, sans bonhomie ni poudrière, mais avec une réserve, une discrétion vraie » qui lui donnent le sentiment d'avoir rencontré un « saint laïc ».

Il a laissé à ceux qui fréquenteront ses séminaires, notamment à l'Ecole pratique des hautes études où il fut, à partir de 1969, directeur d'études d'histoire maritime médiévale et moderne, le souvenir d'un « anti-mandarin », par son extraordinaire humanité, mais aussi d'un véritable historien, par son sentiment de la réalité et de l'évolution historiques.

■ VANCE PACKARD, sociologue américain, est mort jeudi 12 décembre, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Né en 1914 en Pennsylvanie, d'abord journaliste, il avait enseigné à l'université de Columbia et de New York. Vance Packard s'est attaché à dénoncer les pressions que la société américaine exerce sur les individus. Son livre le plus célèbre, *The Hidden Persuaders* (*La Persuasion clandestine*), paru en 1957, analysait les procédés « clandestins » dont usent les annonceurs publicitaires pour convaincre les consommateurs. Vance Packard est également l'auteur de *L'Homme remodelé*, dans lequel il s'attaquait aux moyens, notamment scientifiques, par lesquels une société impose sa dictature - modifications du cerveau, conditionnement des réflexes, manipulation des gènes. Ses livres ont été traduits chez Calmann-Lévy.

■ WILLIE RUSHTON, comédien, écrivain et dessinateur, qui fonda le magazine satirique *Private Eye*, est mort mercredi 11 décembre, à Londres, à l'âge de cinquante-neuf ans. Fils d'un éditeur, Willie Rushton avait lancé dès l'école un journal satirique, *The Wallopian*, précurseur de *Private Eye* qu'il créa en 1961. Willie Rushton s'était aussi fait connaître à la radio (BBC) avec, notamment, le jeu « I'm sorry, I haven't a clue » et, à la télévision (BBC), avec son émission satirique « TW3 ». Il était le pilier d'une nouvelle génération de comiques moquant les dirigeants britanniques, surtout conservateurs. Bon vivant, ce dessinateur de talent publia plusieurs livres (*The Day of a Grocer*, *Willie Rushton's Greatest Moments*, etc.) et participa à plusieurs films dont *Ces merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines* (1965).

Il sut s'illustrer parallèlement dans les domaines de l'histoire économique, de l'histoire sociale et de l'histoire maritime. Tandis que Philippe Wolff travaille sur les échanges marchands à Toulouse, lui s'intéresse au duché de Normandie ; ils signèrent plus tard ensemble un travail exemplaire sur les révoltes populaires de l'autonomie médiévale (*Ongles bleus, Jacques et Clompi*, 1970). C'est Michel Mollat, du reste, qui eut en charge le rapport sur l'économie en Occident à la fin du XV^e siècle lors du Congrès international des sciences historiques de Rome (1955). Mais cet aspect de l'enquête ne pouvait selon lui être séparé de sa dimension sociale. Attentif aux hommes sans ségrégation ni exclusive (il a consacré un passionnant travail sur *L'image du Noir dans l'art occidental*), Michel Mollat ne se préoccupa pas seulement du monde de Jacques Coeur - auquel il consacra deux livres - mais aussi de celui des pauvres. Il s'en fit historien inspiré (*Les Pauvres au Moyen Âge : étude sociale*, 1978), ouvrant un des chantiers les plus féconds des années 80.

Historien de la mer, enfin, il laisse des monographies pointues comme des ouvrages destinés au grand public, telle sa *Vie quotidienne des gens de mer en Atlantique, de l'XV^e à l'XVIII^e* (1983). Car il fut aussi un grand « vulgarisateur », toujours soucieux de fournir les preuves à l'appui de ses synthèses - *Général médiévale de la France moderne* (1970) ou *La Guerre de Cent Ans vue par ceux qui l'ont vécue* (1992). On lui doit en outre la révision du *Glossaire nautique* d'Augustin Jal, qui recensait en 1848 tous les termes de marine.

Membre de l'Institut - Académie des Inscriptions et Belles Lettres - en 1978, professeur émérite en 1979, il n'a cessé de contribuer au renouvellement de la science historique. Dernier en date de ses grands travaux : une stimulante synthèse sur *L'Europe et la mer* (1993).

Philippe-Jean Cataschi

Yves Pélacier

Un psychiatre humaniste

LE PROFESSEUR Yves Pélacier, professeur de psychiatrie à la faculté de médecine de Necker à Paris entre 1975 et 1991, vient de mourir à l'âge de soixante-dix ans. Né à Alger en 1926, il y avait effectué toutes ses études de médecine avant d'être rapatrié en France. Fondateur du DEA d'éthique biomédicale de l'université René-Descartes à Paris, le professeur Pélacier était président de la Société européenne de psychiatrie sociale, président d'honneur de la Société française de psycho-oncologie et membre de plusieurs sociétés savantes.

Il avait écrit de nombreux ouvrages, dont un « Que sais-je ? » sur la drogue, en 1972, avec Guy Thuillier, et il avait dirigé *L'Univers de la psychologie*, une encyclopédie en six volumes parue en 1977 (éditions Lids). En 1980, il signait, toujours avec Guy Thuillier, *Le Citoyen et sa santé* (édi-

tions Economica). Chaleureux, passionné, d'une curiosité insatiable, Yves Pélacier fut un ardent défenseur de la complémentarité des approches psychiatrique, psychanalytique, psychologique et sociologique de la maladie mentale.

« On reste confondu du retard pris à l'égard des sciences de la matière et de la vie », écrivait-il dans *Le Monde* en juillet 1973. Tous, psychologues, sociologues, psychiatres, ethnologues sont également responsables. Le remède à ces insuffisances ne peut être que dans un décloisonnement des sciences de l'homme, une interdisciplinarité sincèrement acceptée, et surtout la destruction des citadelles hautes où l'on s'enferme tant pour fournir ses arguments que pour éviter les confrontations. » Sa leçon reste d'actualité.

Laurence Folléa

NOMINATIONS

THÉOLOGIE

Le Père Claude Gaffré, dominicain, devient directeur de l'Ecole biblique et archéologique de Jérusalem. Sa nomination, après élection, par le maître général de l'ordre des dominicains, a été confirmée, le 5 décembre, par le Vatican. Directeur de la célèbre collection « Cogitatio fidelis » aux Editions du Cerf, le Père Gaffré a été recteur des facultés dominicaines du Saulchoir et professeur à la faculté de théologie de l'Institut catholique de Paris.

DIPLOMATIE

Alain Richard, ambassadeur au Kazakhstan, a été nommé ambassadeur au Kirghizistan en résidence à Almaty, en remplacement de Pierre Morel, par décret paru au Journal officiel du 13 décembre.

[Né le 13 octobre 1940 à Abbeville (Somme), Alain Richard est licencié en droit, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales et de l'Institut d'études politiques. Il a été notamment en poste à Bonn (1974-1980 et 1985-1989), à Moscou (1980-1982), à Tel-Aviv (1989-1992), à Alger (1993-1995). Alain Richard était ambassadeur au Kazakhstan depuis mars 1995.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 9-mardi 10 décembre sont publiés :

● Rhin : un décret portant publication de l'amendement au règlement pour le transport de matières dangereuses sur le Rhin, adopté par la Commission centrale pour la navigation du Rhin, à Strasbourg, le 17 mai 1995.

● Industrie : un décret fixant la liste des précurseurs chimiques de stupéfiants ou de substances psychotropes soumis à contrôle ; un décret relatif au contrôle de la fabrication et du commerce de certaines substances susceptibles d'être utilisées pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes.

Au Journal officiel du mercredi 11 décembre sont publiés :

● Distinctions : plusieurs décrets fixant, pour la période du 1^{er} janvier 1997 au 31 décembre 1999, les contingents de croix de la Légion d'honneur, de croix de l'Ordre national du Mérite et de médailles militaires destinés aux

Français et aux étrangers. Un décret fixe les contingents de croix de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite institués pour récompenser les anciens combattants d'Algérie (*Le Monde* du 13 novembre).

● An 2000 : un décret portant création d'une mission pour la célébration de l'an 2000.

● Accords internationaux : un décret portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République centrafricaine relative à la circulation et au séjour des personnes, signée à Bangui le 26 septembre 1994.

● Comptabilité : une circulaire de Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, aux trésoriers-payeurs généraux relative à la dématérialisation des virements papier remis par les collectivités et établissements publics locaux, liée à la décision des banques de facturer l'émission des virements papier à compter du 1^{er} janvier 1997.

● ONF : un décret portant statut particulier du corps des techniciens forestiers de l'Office national des forêts.

Au Journal officiel du jeudi 12 décembre sont publiés :

● Antisme : une loi relative aux institutions sociales et médico-sociales et tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme (*Le Monde* du 29 novembre).

● Mayotte : une loi d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre I^{er} du livre VII du code de la santé publique au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territoriale de Mayotte, ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale.

● Stade : une loi relative au contrat de concession du stade de France à Saint-Denis.

● Outre-mer : un décret relatif à la taxe d'apprentissage dans les départements d'outre-mer.

Services religieux

Un service sera célébré à la mémoire de

M^{me} Joseph BENVENUTI, née Diane de ROTHSCHILD,

le 18 décembre 1996, à 19 h 30, à la synagogue de Versailles, 10, rue Albert-Joly.

Anniversaires de décès

Il y a cinq ans.

Laurence et Claude BINET

disparaissent accidentellement. Une messe sera célébrée à leur intention le lundi 16 décembre 1996, à 19 heures, en la chapelle de l'église Saint-Séverin, 3, rue des Petites-Sœurs, Paris-6.

Vous qui avez connu et aimé

François-Paul BORDAIS,

son humanisme et sa générosité.

Ayez une pensée pour lui à l'occasion du dixième anniversaire de sa disparition.

Feraud CHENOT

nous a quittés il y a dix ans.

Il vit dans nos cœurs.

Communications diverses

L'ENSSIS (Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques)

présentera la réforme du diplôme de conservateur de bibliothèque (DCB), vendredi 20 décembre 1996, à 9 h 30, au cours d'une réunion d'information à l'Institut national agronomique de Paris-Grignon, 16, rue Claude-Bernard, Paris-5 (métro Censier-Daubenton).

Soutenances de thèse

Daniel LANÇON

L'inscription et la réception de l'œuvre d'Yves Remyouy (suivi d'un corpus bibliographique 1946-1996). Doctorat de lettres.

Université Paris-VII - Denis-Diderot, tour centrale, salle des thèses, 7^e étage. Mardi 17 décembre 1996, à 9 h 30.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

Très bon anniversaire, Franck. Toujours avec toi, nous t'attendons. Sonia et Olivia, 01-47-64-37-12.

15 décembre 1996.

Bel anniversaire, Marc de WASHINGTON. Amis de France.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Décès

Sébastien et Agnès Cornu, ses enfants, sa famille, La Famille Bazin. Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. André CORNU, commissaire divisionnaire honoraire de la police nationale, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 5 décembre 1996.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Cesson. 17, rue Pelleport, 75020 Paris.

Tous ses amis, ses frères et sœurs, ont la tristesse de faire part du décès de

Nina DESTREL, née GROSJEAN, artiste peintre,

survenu dans des circonstances tragiques.

Elle sera inhumée le samedi 21 décembre 1996, à 10 heures, au cimetière de Manosque (Alpes-de-Haute-Provence).

Une cérémonie réunira sous ceux qui l'aiment et l'ont aimé, le samedi 21 décembre, à 14 h 30, en l'église de Savournon (Hautes-Alpes).

M^{me} Joseph Elkouby, son épouse, Jean-Marc et Giovanna Elkouby, ses enfants, Gilbert et Jocelyne Elkouby, Albert et Marguerite Elkouby, ses frères et belles-sœurs.

Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph ELKOUBY, ingénieur général honoraire des Ponts et Chaussées, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945.

Les obsèques ont eu lieu vendredi 13 décembre, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Jean Guerin, M^{me} Janine Tetz, Le docteur et M^{me} Sallou Le Scauf, M. et M^{me} Bernard Guerin, Anne et Sébastien, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean GUERIN, chevalier de la Légion d'honneur, ingénieur des Arts et Métiers, directeur technique honoraire de l'Imprimerie nationale,

survenu le 12 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-dixième année, à Charville.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Montrouge, dans la sépulture de famille. 14, avenue Tillmon, 92370 Charville.

Le conseil de surveillance, Le directeur, Et l'ensemble des collaborateurs de Guérin SA,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Pierre GUERLAIN, docteur en sciences, ancien associé-gérant de Guérin SA, ancien président-directeur général de Guérin SA, président du conseil de surveillance de Guérin SA,

survenu dans sa quatre-vingt-douzième année, le jeudi 12 décembre 1996.

La prière sa famille d'accepter leurs plus sincères condoléances.

M. Raymond Loup, son père, Maguelone et Estelle, ses filles, René et Thierry, ses gendres, Ses petits-enfants, Kate, sa compagne, Roseline,

la mère de ses enfants, Les familles Barraud, Faure-Broc, Seris et Loup, Et ses nombreux amis, font part du décès de

Robert LOUP,

survenu le 12 décembre 1996.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 17 décembre, à 10 heures, à Saint-Trophime, Arles.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés pour la lutte contre la lepre à : Fondation Raoul-Follereau, 31, rue de Dantzig, 75015 Paris. CCP 2529 P Paris.

20, rue Porte-de-Laure, 13200 Arles, 5, rue Bergère, 75009 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études, La section et la conférence d'histoire maritime, ont la tristesse de faire part du décès de

M. MOLLAT DU JOURDIN, membre de l'Institut et directeur d'études à la section,

survenu le 11 décembre 1996. Ecole pratique des hautes études, Section des sciences historiques et philologiques, 43-47, rue des Ecoles, 75005 Paris. (Lire ci-dessus.)

Rectificatif

Une erreur d'impression a été commise dans l'avis du décès du

professeur Michel MOLLAT DU JOURDIN.

Nous présentons toutes nos excuses à sa famille et à l'Institut de l'université de la Sorbonne.

(Le Monde du 14 décembre.)

Hommages

Le 14 septembre 1996, le

docteur Jean-Louis FRASCA, trente-six ans,

joint du Hasard, rentrait dans cette durée

son fils.

Son compagnon, J.-J. Baudouin-Gautier, témoin de l'atrocité de l'accident, vint au quotidien l'ubaine image qu'il lui laissa : un visage au regard gêné, un sourire serein.

La raison et le parfum de sa vie

résident, à Homécourt (Meurthe-et-Moselle), sont nées.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75005 Paris Cedex 05

Remarque : 01-42-17-21-36 ou 29-46 ou 38-42

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutefois rubriques : 105 F

Abonnés et actionnaires : 95 F

Titres divers : 65 F

Les lignes en capital grasse sont

secrétées sur la base de deux lignes.

Les lignes en bleu sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

Le Monde DE L'EDUCATION

A l'occasion des rencontres inter régionales sur l'éducation artistique organisées par le ministère de la culture, Le Monde de l'éducation consacre 50 pages à l'éveil artistique.

Prochaine parution : vendredi 13 décembre. A La Coupole, scène nationale de Saint-François-Ville 77380 Combs-la-Ville.

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DÉCEMBRE 1996 - 28 F

14, avenue Tillmon, 92370 Charville.

مكتبة

HORIZONS

ENQUÊTE

C'EST une libellule, presque centenaire, qui s'étouffe, maladroite soudain, de ses ailes froissées qui la maintiennent à terre. C'est un elfe, un lutin, qui jubile et pète, et qui rit, oui, qui rit de tout, et même du temps qui a fait sa peau, blanchit ses cheveux amburs et qui s'empiole, le fourbe, à rouiller sa mémoire. « Vibre, c'est très surprenant. Tout passe, rien ne reste, et c'est réassurant ! »

C'est une aventurière, une vraie, flamboyante, conquérante. « La vie en marche, même sur le point de mourir ! » Une exploratrice insatiable des planètes terre et mer, qui ne regrette qu'une chose : ne pas avoir voyagé dans l'espace. La Terre serait trop petite ? « Voyons ! La Terre est un grumeau ! » Elle en a fait le tour en y croisant Pierre et Marie Curie, Blaise Cendrars, Jacques-Yves Cousteau, Théodore Monod, Philippe Talliez, Léopold Sédar Senghor et même le bon docteur Schweitzer. Anita Conti, née Caracotchiem, est une femme du monde.

Au printemps 1899, peu après sa naissance, des parents fort jeunes et bien peu conformistes l'ont jetée à la mer, par 30 mètres de fond. « J'ai borbotté ! Que voulez-vous que je fasse ? J'ai su nager avant de savoir marcher ! » Un baptême dans la boue, un signe du destin. Sa vie sera sur l'eau. Très vite, sur la Seine, elle a son petit bateau. « L'idée de mes parents n'était pas d'élever un singe savant. Ils m'ont simplement enseigné deux règles de vie : d'abord, on ne grogne pas ; ensuite, en société, on n'a ni chaud, ni froid, ni froid. » Ses compagnons de bord et ses amis l'attestent : jamais Anita Conti ne s'est plainte de quoi que ce soit. Pas plus du mal de mer que des griffes du grand âge.

D'origine arménienne, fortunée, sa famille avait le goût de la nature, des livres et des voyages. La petite Anita hérita de tout d'un bloc, y compris d'une tristessable attirance pour l'ennui. « Mes parents s'adoraient, mais ils tout de trois semaines de vie commune, l'adoration se transformait en dispute. Alors ma mère s'adressait à mon père chirurgien : "Ne trouvez-vous pas que les enfants ont mauvaise mine ?" Et elle nous entraînait sur-le-champ, si possible dans un port : Bergen, Athènes, Istanbul, Ferras-Gutrec, Gibraltar. »

Défilent donc les pays, les frontières, les paquebots, les rivières. A terre, Anita joue avec les enfants de pêcheurs qui l'embarquent parfois, l'espace d'une marée. En mer, sur le pont superposé d'un navire luxueux, elle scrute l'horizon, lit les aventures d'Ulysse, ou potasse un devoir de grec préparé par un précepteur de passage. Elle aime le large, la vague, le mouvement incessant, le fluide. « Dès que je mets le pied à bord, je vomis. La vie est là. » La mer, donc, triomphera.

Elle a d'autres passions pourtant, et notamment les livres qu'elle aime parfums, magnifiques. Alors elle se met elle-même à travailler le cuir, choisit les peaux, les teintes, les sculptures, et s'empiole à donner aux ouvrages des reliures qui expriment leur âme. Elle en devient célèbre, accumule les prix à Paris, Londres, New York et fascine Mac Orlean : « Cette jeune femme lettrée connaît des recettes de teinture prises dans la Caucasie... »

Elle est drôle, jolice, coquette, moderne, naturellement indépendante. Elle continue de voyager, seule cette fois. Elle parcourt les ports, embarque dès qu'elle le peut avec des pêcheurs, prend des notes, publie quelques articles, repart... Elle n'en fait qu'à sa tête. Qui songe, d'ailleurs, à la contraindre ? Surtout pas ce gentil mari qu'elle se choisit, en 1927, riche et de très bonne famille, et qui est vite nommé attaché d'ambassade à Vienne. « C'était la générosité même ! Comment ai-je pu partir si souvent sans jamais me fâcher avec lui ? »

Le garçon était doux et avait bien compris qu'on ne retient pas une mouette à 1 000 lieues de la côte. De loin, et parfois de très loin, il assurera à sa femme finances et protection. Mais Anita peu à peu larguera toute amara. Et ils finiront même, sans jamais divorcer, par se perdre de vue. « Un mari était indispensable pour disposer d'un statut respectable. Mais je dois avouer que je n'avais guère besoin, près de moi, de sa présence physique ! »



La vieille dame et la mer

Anita Conti n'a jamais pu résister à l'appel du large. A quatre-vingt-dix-sept ans, elle est rentrée au port, mais la tête encore pleine de ses moissons de l'océan

La dame a de l'aplomb, et beaucoup d'intuition. Ses articles sur les piètres conditions sanitaires des parcs à huîtres ou ses réflexions sur la surexploitation des océans attirent l'attention du patron de l'Office scientifique et technique des pêches maritimes, l'ancêtre d'Ifremer. On lui confie la rédaction d'un rapport. Puis on s'attache ses services. L'océanologie balbutie ? A elle d'y sensibiliser le public : formation en bibliothèque. Et sur le terrain, puisqu'elle y tient ! Ecosse, Islande, Groenland, Spitzberg... Elle exulte. Cette fois, elle embarque avec une mission, un titre. Elle est sur l'eau, elle « vomit », mais au moins voyagé-t-elle « utile ».

LES hommes sont stupéfaits. « Bluffés, oui ! », se rappelle Jean Récher, aujourd'hui retraité près de Fécamp. En 1939, je parlais comme mousse sur un autre bateau, quand je l'ai aperçue sur un Viking, un chalutier morutier à vapeur, en route pour Terre-Neuve. « Regarde ! murmuraient les gars. Cette femme est incroyable ! C'est une scientifique ! De jour, de nuit, elle bosse, sonde, mesure, prend des notes, toujours vaillante, souriante, marranta, sous la flotte ! » « C'était un vrai garçon manqué ! » Maladresse ! Anita a ce terme en horreur. « Une fille réussie au contraire, corrige-t-elle chaque fois. Les femmes sont incroyables ! »

Viking rentre au port quand l'Espagne est en guerre. L'océanologie rejoint sa famille à Paris. Mais voilà qu'on détecte dans la Manche, largués par les Allemands, des mines magnétiques conçues pour exploser à l'approche de toute masse de métal. Pour les désamorcer, on mobilise des bateaux de pêche en bois. Et Anita accourt. Elle connaît les courants, le sens des dérives. Elle rassure les hommes, c'est leur « mascotte ». Pendant cinq mois, elle passe d'un bateau à l'autre, au large de Boulogne et de Dunkerque, et prend une part active aux opérations de déminage. Puis, la mission terminée, elle rejoint le convoi de chalutiers qui, échappant à la surveillance allemande, met le cap sur l'Afrique.

Il faut bien continuer de pêcher pour ravitailler les populations et les armées alliées. Mais que pêchent-on dans les mers chaudes ? Et comment les poissons réagissent-ils aux techniques de salage ? Y a-t-il de juteuses zones de pêche ? Y en a-t-il de dangereuses ? Les cartes sont lacunaires. Anita sonde les fonds, trace des repères. Du Volontaire, elle passe sur le Hardi et puis le Titania, le Téméraire, le Cap-Forgé, le Clairvoyant, le Capricorne, le Duguay-Trouin, le Simon-Duhamel... « Chaque bateau est un village et garde l'âme de son clocher. Seuls les poissons avaient des têtes étrangères. » Et les vents, donc ! Les vents qui soulèvent la terre

rouge et teignent les volures ; emportent dans leur fureur les bêtes du désert qui s'effondrent sur le pont : éperviers jaunes, lézards, hirondelles, insectes. « J'avais recueilli, soigné, nourri quelques échantillons. A peine retrouvaient-ils leurs forces, qu'ils s'attaquaient entre eux ! Le petit rapace crevait les crânes des hirondelles. Ainsi va la vie... »

labre des nuits entières, se nourrit de mil et de fruits et résiste aux moustiques en chemisier et en gants blancs. « Correcte, dit-elle. Etre toujours correcte, c'est une règle absolue et une marque de respect. Parler très doucement pour qu'on tende l'oreille. Et ne jamais manifester l'ombre d'un début de colère. » Le requin la fascine. « Savez-vous

Un changement de gouverneur la prive un jour de tout soutien. Alors, contrainte, déçue, elle remballage ses cartons de notes, les entrepose dans son minuscule appartement de la rue de Rivoli à Paris - sa « caverne » - et change brusquement de cap. Destination Grand Nord. Le 15 juillet 1952, le chalutier saleur Bois-Rosé sort du port de Fécamp avec, à son bord, 500 000 litres de gasoil, 750 000 kilos de sel, soixante hommes d'équipage et... Anita Conti et ses quarante chemisiers. A cinquante-trois ans, une nouvelle passe de bonheur.

« En route pour le Groenland ! », écrit-elle dans son petit carnet dont elle tirera un livre (*Racleurs d'océans*, éditions Hoëbeke). Un frisson secoue mon échine, je crois que j'ai tremblé. Ce n'est pas de la joie, c'est une émotion tellement aiguë et en même temps profonde qu'elle emporte tout en son flot, et je la sens battre comme la vie. Oui, c'est cela, c'est vivre, avec les ailes furieuses du vent, et les chocs de l'eau ! »

SON récit est étonnant. Elle explore « l'usine en marche ». Elle est partout. Dans la salle des machines, aux treuils et, pour le souper de minuit, dans le carré, ce « bistrot des éternelles confidences », cette « taverne des nuits sans sommeil ». Pas un geste, une manœuvre qui lui échappe. Elle épèle le métier, « le grand métier » des hommes qui vivent sous le ciel et « debout dans la mer ». Elle contemple les ébrouilleurs qui arrachent les œufs et la laitance, les décolleurs qui scient les cots, les trancheurs surtout, ces « artistes » aux gestes minutieux qui préparent les poissons en filets ; elle observe les laveurs, l'affaireur, le gogotier (préposé aux foies de morue, aux « gogos »), et dans la cale, à genoux, les sauteurs. Elle est de l'équipage. « Le bateau tout entier est le corps d'une seule passion. » Et elle photographie. Pas si simple quand la pluie et l'écume salée mouillent les objectifs et que les câbles ruissellent de tripes en lambeaux.

En 1954, son livre sur la campagne de Bois-Rosé est couronné par le Prix Viking, qu'Anita reçoit devant la presse parisienne, avec un python enroulé autour du cou. (Oui, c'est sa nouvelle passion.) Encouragée par ce succès littéraire, elle écrit *Grands des mers chaudes*, et repartira en mer, se battre contre le gâchis des « faux poissons », ces espèces indésirées que les pêcheurs relançaient par-dessus bord. Elle fera campagne - avec succès - pour le sabre, un éternel rejeté.

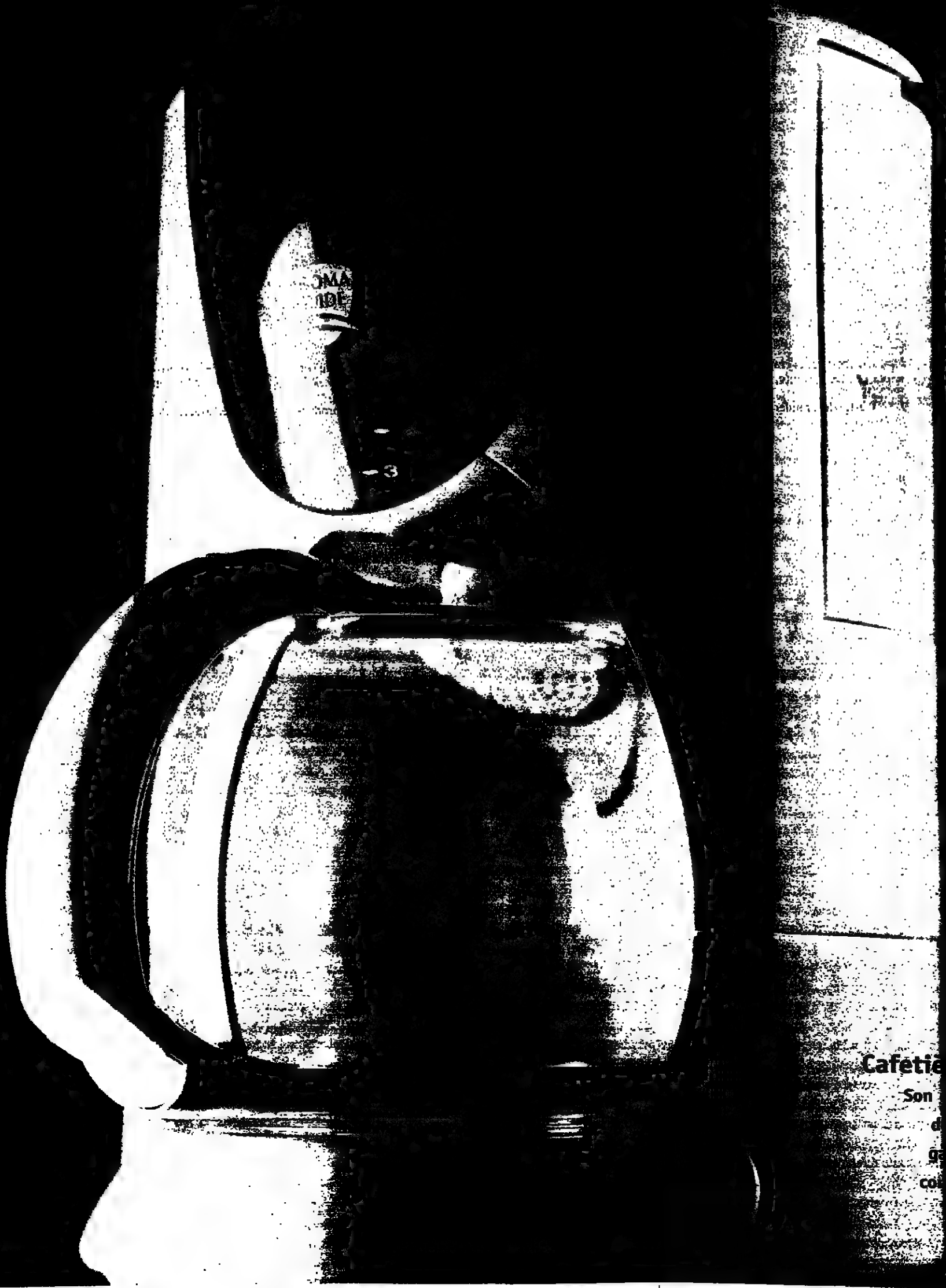
Entre-temps, elle s'est posée deux ans à Monaco, au Musée océanographique, où elle est accueillie par le commandant Cousteau, avant d'entreprendre, en Italie, des expériences d'aquaculture, de livrer quelques réflexions dans un troisième ouvrage (*L'Océan, les bêtes, et l'homme*) et de se laisser entraîner dans un tourbillon de conférences, voyages, festivals et colloques. Mais l'océan lui manque. C'était fatal, l'appel du large...

De bateau en bateau, de port en port, du Portugal à la Norvège, de l'Irlande au Japon, elle trimbale son sac, dépose en coup de vent des notes, des poèmes et des films (non développés) dans son « carré » de la rue de Rivoli, et repart. A plus de quatre-vingts ans. « Arrête-toi quelques semaines, classe tes photos, tes poèmes, tes documents, et prends le temps d'écrire ! », lui souffle son ami océanologue Yves Laprairie. « Oui, oui, quand je serai vieille ! »

Il est peut-être temps. Elle a quatre-vingt-dix-sept ans. Elle habite depuis peu à Fécamp, où Laurent Girault, un jeune homme passionné qui a pris la tête d'une association visant à sauvegarder son œuvre, tente, dans une ancienne usine à sauer les harengs, de créer un espace qui portera son nom. Mais, pour la première fois de sa vie, Anita se sent fatiguée. A quoi bon se retourner sur le passé ? Ses amis se récient ! Racontez Anita ! Décryptez ces photos inouïes (40 000 !) qui racontent le siècle, et qu'il faut exposer ! Donnez-nous donc le fil pour expliquer la quête qui mena votre vie ! La dame s'amuse de l'humour. Ah oui, la vie fut belle ! Mais il n'y a rien à comprendre. « Je ne suis qu'une créature solide à travers le vent. »

Annick Cojean

Tout moulinex est là.



Cafetière

Son

d

ge

col

La

L

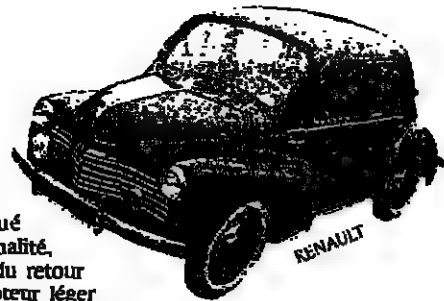
Le monde est un village. C'est une vérité qui s'impose de plus en plus. Les frontières nationales disparaissent. Les échanges se multiplient. Les cultures se mélangent. Le monde est devenu plus petit, plus accessible. Les technologies de l'information ont révolutionné la communication. Les voyages sont plus faciles que jamais. Les gens se rencontrent, se connaissent, se comprennent. Le monde est un village, et nous sommes tous ses habitants.

Plus de 100
de nos jours
corps humain
et temps
dans la culture

Le monde est un village. C'est une vérité qui s'impose de plus en plus. Les frontières nationales disparaissent. Les échanges se multiplient. Les cultures se mélangent. Le monde est devenu plus petit, plus accessible. Les technologies de l'information ont révolutionné la communication. Les voyages sont plus faciles que jamais. Les gens se rencontrent, se connaissent, se comprennent. Le monde est un village, et nous sommes tous ses habitants.

La 4 CV, chérie du populo

Il y a cinquante ans naissait la petite Renault, le rêve automobile d'une France à peine remise de l'Occupation. Enfant de la pénurie, elle incarne l'ardeur d'une société avide de renouveau



L'OBIET fut identifié à grand-peine. « Une sorte de crapaud à quatre roues, jaune vanille, et dont la tête était exactement semblable à la queue », s'écria, perplexe mais ému, un journaliste spécialisé. Le sympathique batracien se dandinait au Salon de l'auto de la fin de 1946, il y a tout juste un demi-siècle, pour la plus grande joie des badauds qui enrageaient de ne pas pouvoir être encore des acheteurs. Du jamais vu ! Une vraie bombe ! Songez donc : le moteur à l'arrière (le perdait-on dans les virages ? ne chaufferait-il pas exagérément les fesses ?), pas d'alles ni de marchepieds voyants, un corps dodu, quatre vraies places pour une voiture-jouet qui ronronne et qui nargue les monstres angulaires plus très sûrs d'être aérodynamiques, au milieu des belles américaines nickelées comme au cinéma.

Son nom est platement fiscal : la 4 CV. Mais son renom grandit aussitôt, jusque chez les chansonniers de Montmartre et les bougnats du coin : elle est née, la petite chérie du populo, la goguenarde à peine pite, la belle enfant de la nationalisation de Renault, la vulgaire qui fait rêver. Celle qui va jeter sur toutes les routes les anciens « salopards en caquette » de l'été 36. La vaillante, l'incroyable à trois vitesses, le cul levé dans les sorties de courbe, promise aux mâles en tricot de corps, aux épouses en robe à fleurs et aux gamins genre Doisneau. Celle qui va bientôt doubler à l'aise les grises et hoque-

Fille de la guerre, elle a été dessinée, conçue, figulée et essayée dans la clandestinité

tantes 2 CV de Citroën imperméables au rêve, qui titillaient l'égo en bourgeois et déjà vaguement pourlangués des petits cadres amateurs de la 205 Peugeot, des charcutiers rubiconds et des ex-FFI débailés qui s'acharnaient à rouler en traction avant.

Ce fut pourtant un bien petit Salon pour une gloire si prometteuse. Discret mais volontariste, parlant sur l'avenir au milieu des soucis et des grognés, après huit ans de privation d'asphalte, huit ans de malheurs et de sursauts rageurs, entre la honte de Munich et le départ de De Gaulle. Huit ans peuplés de vélos rafistolés, de marches d'exodes dramatiques, de trains bondés, de transbordements et de démarcations hasardeuses, de gazogènes poussifs, de pneus introuvables, d'essence au marché noir et de « familiales » pourrissant sur cales au fond des garages. Huit ans de malheur et de confinement, d'errances et de restrictions. Et voilà qu'au bout de la nuit, au plus fort des distributions des tickets de pain et de textile, éclate ce Salon, avec ses rossignols d'avant-guerre retapés, ses Hotchkiss et ses Salmson impeccables, sa vaillante Dyna de Panhard. Et son crapaud vanille qui nargue le monde.

Le gouvernement était contre ce rassemblement prématuré, et le président Georges Bidault, en inaugurant le Salon sept jours après son ouverture, manquera une fois de plus son rendez-vous avec la popularité. Il connaît même l'erreur fatale en ne s'attardant guère au stand Renault. Le pays grelottait encore, il n'avait besoin que de camions et de grues pour se reconstruire. Il manquait cruellement de denrées alimentaires, de chaussures et de matières premières. Il attendait l'aide massive des Américains, commençant tout juste à retrousser ses manches. Fallait-il donc qu'on lui mît en tête la voiture pour tous, l'évasion à bon compte, le fantasme à crédit ? A l'heure du Plan, des technocrates en berbe, des urgences en cascade, des logements en ruine et de force quadratures du cercle économiques, les responsables, les sérieux, les politiques en somme,



1950 : la chaîne de montage de l'île Seguin à Billancourt.

étaient loin de penser que la bataille de la modernisation et du mieux-être, pour être livrée et gagnée, dût passer aussi par le rêve automobile, même inaccessible.

Les Français, eux, n'entendront pas se laisser déposséder de cet espoir déraisonnable. La nouveauté du Salon va profiter, à coup de crédits et de folies dévoreuses des maigres budgets familiaux, bien portée par l'inflation qui allège les dettes, en vert tribord ou en gris lavande. Trois cents crapauds rouleront l'année suivante, en octobre 1947, 100 000 en 1950, 500 000 en 1954 (ce fut le premier record en chiffre absolu pour une voiture française), 1 100 000 au total en 1961, quand la Régie abandonna son modèle-fétiche pour passer le flambeau à la Dauphine, sortie dans son usine ultra-moderne de Flins.

Où, la Régie. Elle seule avait su comprendre que la privation trop longue allait exciter prodigieusement le désir de consommer. Et qu'il serait bon, de surcroît, que ceux qui peinaient pour reconstruire ce fichu pays aient leur juste part du pain des rêves, par

exemple sous la forme d'une petite auto accommodante. Toute la pré-histoire de la chose vanille a été empiquée de cette intuition.

Sa conception a été doublement clandestine, puisqu'elle fut étudiée à la barbe de Louis Renault comme à celle des Allemands. Dans l'île Seguin de Billancourt, le patron rêvait encore sans partage quand fut lancée, en novembre 1940, l'idée d'une petite voiture à moteur arrière, consommant peu et adaptée aux conditions de pauvreté et de pénurie du futur après-guerre. Mais ont été mis aussi à l'étude pour les jours meilleurs de la reconstruction des tracteurs, un fourgon, un car et un nouveau modèle de 11 CV dérivé de la Prima quatre et dont sortira plus tard la Prégate.

Après la défaite, avec des commissaires allemands installés à Billancourt et alors que l'entreprise ne crache pas sur la collaboration économique avec le Reich, Louis Renault, inquiet et comme écrasé par les événements, se refuse à miser plus longtemps sur un modèle populaire. Les deux ingénieurs qui ont en charge le projet de la 4 CV, Charles-Edmond Serre et surtout

son adjoint, Fernand Picard, tous deux résistants, doivent donc poursuivre leur bricolage en cachette du patron, qui ne découvrira le pot aux roses qu'en mai 1941 et n'approuvera dès lors que très mollement qu'on en poursuive l'étude, en parallèle avec celle de la 11 CV. En septembre 1943, il condamnera même le projet. En vain.

De plus, les Allemands ont pris leurs quartiers dans l'usine et sont très décidés à y faire respecter la clause de l'armistice de 1940 interdisant à la France de caresser tout projet de nouveau véhicule. La 4 CV sera donc quasiment une résistante, dessinée, conçue, figulée et essayée dans l'ombre, même si, semble-t-il, les vert-de-gris, alertés par des lettres anonymes, ne furent pas dupes longtemps, mais renoncèrent à couper court à cette agitation coupable : puisque Renault alimentait utilement le front de l'est en matériel roulant, on pouvait bien tolérer son petit secret.

Nonobstant, après la Libération, après la mort de Louis Renault à la veille de son procès, la mise sous séquestre puis la nationalisation-punition de sa firme et la naissance de la Régie nationale le 16 janvier 1945, son nouveau patron, Pierre Lefaucheur, un résistant, remarquable ingénieur et meneur d'hommes venu du privé, devra batailler sans relâche, mais cette fois à ciel ouvert, contre les ministères, les planificateurs et les bonnes âmes de la Chambre syndicale de l'industrie automobile, qui, tous étonnement coalisés, entendaient priver sa firme publique de tout espoir de fabriquer des voitures particulières avec, pour partie, l'argent des contribuables.

L'épisode le plus noir de cette guérilla à contre-temps prit, au printemps de 1946, le visage amargé du professeur Porsche et de son genre, authentiques criminels de guerre en passe d'être jugés, que le ministre communiste de la production industrielle, Marcel Paul, crut opportun de dépêcher sur place pour expertiser la voiturette ! On imagine la réaction horrifiée de Lefaucheur, et celle des ouvriers, pourtant déjà solidement encadrés par une CGT fort embarrassée, face à ce fantôme de la technologie nazie... Seul le départ de Marcel Paul, en novembre 1946, mit fin à la plaisanterie et leva les derniers obstacles.

La 4 CV, fille de la guerre, revint donc de très loin. Mais ces mois de gestation dramatique avaient été

bien mis à profit. Tout fut pensé, examiné, maquette puis fabriqué avec hardiesse et originalité, dans l'espoir farouche du retour des beaux jours : le moteur léger d'aluminium puis de fonte, la toile mince de 7/10^e qui étonna même les Américains, le tout à l'arrière, la boîte réduite à trois vitesses, la direction à crémaillère corrigée par ressort, le carburateur économique (5,5 litres aux 100 kilomètres), le passage à quatre portes, la hauteur des phares (les Mines durent faire semblant de ne rien voir : ses projecteurs restèrent fixés à 5 millimètres plus bas que la ligne de flottaison officielle, sans jamais du reste éblouir quiconque), l'allègement maximal (565 kg au total, contre 457 initialement prévus). Et même, et surtout, puisqu'on rêvait d'en sortir 300 exemplaires par jour, les machines-outils nécessaires à une production rentable.

Le premier prototype, avec un Ausweis sur le pare-brise, a avalé - en prise, s'il vous plaît ! - ses premières côtes du côté du bois de Chaville, aux premiers jours de 1943. Tant et si bien que le 12 août 1947 la première 4 CV est tombée sous les bourras des lignes de montage de Billancourt. Quelques semaines plus tard, ses premiers exemplaires sont exportés aux Etats-Unis, les concessionnaires se désolant d'être trop chichement livrés et l'on signale les premières ventes au marché noir. L'enfant de la pénurie porte ainsi, et très haut, l'ardeur française du renouveau.

On la vit partout désormais. La publicité, d'abord sage et charmante, se débrida avec Savignac et Alcover. Les modèles se succédèrent, pour toutes les bourses : une décapotable, une similliluxueuse, une « sport », une « affaires », une « commerciale » noire, et une squelettique « service » en gris foncé, toutes plus ou moins garnies de chromes, avec les premiers draps en plastique lavable ou le démarreur à la clé de contact. Des corsos fleuris ne dédaignèrent pas cette héroïne à tout faire, des sportifs s'en emparèrent et des bricoleurs s'en emparèrent et des bricoleurs, Rosier surtout puis Pons et Rédélé, la firent « gonfler » pour gagner le Tour de France auto, le Rallye de Monte-Carlo, les Vingt-quatre heures du Mans ou les Mille Miles : dès 1954, leur « spéciale » triomphante va devenir l'Alpine. En 1950, 327 000 écoliers participèrent au concours de la 500 000^e.

Et la folle des accessoires, orchestrée par la Saprar du boulevard Gouvion-Saint-Cyr, à Paris, démultiplia les envies, avec des camelots sur les places de village, sa table de camping « Kiss-Ply », sa glace coulissante, son poste de radio miniature et son cric-miracle.

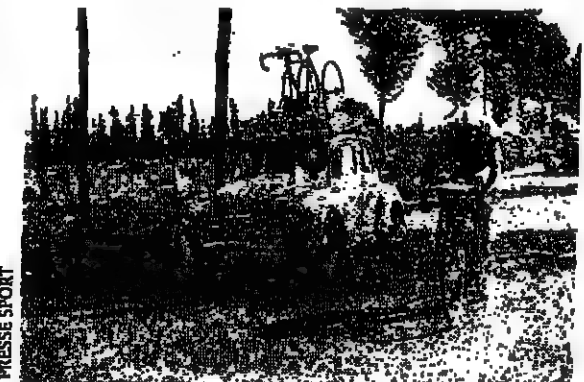
Bref : le début des années 50, quand s'annonçait la modernisation et s'affichait le désir de consommation, vit le triomphe du crapaud. Toute la France rêva. Aux jambes des filles délicatement contournées pour en descendre. Aux escapades champêtres des travailleurs méritants (en 1954, un tiers des acheteurs sont des ouvriers). Aux premiers vrais embouteillages. A la vie qui chantait déjà un peu mieux. En 4 CV.

Jean-Pierre Rioux

« Patrick Fridenson, « La bataille de la 4 CV Renault », L'Histoire, n° 9, février 1979. Jacques Borgé et Nicolas Vissière, La 4 CV, Baland, 1976.

Chronologie

- Novembre 1940. Serre et Picard lancent l'idée de la 4 CV.
- Mai 1941. Louis Renault toîlère qu'on la creuse.
- Février 1942. Premier moteur.
- Mars 1942. Les premiers plans brûlent dans un bombardement des usines Renault.
- Décembre 1942. Premier prototype.
- Janvier 1943. Première sortie sur route.
- Mai 1943. Les Allemands s'inquiètent.
- Septembre 1943. Renault stoppe le projet.
- Mars 1944. Deuxième prototype.
- Octobre 1944. Pierre Lefaucheur est acquis à l'idée.
- Février 1945. Première série de tests.
- Novembre 1945. Troisième prototype.
- Octobre 1946. La bombe du Salon.
- Août 1947. Début de la production.
- Juillet 1961. Arrêt de la fabrication.



Avec sa table de camping, sa vitre coulissante et son poste de radio miniature, le véhicule à tout faire est devenu le symbole d'un mode de vie. Même les sportifs s'en sont emparé (ci-dessus, lors du Tour de France en 1955). « Gonflé », le « crapaud » faisait rage sur les pistes des courses auto, telles que les 24 Heures du Mans (ci-dessous, en 1952) ou le Rallye de Monte-Carlo.



مكتبة الامير

Le retour du foulard islamique

par Riva Kastoryano

L'AFFAIRE du foulard est de retour. Après un temps d'indifférence, verbale au moins, l'islam et l'éternelle question dite de « l'intégration des musulmans dans la société française » revient dans le débat public à travers les expulsions de l'école de certaines jeunes filles en foulard. Curieusement, la question du foulard a de nouveau émergé aussitôt après la parution du livre de François Bayrou, *Le Droit au sens*. Le ministre de l'Éducation nationale y mentionne inévitablement la circulaire de 1994, dont il est l'auteur. Alors qu'un arrêt du Conseil d'État, en 1992, avait fait mention de la liberté de l'élève, la circulaire de 1994 a interdit « le port de tout signe ostentatoire dans l'établissement scolaire ».

La circulaire Bayrou, comme l'arrêt du Conseil d'État, s'était installée dans le débat politique précisément à cause de son imprécision et non de son existence ou de son contenu. Le clivage droite-gauche, pourtant inopérant, a trouvé et trouve encore un dernier élan dans la réaction du corps enseignant. Quelques jeunes filles ont résisté et résistent encore. Une partie des jeunes manifestent leur mécontentement et blâment la circulaire et son application comme génératrices d'exclusion. Mais dans l'ensemble, durant les mois qui ont suivi la circulaire, plus de la moitié des jeunes filles concernées ont enlevé le foulard à l'école, et une partie de celles qui ont résisté ont été expulsées sur avis des enseignants, et renvoyées poursuivre leurs études par correspondance, au Centre national d'enseignement à distance (CNEP).

Aussi bien la circulaire Bayrou que l'arrêt du Conseil d'État avaient mis l'accent sur une action locale. Dans les deux cas, la gestion de l'affaire a été confiée aux enseignants, gardiens des valeurs républicaines et de la laïcité. C'est au niveau local, notamment dans certaines banlieues, devenues, il faut l'admettre, des ghettos musulmans, que se vit la tension quotidienne entre les institutions nationales et l'islam récupéré par d'autres institutions qui cherchent de leur côté à structurer une communauté musulmane.

C'est donc toujours au niveau local que s'est établi un rapport de force entre la loi de la République et celle du Coran, la première étant celle de la société, la deuxième celle

d'une communauté. C'est enfin au niveau local que s'exerce le pouvoir d'une structure communautaire et celui de l'école. D'où la charge des enseignants de négocier avec les familles et de les convaincre de l'importance de l'enseignement, de l'égalité des sexes dans les sociétés occidentales, et du rôle de la laïcité, pour assurer l'intégration des jeunes filles musulmanes dans la société française. Il faut voir dans l'action de l'État une fonction émancipatrice, surtout dans les banlieues où l'individualisme est vécu comme un péché. Une circulaire, comme la loi, dans un État de droit, démocratique, constitue un moyen de libérer l'individu de la pression communautaire. Seule une voix venue « d'en haut », celle de l'État, au-dessus de celle du muezzin dans les mosquées, pouvait apporter une justification aux familles qui cherchent à se libérer de la pression sociale propre à diverses communautés, laquelle pèse comme toujours surtout sur les femmes.

L'exclusion des jeunes filles ne répond pas à la question de l'intégration. Bien au contraire

Mais les expulsions scolaires se heurtent de façon sérieuse à la fonction émancipatrice d'une loi : elles engendrent tout simplement des inégalités. Force est de constater que l'expulsion des jeunes filles qui persistent à porter le foulard ne relève pas nécessairement d'un rapport de forces entre communauté et société. Elle est surtout le résultat des initiatives individuelles des enseignants, qui résistent comme ils se trouvent face à un échec : celui de ne voir pas convaincre les familles à propos du rôle de l'école, de son idéologie républicaine et de sa fonction d'assimilation.

L'accent est mis sur les troubles à l'école causés par le port du foulard et l'attitude qui l'accompagne, plus que sur le signe ostentatoire lui-même. Le discours fait état de la « liberté de conscience de l'enseignant ».

Mais le risque d'exclusion que courent les filles conduit à poser la question du foulard en termes de conviction religieuse personnelle et familiale, privée et publique. Une loi qui la sanctionne, justifiée par la protection de l'État, ne devrait pas créer de restrictions internes à l'individualité en portant atteinte à la liberté de choix identitaire.

Il faut tout de même souligner qu'aujourd'hui une affaire de foulard ne concerne plus l'intégration ou l'assimilation des jeunes filles musulmanes issues de l'immigration des années 60. Ce chemin-là est déjà parcouru. Les jeunes filles expulsées, en classe de philo, ou en terminale, qui refusent d'ôter leur foulard s'affirment comme citoyennes à la fois légalement et civiquement, ayant acquis les valeurs d'une société démocratique et libérale. La première « affaire du foulard », en 1989, est survenue peu après les travaux de la commission Marceau Long sur le code de la nationalité et la publication du rapport *Être français aujourd'hui et demain*, qui discute longuement l'accès à la citoyenneté, et dans lequel les jeunes issus de l'immigration maghrébine témoignent de leur identité de citoyens français et de leur attachement à une identité musulmane dite « d'origine ».

Ceux qui ont été naturalisés par la suite n'ont-ils pas exprimé leur vo-

lonté d'être français comme l'exige la loi ?

L'exclusion des jeunes filles ne répond donc pas à la question de l'intégration. Bien au contraire. Elle ne constitue pas non plus une solution contre la récupération des jeunes par des organismes islamistes qui se présentent comme la seule voie du salut qui remplacerait l'école. Au contraire, la fonction émancipatrice d'une loi contre le foulard à l'école pourrait dériver vers des scénarios communautaristes qui ne sont souhaitables ni pour l'État, ni pour la société, ni pour les familles concernées.

De plus, l'exclusion des jeunes filles de l'école contredit le principe de l'égalité des chances, principe fondamental de l'école républicaine tout aussi important, sinon plus, que la laïcité. Car le principe de l'égalité est clair : celui de la laïcité devient de plus en plus flou. La laïcité a subi d'innombrables interprétations depuis octobre 1989, sans pour autant arriver à sa version finale. La seule certitude est qu'elle est décidément une sorte de religion officielle en France. Aujourd'hui, c'est l'islam qui est au cœur de sa redéfinition et qui sert de miroir.

Le temps n'est-il pas venu de penser à des modes de reconnaissance de la deuxième religion en France, indépendamment de toute stratégie

électorale ? La reconnaissance de l'islam se pose en réalité avec autant d'acuité que pour les autres religions, mais presque un siècle plus tard. La séparation de l'Église et de l'État confère des statuts juridiques institutionnels au clergé catholique, aux protestants de la Fédération nationale des Églises protestantes de France, ainsi qu'aux juifs régis par le Consistoire créé sous Napoléon.

C'est à la suite de la circulaire Bayrou que Charles Pasqua avait reconnu un Conseil représentatif des musulmans et désigné comme président de cet organisme le docteur Bouhakez, recteur de la Mosquée de Paris. De même, toujours au début de l'année 1995, lors de l'inauguration de la mosquée de Lyon, le ministre de l'Intérieur avait déclaré que « la question de l'islam doit être traitée comme une question française ».

Une telle conception constitue indubitablement une étape dans l'institutionnalisation de l'islam qui pourrait marquer une transition entre l'islam en France et l'islam de France, entre une simple présence des musulmans et de leurs pratiques visibles dans l'espace français, et un islam qui s'exprimerait et se développerait dans le cadre des institutions nationales.

Cela suppose bien entendu la libération de l'islam de France des in-

fluences étrangères, et, plus encore, que l'on suscite la formation et le développement d'un islam français. Cela suppose de « nationaliser » l'islam, l'aidant ainsi à se libérer de l'influence des pays d'origine. Cela suppose que non seulement des conseils représentatifs avec des associations sociales et religieuses, des œuvres de bienfaisance, des mosquées, soient officiellement reconnus, mais aussi que se créent des écoles privées musulmanes et qu'elles puissent être dotées d'un statut légal au même titre que les écoles libres et religieuses d'autres confessions.

Dans la même perspective, le rebondissement des débats sur l'école libre n'est pas un hasard. Inspiré par les aspirations des musulmans et les redéfinitions permanentes de la laïcité qu'elles suggèrent, l'Église de France elle-même relance le débat sur ses relations avec l'État. C'est par ce biais que rebondit le débat sur la révision de la loi Falloux. La reconnaissance de l'islam engendrerait ainsi une révision générale de la place des religions dans l'espace public.

Riva Kastoryano est chercheuse au CNRS (Centre d'études et de recherches internationales, CERU).

Des critères et des hommes

par Denis Badré

Il ne faut pas transformer un extraordinaire projet historique en une suite de critères, de seuils, de contraintes ou de réglementations. Sachons donc aborder avec du recul les prochains rendez-vous européens : l'euro, la définition de nouvelles perspectives budgétaires, la Conférence intergouvernementale et l'élargissement. Ne les considérons pas comme des « échéances » redoutables. Chacun de ces rendez-vous peut être une chance à saisir : pour conduire nos concitoyens à mesurer tous les enjeux de la construction européenne, pour amener les politiques à réaffirmer avec vigueur leurs ambitions.

Ainsi, la mise en place de la monnaie unique ne doit pas se faire à la sauvette. L'enjeu est considérable. Un euro fort signifiera la fin du règne hégémonique du dollar et des spéculations monétaires. L'Europe se réunissait déjà derrière un drapeau et autour d'un hymne. Désormais, l'euro sera une image commune plus significative encore et surtout un instrument efficace au service de l'économie et de l'emploi. Nous devons éviter à tout prix que la démagogie, l'incompréhension ou l'ignorance provoquent un rejet.

Alors que nous sommes au temps de la mise en œuvre, aucun droit à l'erreur n'étant permis, la politique doit rester aux commandes. Le Conseil ne peut se retrancher derrière des règlements qui prévoient tout. Dans les turbulences, le commandant de bord ne branche pas le pilote automatique.

Avec l'euro, il faudra aussi passer un jour, et le plus tôt sera le mieux, d'un budget des communautés à un véritable budget de l'Union. Pour construire l'Europe, celui-ci devra être lisible par les citoyens. Ses dépenses traduiront de vrais choix et

son financement s'inscrira dans des perspectives claires et acceptées. Ce qui conduit à s'interroger sur le rôle du Parlement dans les institutions européennes de demain.

Mais l'Europe, c'est bien plus qu'un budget et une monnaie. C'est une aventure collective passionnante et quasi passionnelle. Acte fondateur de l'Europe politique, la Conférence intergouvernementale situe clairement l'élargissement comme un enjeu majeur de la construction européenne. N'oublions pas que le pouvoir constituant de l'Union appartient aux États membres.

Cette Europe communautaire et démocratique, enviable et observée, s'impose comme un modèle de prospérité et de sécurité. Mais ce modèle a besoin d'une inspiration et d'un souffle nouveaux. Avec l'Allemagne, la France peut et doit les lui donner. Ne cessons jamais de nous poser deux questions : où en serions-nous si le mouvement n'avait été lancé il y a cinquante ans ? Où en serions-nous dans cinquante ans si, par malheur, le mouvement s'arrêtait ? Il faut que décideurs et experts apprennent à travailler ensemble en jouant complètement leurs rôles respectifs. Que le technicien éclaire la politique et que le politique assume ! Alors on ne parlera plus d'eurocratie et le débat portera sur les vraies questions. Le recours nécessaire à des critères ne doit être ni une facilité pour l'expert ni un alibi pour le décideur. Le gouvernement des choses - où excelle la Commission de Bruxelles - ne peut se substituer au gouvernement des hommes.

Denis Badré est sénateur (Union centriste) des Hauts-de-Seine, rapporteur du budget des affaires européennes.

"En Champagne, on assemble les nuances que la nature nous propose dans son infinie diversité. Est-ce un art ou de l'artisanat ?"

Domènique Foulon, Chef de cave, Epernay, Septembre 1995.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA

هكذا من الأصل

La faucille sans le marteau

par Raymond Jean

JE ne prends pas la faucille comme emblème du monde paysan. Ni le marteau comme emblème du monde ouvrier. Simplement, la faucille est un instrument dont on aurait bien besoin en une époque où il y a, dans le paysage politique, économique et social, beaucoup de mauvaise herbe à éradiquer. Et le marteau est au contraire un instrument dont on se passerait bien s'il représentait le pilonnage dogmatique dont on sait les dégâts qu'il a pu faire en son temps. Pour préciser même, et sur le mode de la bonne humeur, on pourrait rappeler que Babeuf écrivait avec véhémence à propos du comportement révolutionnaire « un régénérateur doit voir grand. Il doit faucher tout ce qui le gêne » et, inversement, que « le marteau » a été, en de lointaines époques, le nom de certains groupes d'intervention qui se sont manifestés dans les pires milieux politiques.

A la veille du 29^e congrès du Parti communiste, on pourrait espérer voir se développer, dans ses rangs et autour de lui, une réflexion qui dépasse la tranquille idée de « mutation », un peu réduite, à force d'être reprise et répétée à celle de symphonies « habus neufs ».

Le vrai problème est de savoir si, dans le cadre de la gauche française d'aujourd'hui, un parti politique, héritier de vieilles traditions ouvrières

et révolutionnaires, peut trouver sa place d'une manière efficace, convaincante et moderne, sans se couper des exigences de démocratie et d'ouverture de la société dans laquelle nous vivons. Ce n'est pas une question facile. C'est même un sérieux problème. Car cette société est le contraire d'une société idéale, avec les exclusions, le chômage, la précarité, le mal-vivre, le pessimisme qui y dominent dans les proportions que l'on sait, mais elle est une société libre.

Sur ce point, les communistes et ceux qui leur restent proches n'ont jamais assez loin dans la réflexion autocratique, on peut invoquer les erreurs, les aveuglements, les circonstances historiques, les conditions idéologiques. On n'efface pas les constats. Lisant récemment dans *Le Monde* le texte de Soljenitsyne sur la pré-agonie de la Russie, j'ai eu le sentiment accablant, non pas d'apprendre quoi que ce soit que j'ignorais sur l'état de la Russie actuelle, mais de mesurer à quel point le système passé, loin d'assurer un dispositif immunitaire contre le capitalisme décadent et d'accoucher de « l'homme nouveau » que l'on nous promettait, a produit au contraire un type de citoyen déboussolé et sans repères, prêt à se laisser entraîner aux pires déviances affaristes ou mafieuses pour se sortir des in-

passes du présent. Là où on parlait de morale, la démolition généralisée. Là où l'on parlait d'éthique, les arrangements et les combines. Là où l'on parlait de « mouvement de la paix », la guerre et les massacres. Là où l'on parlait de peuple souverain, des hommes forts caricaturaux. Et dans la plupart des anciens pays de l'Est, malgré des nuances, ce n'est guère plus brillant.

Ce propos donne une idée de la tâche d'analyse à réaliser et le 29^e congrès du Parti devrait en prendre lucidement la mesure. Car le paradoxe est que dans tous ces pays il existait pourtant et en même temps un grand nombre de choses positives que l'on peut légitimement regretter. Les débats et polémiques qui ont lieu aujourd'hui dans l'Allemagne réunifiée donnent souvent une idée de ces contradictions. La question est de savoir si, chez nous, un rassemblement de type nouveau de la gauche – je songe à l'élection récente de Gardanne – peut refonder l'esprit du communisme sans en retrouver les écueils. S'il s'agit d'une quadrature du cercle impossible à résoudre, il faut se résigner, dans la vie politique française, à une alternance à l'américaine avec cohabitations successives, certes en apparence tranquillissantes d'un point de vue démocratique, mais qui ne changera rien aux aspects les plus inolérables de la situa-

tion sociale actuelle et ne fera même que les aggraver jusqu'à l'explosion. Si, au contraire, il apparaît qu'une authentique « révolution » – dans le sens premier étymologique du mot – est possible pour remettre la société d'aplomb et la soustraire aux fatalités d'une logique du marché mettant en coupe réglée la planète, alors des perspectives nouvelles s'ouvrent. Mais cette révolution n'est ni facile à concevoir ni à faire. Un grand sur-sant de rénovation s'impose aux partis qui s'en réclament.

On rappelle que Roger Vailland, à la fin de sa vie, après être revenu de pas mal d'illusions, notait : « Dans un siècle, le monde entier sera communiste mais sous un autre nom. » Excellente manière de dire qu'il ne faudra en aucun cas retomber dans les errements du communisme bétonné. Mais c'était une suggestion au moins aussi intéressante que celle que formulait Malraux à propos du XX^e siècle. Reste à mettre en œuvre une politique d'ouverture qui soit en même temps une politique offensive et transformatrice. Et ne se réduise pas à un jeu de rôles où la droite mimerait la gauche et la gauche, pour n'inquiéter personne, la droite.

Raymond Jeanes écrit et conseille de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (appartient PC).

Des soins pour les délinquants sexuels

par Daniel Zagury

FAUT-IL soigner les délinquants sexuels ? A cette question un avant-projet de loi vient de répondre par l'affirmative. Le grand public a souvent du mal à concevoir qu'un même sujet soit à la fois un délinquant à punir et un malade à soigner, tant cette dichotomie est inscrite dans nos mentalités. Les délinquants sexuels ne relèvent pas, dans leur immense majorité, des stricts critères médico-légaux de l'irresponsabilité pénale. Ils doivent par conséquent répondre de leurs actes devant la justice. Mais un grand nombre d'entre eux présentent suffisamment de troubles de la personnalité pour qu'il soit justifié de leur proposer, voire de leur imposer, une assistance médico-socio-éducative.

L'enjeu est d'abord éthique, dans une société de droit : la prise en compte de la souffrance des victimes justifie que l'on déploie, outre la répression, des moyens pour contribuer à limiter le risque de récurrence. Le pire, c'est ne rien faire. Mais ce serait mentir, délibérément ou par omission, que de laisser croire que les psychiatres disposent à eux seuls d'une « solution miracle ». Les Québécois, qui sont systématiquement cités en exemple parce qu'ils ont eu le mérite de prendre le problème à bras-le-corps, n'ont jamais eu une telle prétention : leurs études statistiques, au demeurant fort complexes à exploiter, montrent une certaine diminution du taux de récurrence ; elle pourrait paraître modeste à ceux qui se berceront de trop d'illusions, ou à ceux qui les entretiendraient sciemment, mais elle doit se mesurer à l'aune des souffrances épargnées.

En France, dans le sillage des travaux prestigieux de Claude Baillet, un certain nombre de psychiatres, psychologues, psychanalystes d'horizons divers et de pratiques variées, exerçant en prison ou en milieu ouvert, ont essayé de démentir ce dogme selon lequel tous les délinquants sexuels seraient des pervers irrémédiablement figés, ce qui exclurait par avance tout espoir de changement.

Il est un autre préjugé qui consiste à récuser en bloc l'obligation de soins, pour des raisons prétendument éthiques, en masquant le refus par la morale. Il est cependant exact que cette obligation de soins requiert une grande clarté dans la répartition des rôles (thérapeute, coordinateur, expert...) comme dans le respect du secret médical pour le thérapeute.

Malheureusement, la prévention de beaucoup de psychiatres ne pourrait qu'être renforcée, si le respect absolu de la situation thérapeutique n'était pas sauvegardé et si l'on confondait soin et châtiment. L'obligation de soin ne transforme pas les soignés en auxiliaires de justice. On frémit à l'idée que le projet de loi s'intitulait primitivement « peine de suivi thérapeutique » ! Les effets d'une telle obligation de soins peuvent être schématisés selon trois types de réactions :

Il y a ceux qui tenteront de pervertir la situation, en déplaçant la responsabilité de leurs agissements sur leur thérapeute (ce n'est pas mon échec mais le sien... les docteurs ont tout essayé...)

Il y a ceux qui se pilleront de façon purement formelle à l'obligation de soins, venant chercher le certificat attestant un suivi.

Mais il y a aussi ceux qui tireront progressivement un bénéfice thérapeutique d'un cadre d'abord imposé, sur lequel ils finiront par s'appuyer, à la condition que le soignant qui soigne, le coordinateur qui coordonne, l'expert qui expertise, et le juge qui applique la peine ne mélangent pas leurs rôles.

Quelles que soient les préventions que l'on peut avoir contre tel ou tel aspect du projet, le débat a le mérite d'être ouvert, autour d'une solution originale, « à la française ». Les obstacles à

franchir sont nombreux : ils concernent l'enseignement, la formation, la recherche, l'évolution des mentalités. Ils seront surmontés si, et seulement si, l'on répond à l'obligation morale de moyens qu'implique le projet de loi. Autant dire que les pires inquiétudes sont permises, compte tenu du contexte actuel de la psychiatrie.

Au moment même où l'on accroît la charge des experts avec la généralisation des expertises dites de « prélibération conditionnelle », dont on mesure les enjeux redoutables, les psychiatres des hôpitaux, qui font des expertises pénales notoirement sous-rémunérées, se voient aujourd'hui menacés d'être considérés comme ayant une activité libérale, soumise à des cotisations sociales sans aucun rapport avec leur statut. La pratique médico-légale, exercée en France dans des conditions médiocres et archaïques fort peu incitatives, devient franchement dissuasive, comme en témoignent les démissions des listes d'experts.

L'enjeu est d'abord éthique : la prise en compte de la souffrance des victimes justifie que l'on déploie, outre la répression, des moyens pour contribuer à limiter le risque de récurrence

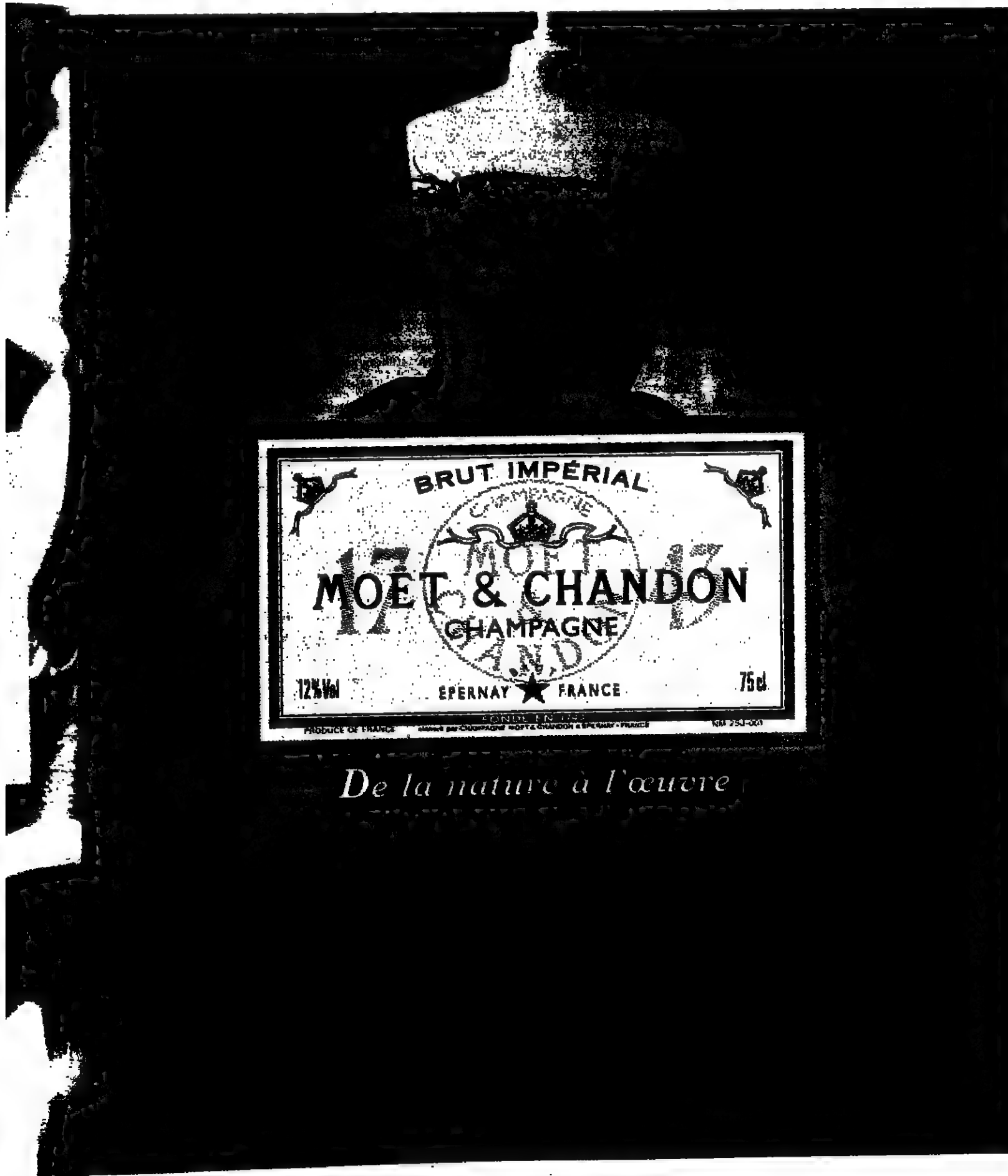
Au moment même où l'on prône la généralisation du suivi des délinquants sexuels, les secteurs psychiatriques traversent de graves difficultés. Comme expert et praticien de la clinique médico-légale, je souhaite, sans ambiguïté, que le traitement des délinquants sexuels soit enfin mis en place dans notre pays. Comme psychiatre de secteur, quotidiennement confronté aux effets des manques d'effectifs et de moyens, face à un besoin croissant, dans une éprouvante atmosphère de crise quotidienne, avec des collaborateurs surmenés et découragés, je suis très perplexe, pour ne pas dire plus, quant à notre capacité de faire face à une charge aussi complexe dans le contexte actuel.

Avec quels experts et quels thérapeutes espère-t-on appliquer les nouvelles mesures ? Ne rien faire est grave, mais faire semblant serait pire encore.

Pour les délinquants sexuels, après le temps de l'instruction et du procès, viendra celui de l'accomplissement de la peine puis celui de l'obligation de soins. Si l'on n'y prend pas garde, la récurrence sera perçue comme « l'échec de la psychiatrie ». A un vrai problème de société, on aura répondu par un simple transfert de charge et de responsabilité.

La psychiatrie affronte suffisamment d'épreuves pour ne pas être, de surcroît, désignée par avance comme bouc émissaire de la récurrence. Tel est l'enjeu du vaste débat qui va s'ouvrir : va-t-on légiférer pour dire, et seulement dire, ou va-t-on mettre en place les conditions d'un authentique suivi médico-social des agresseurs sexuels, au sein duquel la psychiatrie aura sa place, parmi d'autres, sa responsabilité, parmi d'autres, sa réussite et ses échecs, parmi d'autres ?

Daniel Zagury est psychiatre des hôpitaux, expert près la cour d'appel de Paris.



SANTÉ, A CONSOMMER AVEC MODERATION

Le Monde, est édité par SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directrice : Jean-Marie Colombani (Directeur général)
Vice-Directeur : Jean-Marie Colombani (Directeur général adjoint)
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lecaillon, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Guezennec, Bruno de Cassan, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Eric Lacroix, Michel Kohn, Bertrand Le Gendre, Laurent Luchini, Dominique Ruysser
Rédacteur en chef technique : Eric Jean
Secrétaire général de la rédaction : Alain Raimbert
Médiateur : Thomas Ferenzi
Directeur éditorial : Eric Fassin, directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la rédaction : Alain Raimbert, directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président; Gérard Courtois, vice-président
Associés directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1967), Jacques Fauvet (1969-1982), André Luriers (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par SA LE MONDE
Durée de la société : 100 ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 999 999 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Association des journalistes du Monde, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance
Infocoll : 01-43-17-30-40. Télécopieur : 01-43-17-31-71. Télex : 206 606 F

Du bon usage des incidents diplomatiques

Suite de la première page

Khrouchchev demandait des excuses publiques au président Dwight Eisenhower, sous peine de saboter la conférence. De Gaulle sacrifia « son » sommet mais refusa les Américains de s'humilier, en se demandant si « les soviets » n'avaient pas gonflé l'incident pour « se décharger d'une conférence qu'il présentait comme souhaitable plus après l'avoir vivement réclamée ».

Parfois, les conséquences sont prévues, voire attendues. Parfois, elles sont assumées avec satisfaction sans avoir été planifiées. Ainsi, De Gaulle fut à l'origine d'un incident diplomatique avec le Canada, lors de sa visite de 1967, en lançant du balcon de l'hôtel de ville de Montréal son fameux « Vive le Québec libre ! ».

Le général avait improvisé une courte allocution pour répondre aux vivats de la foule. Malgré les difficultés protocolaires qui avaient émaillé la préparation de ce voyage, il n'avait pas l'intention de brusquer les autorités d'Ottawa, mais il ne fut pas embarrasé d'exploiter la réplique embarrassée du gouvernement fédéral pour interrompre brusquement sa visite, après avoir, selon le mot d'un de ses collaborateurs, « payé la dette de Louis XIV ».

Dans d'autres cas, l'incident diplomatique est utilisé pour faire passer un message. Les Soviétiques étaient devenus maîtres dans le maniement des emplois du temps de leurs visiteurs, y compris les plus prestigieux, pour manifester discrètement un mécontentement passager. Au lieu du rendez-vous prévu avec le secrétaire général, l'hôte étranger était condamné des heures entières à faire du tourisme, sous l'impulsion quel prétexte, avant d'avoir droit à l'entrée escomptée. Les dirigeants de la Russie « démocratique » ont renoué avec cette tradition.

CAUTIONS ET TABOUS
Le risque de l'incident peut être aussi ouvertement assumé. C'est ce que fit François Mitterrand lors d'un voyage à Moscou. Les usages diplomatiques veulent que les allocutions au cours des repas officiels soient communiquées à l'autre partie (au printemps dernier, lors de la visite officielle à Paris du premier ministre chinois Li Peng, les toasts furent purement et simplement supprimés parce que les Chinois refusèrent qu'Alain Juppé fasse allusion aux droits de l'homme dans son propre discours). A Moscou, donc, un beau soir de juin 1984, François Mitterrand ajouta au texte distribué à l'avance le nom d'André Sakharov, qui n'avait jamais été prononcé sous les glaces du Palais à facettes. Le Prix Nobel de la paix était exilé à Gorki, où il avait été envoyé en janvier 1980, au lendemain de l'intervention soviétique en Afghanistan.

Son bannissement avait déjà donné lieu à un différend franco-soviétique. A l'époque, Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, se trouvait en visite officielle à Moscou, alors que les chars soviétiques roulaient dans Kaboul. Il rentra prématurément à Paris, au grand dam de ses hôtes, pour ne pas donner l'impression qu'il cautionnait la répression.

Au Kremlin, François Mitterrand avait pris un risque calculé. Si sa « sortie » ne passa pas inaperçue des conseillers, les dirigeants soviétiques présents autour de la

table ne bronchèrent pas. Certains, comme le cacozyne Tchernenko, qui faisait office de secrétaire général, n'avaient-ils pas réalisé ce qui venait de se passer ? D'autres, comme Mikhaïl Gorbachev, alors en charge de l'agriculture au bureau politique, étaient-ils satisfaits de voir secoués les tabous du Kremlin qu'ils s'approprièrent eux-mêmes à briser ?

Lors de sa récente visite à Jérusalem-Est, Jacques Chirac attendit sur le parvis de l'église Sainte-Anne que les soldats israéliens l'aient évacuée, à sa demande, après avoir failli se collecter avec le service d'ordre au cours de la traversée de la vieille ville arabe. L'affaire aurait pu aggraver encore le contentieux entre les gouvernements français et israélien, mais quelques heures plus tard, le président de la République et Benyamin Nétanyahou déclarèrent l'incident clos. Malgré tout, Jacques Chirac avait signalé, tout en se dispensant de le dire expressément, qu'il n'était pas sa souveraineté sur les lieux saints et que la France n'avait pas reconnu l'annexion de Jérusalem-Est.

REACTIONS SIGNIFICATIVES

Dans quelle catégorie faut-il classer l'incident Christopher-de Charette ? En quittant, pour de bonnes raisons d'emploi du temps, le Conseil atlantique au moment où le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, commençait un hommage au secrétaire d'Etat américain, le ministre français des affaires étrangères a réusé... un bel acte manqué. Sans mauvaise intention délibérée, il a attiré l'attention sur les sujets de friction qui se sont multipliés ces dernières semaines entre Paris et Washington.

En retour, le département d'Etat avait le choix entre deux attitudes : soit minimiser l'incident en l'attribuant à un autre malentendu qui n'affecte pas les relations fondamentales, soit minimiser l'incident en l'attribuant à un autre malentendu qui n'affecte pas les relations fondamentales. Le choix entre ces deux attitudes : soit minimiser l'incident en l'attribuant à un autre malentendu qui n'affecte pas les relations fondamentales, soit minimiser l'incident en l'attribuant à un autre malentendu qui n'affecte pas les relations fondamentales.

Sans doute les relations personnelles entre Hervé de Charette et Warren Christopher, fraîches depuis leurs navettes concurrentes au Proche-Orient au printemps, n'ont-elles pas permis d'échapper dans l'oeuf une querelle digne de Clochemerle. Au contraire, dans ce climat, même les meilleures intentions du monde risquent d'être mal interprétées. Pour égarer la retraite de son collègue, Hervé de Charette lui a offert une collection des derniers prix littéraires. Parce qu'ils ne sont pas reliés pleine peau, Warren Christopher les a pris... pour de vulgaires livres de poche.

Daniel Vernet

RECTIFICATIFS

L'EURO

Contrairement à ce qui était indiqué dans l'enquête consacrée par *Le Monde* du 14 décembre à l'euro, les coupures de la future monnaie européenne seront l'objet d'une circulation généralisée à partir de 2002. Il est exact que les transactions entre banques et entreprises se feront en euros dès le 1^{er} janvier 1999.

EDMOND BERNUS

En raison d'un incident technique, la photographie d'Edmond Bernus sur le Niger, publiée en page 3 du supplément *Terres d'hiver* (*Le Monde* du 7 décembre), a été malencontreusement décalée. Nous prions l'auteur et nos lecteurs de nous en excuser.

Le Monde

L'euro, la rigueur et la politique

EN s'entendant sur le « pacte de stabilité » qui accompagnera à partir du 1^{er} janvier 1999 la monnaie unique, symboliquement le jour où étaient présentés les futurs billets de l'euro, les dirigeants européens ont dégaï le dernier obstacle vers l'union économique et monétaire (UEM). Sauf cataclysme social, la monnaie unique devrait maintenant voir le jour comme prévu par le traité de Maastricht.

L'accord n'a pas été obtenu sans mal. Certes, l'Europe a l'habitude de progresser à coup de crises, mais dans les tensions de ces dernières semaines, deux conceptions de la monnaie ont été manifestes. Tout le monde est d'accord pour garantir la stabilité de l'euro, avec cependant quelques nuances de vocabulaire : le ministre français de l'économie et des finances, Jean Arthuis, parle d'une monnaie « crédible » ; son collègue allemand, Theo Waigel, veut que l'euro soit aussi fort que le mark. Les divergences portent sur l'autorité politique qui devra être l'interlocuteur de la Banque centrale européenne, voire sur le rôle même de la politique dans la gestion de la monnaie. Le débat n'est pas nouveau. Il remonte aux négociations sur le traité de Maastricht.

La France, par la voix de son ministre des finances, Pierre Bérégovoy, avait suggéré dès 1989 la création d'un « gouvernement économique » européen pour accompagner l'UEM, mais l'idée n'avait pas été retenue. Elle est réapparue au moment où Bonn a proposé le « pacte de stabilité » destiné à perpétuer la rigueur budgétaire et financière après l'entrée en vigueur de la monnaie unique. La hantise des Allemands, encore aggravée par la perspective de voir des pays « peu sérieux » appartenir au premier noyau dur de l'UEM, est qu'un relâchement de la discipline après 1999 n'entraîne l'euro vers le bas. Pour prévenir ce risque, ils ont voulu des sanctions pour les Etats qui ne

respecteraient pas la rigueur budgétaire, et des sanctions automatiques qui ne soient pas tributaires des avatars politiques.

La proposition était difficilement acceptable pour des Etats, comme la France, qui, malgré l'air du temps, n'ont pas totalement renoncé à utiliser l'instrument budgétaire dans la conduite de l'économie. Le compromis obtenu à Dublin, par la volonté de Jacques Chirac et de Helmut Kohl, laisse une marge d'interprétation aux dirigeants politiques réunis dans les diverses instances européennes, mais on est loin d'un « gouvernement économique », expression homologue par les Allemands que le président français a parfois reprise à son compte. Les difficiles marchandages auxquels l'accord de Dublin a donné lieu risquent de laisser des traces. Ils ont nourri les soupçons réciproques de part et d'autre du Rhin et souligné les faiblesses des institutions communautaires pour le pilotage de la monnaie unique. Ce devrait être le rôle de la Conférence intergouvernementale, qui se poursuit parallèlement, d'y remédier.

Il serait difficile en tout cas de mobiliser des opinions traumatisées par la persistance du chômage en proposant une vision strictement monétariste de l'euro.

L'AVIS DU MEDIEUR

Est-il légitime de relever des similitudes entre l'extrémisme de positions prises par des enseignants, au nom de la défense de la laïcité, à l'égard d'élèves voilés et celui qui professent des élus du front national sur des questions touchant à l'école ? Est-il juste, un rapprochement des incidents récents imputables soit à des laïques intransigeants soit à des



millitants d'extrême droite, de souligner que les attitudes des uns et des autres peuvent produire les mêmes effets de « discrimination » et d'« exclusion » ? Beaucoup de lecteurs se sont émus d'un tel « amalgame ». Le médiateur, saisi de ce litige, leur donne raison. Il considère que certaines règles rédactionnelles, imposées par la nouvelle formule du *Monde*, n'ont pas été respectées.

Manquements aux règles

par Thomas Ferenzi

LA question posée par le port du foulard islamique à l'école soulève une grande passion parmi nos lecteurs. Cette passion s'est nuée chez beaucoup d'entre eux en indignation à la lecture d'un coup de *Monde* du 9 décembre qui relance le refus d'une enseignante du lycée Racine de faire cours devant une lycéenne voilée de dent initiales faussant d'élus du Front national. Un directeur d'école à Agde, avait tenu à ses élèves, à l'occasion d'un exercice de lecture, des propos tenus d'hostilité à l'égard des turques ; l'autre, maître de Marignane, avait mis fin à la fourniture de repas spéciaux, sans port, dans les cantines de sa commune. « De portée différente, impliquant souvent l'extrême droite, ces affaires ont un point commun, écrites sous : elles visent à installer la discrimination et l'exclusion dans les classes ».

De nombreux lecteurs ont protesté avec vigueur contre cet « amalgame », jugé scandaleux. Ils estiment que la juxtaposition de ces trois articles et le commentaire la justifient, intitulé « Contagion » et signé par François Bonnet, méconnaissant gravement les différences entre l'atti-

tude des détracteurs de l'école républicaine, hostiles à toute forme de communautarisme, et celle des tenants d'une idéologie raciste et xénophobe. Il n'appartient pas au médiateur de trancher entre l'opinion de nos correspondants, qui relancent le lien instauré par *Le Monde*, et celle de notre collaborateur, qui établit ce lien. Il lui appartient en revanche de juger s'il y a eu, ou non, manquement aux règles rédactionnelles du *Monde*, avec nos lecteurs. Son avis est qu'il y a eu manquement à ces règles dans la façon dont la thèse a été présentée et défendue.

Le principe des pages qui suivent les séquences (un l'espèce, la séquence sociale) est de comporter plusieurs articles traitant, sous des angles divers, d'un même sujet. A lire la page intitulée « Contagion », il apparaît que le sujet retenu était l'action du Front national à l'école. De ce point de vue, l'article sur l'enseignement du lycée Racine vient comme une pièce rapportée, dont le lien avec les autres n'est établi que par le commentaire. L'ouï l'expression d'un « amalgame » de nature polémique ressemble par de nombreux lecteurs. Quant au commentaire, il

était trop bref pour permettre à son auteur de développer, sur une question aussi complexe, une argumentation convaincante.

A ces critiques, notre collaborateur répond que la page avait pour thème « les pratiques discriminatoires ou d'exclusion ayant cours à l'école ». Il ajoute : « Les trois papiers sont mis dans la même page justement parce qu'ils décrivent, chacun à sa façon, des attitudes de violence et d'exclusion au sein de l'institution scolaire. Ce regroupement est un "choix éditorial", donc une question de fond. Et le commentaire me semble justement indispensable pour expliciter ce choix, l'assumer et ne pas dire les choses "en contrebande" ».

Le médiateur estime, d'une part, que les trois papiers traitent de sujets différents, ce qui rend leur rapprochement contestable ; d'autre part, que notre collaborateur aurait dû exposer son raisonnement, non dans un « commentaire », nécessairement succinct, selon les règles du *Monde*, mais dans une « analyse », qui autorise des explications plus détaillées et plus nuancées.

Ces exigences de forme peuvent paraître secondaires, elles sont pourtant, sur le fond, une garantie contre les malentendus.

DÉSARROI IDEOLOGIQUE

En quoi le refus du fanatisme religieux peut-il être assimilé, de près ou de loin, à de l'idéologie d'extrême droite ? Voltaire, Le Pen, même combat ! On en reste paillard. Cette prise de position caricaturale traite le désarroi idéologique de certains milieux qui, on l'espère, n'ont pas à prétendre de gauche, et qui n'ont plus que des stéréotypes manichéens et simplistes en lieu et place de réflexion politique. Depuis quelque temps déjà, notre journal se fait complaisamment le chantre de ces analyses à l'emporte-pièce, ce qui le conduit à une défense aveugle et irrésistible de tout ce qui relève de l'immigration. Assez curieusement d'ailleurs, et on se demande pourquoi, cette défense n'a pour objet que l'immigration d'origine africaine.

Quand l'acceptation de la lapidation des femmes adultères, de l'amputation des voleurs, de l'exécution des filles, de la polygamie, au nom de la tolérance des différences culturelles, religieuses ou ethniques ? Désignerez-vous comme extrémistes de droite ceux qui s'opposent à ces pratiques ? Etre tolérant veut-il dire accepter l'intolérable ?

Adrien Fleuret, Lyon

SERVITUDE FÉMININE

La voile est un symbole de servitude féminine : quiconque a lu le Coran en est persuadé. Un symbole de servitude féminine peut-il être accepté dans un établissement portant à son fronton la devise de la République ? La réponse est évidente pour tout républicain. Elle l'est moins pour qui n'accepte les principes républicains que du bout des lèvres. Pour moi, comme pour beaucoup d'autres, le port de ce symbole de servitude constitue une provocation, donc un trouble à l'ordre public. Le fait que la religiosité s'élève

aujourd'hui au Conseil d'Etat n'y change rien. Et est heureux que des femmes et des hommes libres défient enfin cette assemblée, à la très douteuse légitimité, qui se satisfait depuis sept ans du viol du titre premier de notre Constitution, et du mépris des lois de séparation - jamais abrogées - de 1905.

Pierre Montagnon, Paris

REFUS DE L'ÉGALITÉ

Les provocations répétées du Front national, ses tentatives pour infiltrer le milieu éducatif n'ont rien à voir avec les enseignants laïques qui refusent la voile à l'école ! C'est un amalgame très dangereux que de faire croire que les professeurs qui sont attachés à la laïcité sont motivés par une idéologie extrémiste. (...) La voile est un symbole religieux ostentatoire intégriste. Il est une atteinte au principe de la laïcité et véhicule l'idée que la femme doit être soumise à des principes religieux archaïques. Les élèves voilés est une attitude de fermeture permettant de protéger les autres élèves musulmans et de favoriser leur insertion dans notre société.

Christine Guimondet, Laon (Aisne)

CRUCIFIX ET CAGOULES

Pourquoi ne pas aller jusqu'au bout du raisonnement ? Réintroduisons les crucifix dans les salles de classe ; ils ne feront pas de bruit, assisteront à tous les cours, et seront dispensés d'éducation physique ; donc ne porteront pas atteinte à l'ordre public et à la laïcité. Et, pendant que nous y sommes, admettons toutes les casquettes à l'endroit et à l'envers, les passe-montagne, les chapeaux, les cagoules - déjà recommandées en Corse - et les téléphones portatifs. Ce ne sont

pas des signes distinctifs de prosélytisme, et ils ne nuisent pas au bon déroulement d'un cours. Les fanatiques musulmans posent des bombes dans le métro, les fanatiques catholiques bloquent les salles d'opération, les fanatiques juifs applaudissent les promesses des fascistes israéliens ; pendant ce temps, les démocrates, les laïques discutent, pérorant, tergiversent : peut-être que oui, peut-être que non ; et si... mais non... Reviens, Jules ! Ils sont devenus fous.

J.-M. Dublin, Valence

COURAGE

L'école de la République a toujours été contrainte. En son temps, elle a su arracher la malédiction d'œuvre enfantine à des familles qui avaient pourtant bien besoin de revenus d'appoint. Aujourd'hui, il s'agit d'avoir le courage d'imposer l'égalité des chances pour filles et garçons à une communauté mal préparée culturellement à l'accepter.

Amnie et Walter Gamet, Tourcoing (Nord)

LUMIÈRES

Je suis professeur d'histoire-géographie depuis vingt-cinq ans, je lutte au quotidien à travers mes cours contre les idées du Front national ; par contre, je défends aussi le Siècle des Lumières, la Déclaration des droits de l'homme. A ce titre, je n'accepterai jamais de faire cours devant une élève voilée.

Elisabeth Jounhand, Paris

POUR LA TOLÉRANCE

Quelle intolérance ! Quel intégrisme ! Mais que veut donc dire laïcité si ce n'est respect des opinions, des religions, essai de compréhension mutuelle pour justement combattre tout ce qui tendrait à devenir extrémiste ?

Ne faut-il pas être très faible pour que la simple vue d'une différence « pacifique » heurte la liberté de conscience ? Alors, quel ? Anti-américain, je ne supporterais plus le port de jeans dans ma classe ? Anticlérical, j'arrêteraï mon enseignement devant toute croix sortant d'un pull ? Tout ce qui ne serait pas comme moi, devrais-je le ressentir comme une agression ? Il me semble que nous, enseignants, éducateurs, avons fort à faire pour développer la tolérance et l'ouverture d'esprit. Par une vue trop réduite de la laïcité (qui signifierait absence ou gommage de toute conviction, hormis celle de la laïcité), nous la vidons de toute signification, et nous arrivons à une uniformisation de pensée qui m'effraie.

Catherine Calmettes, Valdamont (Hérault)

L'INVENTION DE MARIANNE

Je croyais avoir contribué à établir que l'invention de Marianne comme un non-familier de la République remontait à la Révolution (une chanson populaire de 1792, en langue occitane). Le mot a circulé pendant un demi-siècle dans la littérature nationale lorsque les sociétés secrètes républicaines (un peu avant le coup d'Etat) l'ont utilisé dans leur langage codé. Tous les détails dans mes ouvrages, déjà anciens : *Marianne au combat* (Flammarion, 1979), *Marianne au pouvoir* (Flammarion, 1989), *Marianne, visage de la République*, en collaboration avec Pierre Borne (Gallimard, « Découvertes », 1992). A ceci près, l'article (« Marianne Bardot » dans *Le Monde* du 7 décembre) est bon, utile, et frappe judicieusement.

Maurice Agulhon, Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine)

مكتبة الاميل

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 DÉCEMBRE 1995

COMPAGNIES AÉRIENNES

Le bureau américain pour la sécurité dans les transports (NTSB) a diffusé, vendredi 13 décembre, des recommandations aux autorités de l'aviation civile

pour demander aux compagnies aériennes de prendre des mesures pour protéger les réservoirs de carburant des avions soit en les remplissant, soit en les isolant des sources de chaleur. Ces re-

commandations confirment que les enquêteurs s'orientent vers la défaillance technique pour expliquer l'explosion du Boeing 747 de la TWA entre New York et Paris le 17 juillet ayant fait 230 morts.

Un court-circuit dans le réservoir central du Boeing aurait provoqué une explosion. Les familles des victimes de la catastrophe devaient être reçues samedi 14 décembre par les respon-

sables du NTSB. Les enquêteurs devront encore déterminer si la cause de cet enchaînement est imputable à une erreur de conception ou à un défaut d'entretien de l'avion accidenté.

Le réservoir central des Boeing 747 devra être révisé « d'urgence »

L'explosion de l'appareil du vol TWA 800, le 17 juillet, pourrait s'expliquer par un court-circuit dans un réservoir de carburant. La confirmation de la thèse de l'accident aurait de lourdes conséquences financières

AUX ÉTATS-UNIS, le Bureau national pour la sécurité dans les transports (NTSB) a publié, vendredi 13 décembre, plusieurs « recommandations urgentes » à l'attention des autorités aéronautiques mondiales qui sont invitées à prendre des mesures pour réduire les risques d'explosion des réservoirs sur les Boeing 747 et sur les autres avions. Ces recommandations sont intervenues la veille du jour où les dirigeants du NTSB devaient recevoir une centaine de

time ni d'un missile ni d'une bombe, mais bien d'une explosion consécutive à une défaillance technique. L'accident a toujours figuré parmi les hypothèses envisagées par les enquêteurs, prenant de plus en plus de consistance au détriment de la piste d'un attentat. Les morceaux de l'appareil remontés de la baie de Long Island semblent avoir permis de localiser la partie où a eu lieu l'explosion : le réservoir de carburant central. Dans le gigantes-

que, il suffit dès lors qu'un court-circuit se produise dans une telle atmosphère pour que l'explosion soit inévitable. C'est à ce premier risque que les recommandations du NTSB tentent de trouver une parade puisqu'il est demandé d'isoler le carburant des sources de chaleur, mais aussi de remplir les réservoirs soit avec du carburant pour les sauter soit avec des gaz inertes. On pense aux pratiques des militaires qui injectent de l'azote dans les réservoirs des avions de combat, mais cela nécessiterait de renforcer ceux des avions civils à un coût exorbitant.

Il s'agit de la question de l'« explosif » ne suffit pas. Encore faut-il trouver « l'allumette ». C'est ici que les enquêteurs hésitent. S'agit-il d'un court-circuit dans la pompe, fabriquée par les Français Soudiaz et Interchange ? S'agit-il d'un dysfonctionnement dans les circuits d'alimentation électrique de la pompe, comme le laisse à penser le NTSB lorsqu'il demande aux autorités aéronautiques de faire vérifier le câblage électrique des réservoirs ?

Si telle est l'explication de la cause initiale de l'enchaînement catastrophique, il faudra encore répondre à la raison de ce dysfonctionnement : le court-circuit survenu soit dans la pompe soit dans le câblage a-t-il pour origine une erreur de conception ou un défaut d'entretien ? Car, et même si le NTSB a beau jurer le poison en demandant des vérifications sur tous les avions de la planète, c'est bien le grand âge de l'avion accidenté qui pourrait être mis en cause. Mis en service en 1971, il né-

cessait, tout comme ses contemporains, des soins de plus en plus fréquents et minutieux pour parer aux effets du vieillissement des métaux et des organes qui l'équipent. Il semblerait que Boeing ait émis un « bulletin service » (non-impératif) attirant l'attention des compagnies sur les travaux à effectuer sur les avions de cet âge. Les réservoirs et leurs circuits électriques y figuraient-ils ? La compagnie TWA a-t-elle effectué les opérations de vérification et les remplacements de

pièces usagées qui s'imposaient ? Les réponses appartiennent aux enquêteurs qui sont loin d'avoir une certitude et qui devront croiser les conclusions provisoires que leur apportent les morceaux de l'avion avec les fiches techniques et pratiques de son entretien, avant de pouvoir reconstituer la catastrophe et déterminer les responsabilités. Certes l'enquête se poursuit, mais si l'on en croit un témoignage venu du NTSB et diffusé par la chaîne de télévision américaine NBC, les enquêteurs penchent dé-

Alain Faujas

Une révision d'ampleur mondiale

Samedi 14 décembre, la direction générale de l'aviation civile française (DGAC) n'avait pas encore reçu notification des nouvelles consignes de sécurité envisagées aux États-Unis. En effet, ces dernières n'étaient pas encore complètement formalisées : la direction nationale de la sécurité des transports (NTSB) avait simplement transmis ses recommandations à la direction de l'aviation civile (FAA), qui a promis de les examiner sans délai. Elle les transmettra ensuite aux compagnies américaines. Au plan mondial, toutes les autorités concernées, dont la DGAC française, seront ensuite informées de ces mesures et les répercuteront sur les compagnies de leur pays. Les Boeing 747 concernés ne devraient pas être immobilisés mais subiront les modifications requises au fur et à mesure de leur retour en maintenance. L'opération pourrait s'étaler sur plusieurs mois, indique la DGAC, qui souligne que le principal problème réside dans l'application de ces nouvelles consignes par certains pays en voie de développement dotés de moyens réduits, et dont les flottes sont constituées d'appareils anciens.

proches des victimes de l'explosion en vol d'un Boeing 747 de la TWA survenue le 17 juillet peu après son décollage de New York.

Le NTSB prend la peine de préciser que l'enquête sur cet accident n'est pas close, et qu'aucune conclusion ne doit être tirée de ses recommandations. Pourtant, celles-ci laissent à penser que les enquêteurs commencent à avoir la conviction que l'avion n'a été vic-

tesque puzzle reconstitué par les enquêteurs, l'absence d'une pièce a été remarquée : la pompe du réservoir incriminée. Il est donc possible que les faits se soient enchaînés de la façon suivante : l'avion a décollé avec son réservoir central vide, car le vol New York-Paris ne nécessite pas l'apport de carburant en grande quantité. Qui dit réservoir vide dit vapeurs où se mélangent les gaz de kérosène et l'oxygène de

RECHERCHE DE CONCEPTION

Régler la question de l'« explosif » ne suffit pas. Encore faut-il trouver « l'allumette ». C'est ici que les enquêteurs hésitent. S'agit-il d'un court-circuit dans la pompe, fabriquée par les Français Soudiaz et Interchange ? S'agit-il d'un dysfonctionnement dans les circuits d'alimentation électrique de la pompe, comme le laisse à penser le NTSB lorsqu'il demande aux autorités aéronautiques de faire vérifier le câblage électrique des réservoirs ?

Si telle est l'explication de la cause initiale de l'enchaînement catastrophique, il faudra encore répondre à la raison de ce dysfonctionnement : le court-circuit survenu soit dans la pompe soit dans le câblage a-t-il pour origine une erreur de conception ou un défaut d'entretien ? Car, et même si le NTSB a beau jurer le poison en demandant des vérifications sur tous les avions de la planète, c'est bien le grand âge de l'avion accidenté qui pourrait être mis en cause. Mis en service en 1971, il né-

D'une hypothèse à l'autre

À 20 h 31, le 17 juillet 1995, le Boeing 747 du vol 800 de la TWA parti de New York pour Paris explosait en vol en quittant la côte américaine, causant la mort de 230 personnes. À l'époque, l'explosion a été qualifiée de « mystère ». L'origine du drame a fait l'objet de toutes les hypothèses qui, à tour de rôle, ont paru l'emporter. Sous le couvert de l'anonymat les enquêteurs du FBI et ceux du bureau de la sécurité des transports américains (NTSB) font des confidences contradictoires aux journaux laissant apparaître une rivalité entre les deux organismes. Cinq mois après la catastrophe, les autorités américaines n'ont toujours pas formellement tranché. La demande du NTSB de réviser les réservoirs accablée désormais très fortement la thèse de l'accident mais le bureau ajoute néanmoins que l'enquête, après le re-

pêchage de 95 % des débris de l'appareil, n'est pas achevée. Immédiatement, le contexte des Jeux olympiques d'Atlanta fait songer à un attentat. Cette thèse est nettement privilégiée au départ. On semble retrouver des traces d'un explosif illicite sur un morceau de tissu provenant de la soute arrière. Découverte : ces traces pourraient dater, l'appareil ayant servi à un transport de troupes lors de la guerre du Golfe. Plusieurs témoins ayant aperçu une trace lumineuse dans le ciel au moment de l'explosion, les soupçons se portent sur une attaque de terroristes par missile. Missile ennemi ou missile ami ? Le journaliste Pierre Salinger, ancien chef du service de presse du président Kennedy, a affirmé le 7 novembre, que le Boeing avait été abattu par un missile lancé d'un navire de guerre américain qui se serait trouvé à prox-

imité. Les enquêteurs démentent « catégoriquement ». M. Salinger semble avoir été abusé par un « dossier » fabriqué de toutes pièces, qui circulait depuis des mois sur Internet. Aujourd'hui on estime que les traces lumineuses aperçues par les témoins seraient dues à des météores.

Le 21 novembre James Kallstrom l'un des responsables du FBI chargé de l'enquête déclare : « Arithmétique, logiquement, il est peu probable qu'avec 5 % des débris encore au fond de l'eau nous puissions prouver qu'une bombe ou un missile a provoqué la tragédie ». Saura-t-on jamais ? Les intérêts industriels de Boeing sont-ils assez puissants pour étouffer la vérité malgré les déclarations du président Clinton ? En réalité, plus le temps passe, plus la thèse d'une défaillance emporte les convictions, notamment au sein de la NTSB.

Le groupe André a perdu près d'un milliard de francs en 1995-96

PRÈS D'UN MILLIARD de francs de pertes nettes ! Nommé président du directoire le 25 juin 1996 pour faire le ménage dans le groupe André, numéro un français de la chaussure, Jean-Claude Sarazin a eu la main lourde à l'heure de la clôture des comptes de l'exercice 95-96 arrêtés au 30 août, et présentés vendredi 13 décembre. Les 976 millions de francs de résultats nets négatifs (918 millions part du groupe) pour un chiffre d'affaires quasi stable à 10,3 milliards sont dus en grande partie à la constitution de 699 millions de francs de provisions pour restructuration.

L'ancien PDG de La Redoute, que Jean-Louis Descours, le président octogénaire du conseil de surveillance et actionnaire principal d'André, était allé lui-même chercher dans le groupe Pinault, a entrepris d'alléger André de tous ses foyers de pertes. Il a cédé ou engagé la cession de Didier Lamarthe (maroquinerie) et des participations d'André dans les chaussures de luxe Clergerie et François Pinet. Des restructurations sont lancées chez Creeks, Liberto et Adolphe Lafont (habillement). Ces deux dernières sociétés, dont la cota-

tion sera suspendue lundi 16 décembre à la Bourse de Paris, seront retirées de la cote. Creeks, spécialiste du sportswear pour jeunes, pourrait être ensuite vendu en RES à ses cadres.

Enfin, la filiale allemande d'André est sur le point d'être vendue. Jean-Claude Sarazin a signé une lettre d'intention avec un acquéreur potentiel le jeudi 12 décembre. Après une alliance ratée avec le britannique Sears, André Deutschland a accumulé 240 millions de francs de pertes en deux ans pour un chiffre d'affaires annuel de 520 millions.

ORGANISATION EN DEUX PÔLES

Ainsi allégué, le groupe a été réorganisé en deux pôles : « commerces de centre-ville » et « discount ». Le premier (30 % du chiffre d'affaires) compte les 800 magasins français, dont 200 franchises, aux enseignes André, Orade et Minelli pour la chaussure, Caroll et Kookal pour le prêt-à-porter. Le pôle discount (70 % du chiffre d'affaires) comprend les enseignes La Halle aux chaussures (526 points de vente en France), et La Halle aux vêtements (178 points de vente), mais aussi Chaussland, Veland...

Pascal Gaillet

M. Lopez aurait utilisé chez Volkswagen des documents de GM

COLOGNE *correspondance* Mis en accusation, l'ancien responsable des achats de Volkswagen, José Ignacio Lopez, et trois de ses collaborateurs se seraient bien livrés, selon les précisions données vendredi 13 décembre par le parquet de Darmstadt, au recel et à la divulgation de secrets industriels et commerciaux.

L'instruction menée depuis avril 1993, après une plainte déposée par Opel, ancien employeur de M. Lopez, a montré que les coaccusés « se sont procurés, en vue de leur passage chez Volkswagen, des documents issus des divisions recherche, planification, production, et achat » de General Motors et de sa filiale al-

lemagne Opel et qu'ils ont conservé ces dossiers en quittant leur ancien emploi, « pour les exploiter dans leur travail chez Volkswagen et les dériver par la suite, du moins en partie ».

Parmi les documents emportés figurent les plans d'une usine au Pays basque espagnol, une liste concernant les achats pour l'Europe, des données sur les coûts de certains modèles de la gamme Opel, des détails sur les économies réalisées en 1992, sur la stratégie d'achats en 1993 et sur un véhicule de petite taille.

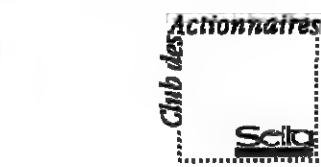
Le parquet précise que M. Lopez s'est fait mettre à disposition, juste après son arrivée au siège de Volkswagen, des bureaux où ses trois col-

laborateurs ont préparé des projets « avec l'aide de matériel emporté de chez General Motors ».

M. Lopez a démissionné fin novembre de son poste de directeur des achats et de la production de Volkswagen. Avec ses collaborateurs, Manuel Gutierrez, Jorge Alvarez et Rosario Piazza, il risque jusqu'à cinq ans de prison. En revanche, le parquet dédouane le groupe Volkswagen sans écarter l'hypothèse de son implication : rien n'indique pour le moment que Ferdinand Piech, le président du directoire à l'origine de l'embauche de M. Lopez, était au courant des actes de ses subordonnés.

Philippe Ricard

FAITES-VOUS PARTIE DU CLUB DES ACTIONNAIRES SEITA ?



Cher Actionnaire,

Comme vous, nous pensons que des actionnaires fidèles et avisés sont les meilleurs partenaires de l'expansion de l'entreprise.

C'est pourquoi, le Club des Actionnaires Seita a été créé à votre intention.

En rejoignant les 7 000 membres du Club des Actionnaires Seita, vous bénéficiez :

- d'une information périodique (lettre trimestrielle, rapport annuel abrégé...);
- de visites d'établissements de la Seita;
- de formations à la bourse, afin de vous permettre de mieux appréhender la complexité croissante des produits financiers et des techniques du marché;
- d'un contact permanent avec le service "relations actionnaires".

Si vous ne faites pas encore partie du Club des Actionnaires Seita, nous vous invitons à nous rejoindre.

Pour adhérer au Club des Actionnaires Seita il vous suffit de nous appeler au 01 45 56 67 67, ou de nous renvoyer le coupon-réponse ci-dessous.

Nom, Prénom _____

Adresse _____

Code postal, Ville _____

L'adhésion, réservée aux actionnaires de la Seita, est gratuite.

Seita

RELATIONS ACTIONNAIRES SEITA : 53 quai d'Orsay 75007 Paris. Téléphone : 01 45 56 67 67

SEITA SUR INTERNET : <http://www.seita.fr>

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 DÉCEMBRE 1996

CRÉDITS Les établissements de crédits spécialisés dans le financement de l'immobilier multiplient les annonces publicitaires vantant des taux toujours plus bas. Il n'est plus exceptionnel au-

jourd'hui de voir une publicité proposant un emprunt pour financer un logement à moins de 5 %. **ATTENTION !** Il ne s'agit pas de n'importe quel type de crédits. Tous ceux qui affichent des ren-

dements inférieurs à 6 % sont des prêts à taux variable, qui présentent un certain nombre de risques, dont il faut avoir conscience. **QUI DIT TAUX RÉV-**

SABLES dit risque de hausse, avec des mensualités qui augmentent ou une durée de remboursement qui s'allonge et au final un crédit plus cher. Les taux des prêts révisibles suivent l'évolution des taux sur les marchés. **POUR LA**

PLUPART DES BANQUES généralistes, il n'est d'ailleurs pas question d'envisager un prêt de ce type qui ne serait pas assorti de butoirs ou tout au moins d'un plafond à la hausse.

Les prêts immobiliers à taux variable séduisent de plus en plus d'emprunteurs

Ces crédits d'un type particulier offrent des taux aujourd'hui très attractifs, parfois inférieurs à 5 %. Mais ils présentent des risques. Comme leur nom l'indique, ces taux peuvent être modifiés, et plutôt à la hausse compte tenu de leur bas niveau

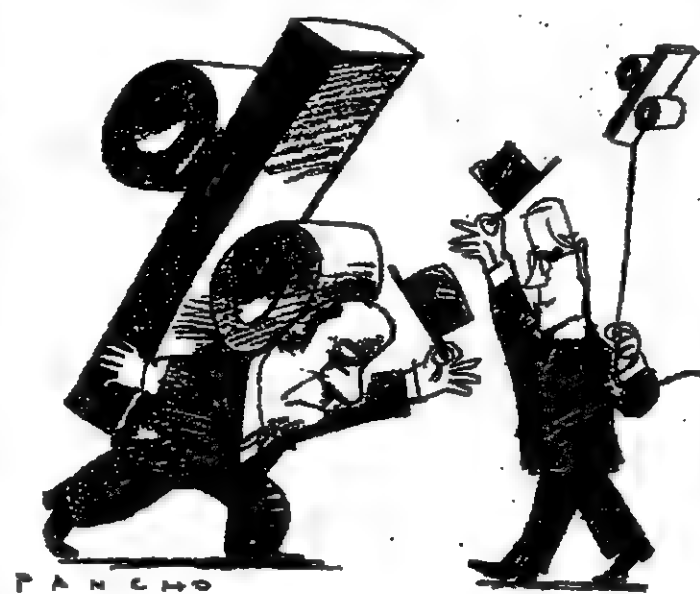
« **UN PRÊT à 4,70 % pour tous.** » Avec une telle offre, Abbey National ne peut manquer d'attirer l'attention. L'établissement spécialisé dans le crédit immobilier détient, a priori, le record du taux le plus bas. La CaixaBank n'est pas loin. Elle est aussi passée en dessous de la barre des 5 %, avec un prêt à 4,9 %. Mais il ne s'agit pas de n'importe quel type de crédit. Tous ceux qui s'affichent en dessous de 6 % sont des prêts à taux variable. Ceux à taux fixe sont en moyenne à 7 % ou 8 %.

Les prêts à taux variable ont le vent en poupe. Les établissements comme Abbey National et la CaixaBank s'en sont fait une spécialité. Mais les banques généralistes s'y sont mises aussi. A la Société Générale, le client qui souhaite souscrire un prêt se voit désormais d'abord proposer la version à taux variable et ensuite celle à taux fixe. Même chose au Crédit agricole.

« Nous avons eu une production importante de taux révisibles en 1988-1989 », explique Alain Forti, responsable des crédits aux particuliers à la Société Générale. « Puis elle s'est réduite, et le révisible est tombé en désuétude. Parce que les taux à court terme qui lui servent de référence étaient élevés. » Depuis ils n'ont cessé de chuter : le TIOP un an (taux interbancaire offert à Paris) sur lequel sont indexés la plupart des révisibles

était à 10,6 % en 1990, à 7,3 % en 1993, et à 3,6 % fin novembre. A la Caisse nationale du Crédit agricole, on ajoute que les révisibles ont longtemps souffert de la comparaison avec les prêts à taux fixe. Pendant plusieurs années, les premiers ont été aussi chers, voire plus chers que les seconds. L'emprunteur français a toujours privilégié, à raison, les taux fixes et leur sécurité. Mais, aujourd'hui, alors que la hiérarchie des taux est rétablie, les taux des révisibles sont nettement en dessous des taux fixes.

Du coup, plus de 90 % des nouveaux crédits distribués par Abbey National ou par l'UCB sont à taux variable. Principal argument de vente : le taux, très bas. Mais les spécialistes savent bien que les emprunteurs sont méfiants. Qui dit taux variable, dit risque de hausse, avec des mensualités qui augmentent ou une durée qui s'allonge et au final un crédit plus cher. Les spécialistes ne peuvent nier le risque, mais ils mettent en balance l'avantage décisif pris au départ et la possibilité offerte à tout moment de « passer à taux fixe ». Ils ne manquent pas de souligner aussi que l'on n'anticipe pas de remontée des taux dans les prochaines années. Autrement dit, l'avantage initial ne devrait pas s'évanouir tout de suite. « Trop risqué », estiment la plupart des



banques généralistes. Pour ces derniers, il n'est pas question d'envisager un révisible qui ne serait pas assorti de butoirs ou tout au moins d'un plafond à la hausse. Ils comptent d'ailleurs des alliés du côté des établissements spécialisés, puisque le Crédit Foncier et La Hénin proposent aussi des formules « sécurisées ». « Le TIOP peut varier dans des proportions très importantes, et

parfois sur des périodes très brèves », rappelle Goulven Rouzic du Crédit mutuel de Bretagne. « Un crédit immobilier court sur quinze ans, et l'évolution des taux est impossible à prévoir sur cette durée », insiste-t-on à la Caisse nationale du Crédit agricole. Prudentes, les banques généralistes ne pouvaient toutefois pas laisser le champ libre aux établissements de crédit spécialisés. Plusieurs ont re-

travaillé leur offre tout récemment, comme la Société Générale ou la BNP, ou sont en passe de le faire, comme le Crédit mutuel de Bretagne. Face aux taux accrocheurs des spécialistes, elles ont développé trois arguments. Le premier, c'est bien sûr la sécurité, avec la présence systématique de butoirs. Le deuxième, c'est la simplicité. Pour Annie Leblanc de la BNP, « des clauses qui prévoient une hausse limitée à celle du coût de la vie sont obscures. A la BNP, aujourd'hui, nous pouvons faire une simulation et dire au client : voilà, au pire, ce sera ça ». Le dernier point que les banques sont en train d'améliorer, c'est la souplesse.

LA CARTE DU RÉVISIBLE

La BNP offre désormais le choix en cas de baisse du taux entre réduire le montant de la mensualité ou la durée du prêt. Le Crédit agricole a un projet du même ordre, et la Société Générale pourrait aussi proposer cette alternative. Bref, les banques s'orientent vers du révisible-modifiable. « Il faut qu'on accompagne le client dans sa recherche d'un taux avantageux », estime Didier Gallard du Crédit agricole centre-est. Si on souscrit un prêt à taux révisible, c'est en principe avec l'espoir de profiter de baisses. Vu sous cet angle, on peut hésiter à s'engager aujourd'hui. Car les taux

courts ont déjà beaucoup chuté et sont à des niveaux que l'on n'avait pas vus depuis longtemps. Peuvent-ils encore baisser ? Ce n'est pas exclu, mais le fait d'être déjà à 3,6 %, ne laisse pas un espoir de gain démesuré.

L'autre raison de souscrire, c'est de pouvoir profiter d'un taux avantageux. Les offres les plus intéressantes sont du côté des établissements spécialisés. Mais il faut faire le choix d'un révisible « pur et dur », et accepter le risque d'une hausse des taux. Du côté des banques, l'avantage est moins net, et il y a parfois moins d'un point d'écart entre le révisible et le taux fixe. C'est le prix à payer pour bénéficier de butoirs à la hausse.

De plus en plus de clients sont prêts à jouer cette carte du révisible « sécurisé », qui leur permet de bénéficier d'un taux un peu inférieur au départ et de profiter d'éventuelles baisses sans prendre trop de risques en cas de hausse. De l'avis des banques, pourtant, le révisible n'est pas prêt de détrôner le taux fixe. Ce dernier reste, de très loin, le plus souscrit. Malgré tout le battage fait autour du révisible, « le client préfère essayer d'obtenir un très bon taux fixe », recommande François Hocq du Crédit Lyonnais.

Fanny Guilbert

Donnez, le fisc vous le rendra !

A l'approche des fêtes de fin d'année, les particuliers sont fréquemment sollicités pour effectuer des dons. Il peut s'agir d'un bon moyen de soutenir une cause tout en réduisant au passage ses impôts. Les dons effectués par les particuliers en faveur des œuvres d'intérêt général ouvrent droit à réduction d'impôt. Sont concernés les sommes versées aux œuvres ou organismes à caractère philanthropique, humanitaire, éducatif, sportif...

mais aussi les dons destinés au financement d'une campagne électorale ou d'un parti politique. L'avantage fiscal varie selon la nature de l'organisme qui bénéficiera de votre générosité. Lorsque les versements ont été effectués au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général, la réduction d'impôt accordée est désormais de 50 % en 1996 dans la limite de 1,75 % du revenu imposable du donateur (cette limite est

portée à 6 % pour les associations reconnues d'utilité publique et les associations cultuelles). Pour les dons effectués en faveur d'organismes dont la mission est d'assurer une aide alimentaire, une aide au logement aux personnes en difficulté ou encore la fourniture gratuite de soins, le taux de la réduction d'impôt est de 60 % des versements effectués dans la limite de 2 000 francs. La réduction d'impôt maximale est donc de 1 200 francs. Les reçus des dons effectués devront être conservés soigneusement. Car pour bénéficier des réductions d'impôt prévues, il faudra impérativement les joindre à votre déclaration de revenus. Faute de quoi, la réduction d'impôt pourrait purement et simplement vous être refusée. En 1995, la réduction d'impôt était égale à 40 % des sommes versées dans la limite de 1,25 % ou de 5 % du revenu imposable.

Laurent Edelmann

Les loyers parisiens toujours en baisse

En 1996, les contrats de location parisiens se sont conclus sur une base moyenne de 89 francs au m² contre 91,2 francs en 1995. Soit une nouvelle baisse de 3,3 % en un an. Tel est le principal enseignement à retenir de l'étude que vient de publier le Conseil supérieur de l'Administration de Biens (CSAB). Après analyse de près de 3 500 références, ce rapport fait toutefois un distinguo assez net entre Paris intra muros et la région parisienne.

En banlieue, l'heure est plutôt à la stabilisation avec un prix de location moyen qui se situe autour de 72,5 francs au m² contre 72,7 francs un an plus tôt. Rien de pareil à Paris où, selon la CSAB, le marché traduit toujours une lourde tendance récessif. Avec des bémols. Car si le niveau moyen des « relocations » et des locations nouvelles a perdu plus de 4 francs au m²

en l'espace de deux ans, la crise ne frappe pas tous les biens avec la même ampleur, comme en atteste une fourchette de prix qui va de 50 à 145 francs au m². Ce sont surtout les loyers des petites unités d'habitation (chambres de service, studios) et des grands appartements (quatre-pièces et plus) qui ont le plus baissé. Ainsi, alors que le prix des studios est passé sous la barre symbolique des 100 francs au m², celui des grandes surfaces est en chute libre : il se situe désormais autour de 84,7 francs au m² alors qu'il dépassait légèrement 95 francs voici à peine un an. En revanche, les prix de location des unités de taille moyenne restent à peu près stables. A la fin 1996, le locataire d'un deux-pièces situé dans la capitale devait déboursier mensuellement environ 88 francs pour chaque m² occupé contre 81,5 francs pour un trois-pièces et 83,5 francs pour un quatre-pièces.

Didier Laurens

Leader mondial des matériaux de construction,

Lafarge occupe des positions de premier plan

dans chacune de ses activités (ciment, béton et granulats, plâtre et matériaux de spécialités).

Rassemblant 35 000 collaborateurs dans plus

de 40 pays et réalisant un chiffre d'affaires de

33 milliards de francs, le Groupe fait évoluer

et progresser les matériaux de construction

et permet ainsi d'apporter toujours plus de

sécurité, de confort et de beauté au cadre

de vie quotidien.

■ Minitel 3616 CLIFF

■ Internet :

<http://www.bourse-de-paris.fr/emetteurs/Lafarge>

ACTIONNAIRES DE LAFARGE,

COMMENT BÉNÉFICIER

DU DIVIDENDE MAJORÉ ?

L'Assemblée Générale du 21 mai 1996 a décidé d'attribuer une majoration du dividende de 10 % à toutes les actions inscrites au nominatif pendant deux ans.

La période de deux ans court à compter du 1^{er} janvier de chaque année.

DEVENIR ACTIONNAIRE AU NOMINATIF

Pour en bénéficier la première fois, c'est-à-dire pour le dividende 1996, l'inscription au nominatif devra avoir été effectuée au plus tard le 31 décembre 1995.

Les actions devront être conservées sous cette forme jusqu'à la date de mise en paiement du dividende, en juin 1996.

CHOISIR ENTRE NOMINATIF PUR ET ADMINISTRÉ

Les actionnaires qui veulent bénéficier de cette prime de fidélité devront en faire la demande à leur banque ou société de Bourse :

- « s'ils entendent conserver leurs titres LAFARGE chez leur gestionnaire actuel, leurs actions seront inscrites en "nominatif administré" (recommandé pour les actions figurant dans un PEA) ;
- « s'ils souhaitent bénéficier de la gratuité des droits de garde, ils doivent demander le transfert de leurs actions LAFARGE en "nominatif pur", géré par le CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE, mandaté par LAFARGE.

Pour tout renseignement, appeler le : **Numéro Vert 8 000 06 06 44**

Service des relations avec les actionnaires LAFARGE : **Françoise Chauvegron**

LAFARGE

LES MATÉRIAUX POUR CONSTRUIRE LE MONDE

Le rendement de l'assurance-vie pourrait se stabiliser en 1997

L'ÉQUATION est désormais bien connue : les assureurs placent l'essentiel des sommes qu'ils collectent en emprunts d'Etat. Le rendement des obligations étant en baisse, il est logique que la rentabilité des contrats d'assurance-vie aille aussi en diminuant.

Onze, douze, treize, quatorze pour cent : le rendement servi par les contrats d'assurance-vie voici une dizaine d'années était impressionnant. Il est retombé aujourd'hui autour de 6,5 %. Mais ce coup d'oeil vers le passé est trompeur puisque, avec un taux d'inflation ramené à environ 2 %, la rentabilité nette (hors inflation) des meilleurs contrats du marché est supérieure à ce qu'elle était auparavant. Amorcée voici huit ans, la baisse de rendement des contrats pourrait subir un coup d'arrêt en 1997. Bien qu'il soit difficile de prévoir l'évolution des taux d'intérêt, nombre de professionnels estiment qu'un nouveau mouvement de baisse significatif est désormais peu probable. Dans l'hypothèse où les taux campent autour de leurs positions actuelles et si la pression fiscale ne s'alourdit pas, la rentabilité des contrats devrait se maintenir.

Autre facteur de nature à stabiliser, voire même à dynamiser, les rendements en 1997 : une amélioration durable de la conjoncture boursière. Elle devrait permettre aux assureurs de dégager des

plus-values sur leurs portefeuilles d'actions même s'ils représentent une faible part des sommes investies par les compagnies. En 1994, le pourcentage d'actions achetées par les assureurs était descendu à 6 % d'une collecte totale en assurance-vie de 397 milliards de francs. Un pourcentage stabilisé l'an dernier et qui a certainement remonté en 1996. Il n'est d'ailleurs pas exclu que certains assureurs profitent de l'embellie boursière des derniers mois pour extérioriser des plus-values qui serviront à améliorer les rendements 96. Cette prodigalité étant susceptible d'être reconduite en 1997 si l'amélioration des marchés qui s'est manifestée depuis septembre dernier ne retombe pas.

Toutefois pas d'illusions : les compagnies ne rétrocederont pas à leurs clients tous les profits qu'elles réalisent en Bourse. Elles sont en effet autorisées à en verser une bonne partie dans une caisse dite de « Provision pour participation aux bénéfices » afin de lisser les résultats sur plusieurs exercices. C'est en tirant sur cette cagnotte que certains assureurs arrivent à dégager une rentabilité annuelle supérieure à celle de leurs concurrents. Etant entendu que les sommes provisionnées doivent être redistribuées aux assurés huit ans au plus tard après avoir été constituées.

D. L.

REVUE DES ACTIONS

AGROALIMENTAIRE	13-12-96	DIF.
Bouygues	2018	-
Carrefour	719	-
Ernst & Young	600	-
Fromageries Bel	1229	-
LYNEX	265,80	-
Pernod-Ricard	135,50	-
Saint-Louis	1207	-

ASSURANCES	13-12-96	DIF.
AGF-Ass.Gen.France	159	-
Assa	298,10	-
CAI	110,10	-
SCOR	184,60	-
UAP	134	-
Union Assur.Fid.	62	-

BÂTIMENT ET MATÉRIEL	13-12-96	DIF.
Bouygues	535	-
Ciments Fr.Priv.	168	-
Colas	684	-
Effage	190,10	-
Eurobrunel	6,95	-
CTM-Entrep.	236	-
Imetel	762	-
Jean Lefebvre	265	-
Lafarge	306,50	-
Salin-Gobain	172	-
SCF	105,30	-

CHIMIE	13-12-96	DIF.
Air Liquide	791	-
Caracore (B)	436,90	-
Michelin	238,20	-
Plast-Omn.(Ly)	420	-
Rhône-Poulenc A	145,20	-
Santof	465,50	-
Synthelabo	539	-

CONSUMMATION NON ALIMENTAIRE	13-12-96	DIF.
BIC	761	-
Christian Dior	776	-
Clarins	780	-
DMC (Dorval M)	108	-
Essilor Int.	1446	-
Groupe André S.A.	385	-
L'Oréal	1806	-

La distribution et la chimie tirent leur épingle du jeu

WALL STREET, une fois encore, a mené le bal cette semaine, et toutes les places lui ont emboîté le pas. La Bourse de Paris n'a pas fait tapage, et, en quelques pas de danse, a perdu 1,67 %. Alors que les boursiers spéculent encore, il y a quelques semaines, sur un prochain record historique pour l'indice CAC 40, ils se demandent aujourd'hui où les entraînera cette consolidation forcée. Vendredi, en clôture, les valeurs françaises ont terminé à 2.203,41 points. Depuis le début de l'année, l'indice CAC 40 affiche encore un gain de 17,7 %. Depuis son plus haut niveau annuel atteint le 3 décembre, à 2.349,11 points, le principal indicateur de la place a perdu 6,2 % : plus la progression est rapide, plus violente est la chute.

L'une des plus belles progressions au cours de cette médiocre semaine est affichée par le Club Méditerranée. En cinq séances, le numéro un du village de vacances a gagné 11,16 %. À l'origine de cette hausse, l'annonce, vendredi 6 décembre, après la clôture du marché, de la dénonciation du pacte d'actionnaires (Le Monde daté 8-9 décembre), qui a relancé les spéculations sur une reconstitution du capital du groupe de loisirs, voire le lancement d'une offre publique d'achat.

Vendredi, la Caisse des dépôts, la Compagnie financière Benjamin et Edmond de Rothschild, Exor, Nippon Life et Rolaco annonçaient mettre fin, en concertation avec la direction de l'entreprise, au pacte qui les liait depuis 1990. Aux termes de ce pacte, ceux-ci ne pouvaient détenir plus de 13 % du capital de la société. Dès lundi, le titre terminait en tête des plus fortes hausses, avec un gain de 8,8 %, à 334,90 francs. En dépit de quelques prises de bénéfice au cours des séances suivantes, le titre du Club finissait la semaine à 348,50 francs.

Sans que l'on puisse encore parler véritablement d'opémanie, ce sont encore des opérations de restructuration et de rapprochement qui ont donné un coup de pouce à certaines valeurs. Ainsi, dans le compartiment de la distribution - qui est le secteur d'activité de la Bourse de Paris qui affiche la plus forte progression depuis le début de l'année avec un gain de 56 % -, l'annonce de l'acquisition par Carrefour d'une minorité de blocage (33,4 %) dans GMB, qui contrôle Cora, a déclenché une vague d'achat sur des titres comme Casino ou Comptoirs modernes. Le titre Carrefour a fini la semaine sur une légère progression de 1,97 %, à 1.365 francs. Toutefois, Promodès a perdu 1,09 %, à 1.365 francs, les intervenants estimant que les pressions sur ce distributeur se renforcent pour qu'il se rapproche d'un autre groupe. Casino, qui fait partie des

« partenaires » éventuels, termine la période à 246,50 francs, en hausse de 7,17 %. Comptoirs modernes a également progressé, gagnant en cinq séances 4,57 %, à 2.725 francs. Selon Reuters, le sentiment des opérateurs a été conforté par la déclaration de Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME et de l'artisanat, qui a estimé que d'autres mouvements du type de celui de Carrefour et Cora étaient « envisageables en France ».

L'OPA lancée par Hoechst sur les titres Roussel Uclaf qu'il ne détiend pas encore (représentant 43,47 % du capital) a également dynamisé l'activité sur les valeurs de ce secteur d'activité. Synthelabo, stimulé par cette opération, a fini la semaine à son plus haut niveau annuel, à 539 francs. En cinq séances, le titre s'est apprécié de 10,45 %. Sanofi a progressé plus modestement, gagnant 1,19 %, à 468,40 francs. L'allemand Hoechst va désormais contrôler la totalité du capital du groupe chimique Roussel Uclaf. L'opération, au prix de 1.530 francs par action, reviendra à 18,1 milliards pour Hoechst. Selon Daniel Camus, directeur financier de Roussel Uclaf, le prix proposé fait apparaître un PER (price earning ratio - rapport cours/bénéfice) de 26 sur la base d'un consensus de résultat de 58,80 francs par action, soit plus que le PER moyen des sociétés pharmaceutiques françaises, qui est de 23.

François Bostruvaron

MOULINEX	177
Salomon (Ly)	451,60
S.E.B.	103
Sté Rossignol	140
Summer-Allibert	145,50
Zodiac exch. divid	1505

CRÉDIT ET BANQUES	13-12-96	DIF.
Banque (Cie)	566	-
B.N.P.	199,40	-
C.C.P.	252	-
Cesdian	1130	-
Comptoir Entrep.	0,35	-
CPB	466	-
Crd.Fin.France	70	-
Credit Lyonnais Cl	120	-
Credit National	270	-
Société Générale	529	-
UFT Localab	471,30	-
UIC	20,50	-
Vie Banque	155	-

DISTRIBUTION	13-12-96	DIF.
Carrefour	3110	-
Castor Guidard	244,10	-
Castorama DT (Ly)	904	-
Comptoir Modern	2701	-
Danier	3995	-
Galeries Lafayette	1790	-
Guilbert	961	-
Guyenne Gascogne	2000	-
Placard-Prin.Rid.	1993	-
Primazag	600	-
Promodès	1354	-
Nel	1515	-

ÉLECTRICITÉ ET ÉLECTRONIQUE	13-12-96	DIF.
Alcatel Alsthom	422,70	-
CS Sigmatex (CSE)	220	-
Internelectronique	630	-
Labinal	671	-
Legrand	881	-
Sagem SA	3115	-
Schneider SA	235,70	-

THOMSON-CSF	170,10	-3,65
S.E.B.	103	-
Sté Rossignol	140	-
Summer-Allibert	145,50	-
Zodiac exch. divid	1505	-

IMMOBILIER ET FONCIER	13-12-96	DIF.
C.F.C.	451,10	-0,61
Rue Impériale (Ly)	4825	+6,31
Sefinog	376,40	+0,57
Sinco	467,90	-0,2
UIF	416	-2
Lucie	740	-
Sogeparc (Fin)	750	-0,58

INVESTISSEMENT ET PORTFOLIO	13-12-96	DIF.
Bolore Techno.	565	-1,07
Cerus Europ.Reim	127,30	-0,51
CCIP	1275	-1,54
Barrafin	2279	-0,04
Gac et Eaux	2102	-0,37
Legardère	146,30	-0,02

Marine Wende	458,30	-1,39
Nord-Est	126,20	-2,25
Paribas	345,10	-3,67
Suez	211,80	-3,38
Worms & Cie	328	-3,49
Navigation Marse	760	-
Paribas	215	-4,66
Microalgues P.Ces.	1205	+1,26

MÉTALLURGIE, MÉCANIQUE	13-12-96	DIF.
Bertrand Faure	193	-3,76
Dassault-Aviation	1060	-2,71
De Dietrich	197,30	-2,80
Eramet	260,10	-5,66
Fives-Lille	478,10	-0,59
Levallois	208	-6,30
Metaleurop	45,20	-
Peugeot	577	-4,31
Renault	109,10	-6,67
Strafor Faccen	368,10	-1,18
Valéo	313,50	-0,49
Vallourec	267	-1,83

PIRAMIDES COURT (C)	13-12-96	DIF.
BP SECURITE (C)	309	0,89
SECURITA	311	0,89
SECURITA	311	0,89
SECURITA	311	0,89
SECURITA	311	0,89
SECURITA	311	0,89
SECURITA	311	0,89
SECURITA	311	0,89
SECURITA	311	0,89
SECURITA	311	0,89

MINES D'OR, DIAMANT	13-12-96	DIF.
Anglo American	276,10	-5,58
De Beers	147,10	-3,54
Chifontain	55,60	-4,46
Gencor Limited	17,80	-1,91
Harmony Gold	39,60	-1,61
Randfontein	27,10	-0,36
Salm-Hellena	31	-3,72
Western Deep	159	-2,27

PÉTROLE	13-12-96	DIF.
Elf Aquitaine	429,10	-1,89
Esso	526	-4,01
Geophysical	382	-3,79
Total	395,20	-5,80
BP France	148	-9,16
Eno-Bi Ciel	290	-2,25

SCOMI OU EX-SCOMI	13-12-96	DIF.
Bail Investis.	757	-4,65
Interbail	219	-2,81
Kiepert	651	-0,77
Locindus	764	-1,92
Selabank	75,25	-5,52
Unibail	486,70	-2,66
Immobail	95,10	-4,99

TRANSPORTS, LOGIS, SERVICES	13-12-96	DIF.
Accor	618	-4,48
RIS	515	-1,71
Canal +	1145	-2,05
Cap Gemini	252,40	+3,99
CEP Communication	333	-2,21
Club Méditerranée	344,50	-8,67
San (Cie des)	630	-0,30
Euro Disney	10	-4,76
Filipachi Media	1055	-4,95
Havas	356	-4,09
Lyonnais Eaux	476	-1,65
Publicis	460	-3,96
S.I.T.A.	1048	-4,20
Sligos	673	-0,44
Sodexo	2485	-1,19
Technip	491	-0,42
Ecoc	1270	-
Scas Delmas(SVD)	1020	-0,48
Dauphin OTA	519	-4,20
TPI-1	511	+3,86

VALEURS A REVENU FIXE OU INDÉTERMINÉ	13-12-96	DIF.
Emp.Etat 69/95-97	101,46	+0,06
CNR TMO 82-97 (S)	100,15	-1,42
CNR Parib.97TMO(S)	-	-0,30
CNR Suez 97 TMO(S)	99,70	-0,30
CNT TMO 1/82-97(S)	100,20	-1,57

LES PERFORMANCES DES SICAV MONÉTAIRES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 6 décembre

LIBELLE	Organisme promoteur	Rang	Valeur	Requ.
---------	---------------------	------	--------	-------

SICAV MONÉTAIRES FRANCS

Performance moyenne sur 3 mois : 0,76 %, sur 1 an : 3,63 %

CYRIL FI	1	1	899,64
UNICASH	2	9	300,24
REAL PERFORMANCE	3	1	109,99
CPN MONÉTAIRE	4	1	1895,69
FINA	5	13	1857,46
FINA COURT TERME	6	74	11003,38
FINA PERFORMANCE 3	7	7	121,65
MIDLAND PROTECTION	8	12	1820,42
MONÉTAIRE PROTECT. CT	9	7	7263,78
BST SECURITE 2	10	8	1856,69
ABF MAG	11	140	2000,18
SECUREL EUROPAION	12	3	81188,82
LA HENRI PROTEC (C)	13	18	18304,75
LA HENRI PROTEC (C)	14	18	18304,75
DN COURT TERME	15	4	13940,06
FINACOURT PREMIERE	16	82	18399,17
VALCOMEX TRESORERIE PLUS	17	58	17673,79
OPRA COURT TERME	18	18	10900,55
PLACEMENTS MONÉTAIRE	19	10	109253,19
MULTIVAL (C)	20	41	19899,14
MULTIVAL (C)	21	41	19899,14
FINA TRESORERIE	22	13	1857,46
LOCALIS PREMIERE	23	36	32248,58
ORSA SECURITE	24	14	18298,76
ALFI TOP	25	14	18298,76
CPN MONÉTAIRE	26	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	27	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	28	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	29	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	30	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	31	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	32	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	33	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	34	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	35	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	36	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	37	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	38	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	39	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	40	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	41	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	42	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	43	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	44	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	45	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	46	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	47	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	48	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	49	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	50	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	51	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	52	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	53	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	54	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	55	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	56	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	57	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	58	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	59	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	60	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	61	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	62	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	63	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	64	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	65	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	66	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	67	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	68	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	69	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	70	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	71	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	72	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	73	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	74	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	75	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	76	38	14569,61
CPN MONÉTAIRE	77	38	14569,61

VALEURS LIQUIDATIVES SICAV ET FCP

3615 BNP

ALLO SICAV 08.36.68.17.17

BNP

NATWEST INSTITUTIONNELS	78	20	5258,78
INDUSTRIE FSE COURT TERME	79	34	1975,62
ACP SECURITE	80	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	81	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	82	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	83	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	84	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	85	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	86	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	87	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	88	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	89	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	90	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	91	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	92	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	93	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	94	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	95	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	96	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	97	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	98	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	99	34	1975,62
PARIBAS SECURITE	100	34	1975,62

Sicav monétaires : un rendement et un choix réduits

DEPUIS quelques mois, le rendement des sicav monétaires est pratiquement stabilisé : il s'établit à 0,76 % sur le dernier trimestre contre 0,78 % sur la même durée il y a un mois et 0,82 % deux mois plus tôt. Pour les sicav monétaires pures, dont le gestionnaire ne prend aucun risque en n'achetant pas d'obligations, ce qui garantit une progression régulière du cours sans retour en

Les tensions du marché américain se propagent en Europe

La remontée du rendement des emprunts d'Etat s'est accentuée cette semaine aux Etats-Unis. Elle s'est répercutée sur les taux d'intérêt à long terme en Europe. La signature du « pacte de stabilité » pourrait soutenir les places européennes

Les marchés obligataires internationaux ont fait preuve d'une grande nervosité cette semaine, tandis que le dollar connaissait d'importantes fluctuations. Aux Etats-Unis, le rendement de l'emprunt d'Etat de référence

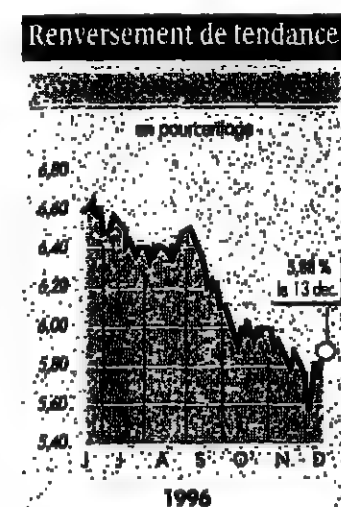
à 30 ans est monté jusqu'à 6,63 %. Ces tensions se sont propagées en Europe. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor français à dix ans a atteint, vendredi 13 décembre, le niveau de 5,88 %. La situation

économique aux Etats-Unis et en Europe ne le justifie pas. Pour certains experts, ce mouvement trouve d'abord son origine dans les perspectives de resserrement monétaire au Japon. La signature, vendredi en

fin d'après-midi, du pacte de stabilité par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union pourrait toutefois permettre aux marchés européens de se déconnecter de leurs homologues américains.

LE RESSORT des marchés obligataires internationaux est-il cassé ? Au cours des six derniers mois, les rendements des emprunts s'étaient détendus, de façon continue et massive - les taux baissent quand le cours des titres s'apprécie. Aux Etats-Unis, le taux du Long Treasury Bond à 30 ans - l'emprunt d'Etat de référence - avait reflué de 7,20 % à 6,35 %. En France, celui de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'était replié de 6,65 % à 5,55 %. Mais, depuis le début du mois de décembre, la tendance s'est brutalement renversée. Le rendement de l'obligation américaine à 30 ans est passé de 6,35 % à 6,63 %, tandis qu'en France celui de l'OAT à 10 ans grimpeait de 5,55 % à 5,88 %.

Cette remontée peut surprendre compte tenu de l'évolution des situations économiques en Europe et aux Etats-Unis. Outre-Atlantique, les signes de ralentissement se multiplient. Les ventes au détail ont reculé de 0,4 % au mois de novembre, alors que les analystes prévoyaient une légère hausse. En particulier, les ventes de voitures ont baissé de 2,6 %. L'indice de confiance des consommateurs établi par l'université du Michigan s'est pour sa part légèrement tassé en décembre, à 98,9 points (après 99,2 points en novembre). Parallèlement, l'inflation reste contenue. Les prix à la consommation ont progressé de 0,3 % en novembre,



La remontée des rendements des obligations américaines et françaises est interrompue depuis le début du mois de décembre.

soit 3,3 % sur un an. Ce scénario d'atterrissage en douceur de l'économie américaine devrait en théorie rassurer les investisseurs et conforter le mouvement de hausse des obligations. Mais c'est l'inverse qui se produit.

En Europe, la reprise de l'économie allemande, amorcée depuis l'été, reste fragile, faute d'une demande intérieure suffisante. Elle

est aussi handicapée par des difficultés structurelles, et notamment par des coûts de production très élevés. En France, mais aussi en Italie et en Espagne, les programmes de rigueur budgétaire engagés constituent un frein à la croissance. Le niveau très élevé du chômage dans ces pays écarte en fin tout risque de tensions inflationnistes par les salaires, ce qui devrait assurer le maintien de politiques monétaires accommodantes.

« TALON D'ACHILLE » Selon certains experts, une des clés de la baisse des marchés obligataires internationaux se trouve peut-être au Japon. L'étude trimesnière mesurant le moral des dirigeants d'entreprise réalisée par le ministère japonais des finances a révélé une sensible amélioration. L'indice - qui exclut les secteurs des banques et des assurances, toujours en proie à de graves difficultés - est passé de 6,5 à 8,8 points entre le troisième et le quatrième trimestre. L'enquête montre notamment une progression des investissements et une hausse de la demande des consommateurs. Les économistes de la banque Paribas capital markets prévoient pour leur part que la croissance du produit intérieur brut (PIB) japonais atteindra 3,8 % en 1996, après 0,9 % en 1995 et 0,5 % en 1994. Dans ces conditions, la Banque du Japon

pourrait-elle indéfiniment maintenir ses taux directeurs à un aussi bas niveau (le niveau de l'escompte est fixé à 0,5 % depuis le mois de septembre 1995) ?

La perspective d'un resserrement monétaire nippon inquiète les experts. D'une part de nombreux

C'est la crainte exprimée par Robert Hormats, vice-président de la banque américaine Goldman Sachs. « Je pense que les institutions japonaises vont ralentir leurs acquisitions, ce qui pourrait commencer à pousser les taux d'intérêt vers le haut », a-t-il affirmé. Un tel déve-

Le mark affaibli

Les mouvements désordonnés des marchés obligataires se sont accompagnés, cette semaine, d'importantes fluctuations du dollar. Alors qu'il était monté, lundi 9 décembre, jusqu'à 1,56 mark et 5,27 franc, le billet vert est retombé, mercredi, à 1,5340 mark et 5,19 franc, affecté par le repli des emprunts d'Etat américains. Il s'est toutefois redressé vendredi, en fin d'après-midi, après l'annonce de la signature du pacte de stabilité en Europe. Aux yeux des investisseurs, l'accord conclu à Dublin par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union renforce la probabilité de voir l'euro être lancé le 1^{er} janvier 1999. Du même coup, le deutschemark, qui bénéficie aujourd'hui d'un statut de monnaie refuge en Europe, a cédé du terrain face à l'ensemble des devises. Il a terminé la semaine à 1,5460 mark pour un dollar. Le franc, de son côté, a fait preuve d'une grande fermeté, pour s'inscrire en clôture, vendredi, à 5,3750 francs pour un deutschemark.

gestionnaires internationaux ont profité de la politique de crédit quasiment gratuite menée au Japon pour s'y procurer des liquidités qu'ils ont ensuite réinvesties sur l'ensemble des places financières mondiales. D'autre part, une hausse des rendements des dépôts libellés en yens pourrait inciter les investisseurs japonais à ralentir leurs achats de titres à l'étranger.

lancement pourrait être « le talon d'achille des marchés d'obligations et d'actions », a-t-il ajouté.

Au mois d'octobre, les investisseurs nets nippons en obligations américaines - pour l'essentiel réalisés par la banque centrale - ont atteint le niveau impressionnant de 3,87 milliards de dollars (46 milliards de francs). Les achats réalisés par les opérateurs japonais ont permis de compenser le manque d'appétit des investisseurs américains qui préfèrent actuellement les actions.

La mauvaise nouvelle est que les marchés obligataires européens n'ont pas réussi à se déconnecter de leurs homologues américains, comme ils l'avaient pourtant fait depuis le début de l'année. La remontée de 0,30 % des rendements des emprunts aux Etats-Unis s'est intégrée à la hausse des rendements en Allemagne et en France. S'il venait à s'amplifier, ce mouvement serait un rude coup pour les économies du Vieux Continent en pleine convalescence. Il risquerait de faire avorter la reprise et compromettre la réussite des programmes d'assainissement budgétaires et le respect des critères de convergence imposés par le traité de Maastricht (outre-Atlantique, les conséquences seraient moins dommageables et ne feraient que rendre un peu plus brutal l'atterrissage). A cet égard, les analystes espèrent que le bon accueil initial réservé par les investisseurs à la signature, vendredi 13 décembre en fin d'après-midi, du « pacte de stabilité » par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union permettra aux marchés européens de se déconnecter de la mauvaise influence américaine.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhomme

Dominique Gallois

Marché international des capitaux : le compromis de Dublin

L'ACCORD auquel sont parvenus les quinze au sujet de la discipline budgétaire à laquelle devront s'astreindre les pays qui partageront l'euro est suffisamment éloigné du rigoureux projet allemand pour laisser entendre que l'accès à la monnaie commune ne sera pas nécessairement limité au cercle restreint de la France, de l'Allemagne, des Etats du Bénélux, de l'Autriche et de l'Irlande. Plusieurs emprunteurs attendaient en fait le résultat de la réunion de Dublin pour décider dans quelle monnaie sera libellée leur prochaine opération sur le marché des capitaux. Certains, des asiatiques notamment, veulent se lancer dans un compartiment européen dans le but d'atteindre les investisseurs de la future Union monétaire. Sans le compromis de Dublin, leur choix serait moins attendu. A présent, d'aucuns envisagent de se présenter dans une devise du sud de l'Europe.

Par ailleurs les spécialistes prévoient que les décisions européennes de ces derniers jours contribueront à redonner une certaine animation au marché des titres en euros qui n'a guère été sollicité ces derniers temps. Cela fait un moment que l'Espagne souhaite y émettre des obligations. Les responsables de son Trésor public ont examiné la possibilité au mois de novembre et ont finalement décidé de différer l'exécution de leur projet, pour profiter de la publicité qui allait entourer la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement des 13 et 14 décembre dont ils escomptaient des décisions concrètes. L'écu préfigure la future monnaie unique qui devrait voir le jour en 1999 et, lorsque l'Europe va de l'avant, son rôle paraît renforcé.

Lever des fonds en écus pourrait présenter plusieurs avantages pour un pays comme l'Espagne. En premier lieu, comme le compartiment de l'écu est moins encombré que les autres et qu'un volume important d'emprunts viendra à échéance au début de l'année, les chances de remporter l'assentiment des investisseurs sont assez fortes. En outre, sur le plan politique, lever des fonds en écus est un bon moyen d'affirmer son importance en Europe et d'y revendiquer sa place. L'Espagne ne ménage aucun effort pour être admise dès la première heure dans l'Union monétaire. Certains experts avancent un troisième élément qui tient au coût des ressources et qui est lié au risque de change que prennent les Etats lorsqu'ils contractent des emprunts internationaux.

Il convient de souligner cet aspect car les politiques suivies par les différents pays de notre continent diffèrent sur ce point. Chez certains de ceux qui empruntent en d'autres devises que la leur, on a même cru déceler une tendance à renforcer la part du dollar ou du yen. On a dit notamment à propos de l'Italie, et il sera intéressant de savoir si, comme on lui en prête l'intention, le Trésor de Rome émettra en janvier des obligations en dollars. A l'opposé, on cite l'exemple du Danemark qui, tout au long de 1996, n'a cessé de se référer uniquement au deutschemark.

L'Espagne pour sa part a levé depuis l'été 9 milliards de francs français et 2 milliards de DM en contractant des emprunts internationaux à long terme. A la suite de ces transactions, la part du franc français dans la composition de sa dette en devises est passée à environ 20 % et celle du DM à

32 %. Il se trouve, et ce n'est vraisemblablement pas un hasard, que ces pourcentages correspondent à peu de chose près à la pondération de ces deux monnaies à l'intérieur de l'écu. L'intérêt que l'Espagne devra servir dans les deux cas est inférieur à celui dont il lui faudrait s'acquitter pour rémunérer des obligations en pesetas. Et sur le plan du change, comme la peseta s'est très bien comportée, cette dette en francs et en marks, convertie en pesetas, ne coûte pas plus cher au Trésor espagnol que s'il avait emprunté à domicile. Dans ces conditions il n'y aurait rien de surprenant à le voir poursuivre sur cette voie et se procurer des fonds en écus, qu'il lui faudra, à terme, rembourser en euro, au taux de un pour un, selon la parité définie par le traité de Maastricht.

Les considérations de change doivent certainement jouer un rôle primordial lorsque l'Espagne draine des fonds sur les marchés étrangers. On s'en convainc en analysant de plus près encore la composition de sa dette extérieure. Un pays emprunte traditionnellement dans les principales devises du monde. Or la part du dollar, comme celle de la livre sterling, est actuellement très mince. Ce sont précisément les deux devises qui ont fortement monté ces derniers mois vis-à-vis de l'ensemble de celles du continent européen. En revanche, le yen est représenté à hauteur de 20 % et le franc suisse à hauteur de 13 %. Ces deux monnaies se sont récemment beaucoup affaiblies.

Les secousses de Wall Street continuent de peser sur les places boursières

LA NERVOSITÉ qui règne actuellement à Wall Street a continué de dominer, cette semaine, l'ensemble des places boursières. Dans le meilleur des cas, elles ont terminé la semaine à leur niveau d'il y a huit jours comme Francfort, Londres ou Tokyo ou continué de céder un terrain sensible, à l'image des Bourses de Paris, de Milan, de Madrid et de Hongkong. La grande place new-yorkaise fait partie, cette semaine, de la catégorie des perdantes.

Pour la deuxième semaine consécutive, Wall Street a, en effet, nettement reculé abandonnant 1,21 % en cinq séances. Pour mémoire, huit jours plus tôt, l'indice Dow Jones avait terminé sur un recul de 2,14 %. Cette semaine, il n'a perdu que 77,08 points à 2.248,89 points. Pourtant, on aurait pu imaginer, dès lundi, que les choses allaient mieux se passer pour la place américaine. Après une mise au point sur les déclarations d'Alan Greenspan, président

de la Réserve fédérale (Fed), qui a atténué l'interprétation alarmiste qui avait été faite, les marchés allaient pouvoir repartir de l'avant. Alan Greenspan avait évoqué au cours de la semaine passée l'« équilibre irrégulier des marchés financiers » mais, dit-on aujourd'hui, seulement en posant la question.

De nouvelles déclarations d'un banquier rapportées par le Wall Street Journal mercredi ont à nouveau fait plonger le marché boursier. Le mouvement s'est poursuivi jeudi et vendredi. Mais une chasse aux bonnes affaires vendredi en fin de matinée a permis de terminer la séance à un niveau quasiment inchangé.

Certains analystes voient dans la récente volatilité de Wall Street un signe que ce marché est surévalué et plus risqué, ce qui est l'avis notamment de Michael Metz, responsable des investissements chez Oppenheimer. Larry Wachtel, analyste chez Prudential Securities,

estime pour sa part que la valorisation du marché (prix des actions par rapport aux perspectives de résultats des compagnies) « n'est pas irrationnelle, bien qu'élevée », et les investisseurs digèrent simplement les gains des dernières semaines.

Le marché parisien est celui qui a le plus souffert des mouvements d'humeur de la Bourse américaine calculant pratiquement son évolution sur cette dernière. Les valeurs françaises ont terminé la semaine sur un recul de 1,67 % à 2.203,41 points. La semaine a totalement été sous l'influence des déclarations du président de la Fed. Même si les boursiers jugent saine la correction qui s'opère à Wall Street et en Europe et ne croient généralement pas à un effondrement des marchés compte tenu des fondamentaux américains et européens, l'inquiétude et la nervosité sont de mise. La moindre mauvaise nouvelle, comme la rumeur mercredi concernant un moindre intérêt des japonais pour les obligations amé-

ricaines, a un impact immédiat alors que les bonnes nouvelles sont ignorées. Dans ces conditions, la tendance la semaine prochaine dépendra encore de Wall Street.

INFLATION LIMITEE

Les autres places européennes ont mieux résisté à l'épingle du jeu. Ainsi, la Bourse de Londres termine la semaine sur un gain de 0,24 % à 3.972,40 points. Cette légère progression s'est effectuée par à-coups reflétant la nervosité des opérateurs face au comportement de Wall Street dont la « grande correction » est annoncée depuis longtemps. Les investisseurs ont été rassurés. En l'absence de nouvelles importantes, les investisseurs ont trouvé un peu de réconfort dans les chiffres des prix à la production en Grande-Bretagne qui n'ont pas indiqué de poussée inflationniste particulière. La semaine a été pauvre en nouvelles de sociétés. Le brasseur Bass

a été l'un des titres les plus actifs. Sans surprise, le rachat par Bass de la moitié du brasseur Carlsberg-Tetley et son intégration à terme ont fait l'objet d'une saisine de la commission des fusions et des monopoles. Bass devra probablement vendre de nombreux pubs britanniques mais le marché pense qu'il s'en tirera bien et la nouvelle n'a pas pénalisé le titre. Le groupe a également annoncé qu'il négocierait la vente de ses Holiday Inn aux Etats-Unis. Au total, l'action a gagné 23 pence à 812 pence soit un gain de 2,92 %.

La Bourse de Francfort termine également sur une légère hausse mais toutefois sous le seuil des 2.800 points. L'indice DAX a gagné en cinq séances 0,28 % à 2.799,71 points. « Il faut considérer le recul enregistré ces derniers jours comme une correction des excès précédents », estiment les analystes de la Commerzbank dans leur rapport hebdomadaire. Selon ces derniers, « il n'y a aucune raison de

MATIÈRES PREMIÈRES

Semaine perturbée pour le pétrole



« LES OPÉRATEURS ont été trop échaudés. A force d'avoir entendu parler du retour de l'Irak, ils attendaient la reprise des livraisons pour croire à une baisse des cours du baril ». Cette prévision des experts pétroliers depuis plusieurs semaines s'est vérifiée mardi 10 décembre avec la réouverture de l'oléoduc Irak-turc dans le cadre de l'accord pétrolier contre le terrorisme. Le « Brent » qualité de référence de la mer du Nord perdait 88 cents à 23,3 dollars tout comme le « light sweet crude » aux Etats-Unis qui reculait à 24,42 dollars.

Ce jour-là « une minute après huit heures » (5 heures GMT), l'Irak reprenait ses exportations après six ans d'embargo. Après quelques ennuis techniques, le pompage démarrait effectivement. Toutefois, l'autorisation accordée par les Nations unies dans le cadre de la résolution 986 est limitée, puisqu'elle autorise Bagdad à vendre du brut, tous les six mois, à hauteur de 2 millions de barils (ce qui correspond à 500 000 barils/jour) pour subvenir aux besoins humanitaires de la population.

A l'effet psychologique lié à la reprise irakienne, qui représente en fait moins de 1 % de la production mondiale, il faut ajouter une réalité économique : l'annonce par l'Institut américain du pétrole d'une nette augmentation des stocks d'essence et d'une hausse plus modeste des stocks de brut et de produits distillés aux Etats-Unis. Les réserves d'essence ont progressé à 194,6 millions de barils contre 188,6 millions une semaine plus tôt et 196,06 millions un an auparavant. Les stocks de brut se sont établis à 300,6 millions de barils contre 300,28 millions une semaine auparavant, et 314,90 millions durant la période correspondante de 1995.

A l'approche de l'hiver, cette reconstitution des réserves, qui restent cependant inférieures au niveau de 1995, amenuise les risques de déséquilibre du marché et donc les tensions sur les prix. Le pétrole américain perdait mercredi 11 décembre 1,04 dollar à 23,38 dollars. Recul analogue pour son homologue britannique qui revenait sous les 23 dollars.

En fin de semaine, après deux journées de fortes baisses, les cours se stabilisent. Le « Brent » se maintient à 23,55 dollars et le « light sweet crude » à 23,85 dollars.

F. Bu

Service

AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 DÉCEMBRE 1995

CADEAUX Après s'être imposé dans tous les milieux professionnels, le téléphone portable est en passe de devenir, à l'occasion des fêtes de fin d'année, un authentique bien de

grande consommation, comptant plus de deux millions d'abonnés, l'un de ceux qui peuvent faire l'objet d'un « achat d'impulsion ». ● A GRAND RENFORT de publicité, France Télé-

com, Bouygues et SFR proposent même un paquet-cadeau préemballé contenant un combiné et un abonnement avec un stock de communications gratuites. ● COMMENT, dès

lors, choisir un portable parmi la centaine d'appareils utilisables sur le réseau GSM pour un prix moyen de 3 000 francs ? En fonction de critères d'utilisation personnels.

Désormais, le Père Noël est joignable sur son portable

Plus ou moins volumineux ou sophistiqués, une centaine de modèles de téléphone mobile sont proposés aux particuliers par une vingtaine de fabricants. Pour vendre des abonnements, les trois opérateurs français se livrent une concurrence qui peut réserver des surprises aux utilisateurs

L'ENGOUEMENT des Français en faveur du téléphone cellulaire est aussi tardif que vigoureux. Alors que le taux d'équipement des autres pays européens - pour ne pas parler des États-Unis ou du Japon - est deux, voire trois fois supérieur, la France semble saisir d'une véritable frénésie en cette fin d'année au terme de laquelle on comptera plus de deux millions d'abonnés. Après s'être imposé dans tous les milieux professionnels, le portable est en passe de devenir un authentique bien de grande consommation, l'un de ceux qui peuvent faire l'objet d'un « achat d'impulsion ». Et la marge de progression paraît considérable. Après tout, pas plus d'un ménage français sur vingt-cinq est équipé.

Surpris par la vivacité de la demande fin 1995, les opérateurs ne sont, cette fois, pas pris au dépourvu. A grand renfort de publicité, France Télécom, Bouygues et SFR proposent même un paquet cadeau préemballé contenant un combiné et un abonnement avec un stock de communications gratuites.

Selon les estimations des professionnels, 150 000 à 150 000 appareils devraient être vendus au cours du mois de décembre. Or, si la concurrence exacerbée née de la dérégulation permet au grand public d'accéder au téléphone portable, cette guerre commerciale ne se livre pas dans la plus grande transparence.

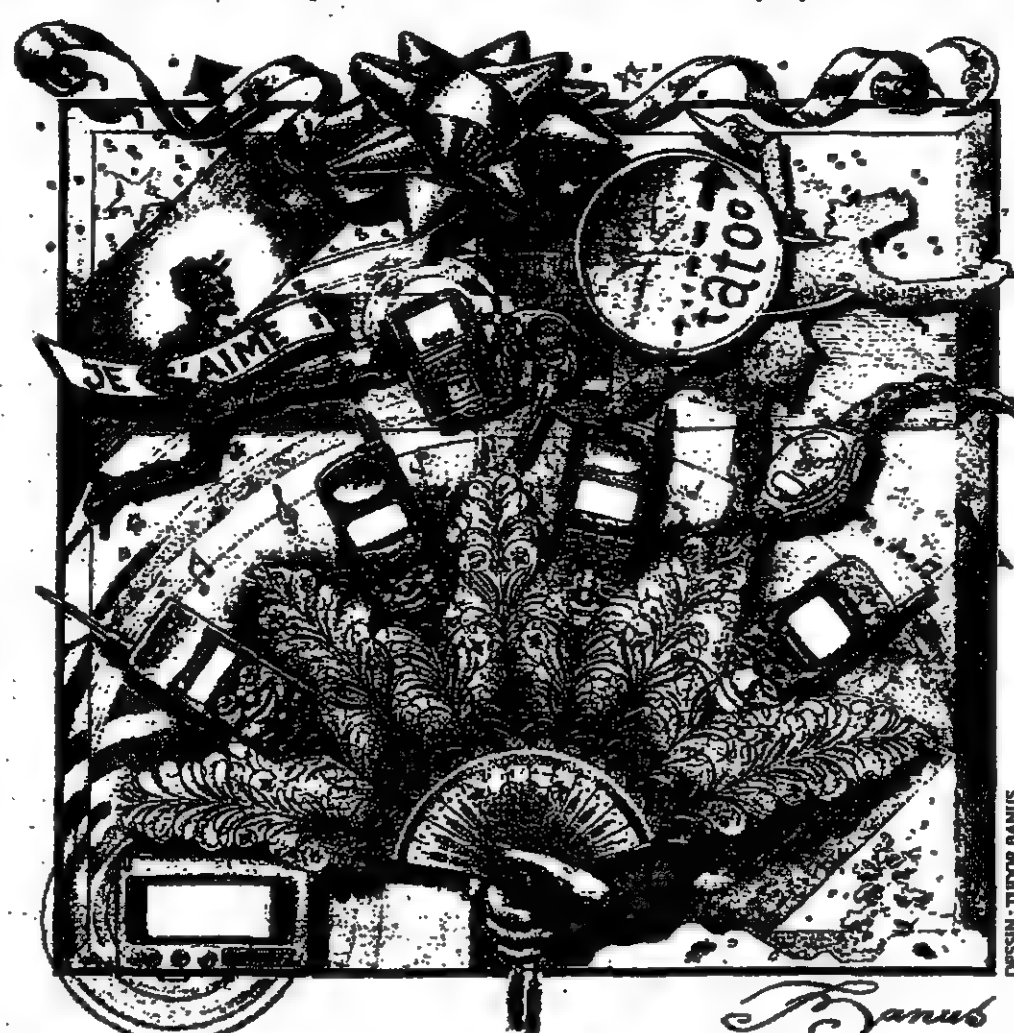
Par réflexe, le consommateur tend en effet à focaliser son attention sur le combiné téléphonique plutôt que sur le type d'abonnement alors que c'est le choix de l'opérateur et non du matériel qui déterminera l'essentiel des dépenses.

Dans ces conditions, il n'est pas très sain que les opérateurs subventionnent aussi massivement l'achat des portables (la prime peut dépasser les 2 000 francs) pour mieux commercialiser leurs abonnements. Un exemple ? Actuellement, un distributeur propose un téléphone au prix de 49 francs « avec abonnement ».

Lorsque l'on sait que la facture moyenne d'un portable se situe, pour un particulier, autour de 250 francs par mois, on comprend aisément l'intérêt de baisser le prix du matériel pour mieux vendre l'immatériel. Chez Itinériss (France Télécom), on se déclare néanmoins déterminé à réduire le « subventionnement des téléphones portables » dès l'année prochaine afin de faire émerger « un juste prix des terminaux ».

Le foisonnement et la complexité des offres commerciales contribuent aussi à brouiller les cartes. Autre exemple : la campagne de publicité de SFR ne précise pas assez nettement que le forfait proposé n'est valable que pour les appels émis à partir de la zone d'abonnement.

Si cette diversité diversification



permet, en principe, à chacun de choisir un abonnement sur mesure, elle risque d'engendrer des mauvaises surprises dans quelques mois. Pour leur part, les responsables de France Télécom ont volontairement resserré l'éventail de leurs abonnements, convaincus que « la simplicité constitue un atout sur le long terme ». Raison de plus pour accueillir avec méfiance la multiplication des formules tarifaires (et l'augmentation de 28 % de l'abonnement) que vient d'annoncer l'opérateur public pour le téléphone domestique filaire (*Le Monde* du 14 décembre)...

APPELS ENTRANTS

Outre qu'il faut souhaiter que les protagonistes du marché se résoudront sans tarder à baisser le tarif des appels entrants adressés aux téléphones portables, on peut aussi espérer que l'arrivée de nouveaux distributeurs contribuera à clarifier le marché. Se présentant comme « un hyperspécialiste de la téléphonie mobile totalement indépendant des opérateurs et des intermédiaires », la chaîne britannique The Phone House vient de s'implanter à Paris. Avec un argument choc : proposer « sous un délai de deux semaines et sans pénalité » la possibilité de changer de matériel, d'opérateur ou de formule d'abonnement.

Jean-Michel Normand

Prix, formes, performances : comment choisir son téléphone

UNE VINGTAINTE de fabricants proposent une centaine de portables utilisables sur le réseau standard européen GSM (« Global service for mobile communication ») ou « Global service mobile ». On distingue deux types d'appareils : les plus volumineux, comme le Nokia 9000, qui associent d'autres fonctions comme l'envoi de fax ou l'accès à Internet, et les miniaturisés, dont les plus récents offrent également la possibilité de recevoir de courts messages écrits (radiomessagerie). En théorie, les prix s'échelonnent de quelques centaines de francs à plus de 10 000 F (prix moyen : 3 000 F), mais, en réalité, les opérateurs subventionnent en grande partie l'achat du portable lorsque celui-ci est acquis en même temps que l'abonnement. La prime peut dépasser les 2 000 francs, ce qui ramène le prix de l'appareil autour de 500 francs, voire en deçà.

Pour les abonnés du réseau Bouygues Télécom, le choix de l'appareil est plus restreint que pour les abonnés des réseaux Itinériss et SFR : quatre téléphones aux performances différentes mis au point par quatre fabricants selon la norme spécifique DCS 1800 sont vendus partout au même prix, avec l'abonnement : Matra B200 (290 francs), Motorola B300 (370 francs), Ericsson B100 (390 francs) et Nokia B400 (390 francs). Chacun choisit son téléphone en fonction de

ses priorités : encombrement réduit, ou multiplicité des fonctions possibles. Mais d'autres critères peuvent intervenir : le poids (en moyenne 200 grammes, avec une fourchette allant de 98 à 397 grammes selon les modèles), la sensibilité (temps de recherche du réseau et aptitude à capter celui-ci même lorsqu'il est éloigné), la qualité acoustique dans différentes situations. Très important également : la facilité d'utilisation des touches et la clarté de l'affichage sur l'écran, pour lire les messages et circuler dans les différents menus, mais aussi l'antenne (fixe ou télescopique). Enfin, la présence d'un vibreur qui signale les appels sans déclencher la sonnerie permet de rester discret.

La batterie est aussi importante que l'appareil. Chaque récepteur est équipé d'une batterie standard, mais d'autres batteries de puissances différentes sont proposées en option. Les batteries les plus puissantes sont aussi les plus lourdes. Il est nécessaire d'évaluer l'autonomie non seulement en temps de communication, mais aussi la durée pendant laquelle l'appareil peut rester en veille, en attente de réception des appels. Cette autonomie peut varier de 30 à 100 heures en veille, et de 1 h 40 à 4 h 40 en communication. Il existe trois types de batteries. Les nickel-cadmium sont les moins chères mais elles subissent un important « effet-mémoire » :

elles ne se vidant pas complètement, et deviennent à la longue moins endurantes. Les nickel-hydrure n'ont pas cet inconvénient et ont une meilleure autonomie. Quant aux batteries au lithium, elles sont plus légères, présentent un bon rapport poids autonomie, mais elles sont plus chères (de 300 à 500 francs contre 180 à 380 francs pour les batteries nickel-hydrure) et ne sont pas conçues pour tous les appareils. Lorsqu'on utilise beaucoup son portable, il est prudent d'avoir une deuxième batterie en réserve.

Légitime pour ranger le portable, le cordon d'alimentation pour recharger la batterie (cordon alu-cigare en voiture) sont les accessoires les plus vendus. On peut aussi acheter une carte modem (en option sur de nombreux appareils) pour le transfert de données.

Enfin, ceux qui téléphonent fréquemment de leur véhicule auront intérêt à le faire équiper d'un « kit mains libres », pour éviter de connaître la fin dramatique de l'héroïne du film *Denise au téléphone*, le combiné enfoncé dans le crâne à la suite d'un carambolage. Le kit « mains libres » coûte cher : entre 1 000 et 1 400 francs, auxquels il faut ajouter environ 800 francs pour la pose par un électricien auto.

Michaëla Bobasch

Vocabulaire

- **Opérateur** : compagnie de téléphonie mobile et son réseau.
- **SCS** : société de commercialisation de services, intermédiaire chargé de gérer les abonnements pour les différents distributeurs.
- **Carte SIM** : carte (subscriber identification module) d'abonnement personnel. Il existe deux formats : SIM-ISO, qui se présente comme une carte de crédit que l'on glisse dans l'appareil pour accéder au réseau ; ou la micro-carte intégrée à l'appareil. Par précaution, il est recommandé dans ce cas de

- prévoir un code d'accès.
- **Mise en service** : forfait d'accès au réseau : 422,10 francs (TTC) pour Itinériss et SFR, et 350 francs (TTC) pour Bouygues Télécom.
- **SMAS** : la fonction short message service permet de recevoir de courts messages sur l'écran de son appareil.
- **Autonomie** : temps maximal de fonctionnement de la batterie de l'appareil, sans être rechargée. Il faut distinguer l'autonomie en veille (la batterie dépense de l'énergie pour capter les informations du réseau et pour la réception d'appels) et l'autonomie en appel (durée des communications téléphoniques).

Les pièges à déjouer

La baisse des prix des téléphones mobiles et la diversité des formules d'abonnement ne doivent pas faire perdre de vue au consommateur que certains pièges lui sont tendus.

● **Tarifs**. Avant de s'abonner, il faut ensuite tenter d'estimer sa consommation : le nombre d'appels prévisibles, leur durée, les plages horaires (plein tarif ou tarif réduit), la zone de mobilité principale (département ou région). Tous ces éléments sont à évaluer très sérieusement, car ils constituent la base des différentes formules tarifaires que proposent les opérateurs. Chacun offre une gamme d'abonnements classiques ou de forfaits, auxquels s'ajoutent des promotions, nombreuses en cette saison, ou des « options » : par exemple, la facturation détaillée, le double appel, l'accès au réseau européen. Enfin, les correspondants qui vous appelleront sur votre portable paieront cette communication au prix fort : 3,71 francs la minute au plein tarif et 1,85 franc la minute aux heures creuses.

● **Conversion géographique**. Bouygues ne couvre actuellement que l'Île-de-France dans un rayon de 60 à 80 kilomètres autour de Paris, et la région Rhône-Alpes (Lyon essentiellement, avec une extension à Grenoble annoncée pour février 1997). Itinériss et SFR offrent une surface bien plus large, avec quelques différences selon les régions. Le réseau Itinériss est moins clairsemé en Bretagne que celui de SFR. A l'inverse, SFR

couvre mieux la Seine-Maritime. Dans tous les cas, certains départements (Aveyron, Ardèche, Cantal, Corrèze, Creuse, Haute-Loire, Hautes-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence, Lozère, Landes, Drôme, Calvados, Nièvre, Yonne, Haute-Marne, Jura) sont figure de déserts.

● **Gestion des abonnements**. Hormis Bouygues, les opérateurs sous-traitent la gestion de leurs abonnements à des intermédiaires : les sociétés de commercialisation de services (SCS). Dans leurs numéros de décembre, les deux magazines *Que choisir* ? et *60 millions de consommateurs* soulignent que certaines SCS allongent la plage horaire au plein tarif, font payer la facturation détaillée (de 15 à 30 francs), alors que celle-ci est normalement gratuite sur certains abonnements, ou imposent une pénalité lorsque le client refuse le prélèvement automatique. Les SCS peuvent aussi offrir quelques avantages : la souplesse pour changer d'abonnement, une réduction tarifaire pour un numéro qu'on appelle fréquemment ou une assurance en cas de vol ou de détérioration de l'appareil. Lorsque le revendeur est affilié à une SCS, le client n'a pas le choix. En dernier ressort, si ce qu'on lui propose ne lui convient pas, il peut s'adresser directement à la compagnie, en se rendant dans une agence France Télécom pour Itinériss, ou en téléphonant au numéro vert de SFR (08-00-426-426) pour obtenir la liste des distributeurs exclusifs.

Le foisonnement des formules d'abonnement

LES FORMULES d'abonnement reposent sur un même principe : une somme fixe pour l'abonnement mensuel et une facturation des communications variable selon les heures pleines ou les heures creuses. Les créneaux horaires varient selon les formules et de nombreux services sont proposés en option alors que les forfaits et les promotions viennent encore compliquer le calcul. Les principales formules proposées par les trois opérateurs (Itinériss, SFR et Bouygues) sont indiquées en prix toutes taxes comprises (TTC).

■ **ITINÉRIS**. Principal opérateur sur le marché, le réseau Itinériss (France Télécom) dispose d'une assez large offre à destination des particuliers. La formule « Déclic » (120,60 francs par mois pour l'abonnement) incite à téléphoner pendant les heures creuses (de 12 h 30 à 14 heures et de 19 heures à 8 heures en semaine, plus samedi, dimanche et jours fériés) au prix de 1,20 franc la minute. Heures pleines : 4,82 francs la minute.

Pour la formule « Référence », l'abonnement mensuel revient à 192,96 francs et les heures creuses sont comprises entre 21 h 30 et 8 heures en semaine, plus samedi, dimanche et jours fériés (1,20 franc la minute contre 3,01 francs pour les heures pleines).

■ **BOUYGUES TÉLÉCOM**. Dernier arrivé sur le marché du portable, Bouygues s'adresse aux particuliers auxquels il propose deux forfaits ainsi que des communications hors forfait.

– Un premier forfait (240 francs) inclut trois heures d'appels mensuels dans un rayon de 100 kilomètres autour du lieu d'appel, quelle que soit l'heure de la journée. Un deuxième forfait « longue distance » est destiné à ceux qui téléphonent plus d'une heure par mois à plus de 180 kilomètres de leur lieu d'appel (300 francs par mois pour quatre heures d'appels en France métropolitaine). Au-delà de ces quatre heures, la tarification est identique à celle du forfait à 240 francs. Au-delà du forfait, la

communication revient à 2 francs la minute en heures pleines et 1 franc en heures creuses (de 21 h 30 à 8 heures, samedi, dimanche et jours fériés).

– Pour ceux qui ne souhaitent pas souscrire de forfait, l'accès au réseau est fixé à 95 francs par mois et le tarif des communications est de 3,60 francs la minute (heures pleines) et de 1,20 franc (heures creuses). Dans ce cas, l'achat du téléphone a lieu aux conditions du marché.

■ **SFR**. Avec cet opérateur, les heures creuses sont les mêmes pour toutes les formules (de 21 h 30 à 8 heures en semaine, plus samedi, dimanche et jours fériés). Le forfait SFR (295 francs par mois) permet trois heures d'appels régionaux et nationaux émis à partir de la zone d'abonnement. Au-delà du crédit de trois heures, les communications sont facturées 2,41 francs aux heures pleines et 1,21 franc aux heures creuses. La formule « SFR Contact » convient à un usager modéré du téléphone

mobile (un appel par jour) qui souhaite pouvoir être joint à tout moment. Compter 98,89 francs pour l'abonnement mensuel et, pour les communications, 1,20 franc aux heures creuses et 4,82 francs aux heures pleines.

Les deux formules « Proximité » privilégient l'aire du département.

« Proximité F1 » (229,14 francs pour l'abonnement) facture 1,20 F la minute tout appel émis depuis le département, quelle que soit l'heure, ou pour un appel émis d'un autre département aux heures creuses et pendant le week-end. Appels émis d'un autre département aux heures pleines : 4,82 F la minute. « Proximité classique » (174,87 francs pour l'abonnement) facture 2,41 francs la minute pour tout appel émis du département aux heures pleines, 4,82 francs pour les appels hors département à plein tarif et 1,20 franc la minute aux heures creuses.

M. B.

L'appareil photo compact veut séduire les amateurs

Chargement automatique et choix du cadrage permettent à l'APS de rivaliser avec les boîtiers traditionnels

PRÉSENTÉ le 22 avril par les deux ténors du film photographique, Kodak et Fuji, et par Canon, Minolta et Nikon, le nouveau format APS (Advanced Photo System) a raté son entrée en scène. L'offre trop réduite de modèles d'appareils, l'approvisionnement insuffisant des magasins et le manque de préparation des laboratoires ont brisé l'élan initial. Les ventes n'ont commencé à décoller que juste avant les grandes vacances. Selon l'institut GFK, il s'est vendu en France, entre avril et la fin de septembre, 37 500 appareils compacts APS et 615 300 compacts 24x36 (format 135). Soit une part de marché de 6 % pour les nouveaux.

Pourtant, l'industrie photographique mondiale n'avait pas manqué d'arguments justifiant le changement de format des pellicules (Le Monde du 31 janvier). Elle vantait une cassette qui se charge automatiquement (plus d'amorçage) et conserve le film après son développement, la livraison d'un index (mini-planche contact de la pellicule), le choix entre trois formats de cliché (normal, 16/9 et panoramique).

De plus, la miniaturisation de la cassette, obtenue au prix d'une réduction de 40 % de la surface des images (on passe de 24x36 mm à 17x30 mm) permet de rendre les appareils encore moins encombrants. Une piste magnétique intégrée à la pellicule enregistre les réglages de chaque prise de vue et certaines informations sur le tirage (l'utilisateur peut commander d'avancer un certain nombre d'exemplaires par vue).

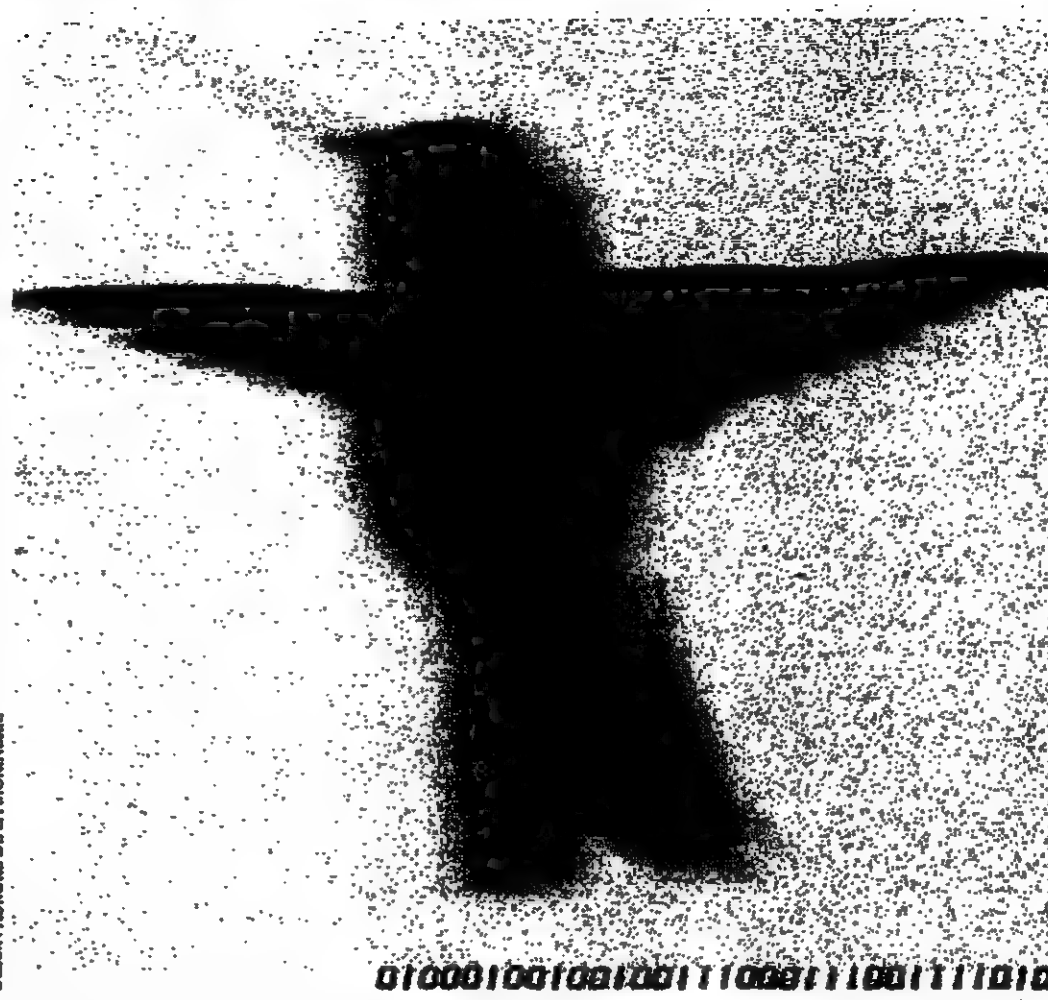
Ces données sont destinées aux

laboratoires à qui elles permettent, en théorie, d'optimiser la qualité du tirage. Ce sont elles, aussi, qui ont entraîné une certaine confusion entre APS et photo numérique. En fait, l'APS reste un procédé entièrement argentique. Même si la cassette du film développée se prête plus facilement à la numérisation que les bandes de pellicule livrées avec les tirages 24x36 (Le Monde du 3 février).

Après un démarrage en demi-teinte, les ventes d'APS commencent à devenir significatives depuis quelques mois. Elles concernent aujourd'hui environ 10 % des appareils compacts vendus, selon Victor Jachimowicz, directeur des études et perspectives à la Fnac. « Si la préparation avait été plus soignée, l'APS aurait pu atteindre les 15 % », estime-t-il.

Une enquête menée par la Fnac auprès de trois cents de ses adhérents et vendeurs, au cours du premier trimestre de commercialisation, montre que 75 % des clients estiment que, à court terme, l'APS supplantera le 135 dans les appareils compacts. En revanche, 90 % d'entre eux pensent le contraire en matière d'appareils reflex. Pour Victor Jachimowicz, « l'APS aura conquis 100 % du marché des compacts d'ici deux ans ».

Une autre enseigne, qui préfère rester anonyme, fait une analyse plus sévère. « Le bilan actuel de l'APS est objectivement un échec », constate son directeur commercial. Ces appareils compacts ne dépassent pas, là non plus, en moyenne, 10 % des ventes dans les deux cent cinquante magasins de la chaîne. « On est loin des 50 % que certains industriels annonçaient



0100010010010011000111001111010

pour la fin de l'année », note-t-il. Les raisons ? « Il est difficile d'inverser la mauvaise image créée par le lancement raté du nouveau format », estime ce spécialiste. Pour un rapport qualité-prix des nouveaux modèles qui, selon lui, reste faible.

L'équivalent, en APS, d'un appareil 135 doté d'un zoom grossissant deux fois et coûtant 990 francs revient à près de 1 400 francs. Le bas de gamme 135, vendu 690 francs, passe à 990 francs en APS. Les atouts du nouveau format justifient-ils cet écart de prix ? Pas vraiment, selon l'expérience de cette enseigne. « La simplicité de l'APS n'est pas vraiment déterminante, car les 135 ne posaient déjà plus de problèmes de chargement de film depuis une dizaine d'années », remarque le directeur commercial.

Selon lui, le triple format de cliché vu est un avantage marginal. En revanche, la qualité de la nouvelle pellicule, encore inférieure à celle du 24x36, constituerait un handicap sérieux. « Sur les tirages

réalisés à partir de films APS de 400 ISO de sensibilité, le grain est perceptible », déclare-t-il. Pour garantir une qualité d'image comparable à celle du 135, il faut se contenter du 200 ISO, voire du 100 ISO.

La réduction de 40 % de la surface des images permet de rendre les appareils encore moins encombrants

Ces défauts de jeunesse devront être corrigés avant que les vendeurs de cette enseigne commencent à conseiller sans réticence l'APS à leur clients. La déception est également perceptible

chez Optique Michaud, avenue de Wagram, à Paris, dont la clientèle « apprécie la nouveauté technologique », selon Philippe Michaud, le responsable du magasin, où l'APS atteint 20 % des ventes. « Mais il s'agit de ventes de substitution au 135 », constate-t-il en citant la compacité et les trois formats de photos comme avantages principaux de l'APS. En revanche, il note, lui aussi, que « les 135 sont également devenus très simples à utiliser ».

La longue gestation du nouveau format, qui s'explique en partie par la nécessité d'un accord de l'ensemble des acteurs industriels mondiaux, rend caduque une partie de ses atouts. Les compacts 135 n'ont cessé d'évoluer. Et la réduction de 40 % de la surface du film pénalise l'APS. En effet, si la nouvelle technologie d'émulsion tend à compenser la perte de qualité, les progrès se reportent sur le 24x36, qui bénéficie des avancées des films APS.

Malgré ces réticences et ces déceptions, l'impact sur le marché de la photo se fait déjà sentir. Le marché français des appareils photographiques était en baisse de 1 % sur douze mois à la fin septembre, selon GFK. Il affichait une stabilité sur six mois (-0,1 %) et une croissance de 9,2 % sur deux mois. Le phénomène est également sensible sur les films (respectivement -1,8 %, +1,4 % et +3,8 %). La tendance à la régression du marché semble donc enrayée. Mais si les prix de l'APS se rapprochent rapidement de ceux du 135 et si les ventes continuent à se substituer à celle de l'ancien format, cette remontée risque d'être éphémère.

La véritable révolution de la photographie devra plutôt être cherchée du côté du numérique. Même si le faible équipement en ordinateurs des ménages français (environ 15 %) limite le marché potentiel. Cela n'empêche pas Canon de s'y lancer avec enthousiasme. L'enseigne offre des ensembles numériques complets (appareil de prise de vues, numériseur, ordinateur et imprimante) pour des prix variant de 20 000 francs à 50 000 francs. Les appareils de prise de vues seuls coûtent entre 2 700 francs et 8 000 francs. C'est dire si la clientèle visée reste confinée à la frange la plus fortunée.

Michel Alberganti

LIEUX

Des bureaux à l'heure suisse

DANS la Bibliothèque François-Mitterrand, qui ouvrira au public mercredi 18 décembre, le mobilier des salles de lecture a été dessiné et conçu, comme l'architecture des bâtiments, par Dominique Perrault et son équipe. Les bureaux du personnel sont, eux, équipés d'un système modulaire mis au point il y a trente ans par une entreprise suisse, USM, sigle des initiales de son fondateur, Ulrich Schäfer, et de l'usine fondée il y a un siècle, à Münsingen, près de Bienne.

Il n'est pas surprenant que ce marché de 20 millions de francs correspondant à 1 268 postes de travail ait été remporté par les fabricants d'un matériel imaginé dans les années 60 et perfectionné depuis. Ce mobilier n'a pas vieilli, et son style « rétro-moderne » s'accorde naturellement avec cet urbanisme de tours et de dalles, volumes simples et composition orthogonale, symboles d'une époque révolue. Jusqu'à l'arrivée sous l'équerre de Perrault d'une interprétation nouvelle d'un genre que l'on avait pu croire condamné.

Qualité suisse : si l'expression suppose sans des finitions, solidité des matériaux, exactitude de la fabrication, elle évoque aussi un calvinisme des formes qui va à l'essentiel et refuse toute fioriture. Si Le Corbusier, maître incontesté des modernes, est le plus grand architecte « français » du XX^e siècle, et si Malmgren prononce son éloge funèbre dans la cour Carrée du Louvre, on ne peut oublier qu'il était né à La Chaux-de-Fonds, en Suisse, une des capitales de l'horlogerie.

SYSTÈME APPAREIL

Ce n'est donc pas un hasard si ces meubles de bureau s'apparentent à une architecture par éléments : des panneaux de dimensions standardisées s'encastrent dans un cadre fait de tubes métalliques, tenus aux angles dans une totale d'acier. Poteaux, poutres et cloisons, c'est l'un des principes de la construction contemporaine. Ici, le système restera apparent, comme en cet âge d'or de la confiance dans les techniques où l'on jugeait presque immoral de cacher une structure, tandis que Courrèges chaussait ses mannequins de bottes blanches et leur dessinait des robes géométriques à la Mondrian.

Caisiers, blocs-tiroirs, étagères, bibliothèques, vitrines, tous les modules proposés par USM peuvent s'accorder, se compléter, selon un Meccano qui permet montage, et remontage, au gré des démontages. Fidèle à son principe, il ne cède pas aux modes décoratives : seuls une gamme de couleurs vives et des panneaux de bois apportent la diversité. Pour la bibliothèque de Tolbiac, le gris a été retenu, ainsi que du chêne clair et du hêtre naturel, selon le rang dans la hiérarchie. Sobre, donc. Après avoir créé une usine de montage près de Mâcon, la société suisse vient d'ouvrir à Paris son « show-room » : un appartement où murs et moulures ont été passés au blanc, et où des exemples d'assemblage du système USM-Haller sont mis en scène devant les cheminées anciennes. Dans ce quartier de l'Étoile où les bureaux se cachent souvent dans des immeubles d'habitation, ce rez-de-chaussée à peine transformé ne veut pas être un magasin, mais une démonstration de savoir-faire. D'une retenue toute helvétique.

Michèle Champenois

* Show room : USM, 32, rue de Washington, Paris 8^e. Tél. : 01-53-89-07-50.

Différents modèles commercialisés

● **Format.** Les trois formats disponibles pour le tirage sont les suivants : normal 17x30 mm ; 25x35 mm et panoramique 10x30 mm. Lors de la prise de vue, la totalité du film est impressionnée. Le premier tirage est réalisé en fonction de l'indication enregistrée au moment de la prise de vue. Au retraitage, il est possible de modifier le format choisi.

● **Les compacts.** Canon BM-S 100, focale fixe AF f3,5/28 (990 francs) ; Minolta Vectis UC Focale

fixe AF f: 4/25 (1 190 francs) ; Nikon Nuvix Mini 1 Focale fixe AF 4/25 (1 190 francs) ; Canon Zoom f: 4,5-6,2/24-48 (1 990 francs) ; Canon Ixus Z 90 f: 3,6-8,9/22,5-90 Zoom AF (2 690 francs) ; Minolta Vectis 25 Zoom AF f: 3,6-8,9/30-75 (1 990 francs) ; Minolta Vectis 40 Zoom AF f: 3,5-9,9/30-120 (2 990 francs).

● **Les reflex.** Minolta Vectis S1 Zoom interchangeable f: 4-5,6/28-56 (3 990 francs) ; Canon EOS IX Zoom interchangeable f: 3,5-4,5/24-85 (6 490 francs).

ESPACE BOU

ACHATS - VENTES

LINGOTS - PIÈCES OR - \$ U.S.

MONNAIES DE COLLECTION

Transactions sur l'or côté

Pièces argent 5^e - 10^e - 50^e

Cours journalier

Règlement immédiat

COMPTOIRS SAVOYARDS

19, rue de Rome

75008 PARIS. M^o St Lazare

01.45.22.93.02

Bexley

COUSU GOOD YEAR

Vous plairez, doublez vous, doublez nous.

PRIX UNIQUE 1 paire 650F

EMBAUCHOIRS en laine massif de 34 cm 40

1 paire 150F 2 paires 200F

Paris 4^e - 35, bd Henri IV 3^e - Boule

Paris 2^e - 39, bd Raspail 3^e - St-James-Boulevard

Lyon 1^{er} - 20, rue Lavoisier 3^e - Hôtel-de-Ville

Lyon 2^e - 4, rue Châlebert 3^e - Bellecour

Théâtre d'opéra de la ville de Paris : 100/100 - 01/7

http://www.bexley.fr

Remise par correspondance : 40 F - Catalogue sur demande

BEXLEY VPC 20, rue Lavoisier - 69001 Lyon - 78 30 40 36

Finsbury

PROMOTIONS D'HIVER

(sur TOUS les modèles)

Chaussures de luxe, fabrication artisanale

Très vaste choix en demi-pointure et plusieurs largeurs

Rapport qualité/prix exceptionnel

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

3, rue de Rivoli, 75004 Paris.

112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris.

ADIEU !!!

Sangriff

2, rue Chartras - Paris 9^e

01.42.41.36.30

(Rue angle Bd Hausmann et Princeps Hausmann)

Vêtements en cuir, peaux laines et microfibras. Hommes et Femmes

CERRUTI - Jean Louis SCHERRER - Yves St LAURENT

REDSKINS - SCHOTT - AVIREX - P. CARDIN etc... etc...

APRÈS 20 ANS D'ACTIVITÉ FERMETURE DÉFINITIVE

LIQUIDATION TOTALE jusqu'à - 70 %

Chaque semaine retrouvez la rubrique "ESPACE BOUTIQUES", contactez le 01.44.43.76.28 - (Fax : 01.44.43.77.31)

Le Monde

CD-ROM

LA COLLECTION COMPLÈTE DU « MONDE » SUR CD-ROM

Tous les articles publiés dans « Le Monde » depuis 1987 jusqu'à 1994.

Graphiques et illustrations à partir de 1992.

Un nouveau logiciel de recherche puissant et accessible à tous.

Le Monde sur CD-ROM - SA Le Monde et CDROM-SNI Inc - Commandes et renseignements : OCE - 33, rue Linné, 75005 Paris - Tél. : (33) 01-44-08-78-30 - Fax (33) 01-45-35-72-04 - Email: Bal@ocd.fr - service internet: http://www.ocd.fr

كتاب من الاموال

EXPÉRIENCES Bernard Turin, directeur du Centre national des arts du cirque (CNAC) de Châlons-en-Champagne, en a eu l'idée, et deux chorégraphes, mandatés par lui, s'y sont attelés : faire dialoguer les

deux arts du mouvement que sont la danse et le cirque. ● **AVEC Le Cri du caméléon**, triomphe populaire et critique qui va voyager jusqu'en juin, le Hongrois Josef Nadj a déjà ouvert une voie. Pendant ce temps,

François Verret met la dernière main à sa création, *Sur un air de Malbrough*. Les deux chorégraphes ont en commun de refuser l'univers des paillettes et de proposer des œuvres nées de l'identification.

Caroline Obin
(ci-contre)
et Yan Bernard
(en bas
à gauche).

Deux chorégraphes se prennent au jeu du cirque

Josef Nadj et François Verret relèvent le pari de Bernard Turin, directeur du Centre national des arts du cirque (CNAC) : créer un spectacle global en alliant danse et numéros de piste

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

Pour la première fois, des chorégraphes contemporains imaginent des spectacles pour des jongleurs, des voltigeurs, des acrobates, des fildéristes. Pour la première fois, ils n'ont pas, face à eux, des danseurs. Ces deux créateurs ont été investis d'une mission : intégrer les techniques du cirque dans un spectacle global. Cette alliance de la danse et du cirque, deux arts du mouvement, est une idée de Bernard Turin, directeur, depuis 1990, du Centre national des arts du cirque (CNAC) - cette école fut créée en 1985 à Châlons-en-Champagne.

Josef Nadj fut le premier convié, en septembre 1995, à réaliser une œuvre pour les élèves ayant été diplômés en juin. Le Hongrois fit mieux que relever le gant. Il refusa *Le Cri du caméléon*, un triomphe populaire et critique. D'entrée de jeu, la barre est placée très haut. François Verret, le deuxième mandaté, fera-t-il aussi bien ? Pour l'instant, il met la dernière main à sa création : *Sur un air de Malbrough*. Arnaud Thomas, professeur de trampoline, nous dit qui est Malbrough : un Anglais qui a mis une racine aux Français, le 11 septembre 1709, à Malplaquet, dans le nord de la France. La chanson, écrite vers la fin du XVIII^e siècle, est une vengeance.

François Verret, tout comme Josef Nadj, est un homme

« sombre ». Un artiste dont l'univers est décapité est à l'opposé des paillettes et des couleurs du cirque. En 1980, *Tabula rasa* lui a valu un Premier Prix au concours de danse de Bagnolet, et un démarrage en flèche. *Fin de parcours*, en 1982, et *La Chute de la maison carton*, en 1986, sont deux pièces-clés de son ascension. Alors qu'il est en résidence de création pour trois ans à Châteauneuf, il entreprend des ateliers dans les prisons de Toulon et de Marseille, suit les combats des chantiers navals à La Clotat. Il refuse alors le système de production du spectacle, et commence à imaginer des moyens nouveaux. Avec l'aide de Jack Ralite, François Verret ouvre en 1994 les Laboratoires d'Aubervilliers, afin de rester maître de ses destins. Il organise des stages pour les habitants de la ville. Il s'engage contre la guerre en ex-Yugoslavie. « Ne jamais rien entreprendre que l'on n'ait expérimenté soi-même » est le mot d'ordre du chorégraphe. Un message de liberté qu'il vient de formuler pour huit jeunes artistes du cirque : *Sur un air de Malbrough*.

DRÔLES D'OBJETS

Quels spectacles les chorégraphes sont-ils capables de sortir de leur chapeau quand ils mettent en scène des corps et des techniques qui ne leur sont pas familiers ? Disons qu'ils inventent des drôles d'objets qui sont encore en cours d'identification et qui ont peu à voir avec le « nouveau cirque », dans la lignée d'Archaos ou du Cirque Plume, mais qui ne ressemblent pas davantage à de la danse acrobatique.

A Châlons-en-Champagne, sous

le chapiteau du Centre des arts du cirque - construit en dur, en 1987, sur le modèle du Cirque d'Hiver à Paris -, François Verret a voulu qu'une machine de 4 tonnes de fer et de bois occupe toute la piste. Des passerelles, des machicoulis. Une partie centrale, véritable tour de guet, grimpe à l'assaut des cintres. A son sommet est encastree une roue, reproduction à l'échelle humaine de celles qu'affectionnent les hamsters. Cette partie centrale est enjambée par deux rectangles qui pourraient être des ponts-levis abaissés. Au creux de ces rectangles : des trampolines-cataapultes. Dans les hauteurs : un trapèze caché dans un hamac ; tout autour, des parcours pour le fil de fer, une bascule pour géants... Les diplômés de la promotion 1996 sont au nombre de huit : trois garçons et six filles. « Cette machine représente l'espace commun, à partir duquel pourront se développer toutes les disciplines du cirque. C'est

une machine à explorer. C'est l'aventure d'un premier spectacle. Les élèves découvrent la création, l'urgence d'une dramaturgie générale conjuguant à la cohérence de leur propre chemin. Il faut savoir se déplacer mentalement, donner du sens au mouvement, à la technique. Dans cet espace-machine, les étudiants apprennent, découvrent, réfléchissent à toutes les dimensions de l'acte auquel ils vont se dédier : être un artiste », explique le chorégraphe.

Bernard Turin, directeur du Centre, respire le bonheur. S'il fut trapéziste amateur, son vrai métier est sculpteur. En 1990, quand Bernard Falbre d'Arcier, alors à la direction du théâtre au ministère de la Culture, lui propose la direction du CNAC, il refuse, puis change d'avis : « J'ai commencé par demander à ne pas être payé tant j'étais certain de ne pas rester ! Mais je me suis pris au jeu. J'avais l'impression qu'il fallait rompre avec la suc-

Les réactions des élèves de Châlons

● **Yan Bernard**, *Sur un air de Malbrough* : « Le spectacle de François Verret est une formidable conclusion au travail d'une école qui veut que le cirque soit un spectacle vivant. Cette ouverture est un gage de liberté pour notre avenir. »

● **Laurent Letourneur**, *Le Cri du caméléon* : « La tribu de Nadj a renoué la danse. Nous avons formé une compagnie, Anomale, pour la tournée. Le cirque d'Elbrouf, construit en dur, nous accueillera en résidence. La danse vient nourrir notre imaginaire, mais

aussi elle nous déstabilise physiquement dans notre technique. Intéressant l'envisager peut-être de danser. »

● **Laurent Paret**, *Le Cri du caméléon* : « J'ai commencé le cirque à Auch avec un curé qui avait un peu travaillé le trapèze chez Fratellini. On reste jeunes, parce qu'on joue tout le temps comme des enfants. La compagnie Anomale aimerait faire appel à Wim Vandekeybus, à Alain Platel, à Angelin Preljocaj, mais aussi entamer des alliances avec le hip-hop. »



comme des pions, comme des sois, comme des hommes d'esprit, pourvu qu'on gagne », clame un danseur, citant le poète.

Après le triomphe du *Cri du caméléon*, quel sera l'avenir de ce Malbrough, sans concessions, simple, troué de chutes de tension, et pourtant rudement rythmé d'un bout à l'autre par l'intelligence ? « On a envisagé la question. Le destin d'une pièce nous échappe. Seul subsiste le désir d'avoir tenté une aventure ensemble, d'avoir une nouvelle fois questionné l'art et son rôle », répond François Verret. Qui ajoute : « Malbrough s'en va-t-en guerre est une chanson qui évoque la chair à canon. C'est cet aspect que j'ai retenu, qui n'est pas sans résonance avec l'actualité. J'ai toujours aimé travailler avec une équipe d'artistes. Ici, Laurence Levasseur assure une codirection de la danse à mes côtés. Si le cirque et la danse ont le devoir de dialoguer, il faut aussi provoquer des rencontres avec le théâtre, et le chant. » Bernard Turin songe désormais au metteur en scène américain Robert Wilson.

Dominique Fréard



PHOTOS : CENTRE NATIONAL DES ARTS DU CIRQUE

Sur la route

● **Sur un air de Malbrough**. Création de François Verret. A Châlons-en-Champagne : du 14 au 22 décembre, à 20 h 30. Le 16, à 14 h 30. Les 15 et 22, à 15 heures. Cirque de Châlons-en-Champagne. De 20 à 70 F. Tél. 03-26-21-80-53. A Paris : espace chapiteaux du Parc de La Villette. Du 31 décembre au 11 janvier, à 20 h 30. 221, avenue Jean-Jaures, 19^e. M^o : Porte-de-la-Villette. De 65 F à 100 F. Tél. : 01-40-03-75-03.

● **Le Cri du caméléon**. Création de Josef Nadj. En tournée : Mulhouse, du 19 au 21 décembre, à La Filature, Albertville, le 11 janvier, Le Dôme, Annecy, les 11 et 12, Chambéry, du 15 au 18, Grenoble/Echirolles, les 21 et 22, Le Creusot, le 24, Orléans, les 29 et 30 janvier. La tournée se prolonge jusqu'à fin juin dans toute la France, mais aussi à Hambourg, à Bruxelles, à Utrecht.

« Le Cri du caméléon », ou l'envers de la piste aux étoiles

Le spectacle de Josef Nadj se nourrit de métamorphoses

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

de notre envoyée spéciale

Balançine à bien fait valser les éléphants du cirque Barnum sur la musique de Stravinsky, Josef Nadj peut faire crier des caméléons. Dans *Le Cri du caméléon*, titre du spectacle du Centre national des arts du cirque de Châlons-en-Champagne, les caméléons sont les élèves eux-mêmes. Le renouveau du cirque est au prix de ces métamorphoses. Le chorégraphe, en acceptant la proposition de Châlons, ouvre aussi une voie à la danse. Chez Josef Nadj - du Canard pékinois aux Commentaires d'Habacuc, créés cet été au Festival d'Avignon -, la chorégraphie, le théâtre, sont fondés sur l'escamotage, l'illusion, sur l'homme gris-marron, sans formes, en parfait accord avec son environnement. Très loin des paillettes et des strass : avec *Le Cri du caméléon*, devenu *Le Cri du camé*, puis *Le Cri*, tout court, sous le choc du succès, il a inventé l'anti-cirque, ou le cirque au noir. Et le public en redemande. Le spectacle est en train de faire le tour du monde. Josef Nadj ne

s'explique qu'à moitié la réaction du public : « C'est dans l'air du temps, le cirque doit changer. Cette équipe de Châlons connaissait mon travail. Nos énergies se sont rencontrées. Le public perçoit cette jubilation, la fraîcheur des jeunes artistes aussi. Pourtant le pari n'était pas évident. Le jonglage est très délicat à intégrer. Je ne suis pas sûr d'y être arrivé. Les acrobates, c'est plus facile : leurs corps se rapprochent de celui du danseur. Mais il m'a fallu insister pour qu'ils prennent le temps de l'écoute, de développer une couleur, une finesse. Pour leur faire comprendre que le mouvement a un sens, qu'il n'est pas qu'une prouesse. »

« DÉFORMER D'AVANTAGE »

Aussi souvent qu'il le peut, le chorégraphe rejoint la tournée : « Le plus grand danger qui guette le spectacle, c'est que les artistes se mettent en valeur sans tenir compte des autres. A Lyon, je vais voir *Le Cri* pour la première fois dans un théâtre. Il a été conçu frontalement pour pouvoir tourner, car il n'y a pas des chapiteaux partout. » On se rap-

pelle, à Avignon, le public en train de se démancher le cou. On pense plutôt que Nadj aime trop les univers qui n'ont pas d'épaisseur pour utiliser l'espace circulaire de la piste.

Nadj est heureux, mais pas encore satisfait : « J'aurais aimé pouvoir déformer davantage pour mieux reformer les corps, les gestes. Ces élèves peuvent aller plus loin. Si je devais recommencer, je préférerais sortir du cadre d'une école afin de ne pas avoir à travailler avec toutes les disciplines, ce qui était imposé dans mon contrat avec Châlons. J'aimerais aussi que des anciens du cirque se joignent à ce renouveau de leur art. » Le contrat de Josef Nadj pour *Le Cri du caméléon* est de 800 000 francs, le Centre national du cirque payant les élèves, et mettant à la disposition du créateur ses professeurs et ses techniciens. Un constat s'impose : ce n'est pas le cirque qui absorbe la danse. Mais l'inverse. Question : le cirque est-il un art ou une succession de techniques ?

D. F.

Publicités

Les Trois Grandes Égyptiennes
les Pyramides de Gizeh
à travers l'histoire de la photographie

MISSION DU PATRIMOINE
PHOTOGRAPHIQUE
Hôtel de Sully
62, rue Saint-Antoine - Paris IV^e
Tél. : 01-42-74-47-75
tous les jours, sauf lundi, 10 h-18 h 30

Jusqu'au 5 janvier 1997

Escale du regard
Quinze photographes à la Villa Médicis

16 novembre - 29 décembre 1996

6, rue Racine 75007 Paris
Ouvert tous les jours, de 11h30 à 18h30,
sauf le lundi et les jours fériés.
Entrée 10^e

MAISON GALLET
RECHERCHE TABLEAUX
ANTIQUES, MODERNES,
OBJETS D'ART, MEUBLES
ANTIQUES, SCULPTURES,
époque ou de style. Estimation
gratuite. Portage de succession.
Déplacements Paris/Province

71, bd Malesherbes
75008 Paris. M^o St-Augustin
01.43.87.36.00

l'hôpital
des peintures

du 24 octobre 1996
au 2 mars 1997

Ouverture
du mercredi
du dimanche
de 10h à 17h

77 rue de Varenne 75007 Paris

Musée Rodin
Jusqu'au 5 janvier 1997

RODIN
Les Marbres de la
Collection Thyssen

77 rue de Varenne 75007 Paris

Stéphane Br
Peer Gynt, l'a

ville de Nancy
pour violon et or

Service

Stéphane Braunschweig met en scène « Peer Gynt », l'œuvre démente de Henrik Ibsen

De la Norvège aux sables du désert, le voyage poétique d'un homme dans l'outre-monde

Le Festival d'automne avait reçu, il y a quelques semaines, un premier Peer Gynt, dans la mise en scène de l'italien Luca Ronconi (Le Monde du

27 novembre). Il en avait montré le versant sombre, à la faveur d'un « work in progress » qui ne donnait pas à entendre toute la pièce. Au

Théâtre de Gennevilliers, Stéphane Braunschweig nous fait entendre le texte intégral, dans la belle traduction de François Regnault.

PEER GYNT, de Henrik Ibsen, traduction de François Regnault. Mise en scène et décors : Stéphane Braunschweig. Avec Evelyn Istria, Flore Lefebvre des Noëttes, Philippe Fretin, Olivier Cruveiller, Philippe Girard, Claude Duparfait.

THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS, 41, avenue des Grésillons, 92230 Gennevilliers. Tél. : 01-41-32-26-26. Jusqu'au 22 décembre, puis du 2 au 19 janvier 1997, spectacle en deux parties jouées en alternance, à 20 heures ; « Intégrales » les samedi et dimanche à 16 heures. Plein tarif 140 F.

« Peer Gynt, ce que j'ai écrit de plus fou », disait Henrik Ibsen. C'est un poème à l'aventure : villageois de la Norvège, contes scandinaves, peur des diables. Puis la fuite au bout du monde : côte sud du Maroc, le désert, un asile psychiatrique au Caire. Dans cette expédition pointée une envie d'Ibsen de sauter de l'île Shakspeare, Goethe, Titus Andronicus enfouie dans ses sables, le second Faust promit grand architecte à Sparte.

Ibsen est lui-même loin de chez lui, à Rome, à Iacchia, à Sorrente, quand il écrit Peer Gynt. Et quoique ses biographes refusent toute emprise de l'Italie sur la création de la pièce, au prétexte

qu'Ibsen, là-bas, ne rencontrait que des membres de la colonie norvégienne, ne lisait que des journaux norvégiens, il n'en est pas moins vrai que notre ours, dès qu'il quitte plumes et papiers, ramène, des heures durant, à grands pas, sous les plus grands de Rome, qui ne sont pas innocents. « La subjectivité des climats déséquilibre le poète. Le poète n'est pas de bois », a écrit René Char. Peer Gynt est un chant de l'exil. Ibsen, tout au long de ses cinq actes, avec un entêtement qui parfois tourne presque à vide, ne cesse de crier : « Être soi-même... Être soi-même à soi... », pour souffler, en fin de course ; « Être soi-même, c'est soi-même se tuer. »

Tout voyageur est tenu de parcourir, à Rome, les vestiges géants que sont les thermes de Caracalla ou la villa Adriana. Tout metteur en scène d'envergure est tenu de se mesurer à l'œuvre monstre qu'est Peer Gynt. Stéphane Braunschweig prend aujourd'hui son tour. Sa vision des trois premiers actes est confondante d'énergie spirituelle, et de beauté. La pièce, à ce moment, s'y prête bien. Ici Peer Gynt, mensonge d'homme, n'a aucun sol ferme sous ses pieds. Il traverse les sphères de la vie et de l'envers de la vie. Braunschweig, peintre-architecte de ses pièces, imagine, dans la croûte des terres norvé-

giennes, une fracture. Il donne une présence sensible à la topographie, d'où tombent les voix de l'outre-monde. Et pour rejoindre les démons, nous ne descendons pas au centre de la terre, comme chez Jules Verne, mais c'est une trépanation : la calotte des glaces scandinaves s'ouvre, et nous voici dans la fournaise asphyxiante du diable et de ses esclaves qui, assoiffés, pourraient dire, comme dans le conte chinois du Chou-King : « Nous manquons de melons. »

IONOSPHERE INCERTAINE

Ces métamorphoses s'enchaînent par magie, dans une ionosphère incertaine qui a la nuance bleue des rayons des tubes cathodiques. Ce bleu rappelle celui des toiles-cris d'Edvard Munch, et de ses danses de mort paysannes. Les fonds, de l'ombre au jour, sont aussi « vrais » que ceux du ciel, quand les nuages planent. Ce qui est miraculeux, c'est de quel art aussi magistral que léger Stéphane Braunschweig anime d'un seul allant toutes les composantes de la machinerie du théâtre : émerge alors une poésie concrète-imaginaire, intense, continue, qui bat comme l'expiration et l'aspiration naturelles de cette œuvre démente : Peer Gynt.

Braunschweig s'accorde ensuite une suspension de séance, avant

de passer aux deux derniers actes, lorsque Ibsen quitte les « choses vues » de sa campagne de Norvège, qu'il connaît bien, et les légendes et contes de sa Norvège, qu'il connaît tout autant, pour transbahuter son pauvre Peer Gynt, des lustrés plus tard, dans l'inconnu : trafiquant d'esclaves, milliardaire, candidat empereur. Afrique, Asie, sur fond de quête métaphysique. Et là, soit envie (bien compréhensible) de souffler un peu, soit honnêteté de ne pas masquer, à coups de merveilles, la précarité du texte, Stéphane Braunschweig déclare forfait. Plateau nu, lampes fixes : à l'acteur de se débrouiller seul. Ce qui met en évidence les fions et les redites d'Ibsen, au cours de ce quatrième acte (il y aura quelques retours de flamme au cinquième, chauffés à bloc par la traduction musclée, fruitée, souriante sous roche, de François Regnault).

Les acteurs de ce Peer Gynt sont à la fête : Braunschweig, parfois, a plutôt tendance à les tenir sous le boisseau, comme s'il ne voulait pas qu'ils marchent sur ses plates-bandes. Cette fois ils ont eu le champ libre. Claude Duparfait, le jeune Peer Gynt, est un charmant feu follet. Philippe Girard, le vieux Peer Gynt, est un très bon caillou ronchon. Evelyn Istria, la mère de Peer, est aimante mais ferme ; elle a lu François Dolto. Philippe Fretin, le roi des démons, nous fait peur. Olivier Cruveiller est d'une présence première dans ses nombreux seconds rôles. Et Sarah Karbasnikoff a la blondeur, la douceur, de la célèbre Solveig, l'ange de patience.

Michel Cournot

L'association des ayants droit obtient la condamnation de l'Adami

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de Paris a condamné la société civile pour l'Administration des droits des artistes et musiciens interprètes (Adami), mardi 10 décembre, à 30 000 francs de dommages et intérêts pour non-respect des modalités de convocation de ses assemblées générales. Une procédure en annulation avait été engagée par l'Association Protection des ayants droit à la suite de la publication par voie de presse de la convocation des assemblées générales, ordinaire et extraordinaire, cinq jours avant la date prévue pour leur tenue, le 17 juin. Un délai jugé trop court par le tribunal, qui a annulé les assemblées générales et condamné l'Adami aux dépens. Cette société se réserve à son tour le droit de donner une suite judiciaire à une plainte déposée par Protection des ayants droit le 5 novembre à propos d'une subvention de 135 000 francs prélevée par l'Adami sur le budget de son action artistique pour financer des charges relevant de son budget de fonctionnement (Le Monde du 23 novembre). L'Adami précise que cette « subvention (...) parfaitement légale (...) » a reçu l'aval du ministère de la culture et n'a suscité aucune observation de la part des commissaires aux comptes.

Deux auteurs-compositeurs déboutés de leur action contre la Sacem

LA COUR D'APPEL de Versailles, statuant, jeudi 12 décembre, sur le conflit qui opposait Daniel Vangarde et Jean Kluger, auteurs-compositeurs, à la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique (Sacem) (Le Monde du 13 décembre) a débouté les deux plaignants de leur action et les a condamnés à payer 50 000 francs à la société. MM. Vangarde et Kluger, auteurs à la fin des années 80 de plusieurs succès de la Compagnie Créole (Le Bal masqué ; Ça fait rire les oiseaux...) ont mis en cause le système de relevé d'écoutes que la Sacem a mis en place dans les discothèques pour recenser et répartir les droits des auteurs.

CORRESPONDANCE

« Jardin à Auvers » de Van Gogh

A LA SUITE de l'article intitulé « Le Jardin à Auvers n'a pas trouvé acquiescement » (Le Monde du 12 décembre), nous avons reçu de l'ami-ami de l'art Richard Rodriguez les précisions suivantes :

Après que M. Tajan a frappé son marteau pour adjuger le tableau, j'ai expressément déclaré : « Objection, maître ! Vos experts n'ont pas signalé au public, au début de la vente, la publication le mois dernier du nouveau catalogue raisonné de l'histoire d'art Jan Hulsker, dont vous mentionnez dans votre cata-

logue de vente son ancienne édition de 1980. Dans son nouveau catalogue, Jan Hulsker émet des réserves sur l'authenticité de certains tableaux de la période d'Auvers, dont le Jardin à Auvers. En conséquence, au regard de la loi, article 1109 du code civil, le consentement de l'acheteur est vicié et la vente est nulle. » J'ai ensuite remis, à différents journalistes qui me l'ont demandé, des copies d'extraits de ce nouveau catalogue raisonné, qui fait dorénavant autorité, prouvant la véracité de ma déclaration.

Intermittents : le ton monte à Toulouse

TOULOUSE de notre correspondant

Les gendarmes mobiles sont intervenus à deux reprises, vendredi 13 décembre, pour déloger les intermittents du spectacle qui occupaient le Capitole, bâtiment historique et emblématique de la ville qui abrite à la fois une mairie et un théâtre. Si la première intervention s'est déroulée sans heurts, la deuxième laissera des traces. Le maire, Dominique Baudis (CDS), parle de « vandalisme », les intermittents de « trahison » et d'opposition municipale de « censure ». L'affaire prend un tour politique et pourrait connaître des suites judiciaires.

Tard dans la nuit, un escadron de gendarmes mobiles avait évacué sans difficulté la poignée d'intermittents dormant dans le foyer du théâtre du Capitole, occupé depuis lundi 9 décembre. « Nous n'étions que cinq dans le foyer, conformément à l'accord passé avec la mairie », ont précisé les manifestants. Selon eux, l'adjoint au maire chargé de la culture aurait accepté, le premier jour, le principe de cette occupation ; mais, dès le mercredi 11, il réclamait leur départ. Les intermittents éconduits sont restés sur la place du Capitole. Au matin, ils demandent à être reçus par le conseil municipal.

Refoulés par les services de sécurité, ils pénètrent de force dans les bureaux du maire, au rez-de-chaussée. Descendu pour négocier, le député et conseiller municipal Serge Didier (PR) est retenu par les manifestants. A l'étage, le maire, Dominique Baudis, suspend la séance du conseil et requiert l'intervention des forces de l'ordre. Une porte est enfoncée, des meubles cassés. « Heureusement qu'il y avait M. Serge Didier, sinon ils nous auraient massacrés », témoigne le porte-parole des syndicats du spectacle et de l'audiovisuel CGT.

Le parlementaire confirme que les occupants n'ont commis ni violence ni dégradation. Pourtant le maire dénonce devant caméras et micros « le vandalisme et la violence » des manifestants. Et il désigne notamment le chef de file de l'opposition socialiste comme le responsable des troubles. Ce dernier envisage de le poursuivre en justice. La mairie annonce, pour sa part, qu'elle va déposer plainte pour « voie de fait, occupation illégale de locaux publics et dégradation des installations et mobilier public ». Quant aux intermittents, ils ont appelé à une « manifestation spectaculaire contre l'exclusion sociale et culturelle », samedi, place du Capitole.

Stéphane Thépaust

La ville de Nancy fête le centenaire du « Poème » pour violon et orchestre, d'Ernest Chausson

POÈME, d'Ernest Chausson : centenaire de la création de l'œuvre. Laurent Korcia (violon), Orchestre symphonique et lyrique de Nancy, Jérôme Kaltenbach (direction). Salle Poirel, jeudi 12 décembre.

NANCY

de notre envoyé spécial
Le Poème pour violon et orchestre reste sans doute l'œuvre la plus connue de Chausson, celle qui continuait à être jouée quand la Symphonie, le Poème de l'Amour et de la mer ou le Concert ne l'étaient plus guère. Il avait vu le jour sous les meilleurs auspices puisque son créateur et dedicateur n'était autre que le grand violoniste belge Eugène Ysaÿe, mais le public parisien n'en eut pas pour autant la primeur. C'est à Nancy que devait s'élever pour la première fois, le 27 décembre 1896, cette mélodie troublante et magique inspirée d'une nouvelle de Tourgueniev, Le Chant de l'Amour triomphant.

Depuis 1889, Nancy disposait d'une salle de concert de mille deux cents places, exemplaire par sa conception en demi-cercle et par son acoustique parfaite, la salle Victor-Poirel, du nom de son mécène providentiel. L'orchestre municipal y donnait quelques concerts, mais c'est la nomination à la tête du conservatoire, en 1894, de Guy Ropartz qui allait donner à

ce superbe édifice sa véritable raison d'être. Car ce disciple de César Franck insuffla pendant vingt ans à la vie musicale nancéienne une vitalité étonnante qu'on s'efforça bientôt d'imiter dans d'autres villes de province.

Infatigable et pédagogue dans l'âme, Ropartz n'était âgé que de trente ans quand il entreprit de faire connaître à son public l'ensemble du répertoire symphonique et chorale, depuis Bach jusqu'à Wagner, et de l'initier aux grands mouvements de la musique contemporaine. Si les exécutions n'étaient pas irréprochables, la ferveur de l'interprétation offrait des compensations suffisantes, à tel point qu'Albéric Magnard ne voulait voir créer ses œuvres, pourtant difficiles, qu'à Nancy, sous la direction de son camarade Ropartz.

INTERPRÉTATION SENSIBLE

Chausson et Ysaÿe étaient, eux aussi, liés d'amitié avec Ropartz, et la création du Poème dans la capitale lorraine s'explique facilement. C'était il y a tout juste cent ans, et Jérôme Kaltenbach, qui préside aux destinées de l'Orchestre symphonique et lyrique de Nancy depuis 1979, a tenu à célébrer cet anniversaire en inscrivant le Poème au programme des concerts des 12 et 13 décembre avec, en soliste, Laurent Korcia. Ce jeune violoniste, au parcours atypique, dont

l'imprévisibilité n'avait guère convaincu d'abord, dans Tzigane de Ravel, a donné une interprétation sensible, parfois un peu distancée, du Poème de Chausson. Rendant hommage à Ysaÿe en bis (Barcarolle de sa Sonate n° 3), il a remporté tous les suffrages, ayant concentration et virtuosité.

L'orchestre, qui avait ouvert le concert avec le Mouvement symphonique n° 3 de Honegger — une rareté un peu ingrate —, Fa conclu brillamment avec la Suite n° 2 de Roméo et Juliette de Prokofiev, où tous les pupitres sont sollicités.

Un enregistrement du Poème réalisé en septembre par les mêmes interprètes paraîtra fin janvier 1997 chez Naxos, complété par la Symphonie et par Viviane, deux œuvres que Ropartz avait naturellement dirigées aussi salle Poirel. Conjointement, l'Association pour le développement des arts et de la culture dans le département de Meurthe-et-Moselle, fondée par André Epinat, a tenu à marquer l'événement en offrant une plaque commémorative inaugurée le soir même dans le déambulateur.

D'ici quelques années, la salle Poirel retrouvera sa fraîcheur perdue ; cette inscription l'aidera à conserver sa mémoire et son âme.

Gérard Condé



2^e édition

« L'invention d'une démocratie » Moscou - Saint-Petersbourg

du samedi 1^{er} au jeudi 6 mars 1997

Pour mieux comprendre les aspects politiques, économiques et culturels de la Russie,



Le Monde affrète un avion : « l'avion du Monde ».

Itinéraire proposé :

- Jour 1 : Paris - Moscou
Dîner débat « La perspective historique en Russie ».
- Jour 2 : Moscou
visites insolites - soirée au Bolchoï.
- Jour 3 : Moscou
lieux politiques
Débat : « Dirigeants et opposition ».
- Jour 4 : Moscou
visites d'un monastère, d'une usine.
Débat : « Perspectives économiques ».
Départ en train pour Saint-Petersbourg
- Jour 5 : Visite de Saint-Petersbourg
Musée de l'Ermitage.
- Jour 6 : Saint-Petersbourg - Paris.

Prix de base : 10 850 F TTC par personne.

Pour tout renseignement, téléphonez à Catherine Severy au 01-46-05-44-33

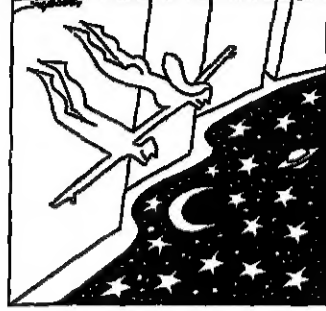
Le voyage que vous propose Le Monde a été conçu avec Jean-Marie Colombani et les meilleurs spécialistes et correspondants du journal en Russie. Dans les deux villes, des visites originales, des rencontres avec des personnalités politiques, économiques et culturelles et des étudiants vous seront proposées.

Avec - licence n° 092-95-00-28

Luc Bondy

dépêche l'amour

Le metteur en scène crée une pièce de Strindberg, avec Emmanuelle Béart



AUGUST STRINDBERG savait qu'il ne faut pas jouer avec le feu. Pourtant, il ne pouvait s'en empêcher. Sa vie amoureuse fut terrible, violente, passionnelle, parfois suicidaire. L'été 1891, il tomba sous le charme d'Anna Pettersson, épouse du peintre Robert Thegerström. Cela se finit par une brouille avec le mari — une des innombrables dans la vie du dramaturge suédois — et par l'idée d'une pièce, fort justement nommée *Il ne faut pas jouer avec le feu*.

Luc Bondy n'a conservé que la seconde partie du titre de cette œuvre, qu'il met en scène dans le cadre du Festival d'automne. « *L'histoire est celle d'une éducation insoluble*, dit-il, *pas d'une expé-*

rience marivaldienne qui peut aboutir selon la volonté du dramaturge. Ici, c'est en sorte la vie, les nerfs et les pulsions qui décident de la trame. » A son habitude, Luc Bondy a réuni une distribution brillante : Roland Amstutz, François Bédon, Thierry Fontaine, Pascal Gregory, Christine Vuilleux et Emmanuelle Béart, dans le rôle de Kerstin.

★ Théâtre des Bouffes du Nord, place de la Chapelle, Paris-18^e. M^o : La Chapelle. 21 heures, du mardi au vendredi ; 17 heures et 21 heures, samedi. Relâche dimanche et lundi, sauf le dimanche 15 décembre, à 17 heures. Tél. : 01-48-07-34-50, 110 F et 140 F. Jusqu'au 30 mars 1997.

UNE SOIRÉE À PARIS

Loïc Touzé

A la Ferme-du-Buisson, Loïc Touzé crée un merveilleux solo dans le cadre de Danes d'avril 1996. Toujours au même endroit, il revient avec un quatuor nommé *Si nous marchions calmement...*. Le chorégraphe est un adepte de la respiration large. Il détecte l'esbroufe et excelle dans la simplicité élégante du geste, les intentions claires et intelligemment menées. Noélie (77), *La Ferme-du-Buisson*, allée de la Ferme, 20 h 30, le 14, 15 heures, le 15. Tél. : 01-64-62-77-77, 120 F.

Le Music-Hall du lundi

Après Gustave Parking et Bernard Lancelotti, c'est au tour du violoncelliste et comédien Maurice Baquet de paraître les soirées électorales du lundi à la Pépinière Opéra. Au programme, rock loufoque (Les Epie noirs), balalaïka et piano (Nicolas Kedrov et Véronique Briel), gospel (Palata Singers), chanson et comédie (Anne Baquet), acrobates et jongleurs (Les Skouts).

La Pépinière-Opéra, 7, rue Louis-Le-Grand, Paris-2^e. M^o Opéra. 21 heures, les 16 et 30. Tél. : 01-42-61-44-16, 100 F. Zlavoro

★ Zlavoro Barochestra » est une proposition du collectif Zlavoro — Barthélémy, Kassap, Levallet, Mahieux, Marais et Terrier, somptueuse réunion — qui a convié François Corneloup, Laurent Dehors, Christophe Marguet — jeune

garde et tout ça — et le comédien Philippe Faure à ses drôles de jeux musicaux : jazz et tout ça. Ajoutons-y le Zlavoro Band, big band interuniversitaire et le Quart-Art Workshop pour surprendre et divertir le public, les artificiers d'Éphémère, comme au Festival de Nevers, les vins qui viennent de Bourgogne, les huîtres de la mer et la restauration qui est vietnamienne... la nuit sera longue. *Théâtre de la Cité internationale*, 21, boulevard Jourdan Paris-14^e. RER ligne 4 Cité internationale. A partir de 19 h 30, le 14. Tél. : 01-45-39-38-69, 80 F à 130 F.

Tito Paris
L'un des musiciens les plus en vue de l'effervescence scène capverdienne de Lisbonne. Chanteur et guitariste sensible, Tito Paris a le secret des *coladeiras* qui charment. Au même programme : Maria Alice et Teófilo Chantre. *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M^o Châteaud'Eau, 20 h 30, le 14. Tél. : 01-45-23-51-41.

Type O Negative. Manhole

Deux exemples de ce que le hard rock produit de plus brut au

jourdu. Mené par une harpie,

Tairia B, aux vocaux impression-

nants, Manhole excelle dans le

metal-funk. Type O Negative

forge un métal gothique forte-

ment influencé par Queen.

Elysée-Montmartre, 72, boulevard

Rochechouart, Paris-18^e. M^o Anvers.

19 h 30, le 15. Tél. : 01-44-92-45-45.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ALASKA

Film américain de Proser C. Heston

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}.

AU REVOIR, À JAMAIS (*)

Film américain de Renny Harlin

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} ; UGC

Danton, 6^e ; UGC Rotonde, 6^e ; Gau-

mont Marignan, 8^e (réservation 01-40-

30-20-10) ; UGC Normandie, 8^e ; Gau-

mont Opéra Français, 9^e (01-47-70-33-

88) ; réservation 01-40-30-20-10 ; Gau-

mont Gobelins Fauvette, 13^e (01-47-

42-55-88) ; réservation 01-40-30-20-10 ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-

79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

LA COURSE AU JOUEUR

Film américain de Brian Levant

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} ; Gau-

mont Marignan, 8^e (réservation 01-40-

30-20-10) ; Gaumont Marignan, 8^e (ré-

servation 01-40-30-20-10) ; UGC

Opéra, 9^e ; Les Nations, 12^e (01-43-43-

46-67) ; réservation 01-40-30-20-10 ;

UGC Lyon Bastille, 12^e ; Gaumont Go-

belins Fauvette, 13^e (01-47-07-55-88) ;

réservation 01-40-30-20-10 ; Gaumont

Parnasse, 14^e (réservation 01-40-30-20-10) ;

Pathé Wapler, 18^e (réservation 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

sade, 8^e (01-43-59-19-08) ; réservation

01-40-30-20-10 ; George-V, 8^e ; Saint-

Lazare-Pasquier, 8^e (01-43-87-35-43) ;

réservation 01-40-30-20-10 ; UGC

Opéra, 9^e ; Les Nations, 12^e (01-43-43-

46-67) ; réservation 01-40-30-20-10 ;

UGC Lyon Bastille, 12^e ; Gaumont Go-

belins Fauvette, 13^e (01-47-07-55-88) ;

réservation 01-40-30-20-10 ; Gaumont

Parnasse, 14^e (réservation 01-40-30-20-10) ;

Pathé Wapler, 18^e (réservation 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (01-45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle

Jeune fille

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 DÉCEMBRE 1996 / 27

SAMEDI 14 DÉCEMBRE

TF 1

20.45
LA FERME DU CROCODILE
Téléfilm de Didier Albert, avec Mathilda May, Gérard Darmon (15 min). 857946
En Afrique, une jeune femme vient d'acquiescer un terrain pour construire un complexe hôtelier. Elle y rencontre le locataire, un aventurier...

22.40
HOLLYWOOD NIGHT
Téléfilm (A) de Paul Ziller, avec Gary Busey, Kim Cattrall, Darlene Araceli, Pascale Pons (105 min). 140251
Pour oublier une affaire de cœur en série, un policier entraîne une nouvelle vie professionnelle.

0.25 Football foot.
1.00 Poullet au gratin.
Téléfilm d'Estienne Dhaene, avec Francis Perrin (90 min). 555844
2.30 et 3.00, 4.05, 4.40 TF1 nuit: 2.40 Les Renseignements de l'Agence. Magazine (rediff.) 3.30 et 4.15, 5.00 Histoire naturelle (rediff.). 4.50 Musique. Concert (10 min).

France 2

20.50
ÉTONNANT ET DRÔLE
Divertissement présenté par Patrick Sébastien. Invités: Dave, Sophie Forte, Karl Zéro, Valérie Anne Giscard d'Estaing, les Chevaliers du Réel. Avec Alain Grillo, Paul Adam, Michel Muller (15 min). 270289

22.45
ÉCLATS DE RIRE
Divertissement présenté par Yves Lecoq, Chantal Ladesou, avec Popsky, Jean Leffebvre. Enregistré au théâtre Bobino (90 min). 700390

0.15 Journal. Bourgeois. Médo. 0.25 La 25^e heure. Paris, crade: urgence! (60 min). 784221
1.25 Bonifolia de culture. Magazine (rediff.). 2.30 La Coupe. Secret de Pierre. 3.00 Fictions d'Alfred. Documentaire. Une expédition de Pierre et Olivier Karmel. 3.45 Unité. Documentaire. La mort des plantes. 4.40 Vol-guer du Mont Blanc. Documentaire (rediff.). 4.55 Tarentule (rediff.). 75 min.

France 3

20.50
FINALE DES DICOS D'OR
Présentée par Bernard Pivot et Catherine Masson. Le corrigé (10 min). 85795
Avec les commentateurs de Jean-Pierre Collignon, chef correcteur du Journal Le Monde, et de ses collègues du jury national.

22.15
LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE
Documentaire. Hitler-Staline, liaisons dangereuses de Jean-François Delouis. (90 min). 952704
Et si Staline avait eu l'intention de pousser son armée vers l'ouest pour affronter Hitler sur son propre territoire?

23.15 Journal. Médo. 23.40 Musique et Compagnie. Maria Joao Pires. 0.40 Le Théâtre de José Artur. Invité: Pierre Arditi. 1.00 Capitaine Poullet. Série. Une nuit apocalyptique. 1.15 Musique (10 min).

Arte

20.45
FALLEN ANGELS
Série produite par Sidney Pollack. [49] Casse-cou, de Jim Mc Bride, avec Giancarlo Esposito, Bill Mum. (50 min). 3179838
Un poison qui fait mourir de Tim Hunter, avec Christopher Lloyd, Laura San Giacomo (55 min). 3179838
21.40 Métropolis. Bientôt Noël; l'Allemagne en hiver; l'agenda culturel et les Cyber-News (60 min). 308879

22.40
MUSIC PLANET: JAZZ COLLECTION
Documentaire de Robert Mugner. Gerry Mulligan (55 min). 283302

23.35 Oh est le grand Nord? Téléfilm de Hanna Kalkorpi, avec Outi Alanen, Pavo Penttinen (75 min). 2570373
0.50 Riff-Raff. Film de Ken Loach, avec Robert Carlyle, Eimer McCourt, Jimmy Coleman (1990, v.o., 95 min). 68013825
Rediff. du dimanche 8 décembre.

M 6

20.50
AUX FRONTIÈRES DU RÉEL
Série, avec David Duchovny et Gillian Anderson. 56437462
L'église des miracles. Scully et Mulder s'immergent à plusieurs décès qui ont frappé les fidèles d'un prédateur.

23.30 Le Plus Grand Zouk. Concert enregistré le 7 décembre à Bercy, présenté par Laurent Boyer et Les Galva (120 min). 504753
1.30 La Nuit des clips (30 min).

Canal +

20.35
LES LARMES DU CLONE
Téléfilm d'Yvonne Mac Kay, avec Greg Wise, Sophie Lee (90 min). 354725
Dans un centre de recherche, un généticien met au point un programme capable de créer des enfants parfaits.

22.05 Flash d'information.
22.15
JOUR DE FOOT
Magazine présenté par Philippe Brues (45 min). 1330289
23.00 La Malédiction. Film de Richard Donner (1976, 104 min). 845424
0.45 Land and Freedom. Film de Ken Loach (1994, v.o., 110 min). 2449582
2.35 A la vie, à la mort. Film de Robert Gendall (1995, 105 min). 2190318
4.20 Les Matinales. Documentaire (rediff., N., 30 min). 5435889
5.10 C'est magnifique. Spectacle (rediff., 114 min).

Radio

France-Culture
20.45 Fiction: Nouveau répertoire dramatique. Enregistrement avec Olivier Chameau; 20.50 Jours d'été; 21.00 Jours d'été; 21.10 Jours d'été; 21.20 Jours d'été; 21.30 Jours d'été; 21.40 Jours d'été; 21.50 Jours d'été; 22.00 Jours d'été; 22.10 Jours d'été; 22.20 Jours d'été; 22.30 Jours d'été; 22.40 Jours d'été; 22.50 Jours d'été; 23.00 Jours d'été; 23.10 Jours d'été; 23.20 Jours d'été; 23.30 Jours d'été; 23.40 Jours d'été; 23.50 Jours d'été; 0.00 Jours d'été; 0.10 Jours d'été; 0.20 Jours d'été; 0.30 Jours d'été; 0.40 Jours d'été; 0.50 Jours d'été; 1.00 Jours d'été; 1.10 Jours d'été; 1.20 Jours d'été; 1.30 Jours d'été; 1.40 Jours d'été; 1.50 Jours d'été; 2.00 Jours d'été; 2.10 Jours d'été; 2.20 Jours d'été; 2.30 Jours d'été; 2.40 Jours d'été; 2.50 Jours d'été; 3.00 Jours d'été; 3.10 Jours d'été; 3.20 Jours d'été; 3.30 Jours d'été; 3.40 Jours d'été; 3.50 Jours d'été; 4.00 Jours d'été; 4.10 Jours d'été; 4.20 Jours d'été; 4.30 Jours d'été; 4.40 Jours d'été; 4.50 Jours d'été; 5.00 Jours d'été; 5.10 Jours d'été; 5.20 Jours d'été; 5.30 Jours d'été; 5.40 Jours d'été; 5.50 Jours d'été; 6.00 Jours d'été; 6.10 Jours d'été; 6.20 Jours d'été; 6.30 Jours d'été; 6.40 Jours d'été; 6.50 Jours d'été; 7.00 Jours d'été; 7.10 Jours d'été; 7.20 Jours d'été; 7.30 Jours d'été; 7.40 Jours d'été; 7.50 Jours d'été; 8.00 Jours d'été; 8.10 Jours d'été; 8.20 Jours d'été; 8.30 Jours d'été; 8.40 Jours d'été; 8.50 Jours d'été; 9.00 Jours d'été; 9.10 Jours d'été; 9.20 Jours d'été; 9.30 Jours d'été; 9.40 Jours d'été; 9.50 Jours d'été; 10.00 Jours d'été; 10.10 Jours d'été; 10.20 Jours d'été; 10.30 Jours d'été; 10.40 Jours d'été; 10.50 Jours d'été; 11.00 Jours d'été; 11.10 Jours d'été; 11.20 Jours d'été; 11.30 Jours d'été; 11.40 Jours d'été; 11.50 Jours d'été; 12.00 Jours d'été; 12.10 Jours d'été; 12.20 Jours d'été; 12.30 Jours d'été; 12.40 Jours d'été; 12.50 Jours d'été; 13.00 Jours d'été; 13.10 Jours d'été; 13.20 Jours d'été; 13.30 Jours d'été; 13.40 Jours d'été; 13.50 Jours d'été; 14.00 Jours d'été; 14.10 Jours d'été; 14.20 Jours d'été; 14.30 Jours d'été; 14.40 Jours d'été; 14.50 Jours d'été; 15.00 Jours d'été; 15.10 Jours d'été; 15.20 Jours d'été; 15.30 Jours d'été; 15.40 Jours d'été; 15.50 Jours d'été; 16.00 Jours d'été; 16.10 Jours d'été; 16.20 Jours d'été; 16.30 Jours d'été; 16.40 Jours d'été; 16.50 Jours d'été; 17.00 Jours d'été; 17.10 Jours d'été; 17.20 Jours d'été; 17.30 Jours d'été; 17.40 Jours d'été; 17.50 Jours d'été; 18.00 Jours d'été; 18.10 Jours d'été; 18.20 Jours d'été; 18.30 Jours d'été; 18.40 Jours d'été; 18.50 Jours d'été; 19.00 Jours d'été; 19.10 Jours d'été; 19.20 Jours d'été; 19.30 Jours d'été; 19.40 Jours d'été; 19.50 Jours d'été; 20.00 Jours d'été; 20.10 Jours d'été; 20.20 Jours d'été; 20.30 Jours d'été; 20.40 Jours d'été; 20.50 Jours d'été; 21.00 Jours d'été; 21.10 Jours d'été; 21.20 Jours d'été; 21.30 Jours d'été; 21.40 Jours d'été; 21.50 Jours d'été; 22.00 Jours d'été; 22.10 Jours d'été; 22.20 Jours d'été; 22.30 Jours d'été; 22.40 Jours d'été; 22.50 Jours d'été; 23.00 Jours d'été; 23.10 Jours d'été; 23.20 Jours d'été; 23.30 Jours d'été; 23.40 Jours d'été; 23.50 Jours d'été; 0.00 Jours d'été; 0.10 Jours d'été; 0.20 Jours d'été; 0.30 Jours d'été; 0.40 Jours d'été; 0.50 Jours d'été; 1.00 Jours d'été; 1.10 Jours d'été; 1.20 Jours d'été; 1.30 Jours d'été; 1.40 Jours d'été; 1.50 Jours d'été; 2.00 Jours d'été; 2.10 Jours d'été; 2.20 Jours d'été; 2.30 Jours d'été; 2.40 Jours d'été; 2.50 Jours d'été; 3.00 Jours d'été; 3.10 Jours d'été; 3.20 Jours d'été; 3.30 Jours d'été; 3.40 Jours d'été; 3.50 Jours d'été; 4.00 Jours d'été; 4.10 Jours d'été; 4.20 Jours d'été; 4.30 Jours d'été; 4.40 Jours d'été; 4.50 Jours d'été; 5.00 Jours d'été; 5.10 Jours d'été; 5.20 Jours d'été; 5.30 Jours d'été; 5.40 Jours d'été; 5.50 Jours d'été; 6.00 Jours d'été; 6.10 Jours d'été; 6.20 Jours d'été; 6.30 Jours d'été; 6.40 Jours d'été; 6.50 Jours d'été; 7.00 Jours d'été; 7.10 Jours d'été; 7.20 Jours d'été; 7.30 Jours d'été; 7.40 Jours d'été; 7.50 Jours d'été; 8.00 Jours d'été; 8.10 Jours d'été; 8.20 Jours d'été; 8.30 Jours d'été; 8.40 Jours d'été; 8.50 Jours d'été; 9.00 Jours d'été; 9.10 Jours d'été; 9.20 Jours d'été; 9.30 Jours d'été; 9.40 Jours d'été; 9.50 Jours d'été; 10.00 Jours d'été; 10.10 Jours d'été; 10.20 Jours d'été; 10.30 Jours d'été; 10.40 Jours d'été; 10.50 Jours d'été; 11.00 Jours d'été; 11.10 Jours d'été; 11.20 Jours d'été; 11.30 Jours d'été; 11.40 Jours d'été; 11.50 Jours d'été; 12.00 Jours d'été; 12.10 Jours d'été; 12.20 Jours d'été; 12.30 Jours d'été; 12.40 Jours d'été; 12.50 Jours d'été; 13.00 Jours d'été; 13.10 Jours d'été; 13.20 Jours d'été; 13.30 Jours d'été; 13.40 Jours d'été; 13.50 Jours d'été; 14.00 Jours d'été; 14.10 Jours d'été; 14.20 Jours d'été; 14.30 Jours d'été; 14.40 Jours d'été; 14.50 Jours d'été; 15.00 Jours d'été; 15.10 Jours d'été; 15.20 Jours d'été; 15.30 Jours d'été; 15.40 Jours d'été; 15.50 Jours d'été; 16.00 Jours d'été; 16.10 Jours d'été; 16.20 Jours d'été; 16.30 Jours d'été; 16.40 Jours d'été; 16.50 Jours d'été; 17.00 Jours d'été; 17.10 Jours d'été; 17.20 Jours d'été; 17.30 Jours d'été; 17.40 Jours d'été; 17.50 Jours d'été; 18.00 Jours d'été; 18.10 Jours d'été; 18.20 Jours d'été; 18.30 Jours d'été; 18.40 Jours d'été; 18.50 Jours d'été; 19.00 Jours d'été; 19.10 Jours d'été; 19.20 Jours d'été; 19.30 Jours d'été; 19.40 Jours d'été; 19.50 Jours d'été; 20.00 Jours d'été; 20.10 Jours d'été; 20.20 Jours d'été; 20.30 Jours d'été; 20.40 Jours d'été; 20.50 Jours d'été; 21.00 Jours d'été; 21.10 Jours d'été; 21.20 Jours d'été; 21.30 Jours d'été; 21.40 Jours d'été; 21.50 Jours d'été; 22.00 Jours d'été; 22.10 Jours d'été; 22.20 Jours d'été; 22.30 Jours d'été; 22.40 Jours d'été; 22.50 Jours d'été; 23.00 Jours d'été; 23.10 Jours d'été; 23.20 Jours d'été; 23.30 Jours d'été; 23.40 Jours d'été; 23.50 Jours d'été; 0.00 Jours d'été; 0.10 Jours d'été; 0.20 Jours d'été; 0.30 Jours d'été; 0.40 Jours d'été; 0.50 Jours d'été; 1.00 Jours d'été; 1.10 Jours d'été; 1.20 Jours d'été; 1.30 Jours d'été; 1.40 Jours d'été; 1.50 Jours d'été; 2.00 Jours d'été; 2.10 Jours d'été; 2.20 Jours d'été; 2.30 Jours d'été; 2.40 Jours d'été; 2.50 Jours d'été; 3.00 Jours d'été; 3.10 Jours d'été; 3.20 Jours d'été; 3.30 Jours d'été; 3.40 Jours d'été; 3.50 Jours d'été; 4.00 Jours d'été; 4.10 Jours d'été; 4.20 Jours d'été; 4.30 Jours d'été; 4.40 Jours d'été; 4.50 Jours d'été; 5.00 Jours d'été; 5.10 Jours d'été; 5.20 Jours d'été; 5.30 Jours d'été; 5.40 Jours d'été; 5.50 Jours d'été; 6.00 Jours d'été; 6.10 Jours d'été; 6.20 Jours d'été; 6.30 Jours d'été; 6.40 Jours d'été; 6.50 Jours d'été; 7.00 Jours d'été; 7.10 Jours d'été; 7.20 Jours d'été; 7.30 Jours d'été; 7.40 Jours d'été; 7.50 Jours d'été; 8.00 Jours d'été; 8.10 Jours d'été; 8.20 Jours d'été; 8.30 Jours d'été; 8.40 Jours d'été; 8.50 Jours d'été; 9.00 Jours d'été; 9.10 Jours d'été; 9.20 Jours d'été; 9.30 Jours d'été; 9.40 Jours d'été; 9.50 Jours d'été; 10.00 Jours d'été; 10.10 Jours d'été; 10.20 Jours d'été; 10.30 Jours d'été; 10.40 Jours d'été; 10.50 Jours d'été; 11.00 Jours d'été; 11.10 Jours d'été; 11.20 Jours d'été; 11.30 Jours d'été; 11.40 Jours d'été; 11.50 Jours d'été; 12.00 Jours d'été; 12.10 Jours d'été; 12.20 Jours d'été; 12.30 Jours d'été; 12.40 Jours d'été; 12.50 Jours d'été; 13.00 Jours d'été; 13.10 Jours d'été; 13.20 Jours d'été; 13.30 Jours d'été; 13.40 Jours d'été; 13.50 Jours d'été; 14.00 Jours d'été; 14.10 Jours d'été; 14.20 Jours d'été; 14.30 Jours d'été; 14.40 Jours d'été; 14.50 Jours d'été; 15.00 Jours d'été; 15.10 Jours d'été; 15.20 Jours d'été; 15.30 Jours d'été; 15.40 Jours d'été; 15.50 Jours d'été; 16.00 Jours d'été; 16.10 Jours d'été; 16.20 Jours d'été; 16.30 Jours d'été; 16.40 Jours d'été; 16.50 Jours d'été; 17.00 Jours d'été; 17.10 Jours d'été; 17.20 Jours d'été; 17.30 Jours d'été; 17.40 Jours d'été; 17.50 Jours d'été; 18.00 Jours d'été; 18.10 Jours d'été; 18.20 Jours d'été; 18.30 Jours d'été; 18.40 Jours d'été; 18.50 Jours d'été; 19.00 Jours d'été; 19.10 Jours d'été; 19.20 Jours d'été; 19.30 Jours d'été; 19.40 Jours d'été; 19.50 Jours d'été; 20.00 Jours d'été; 20.10 Jours d'été; 20.20 Jours d'été; 20.30 Jours d'été; 20.40 Jours d'été; 20.50 Jours d'été; 21.00 Jours d'été; 21.10 Jours d'été; 21.20 Jours d'été; 21.30 Jours d'été; 21.40 Jours d'été; 21.50 Jours d'été; 22.00 Jours d'été; 22.10 Jours d'été; 22.20 Jours d'été; 22.30 Jours d'été; 22.40 Jours d'été; 22.50 Jours d'été; 23.00 Jours d'été; 23.10 Jours d'été; 23.20 Jours d'été; 23.30 Jours d'été; 23.40 Jours d'été; 23.50 Jours d'été; 0.00 Jours d'été; 0.10 Jours d'été; 0.20 Jours d'été; 0.30 Jours d'été; 0.40 Jours d'été; 0.50 Jours d'été; 1.00 Jours d'été; 1.10 Jours d'été; 1.20 Jours d'été; 1.30 Jours d'été; 1.40 Jours d'été; 1.50 Jours d'été; 2.00 Jours d'été; 2.10 Jours d'été; 2.20 Jours d'été; 2.30 Jours d'été; 2.40 Jours d'été; 2.50 Jours d'été; 3.00 Jours d'été; 3.10 Jours d'été; 3.20 Jours d'été; 3.30 Jours d'été; 3.40 Jours d'été; 3.50 Jours d'été; 4.00 Jours d'été; 4.10 Jours d'été; 4.20 Jours d'été; 4.30 Jours d'été; 4.40 Jours d'été; 4.50 Jours d'été; 5.00 Jours d'été; 5.10 Jours d'été; 5.20 Jours d'été; 5.30 Jours d'été; 5.40 Jours d'été; 5.50 Jours d'été; 6.00 Jours d'été; 6.10 Jours d'été; 6.20 Jours d'été; 6.30 Jours d'été; 6.40 Jours d'été; 6.50 Jours d'été; 7.00 Jours d'été; 7.10 Jours d'été; 7.20 Jours d'été; 7.30 Jours d'été; 7.40 Jours d'été; 7.50 Jours d'été; 8.00 Jours d'été; 8.10 Jours d'été; 8.20 Jours d'été; 8.30 Jours d'été; 8.40 Jours d'été; 8.50 Jours d'été; 9.00 Jours d'été; 9.10 Jours d'été; 9.20 Jours d'été; 9.30 Jours d'été; 9.40 Jours d'été; 9.50 Jours d'été; 10.00 Jours d'été; 10.10 Jours d'été; 10.20 Jours d'été; 10.30 Jours d'été; 10.40 Jours d'été; 10.50 Jours d'été; 11.00 Jours d'été; 11.10 Jours d'été; 11.20 Jours d'été; 11.30 Jours d'été; 11.40 Jours d'été; 11.50 Jours d'été; 12.00 Jours d'été; 12.10 Jours d'été; 12.20 Jours d'été; 12.30 Jours d'été; 12.40 Jours d'été; 12.50 Jours d'été; 13.00 Jours d'été; 13.10 Jours d'été; 13.20 Jours d'été; 13.30 Jours d'été; 13.40 Jours d'été; 13.50 Jours d'été; 14.00 Jours d'été; 14.10 Jours d'été; 14.20 Jours d'été; 14.30 Jours d'été; 14.40 Jours d'été; 14.50 Jours d'été; 15.00 Jours d'été; 15.10 Jours d'été; 15.20 Jours d'été; 15.30 Jours d'été; 15.40 Jours d'été; 15.50 Jours d'été; 16.00 Jours d'été; 16.10 Jours d'été; 16.20 Jours d'été; 16.30 Jours d'été; 16.40 Jours d'été; 16.50 Jours d'été; 17.00 Jours d'été; 17.10 Jours d'été; 17.20 Jours d'été; 17.30 Jours d'été; 17.40 Jours d'été; 17.50 Jours d'été; 18.00 Jours d'été; 18.10 Jours d'été; 18.20 Jours d'été; 18.30 Jours d'été; 18.40 Jours d'été; 18.50 Jours d'été; 19.00 Jours d'été; 19.10 Jours d'été; 19.20 Jours d'été; 19.30 Jours d'été; 19.40 Jours d'été; 19.50 Jours d'été; 20.00 Jours d'été; 20.10 Jours d'été; 20.20 Jours d'été; 20.30 Jours d'été; 20.40 Jours d'été; 20.50 Jours d'été; 21.00 Jours d'été; 21.10 Jours d'été; 21.20 Jours d'été; 21.30 Jours d'été; 21.40 Jours d'été; 21.50 Jours d'été; 22.00 Jours d'été; 22.10 Jours d'été; 22.20 Jours d'été; 22.30 Jours d'été; 22.40 Jours d'été; 22.50 Jours d'été; 23.00 Jours d'été; 23.10 Jours d'été; 23.20 Jours d'été; 23.30 Jours d'été; 23.40 Jours d'été; 23.50 Jours d'été; 0.00 Jours d'été; 0.10 Jours d'été; 0.20 Jours d'été; 0.30 Jours d'été; 0.40 Jours d'été; 0.50 Jours d'été; 1.00 Jours d'été; 1.10 Jours d'été; 1.20 Jours d'été; 1.30 Jours d'été; 1.40 Jours d'été; 1.50 Jours d'été; 2.00 Jours d'été; 2.10 Jours d'été; 2.20 Jours d'été; 2.30 Jours d'été; 2.40 Jours d'été; 2.50 Jours d'été; 3.00 Jours d'été; 3.10 Jours d'été; 3.20 Jours d'été; 3.30 Jours d'été; 3.40 Jours d'été; 3.50 Jours d'été; 4.00 Jours d'été; 4.10 Jours d'été; 4.20 Jours d'été; 4.30 Jours d'été; 4.40 Jours d'été; 4.50 Jours d'été; 5.00 Jours d'été; 5.10 Jours d'été; 5.20 Jours d'été; 5.30 Jours d'été; 5.40 Jours d'été; 5.50 Jours d'été; 6.00 Jours d'été; 6.10 Jours d'été; 6.20 Jours d'été; 6.30 Jours d'été; 6.40 Jours d'été; 6.50 Jours d'été; 7.00 Jours d'été; 7.10 Jours d'été; 7.20 Jours d'été; 7.30 Jours d'été; 7.40 Jours d'été; 7.50 Jours d'été; 8.00 Jours d'été; 8.10 Jours d'été; 8.20 Jours d'été; 8.30 Jours d'été; 8.40 Jours d'été; 8.50 Jours d'été; 9.00 Jours d'été; 9.10 Jours d'été; 9.20 Jours d'été; 9.30 Jours d'été; 9.40 Jours d'été; 9.50 Jours d'été; 10.00 Jours d'été; 10.10 Jours d'été; 10.20 Jours d'été; 10.30 Jours d'été; 10.40 Jours d'été; 10.50 Jours d'été; 11.00 Jours d'été; 11.10 Jours d'été; 11.20 Jours d'été; 11.30 Jours d'été; 11.40 Jours d'été; 11.50 Jours d'été; 12.00 Jours d'été; 12.10 Jours d'été; 12.20 Jours d'été; 12.30 Jours d'été; 12.40 Jours d'été; 12.50 Jours d'été; 13.00 Jours d'été; 13.10 Jours d'été; 13.20 Jours d'été; 13.30 Jours d'été; 13.40 Jours d'été; 13.50 Jours d'été; 14.00 Jours d'été; 14.10 Jours d'été; 14.20 Jours d'été; 14.30 Jours d'été; 14.40 Jours d'été; 14.50 Jours d'été; 15.00 Jours d'été; 15.10 Jours d'été; 15.20 Jours d'été; 15.30 Jours d'été; 15.40 Jours d'été; 15.50 Jours d'été; 16.00 Jours d'été; 16.10 Jours d'été; 16.20 Jours d'été; 16.30 Jours d'été; 16.40 Jours d'été; 16.50 Jours d'été; 17.00 Jours d'été; 17.10 Jours d'été; 17.20 Jours d'été; 17.30 Jours d'été; 17.40 Jours d'été; 17.50 Jours d'été; 18.00 Jours d'été; 18.10 Jours d'été; 18.20 Jours d'été; 18.30 Jours d'été; 18.40 Jours d'été; 18.50 Jours d'été; 19.00 Jours d'été; 19.10 Jours d'été; 19.20 Jours d'été; 19.30 Jours d'été; 19.40 Jours d'été; 19.50 Jours d'été; 20.00 Jours d'été; 20.10 Jours d'été; 20.20 Jours d'été; 20.30 Jours d'été; 20.40 Jours d'été; 20.50 Jours d'été; 21.00 Jours d'été; 21.10 Jours d'été; 21.20 Jours d'été; 21.30 Jours d'été; 21.40 Jours d'été; 21.50 Jours d'été; 22.00 Jours d'été; 22.10 Jours d'été; 22.20 Jours d'été; 22.30 Jours d'été; 22.40 Jours d'été; 22.50 Jours d'été; 23.00 Jours d'été; 23.10 Jours d'été; 23.20 Jours d'été; 23.30 Jours d'été; 23.40 Jours d'été; 23.50 Jours d'été; 0.00 Jours d'été; 0.10 Jours d'été; 0.20 Jours d'été; 0.30 Jours d'été; 0.40 Jours d'été; 0.50 Jours d'été; 1.00 Jours d'été; 1.10 Jours d'été; 1.20 Jours d'été; 1.30 Jours d'été; 1.40 Jours d'été; 1.50 Jours d'été; 2.00 Jours d'été; 2.10 Jours d'été; 2.20 Jours d'été; 2.30 Jours d'été; 2.40 Jours d'été; 2.50 Jours d'été; 3.00 Jours d'été; 3.10 Jours d'été; 3.20 Jours d'été; 3.30 Jours d'été; 3.40 Jours d'été; 3.50 Jours d'été; 4.00 Jours d'été; 4.10 Jours d'été; 4.20 Jours d'été; 4.30 Jours d'été; 4.40 Jours d'été; 4.50 Jours d'été; 5.00 Jours d'été; 5.10 Jours d'été; 5.20 Jours d'été; 5.30 Jours d'été; 5.40 Jours d'été; 5.50 Jours d'été; 6.00 Jours d'été; 6.10 Jours d'été; 6.20 Jours d'été; 6.30 Jours d'été; 6.40 Jours d'été; 6.50 Jours d'été; 7.00 Jours d'été; 7.10 Jours d'été; 7.20 Jours d'été; 7.30 Jours d'été; 7.40 Jours d'été; 7.50 Jours d'été; 8.00 Jours d'été; 8.10 Jours d'été; 8.20 Jours d'été; 8.30 Jours d'été; 8.40 Jours d'été; 8.50 Jours d'été; 9.00 Jours d'été; 9.10 Jours d'été; 9.20 Jours d'été; 9.30 Jours d'été; 9.40 Jours d'été; 9.50 Jours d'été; 10.00 Jours d'été; 10.10 Jours d'été; 10.20 Jours d'été; 10.30 Jours d'été; 10.40 Jours d'été; 10.50 Jours d'été; 11.00 Jours d'été; 11.10 Jours d'été; 11.20 Jours d'été; 11.30 Jours d'été; 11.40 Jours d'été; 11.50 Jours d'été; 12.00 Jours d'été; 12.10 Jours d'été; 12.20 Jours d'été; 12.30 Jours d'été; 12.40 Jours d'été; 12.50 Jours d'été; 13.00 Jours d'été; 13.10 Jours d'été; 13.20 Jours d'été; 13.30 Jours d'été; 13.40 Jours d'été; 13.50 Jours d'été; 14.00 Jours d'été; 14.10 Jours d'été; 14.20 Jours d'été; 14.30 Jours d'été; 14.40 Jours d'été; 14.50 Jours d'été; 15.00 Jours d'été; 15.10 Jours d'été; 15.20 Jours d'été; 15.30 Jours d'été; 15.40 Jours d'été; 15.50 Jours d'été; 16.00 Jours d'été; 16.10 Jours d'été; 16.20 Jours d'été; 16.30 Jours d'été; 16.40 Jours d'été; 16.50 Jours d'été; 17.00 Jours d'été; 17.10 Jours d'été; 17.20 Jours d'été; 17.30 Jours d'été; 17.40 Jours d'été; 17.50 Jours d'été; 18.00 Jours

Perlimpinpin

par Alain Rollat

IL NE FAUT pas désespérer les présidents de la République. Mais comment faire œuvre utile au lendemain d'un lamento élyséen ? A quoi atteler sa conscience civique pour rendre service à la collectivité ? Sur quelle piste s'engager ? Comment dénichier cette Belle au bois dormant ? Où se cache cette France sans peurs et sans reproches dont l'engourdissement conservateur fait soupirer l'élu national ?

Le vendredi soir, quand on est un citoyen tourmenté, on ne tourne pas autour du pot : on consulte sur France 2 le lutin Pivot. Cela tombait bien puisque « Bouillon de culture » recevait un élucubrologue. C'est-à-dire un docteur en elfes, qui vient d'achever une *Grande encyclopédie des fées*. Une première, à notre connaissance. Or il ressort de ce monumental inventaire que Maître Chirac n'a que l'embaras du choix s'il désire vraiment un coup de main pour métamorphoser sa France citrouille en France féérique.

Même si les baguettes magiques des Viviane, Morgane, Mélusine et autres fées d'envergure internationale semblent trop sollicitées pour être disponibles en ce moment, l'enchantement desénchanté de l'Elysée hexagonal peut compter sur les bonnes dames blanches, bleues et vertes qui veillent sur la France profonde depuis les temps immémoriaux. Parmi celles dont la cote est en hausse, figurent la provençale Esterelle, qui guérit la stérilité, la franc-comtoise Abonde, protectrice des chaumières les plus désertées, et surtout la Vouivre, spécialiste des miracles en tout

genre, très connue dans le Jura, dont la particularité vestimentaire est de porter au front une éscarboucle lumineuse qu'il ne faut pas être transformé en balai-brosse.

Subsiste toutefois une inconnue : toutes les fées, même les mieux intentionnées, sont très susceptibles. Au terme de son exploration des forêts planétaires l'elficologue Pierre Dubois (c'est sûrement un pseudonyme...) s'est montré formel : aucune fée ne transformera jamais un premier ministre en prince charmant si elle n'a pas été invitée à se pencher sur son berceau lors de son baptême. S'impose donc l'ouverture d'une information religieuse à l'hôtel Matignon.

Pour sa part, assurant à la perfection le service après-vente, TF1 avait évidemment mis un point d'honneur à être la première en piste dans la foulée présidentielle. Il n'y avait pas de hasard : l'élection de Miss France 1997, ce même vendredi soir, n'avait d'autre but que d'offrir à la France des tristes figures l'image exemplaire d'une Belle au bois dormant enfin sortie de sa léthargie conservatrice. Et c'est, bien sûr, Miss Paris qui l'emporta. L'heureuse élue, prénommée Patricia, est étudiante à la Sorbonne. En attendant que ses aînées dissipent les sortilèges qui pèsent sur notre pays, elle sera sans doute la bonne fée attendue par le Château. A moins qu'il ne faille voir un double sens malicieux dans le vœu que cette nymphe a formulé dès son élection : elle veut devenir « femme d'affaires »...

M. Gallois souhaite que la SNCF soit réformée rapidement

LE PRÉSIDENT de la SNCF Louis Gallois a souhaité, vendredi 13 décembre à Metz, que la réforme de la SNCF soit examinée et votée par le Parlement « le plus rapidement possible », c'est-à-dire dès le début de 1997. « S'il n'y a pas de réforme, la SNCF se dirige vers une situation très préoccupante », selon M. Gallois, qui rappelle que la dette atteint 143 milliards de francs. Le projet de loi prévoit la séparation du réseau et de l'exploitation des chemins de fer et le désendettement de l'entreprise.

Rugby : réélection attendue pour le président Lapasset

LA LISTE de Bernard Lapasset, président sortant de la Fédération française de rugby (FFR), devait être la seule à se présenter aux suffrages des électeurs des 1 700 clubs ou de leurs représentants, samedi 14 décembre à Paris. La veille, Franck Leveau-Guérin, juge des référés au tribunal de grande instance de Paris, avait déclaré irrecevables les deux demandes déposées par l'ancien arbitre international Alain Ceccon, et le club audois de Villeneuve-la-Duchèze, qui réclamaient notamment l'annulation des élections.

En conséquence, la liste d'opposition dirigée par Marcel Martin et Jacques Talmier a retiré sa candidature. « Le jeu est tellement faussé qu'il était inutile de se maintenir », a déclaré au Monde M. Talmier.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : Xavière Tibert, l'épouse du maire de Paris, sera entendue jeudi 19 décembre par les juges d'instruction Dominique Pauthé et Chantal Solano. Les juges auraient par ailleurs découvert, lors d'une perquisition au conseil général de l'Essonne, d'autres contrats de travail « qui font l'objet de vérifications », affirme *Le Parisien* dans son édition datée 14-15 décembre.

■ **Bruno Tellenne**, alias Basile de Koch, qui a rédigé longtemps les discours de Charles Fauriol au Sénat et Alain Auloy, vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine (RPR), auraient été résumés l'un pour la rédaction des discours de Xavier Dugoin, l'autre pour un « travail de conseiller politique ».

■ **IMMIGRATION** : quarante-trois sans-papiers de l'église Saint-Bernard ont occupé, vendredi 13 décembre, une salle de l'Unesco, à Paris avant d'en être évacués par la police dans l'après-midi.

■ **EDUCATION** : alors que quatre maîtres auxiliaires poursuivent une grève de la faim à Toulouse, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, a demandé aux recteurs, jeudi 12 décembre, de dresser un état précis de la situation. Dans une circulaire, il recommande de faire appel aux maîtres auxiliaires bénéficiant d'une plus grande ancienneté et ayant déjà exercé dans l'académie. Selon le SNES, 8 500 d'entre eux seraient en chômage total trois mois après la rentrée.

■ **VENTES** : un dessin de Raphaël atteint plus de 40 millions de francs. Une *Etude pour la tête et la main d'un apôtre*, de Raphaël, a été achetée par un collectionneur anonyme vendredi 13 décembre chez Christie's à Londres pour 5,3 millions de livres (plus de 40 millions de francs), record aux enchères pour une œuvre de ce peintre de la Renaissance italienne (1483-1520).

Les autres politiques, c'est possible !

LE CHEF DE L'ÉTAT affirme, il n'y a qu'une politique possible, celle que mène son premier ministre. Toujours la « pensée unique » ? Les experts du Cercle des économistes, interrogés en détail par *Le Monde*, révèlent que d'autres propositions – toutes acceptables – existent, et qu'en tout cas le débat est ouvert et riche. A lire dans « Le Monde Economie » daté mardi 17 décembre.

Tirage du Monde daté samedi 14 décembre 1996 : 509 210 exemplaires

Bruxelles ouvre une enquête sur la recapitalisation de Thomson

La filiale multimédia du groupe devait recevoir 10 milliards de francs

LA COMMISSION européenne va « ouvrir une procédure sur la recapitalisation de Thomson Multimedia (TMM) », la filiale d'électronique grand public du groupe français Thomson SA, afin de vérifier que cette opération ne fausse pas la concurrence, a annoncé vendredi 13 décembre le commissaire européen à la concurrence Karel Van Miert. Cette décision, qui a le soutien des dix-neuf autres commissaires, doit être formellement prise le 18 décembre.

L'enquête prendra trois mois au maximum. Cette décision inter-

vient alors que le gouvernement français a décidé, le 11 décembre, de reprendre à zéro la privatisation de Thomson. Thomson-CSF (électronique de défense) et TMM seront vendus séparément. Le premier dès le début 1997, le second plus tard, après la mise en œuvre d'un plan de redressement.

FEU VERT

La commission de privatisation avait rejeté, le 28 novembre, l'offre de rachat en bloc de Thomson du groupe Lagardère, qui ne comptait garder que Thomson-

CSF et céder TMM au sud-coréen Daewoo. Le gouvernement français doit recapitaliser Thomson avant de le céder. Le principe d'un apport de près de 11 milliards de francs au groupe d'ici à fin avril 1997 a été arrêté le 6 décembre. Près de 10 milliards doivent aller à TMM, dont l'endettement est de l'ordre de 16 milliards. La Commission européenne avait indiqué qu'elle subordonnait son feu vert à cette recapitalisation à un certain nombre d'engagements : plan de restructuration, gel des volumes produits et des parts de marché.

Paris avait fait valoir les mesures décidées, mi-1996, par TMM, portant notamment sur la fermeture de huit sites sur une trentaine au niveau mondial. A Bruxelles, on indique que les autorités françaises n'ont pas transmis les informations demandées. « Du point de vue de la Commission, il paraît logique de prendre du temps, compte tenu de tout ce qui s'est dit dernièrement sur TMM », souligne un familier du dossier.

Ph. L. C.

Corse : trois gardes à vue après l'attentat de Sperone

TROIS personnes, dont le restaurateur André-Noël Filippetti, déjà impliqué dans l'affaire de corruption OM-Valenciennes, ont été placées en garde à vue, vendredi 13 décembre à Paris, dans l'enquête sur l'attentat commis jeudi contre le golf de Sperone (Corse-du-Sud) et revendiqué par le FLNC-canal historique.

Les trois hommes sont actuellement détenus à Paris dans les locaux de la 6^e division de la direction centrale de la police judiciaire, spécialisée dans la lutte anti-terroriste.

Le directeur du golf de Sperone, Jacques Dewez, avait annoncé, vendredi, que l'attentat faisait « suite à une tentative d'extorsion de fonds, formulée mercredi 11 décembre au soir, qui n'a pas réussi ». Selon M. Dewez, M. Filippetti aurait réclamé au golf quatre millions de francs au titre de « l'impôt révolutionnaire » pour le FLNC-canal historique. Devant le refus de M. Dewez, Jean-Noël Filippetti aurait alors lancé : « Dommage pour l'avenir du golf ».

J'aime
donner le cap



Je n'aime pas
tenir la barre

SÉLECT GESTION

NOUVEAU SERVICE DE GESTION DE PORTEFEUILLE

Parlez-nous de vos objectifs.
Nos spécialistes s'occupent de tout.

Pour vous qui n'avez ni le temps, ni le goût de gérer vous-même votre capital, la Société Générale a créé *Sélect Gestion*. Avec un placement minimum de 50 000 F*, vous accédez à l'ensemble des marchés mondiaux et des secteurs économiques, ainsi qu'aux techniques de gestion élaborées pour de grands investisseurs.

Vous définissez avec nos conseillers votre profil d'investisseur – prudent, équilibré ou dynamique. Les spécialistes de la Société Générale vous déchargent de tout souci de gestion et gèrent au quotidien votre capital en respectant l'orientation définie. Vous recevez régulièrement une information personnalisée sur l'évolution et la performance de vos placements.

Pour la Société Générale, valoriser votre capital en vous libérant de tout souci de gestion, c'est normal. N'hésitez pas à rencontrer nos conseillers en agence.

* Valeur au 02/12/1996 de 50 actions de Sicam, deux droits d'entrée.



CONJUGUONS NOS TALENTS.